

FONDATEUR : HUBERT BENOÎT MARY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBAN

**Line page 10**



## INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 24 FÉVRIER 1995

**AMBITIONS** Alors que la guerre en Tchétchénie achève de diviser les forces politiques russes en « parti de la guerre » et « parti de la paix », le général Alexandre Lebed, comman-

dant de la XIV<sup>e</sup> armée russe en Moldavie, s'impose de plus en plus sur la scène politique, où il se verrait bien jouer le rôle du « sauveur de la nation ». Lui, qu'on dit soutenu par

d'influents « barons » régionaux, critique vertement la politique de M. Eltsine, notamment l'intervention en Tchétchénie. ● ALEXANDRE ROUTSKOÏ, l'ancien vice-président

russe rebelle, confirme qu'il sera candidat à l'élection présidentielle prévue pour juin 1996. ● LES MÉDIAS russes indépendants s'inquiètent d'un décret de M. Eltsine

interdisant la publicité pour le tabac et l'alcool, qui les prive de leurs ressources, une punition pour leur trop grande liberté de ton dans l'affaire tchétchène, selon eux.

## Alexandre Lebed, le général qui attend l'appel de la Russie

Cet ancien d'Afghanistan, qui ne mâche pas ses mots, aurait conclu une « alliance » avec des « barons » régionaux pour accéder au pouvoir

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
« La Russie est un bateau sans gouvernail. » On le disait déjà à l'été 1994, quand la mer et le rouble semblaient assagis ; on le dit avec inquiétude maintenant que la guerre en Tchétchénie a ramené les tempêtes sur le tsar Boris et son armée. Et on l'entend d'autant plus quand un général d'active de quarante-cinq ans, cultivant toutes les apparences d'un sauveur de la nation, se permet de le proclamer.

Alexandre Lebed, chef de la XIV<sup>e</sup> armée stationnée en Transnistrie, multiplie depuis des mois les entretiens avec les médias russes et étrangers. Et il ne mâche pas ses mots. En résumé, il est prêt à assumer le pouvoir, constitutionnellement bien sûr, dans cette Russie « où le contrôle de l'Etat est perdu », si « la situation l'y contraint ». Or celle-ci « s'aggrave à chaque minute où le président Eltsine reste en fonctions », déclarait-il, mardi 21 février, au quotidien allemand à grand tirage Bild. Affirmant que « tout est possible » maintenant en Russie, notamment une explosion sociale, il ajoute que « seules les forces armées seront en mesure d'éviter une désintégration du pays ».

Ce fils de cosaque au physique de boxeur, qui se fait gloire d'avoir résolu le refus de tirer sur la foule qui défendait la Maison Blanche lors du putsch manqué d'août 1991, est le général le plus populaire parmi les officiers. Il peut pratiquement tout se permettre. Notamment de critiquer son ministre Pavel Gratchev, ce qui ne pouvait qu'augmenter encore sa popularité. Boris Eltsine tenta bien, à l'été 1994, de le priver de son armée, mais il dut vite faire marche arrière : l'irréprochable Lebed était moins dangereux à Tiraspol qu'en disgrâce à Moscou. D'autant plus que les Moldaves eux-mêmes, qui l'avaient pourtant bombardé l'année dernière, en 1992, le défendaient les nationalistes russes de Transnistrie, réclamaient maintenant son maintien. Ils le considéraient comme le meilleur rempart contre l'extrémisme des russophones.

Face à la guerre en Tchétchénie, Alexandre Lebed a sans doute été l'officier russe dont les critiques publiques contre cette aventure, « menée, selon lui, par des dilettantes ou des fous », ont été les plus conséquentes. On ne peut pas « rétablir l'ordre constitutionnel avec des chars et des avions », ni vaincre dans « une guerre contre un peuple », affirme cet ancien d'Afghanistan. Prenant une atti-

tude déjà « gaullienne », il a déclaré qu'il accepterait de commander les troupes russes en Tchétchénie s'il en recevait l'ordre, mais seulement pour en organiser le retrait avec des négociations politiques à la clé.

Autre « condition » : que les enfants des généraux qui décident de la guerre servent dans les rangs des troupes qu'ils y envoient. Car, à l'image de l'officier courageux



ALEXANDRE LEBED

guidé par le « bon sens », en ces temps de trouble où les militaires sont jetés contre leur gré dans la politique, il ajoute celle du « chevalier sans reproche », pourfendeur de la corruption qui mine l'armée, comme toute la société, y compris dans son fief de Transnistrie.

Boris Eltsine essaya une nouvelle fois de l'effrayer. Péme per-

due : une mission d'inspection de son armée trouva des troupes dans un état déplorable, disciplinées et même honnêtement nourries et vêtues. Et qui menaient de refuser d'obéir à tout nouveau chef. Alexandre Lebed le nie, mais mollement. Le procureur de Transnistrie affirme s'entendre avec tous les officiers « de bon sens », plus ou moins sanctionnés pour leur opposition à la guerre en Tchétchénie : les Gromov, Vorobiev, Mironov ou Kondratiev. Mais il reste muet sur les alliances politiques qu'il entend passer pour sauver le pays.

A l'automne, un rumeur avait bouleversé Moscou, comme les capitales étrangères : le « futur de la Russie » avait passé un accord secret avec Grigori Iavlinski, candidat déclaré à toute élection présidentielle. Cet économiste éclairé, dont Mikhaïl Gorbatchev n'avait pas osé utiliser les services, est devenu le favori des cercles intellectuels de Moscou et d'Occident, mais personne ne se risque à prédire son succès dans les profondeurs russes, où, si on le connaît, c'est pour les cheveux un peu trop longs qu'il a longtemps portés ou les attaques antisémites lancées contre lui. Il est clair qu'une alliance avec l'homme le plus populaire de l'armée lui serait bien utile, il n'est pas le seul à le croire.

« Je ne suis pas un démocrate », affirme Alexandre Lebed, de son

étonnante voix de basse profonde. Fronçant encore son front bas, il dit chercher un « parti du bon sens », comprenant que la Russie « est, et restera encore un certain temps, un empire ». Grigori Iavlinski serait d'ailleurs d'accord, mais apprécie sans doute moins une autre affirmation du jeune général, pour qui seuls « l'orthodoxie ou le nationalisme peuvent désormais

### Le fief de Transnistrie

La République du Dniestr, ou Transnistrie, où est stationnée la XIV<sup>e</sup> armée du général Lebed, est une province de la Moldavie (peuplée de quelque 700 000 habitants, en majorité russophones) qui a proclamé son indépendance en 1991. Les 3 000 soldats russes stationnés sur son territoire constituent la meilleure garantie de survie de cette « République » coincée entre la République moldave à l'ouest, d'origine roumaine et l'Ukraine. En août 1994, les dirigeants de Moscou et de Chisinau (la capitale de la Moldavie, qui s'appelait Kichinev du temps de l'URSS) se sont mis d'accord sur un retrait en trois ans des soldats russes. Les autorités de Tiraspol (capitale de la Transnistrie) ont décidé d'organiser le 26 mars un référendum sur le retrait de la XIV<sup>e</sup> armée.

remplacer en Russie les croyances disparues ». Non pas, bien sûr, à la façon de Jirinovski : si 56 % de l'armée a voté en 1993 pour ce « clown », affirme Alexandre Lebed, c'est seulement pour rendre au pouvoir l'humiliation que ce dernier lui a infligée. Mais, pour le reste, les penchants naturels du général devraient moins le porter vers le parti des intellectuels moscovites qu'en direction d'un nou-

veau groupe d'opposition qui semble actuellement se mettre en place, avec au autour de lui. La presse en parle à peine. Mais le Moskovski Komsomolets, le journal le plus lu de Moscou, a affirmé le 11 février, sans être démenti, que le général Lebed a conclu une « alliance » avec un vétéran récent, le député « centriste » Konstantin Zatoulina, qui défend énergique-

l'économie et un certain protectionnisme. Sa présence aux réunions tenues début janvier à Tchiboksary sur la Volga par des dirigeants de régions et de Républiques – dont le président de Tchouvachie, Nikolai Fedorov –, affolés par l'aventure tchétchène, a fortement inquiété le Kremlin. Il y a vu, avec raison, l'émergence d'une omelette et puissante opposition régionale. « Si je devais faire de la politique avec quelqu'un, ce serait avec Skokov », aurait confié, de son côté, Alexandre Lebed à un ami journaliste.

Pour leur part, les « conjurés » de Tchiboksary cachent à peine leur volonté de s'allier au jeune général. Même si ce dernier fustige la « situation absolument anormale » en Russie où des « princes régionaux » payent des forces armées, régulières ou non, pour s'assurer leur loyauté ou simplement « se créer une armée privée ». « Toutes les forces armées doivent être sous commandement unique », tonne Alexandre Lebed.

### CHACUN ATTEND

« Pour l'instant, le commandant de la XIV<sup>e</sup> armée attend le jour où Boris Eltsine lui donnera lui-même l'occasion de se manifester. En annonçant par exemple un report des élections. Il frappera alors du poing sur la table et dira : assez. Mais si le général Lebed devait alors arriver au pouvoir, on n'entendrait plus du tout parler d'élections », affirme Moskovski Komsomolets. C'est lui prêter des intentions que l'intéressé n'avoue pas, malgré une admiration pour le général Pouchine, largement partagée depuis des années par les « libéraux » russes.

Aujourd'hui, Alexandre Lebed est sans doute plus en vue dans les médias étrangers qu'en Russie. Mais chacun ici attend « quelque chose », et pas seulement les élections à la Douma prévues pour la fin de l'année et la présidentielle de juin 1996, pour lesquelles aucune loi n'est encore prête. Alexandre Lebed sera-t-il candidat ? L'agence Interfax l'a affirmé, mercredi, à l'issue du congrès de la très influente Union des anciens d'Afghanistan. D'après elle, c'est à l'unanimité, et après consultation de l'intéressé, que les « anciens d'Afghanistan » auraient décidé de présenter le général Lebed. Deux heures plus tard, un porte-parole de l'Union publiait un démenti indigné. Alexandre Lebed, lui, « refuse catégoriquement de faire des commentaires ». « J'ai une armée à diriger et je ne veux pas qu'on puisse m'empêcher de le faire ».

Manon Lotzeau

Sophie Shikab

## Un décret contre la publicité pour l'alcool et le tabac menace l'indépendance des médias

### MOSCOU

correspondance

Un nouvel oukaze présidentiel, publié mercredi 22 février, met en émoi le monde des médias à Moscou : il interdit toute publicité pour l'alcool et le tabac dans la presse et à la télévision, menaçant ainsi lourdement les médias plus ou moins indépendants. La première chaîne d'Etat russe, pour sa part, bien réagi à l'oukaze, signé quatre jours avant sa publication : le présentateur du journal du soir de la chaîne Oustankino a annoncé que sa direction a décidé de supprimer purement et simplement toutes les publicités, lesquelles « irritent » les téléspectateurs, nuisent au « développement économique de la société » comme à « la morale ». Cette mesure sera appliquée le 1<sup>er</sup> avril, date à laquelle il était déjà prévu qu'Oustankino devienne la télévision publique russe – avec Boris Eltsine à la tête du conseil d'administration, aux côtés de plusieurs grands banquiers russes. Mais le reste des médias sont sous le choc.

Le décret de M. Eltsine, qui ressuscite une loi votée il y a près de deux ans par l'ancien Soviet suprême, précise que l'argent reçu par d'éven-

tuels contrevenants sera reversé aux « programmes gouvernementaux de santé ». L'oukaze ne prend pas en considération les problèmes des chaînes de télévision qui ont déjà passé des contrats souvent faramineux avec des firmes occidentales pour les six mois à venir.

### « MALADRESSE »

En signant ce décret, M. Eltsine a, semble-t-il, voulu couper l'herbe sous le pied au Parlement. La Douma doit, en effet, se prononcer prochainement, en seconde lecture, sur une loi concernant la réglementation de la publicité, comportant encore toute une gamme de restrictions plus limitées. Certains observateurs voient dans l'apparition de cet oukaze, dont l'application serait, une fois de plus, incertaine, une nouvelle preuve de la « maladresse » de l'entourage présidentiel. Mais la plupart des commentateurs présentent ce décret comme une volonté de mettre au pas, en période préélectorale, des médias qui résistent déjà à de lourdes pressions depuis l'entrée des troupes russes en Tchétchénie. L'oukaze « oublie » d'ailleurs d'interdire la publicité pour l'alcool et le tabac sur les affiches

qui inondent les rues des grandes villes russes. Les experts prédisent déjà que cette mesure fera perdre à la Russie plus de 1 milliard de dollars de revenus pour les cinq ans à venir. Les investissements publicitaires en Russie dépassaient 100 millions de dollars par mois en 1994, plus de la moitié de cette somme allant aux télévisions. Les publicités pour le tabac et l'alcool étaient récoltées par la chaîne privée NTV et, dans une moindre mesure, par la télévision russe (RTR). Cette chaîne d'Etat n'a reçu cette année que le tiers de la somme qui lui est allouée par le budget fédéral et perd, avec l'oukaze, 25 % de ses revenus publicitaires.

Mais c'est NTV qui risque de souffrir le plus. Déjà, le principal sponsor de la chaîne, le patron du groupe financier MOST, Vladimir Goussinski, a dû s'exiler cet hiver à Londres, après une opération commando orchestrée par le chef de la garde présidentielle, Alexandre Korjakov. La suppression d'une grande partie de ses recettes risque d'étouffer encore plus NTV. A moins qu'elle ne renonce à sa liberté de parole ?

## Le secrétaire général de l'OTAN, le Belge Willy Claes, est rattrapé par le scandale Agusta

### BRUXELLES

de notre correspondant

La chambre du conseil de Liège s'est prononcée, mercredi 22 février, pour le maintien en prison des suspects arrêtés la semaine dernière à la suite d'un rebondissement de l'affaire Agusta. Parmi eux-ci, Etienne Mangé, ancien trésorier du Parti socialiste flamand (SP), a reconnu que la firme italienne bénéficiaire d'une importante commande d'hélicoptères militaires par la Belgique en 1988 avait versé des pots-de-vin s'élevant à 50 millions de francs belges (plus de 8 millions de francs français). La plus grande partie de cet argent a servi à éponger les dettes d'associations de la mouvance socialiste flamande, notamment celle qui avait renfloué le quotidien socialisant De Morgen au milieu des années 80.

Selon M. Mangé, une réunion a eu lieu au début de 1989 au cabinet de Willy Claes, alors ministre de l'économie, en présence de celui-ci, de Frank Vandenbroucke, au-

jourd'hui ministre des affaires étrangères et alors président du SP, ainsi que de Louis Tobback, successeur de M. Vandenbroucke à la tête du SP, alors ministre de l'intérieur. Selon M. Mangé, « l'offre de don » d'Agusta a alors été évoquée et aurait été repoussée avec indignation parce qu'il était contraire aux principes des socialistes flamands d'accepter des commissions sur des marchés militaires. M. Mangé aurait pris sur lui seul d'accepter l'argent et d'en faire bon usage au profit du parti. Cette version suscite divers commentaires dans les médias belges qui se demandent comment les hauts dirigeants du SP ne se sont aperçus de rien et ne se sont pas posés de questions quant aux contreparties du contrat sur les hélicoptères, auquel ils avaient donné leur aval.

### CONFIANCE

Quoi qu'il en soit, M. Claes, devenu secrétaire général de l'OTAN en septembre 1994, a informé mardi les seize représentants perma-

nents (ambassadeurs) au Conseil atlantique de son rôle dans le traitement du dossier Agusta alors qu'il était ministre. Les représentants permanents lui « ont redonné unanimement leur confiance », selon une déclaration du porte-parole de l'Alliance. On s'attend néanmoins que les enquêteurs demandent une confrontation de M. Claes avec les personnes arrêtées. Sur les ondes et les écrans belges, des professeurs de droit donnaient mercredi soir leurs avis, pas toujours convergents, quant aux modalités et conditions de son éventuelle levée d'immunité diplomatique.

En outre, les autorités judiciaires ont opéré lundi une perquisition au siège de la Commission européenne, dans les bureaux du commissaire Karel Van Miert, président du SP en 1988. « Je ne vois aucune raison de lui retirer ma confiance », a déclaré Jacques Santer, président de la Commission.

Jean de la Guévière

## Edouard Balladur souhaite une Alliance atlantique « plus souple »

### LE PREMIER MINISTRE

de notre correspondant

Edouard Balladur, qui défendait, mercredi 22 février, devant la presse diplomatique à Paris, son projet de politique étrangère, a tenté de dédramatiser les mesures d'expulsion à l'encontre de cinq ressortissants américains accusés d'espionnage. Il a affirmé qu'il s'agissait de choses qui arrivent « régulièrement » de part et d'autre de l'Atlantique et rappelé que le gouvernement français était « l'ami » du gouvernement américain (lire page 3). Ce coup de sang dans les rapports franco-américains n'étant donc, à l'en croire, qu'une péripétie, M. Balladur a brossé à grands traits les contours d'une politique qui doit permettre à la France de jouer son rôle pour « la paix et la stabilité ».

Avec la coconstruction européenne, l'aide à l'Afrique, les relations entre l'Europe et les Etats-Unis figureront mercredi parmi les priorités du candidat à la présidence, qui tentait de faire bonne contenance malgré des affaires,

dont, estime-t-il, l'impact a été « exagéré » à l'étranger. Soutenant le maintien de la présence américaine en Europe, le premier ministre a réaffirmé la nécessité d'une réforme en profondeur pour « renouveler le lien atlantique ». Il a plaidé pour une organisation « plus souple, plus modulée », qui soit mieux à même de répondre à des crises comme celle de la Yougoslavie. M. Balladur a une nouvelle fois défendu la nécessité pour l'Union européenne, à travers l'UEO, de se doter d'une capacité de défense complémentaire de celle de l'OTAN, disposant de moyens propres et d'une force d'intervention humanitaire. Cette capacité de défense n'inclut pas le partage de la force de frappe française, qui reste, selon lui, à usage national.

Sans s'étendre sur la réforme des institutions communautaires, M. Balladur a rappelé qu'il était pour une Europe « efficace et cohérente », où la France et l'Alle-

magne doivent continuer à jouer un rôle moteur. Interrogé sur sa proposition de refonte du traité allemand de 1963, qui avait suscité quelques irritations, il a affirmé que ce traité est « un monument, une référence à laquelle il n'est pas souhaitable de toucher », mais qu'il serait bon de le compléter pour fixer des objectifs nouveaux.

M. Balladur conçoit la future architecture européenne organisée en trois cercles, un cercle de « droit commun », composé des pays s'engageant sur la base du traité actuel, et deux cercles réunissant les pays désireux d'approfondir leur coopération en matière économique et monétaire, d'une part, de défense, d'autre part. Le premier ministre, qui avait rejeté l'idée d'un « noyau dur », estime cependant que la France et l'Allemagne doivent appartenir aux trois cercles qui se seraient, selon lui, qu'une étape « transitoire » en attendant que les autres pays puissent les rejoindre.

H. de B.

Handwritten signature or stamp in Arabic script.



se rebelle, confirme qu'il sera candidat à l'élection présidentielle pour juin 1996. LES MEILLEURS indépendants s'insistent d'un décret de M. Eltsine interdisant la publicité pour l'alcool, qui les prive de leur grande liberté de ton dans le tchétchène, selon eux.

## l'appel de la Russie

es mots,  
pour accéder au pouvoir

Le groupe d'opposition des "Russes libres" a tenu un meeting à Moscou pour demander la démission de Boris Yeltsine. Les participants ont affirmé que le président russe ne pouvait pas continuer à gouverner le pays dans l'état actuel des choses. Ils ont également appelé à la tenue d'élections libres et transparentes.

### strie

Le président roumain, Ion Iliescu, a déclaré que le pays ne pouvait pas continuer à vivre dans la peur. Il a appelé à la tenue d'élections libres et transparentes. Il a également affirmé que le gouvernement roumain était prêt à dialoguer avec l'opposition.

Le président ukrainien, Leonid Kravtchuk, a déclaré que le pays ne pouvait pas continuer à vivre dans la peur. Il a appelé à la tenue d'élections libres et transparentes. Il a également affirmé que le gouvernement ukrainien était prêt à dialoguer avec l'opposition.

## ol et le tabac dias

Le président ukrainien, Leonid Kravtchuk, a déclaré que le pays ne pouvait pas continuer à vivre dans la peur. Il a appelé à la tenue d'élections libres et transparentes. Il a également affirmé que le gouvernement ukrainien était prêt à dialoguer avec l'opposition.

## Edouard Balladur souhaite ne Alliance atlantique plus souple

Le président français, Jacques Chirac, a déclaré que le pays ne pouvait pas continuer à vivre dans la peur. Il a appelé à la tenue d'élections libres et transparentes. Il a également affirmé que le gouvernement français était prêt à dialoguer avec l'opposition.

## Le plan de paix en Irlande a été plutôt bien reçu

**LONDRES**  
Le plan de paix anglo-irlandais, présenté mercredi 22 février, à Belfast, par John Major et John Bruton a été accueilli avec satisfaction à Londres comme à Dublin, cependant les unionistes protestants y ont vu une sorte de trahison. Ceux-ci ne sont pas allés toutefois jusqu'à y opposer un veto formel. Les Parlementaires de deux pays, opposition confondue, ont massivement soutenu le document rendu public après dix-huit mois d'intenses négociations (Le Monde du 23 février).

Ce document, qui doit servir de base à la négociation entre les deux communautés sous l'œil de Londres et de Dublin, est plus audacieux que prévu. Sur des propositions de M. Major concernant le rétablissement d'un ordre constitutionnel dans le Nord, une solution à une guerre d'un quart de siècle est proposée :

« Élection à la proportionnelle d'une nouvelle Assemblée à Belfast avec des garanties pour la minorité (catholique) » ;

« la création d'un organisme comprenant des députés élus des Assemblées du Nord et du Sud pour discuter des sujets soumis par les deux gouvernements. Les décisions y seront prises d'un commun accord. Des organismes transfèrents se verraient déléguer certains pouvoirs techniques » ;

« l'abandon par Dublin de sa revendication constitutionnelle sur le Nord et la reconnaissance par Londres du droit de la majorité des Irlandais du Nord de déterminer leur avenir » ;

« le développement de la coopération entre les deux communautés » ;

« la création d'un organisme comprenant des députés élus des Assemblées du Nord et du Sud pour discuter des sujets soumis par les deux gouvernements. Les décisions y seront prises d'un commun accord. Des organismes transfèrents se verraient déléguer certains pouvoirs techniques » ;

« l'abandon par Dublin de sa revendication constitutionnelle sur le Nord et la reconnaissance par Londres du droit de la majorité des Irlandais du Nord de déterminer leur avenir » ;

« le développement de la coopération entre les deux communautés » ;

« la création d'un organisme comprenant des députés élus des Assemblées du Nord et du Sud pour discuter des sujets soumis par les deux gouvernements. Les décisions y seront prises d'un commun accord. Des organismes transfèrents se verraient déléguer certains pouvoirs techniques » ;

« l'abandon par Dublin de sa revendication constitutionnelle sur le Nord et la reconnaissance par Londres du droit de la majorité des Irlandais du Nord de déterminer leur avenir » ;

« le développement de la coopération entre les deux communautés » ;

« la création d'un organisme comprenant des députés élus des Assemblées du Nord et du Sud pour discuter des sujets soumis par les deux gouvernements. Les décisions y seront prises d'un commun accord. Des organismes transfèrents se verraient déléguer certains pouvoirs techniques » ;

« l'abandon par Dublin de sa revendication constitutionnelle sur le Nord et la reconnaissance par Londres du droit de la majorité des Irlandais du Nord de déterminer leur avenir » ;

« le développement de la coopération entre les deux communautés » ;

« la création d'un organisme comprenant des députés élus des Assemblées du Nord et du Sud pour discuter des sujets soumis par les deux gouvernements. Les décisions y seront prises d'un commun accord. Des organismes transfèrents se verraient déléguer certains pouvoirs techniques » ;

« l'abandon par Dublin de sa revendication constitutionnelle sur le Nord et la reconnaissance par Londres du droit de la majorité des Irlandais du Nord de déterminer leur avenir » ;

« le développement de la coopération entre les deux communautés » ;

« la création d'un organisme comprenant des députés élus des Assemblées du Nord et du Sud pour discuter des sujets soumis par les deux gouvernements. Les décisions y seront prises d'un commun accord. Des organismes transfèrents se verraient déléguer certains pouvoirs techniques » ;

« l'abandon par Dublin de sa revendication constitutionnelle sur le Nord et la reconnaissance par Londres du droit de la majorité des Irlandais du Nord de déterminer leur avenir » ;

## Les Etats-Unis démentent avoir espionné en France

Tandis que Paris confirme avoir demandé le rappel de plusieurs Américains, dont des fonctionnaires de l'ambassade, Washington rejette les accusations françaises en les qualifiant d'« allégations »

Par un communiqué conjoint des ministères des affaires étrangères et de l'intérieur, le gouvernement français a confirmé, mercredi 22 février, avoir demandé le départ de plusieurs Américains, dont des diplomates, qui

« se livraient à des activités incompatibles avec le statut sous lequel ils résident en France ». Des sources officielles françaises ont confirmé à l'AFP que la DST a mis en cause sept Américains et que parmi les cinq,

dont le départ rapide a été demandé, figure le chef de poste de la CIA à Paris. Mais pour les porte-parole américains, à la Maison Blanche comme au département d'Etat, où l'on juge « injustifiées » les « allégations

[sur] de prétendues activités officielles américaines », cette affaire aurait dû se traiter discrètement. Sa divulgation à la presse relèverait d'une opération de politique intérieure française.

**WASHINGTON**  
Faut-il trouver une explication rationnelle à la décision française d'expulser publiquement le rappel de plusieurs diplomates américains accusés d'espionnage en France, Washington a réagi avec mesure, tout en mettant en doute la réalité des faits reprochés à ses ressortissants. Le département d'Etat s'est contenté, mercredi soir 22 février, de rendre public un bref communiqué pour rejeter des accusations « injustifiées », souligner que celles-ci sont bien peu conformes aux relations qui prévalent habituellement entre alliés « pour résoudre des affaires délicates », réaffirmer « l'esprit d'olice » franco-américain, enfin, laisser la porte ouverte à des mesures de représailles.

Cette première réaction américaine est empreinte de circonspection. Le gouvernement français n'est pas directement mis en cause (c'est la « presse française » qui est visée), et Washington se garde de reconnaître pour acquis le départ des personnes concernées, comme si celui-ci pouvait encore être annulé. Les Etats-Unis laissent ainsi entendre à mots couverts qu'ils comprennent que la divulgation des mesures visant cinq de leurs ressortissants, dont quatre diplomates en poste à l'ambassade des Etats-Unis, n'était peut-être pas souhaitable à Paris qu'à Washington, et qu'elle est probablement en rapport avec le jeu politique subtil provoqué par la campagne électorale française. Tel est le sens de cette précision selon laquelle l'administration ne fera pas « de spéculations sur les raisons de la parution de ces articles dans la presse française ».

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Michael McCurry, a été moins sibyllin lorsque, interrogé sur le point de savoir si le gouvernement français ne cherchait pas à détourner l'attention des médias des récentes affaires d'écoutes téléphoniques, il a précisé : « Vous savez qu'il y a une élection présidentielle là-bas ». Tout comme les autorités françaises, les responsables américains ont souhaité dramatiser cette brusque tension transatlantique. Officiellement, les relations franco-américaines restent « solides », comme l'a rappelé le secrétaire général de la présidence, Leon Panetta.

Néanmoins, la demande de rappel, officiellement confirmée par le

similaire à l'encontre de diplomates français en poste à Washington. Une telle réaction serait d'ailleurs conforme à la pratique généralement adoptée dans ce genre de circonstances. Dans cette affaire, les Américains ont manifestement été pris de court. Non par la décision française - celle-ci aurait été connue de la CIA depuis plus d'un mois, selon le Washington Post -, mais par la décision de la rendre publique.

Leur surprise n'était d'ailleurs pas isolée : l'ambassade de France à Washington n'a pas été avertie de la décision prise à Paris. En outre, contrairement aux explications de la Maison Blanche selon lesquelles des « discussions pri-

destinées à être ébruitées, les Américains constatent que le ou les auteurs de ces révélations ont joué aux apprentis sorciers en prenant le risque de provoquer une sérieuse dégradation des relations bilatérales.

**LA CIA CRITIQUÉE**  
L'administration américaine estime manifestement que la gravité des faits ne justifiait pas une telle sanction. Les pratiques d'espionnage (militaire et commercial) sont courantes des deux côtés de l'Atlantique et l'habitude veut que les contentieux à ce sujet fassent l'objet de règlements discrets, surtout entre pays alliés. Mais Washington est doublement irrité par la décision française, dans la mesure où l'impression prévaut, aux Etats-Unis, que ce sont précisément les Français qui, ces dernières années, se sont livrés à une activité soutenue dans le domaine de l'espionnage industriel. La réputation de la France est entretenue par des articles de la presse américaine, qui soulignent régulièrement à quel point les Français sont avides de technologies « made in America ».

Le dernier exemple en date, rapporté en janvier par le Wall Street Journal, est celui de la polémique que s'est développée entre Machines Bull et Texas Instruments. En 1993, la compagnie française a accusé TI de fabriquer illégalement des composants d'ordinateurs inventés par un chercheur français, Michel Ugon. L'action judiciaire engagée par Bull semblait à ce point fondée que la firme américaine était prête à dédommager les Français. Jusqu'au moment où le « pot aux roses » fut découvert : selon le FBI, c'est en

Laurent Zecchini

**Le département d'Etat : « Accusations injustifiées »**  
Le texte du communiqué rendu public mercredi soir par le département d'Etat est le suivant : « Nous considérons les allégations publiées par la presse française, citant des sources gouvernementales françaises, et concernant de prétendues activités officielles américaines, comme étant injustifiées. Nous ne livrons pas à des spéculations sur les raisons de la parution de ces articles dans la presse française. Le traitement de cette affaire en France est contraire à l'approche que des [pays] alliés ont adoptée dans le passé pour résoudre des affaires délicates. Il n'y a pas de raison d'expulser un seul Américain, et le gouvernement français ne le demande d'ailleurs pas. Nous examinons les implications de cet incident. Nous tenons à réaffirmer qu'il est important pour les Etats-Unis et la France de continuer à travailler ensemble dans l'esprit d'alliance qui a depuis longtemps caractérisé nos relations. »

gouvernement français, de plusieurs diplomates américains est une affaire grave - et sans précédent -, qui, si elle se matérialise, ne peut rester sans réponse. Il est donc aussi précisée que l'administration américaine « examine les implications de cet incident », lesquelles pourraient prendre la forme, ultérieurement, de mesures

## Les souvenirs de deux « cibles inconscientes »

« UN JOUR, j'ai reçu un coup de téléphone de la DST. Au bout du fil, le policier m'a dit qu'il désirait me rencontrer. Ils m'ont fait venir jusqu'à leurs bureaux, et c'est là qu'ils m'ont raconté cette histoire, pour me mettre en garde, et qu'ils m'ont demandé d'interrompre tous mes contacts. » Ainsi a débuté, pour l'un des trois fonctionnaires français « approchés », en 1992, par des agents de la CIA (Le Monde du 23 février), la plus inattendue des histoires d'espionnage. Ce jour-là, au siège du contre-espionnage français, rue Nèlaton, l'homme découvre que les agents de deux services se sont intéressés à lui depuis plusieurs mois. Il y a les Américains, lui dit-on, qui ont organisé cette rencontre qu'il croyait fortuite, avec une femme « un peu mûre, assez distinguée, qui se présentait comme chargée des relations publiques d'une grande fondation de Dallas ». Et il y a les Français, puisque les deux jeunes inspecteurs qui l'interrogent semblent connaître bon nombre de détails auxquels lui-même n'avait pas prêté attention.

« J'avais rencontré cette femme dans un cocktail à l'Unesco. Un type que je connaissais, un Brésilien un peu étrange, qui cherchait à

réunir des fonds pour sauver la forêt amazonienne, me l'avait présentée. A la DST, ils m'ont ensuite raconté que le rôle de cet homme était de recruter des femmes d'âge mûr pour les services américains. Ils m'ont expliqué que cette rencontre ne devait rien avoir de hasard. Je reconnais que je ne me suis pas méfié. Peut-être aurais-je pu vérifier qu'elle était, qu'elle faisait. Mais ça ne m'est pas venu à l'idée. Je leur ai dit que je ne voyais pas en quoi le hout fonctionnaire que je suis pouvait intéresser la CIA. Ils m'ont dit : « Nous nous plus ». Puis ils ont fini par me dire que j'étais, pour les Américains, une « cible inconsciente ». Quelqu'un sur qui l'on mise, en se disant qu'il pourra fournir des renseignements dans plusieurs années... »

Le roman d'espionnage, dès lors, n'est plus très loin. Le haut fonctionnaire français sera nommé, au printemps 1993, au cabinet du premier ministre, mais il n'y restera pas deux semaines. Pourtant ce passage éphémère, assure-t-il, est « sans rapport » avec l'affaire franco-américaine : s'il a prestement quitté Matignon, c'est simplement, dit-il, pour des raisons liées « à la vie politique locale », dans laquelle il est engagé depuis quelques an-

nées. Pour comprendre, il avoue avoir fouillé dans ses souvenirs, s'être livré, comme il dit, à « une sorte d'introspection ». La femme rencontrée à l'Unesco, bien sûr, avait elle-même « repris contact ». La DST était à l'écoute. La réalité a néanmoins ses limites : elle n'avait rien d'une Mata Hari. « Elle était sensiblement plus âgée que moi, et pas très belle », dit-il. Mais il s'est souvenu que « les banalités qu'il lui disait sur la politique française, le saut de la France de ne pas se laisser enfermer dans la négociation sur le GATT, etc., tout cela avait l'air de la possession ».

Un autre des trois fonctionnaires français que la CIA aurait tenté de circonvenir explique : « Aujourd'hui, on est tenté de se dire que ces détails glorieux au fil des conversations sur la préparation des accords du GATT, vas du côté français, étaient sans intérêt : tout a été publié par la presse sur cette question, tout a été dit. Mais dans une négociation pareille, il faut être attentif à chaque détail, et que le fait de détenir une information quelques heures avant qu'elle soit rendue officielle s'avère déterminant. Je pense que c'était en ce genre de gens que nous pouvions les intéresser. » Utilisés, contactés par un service,

puis par l'autre, convaincus ou retournés, ces « agents » malgré eux racontent leur histoire avec un rien d'effroi, se rassurent en répétant qu'ils n'ont « jamais dénoncé aucun secret », mais continuent à dire « ils » pour « la CIA ».

Au premier témoin, la DST a confié que « cette affaire les intéressait parce qu'ils avaient été mis en cause par les Américains, et qu'ils se réservaient d'utiliser ce dossier en guise de rétorsion, pour montrer que la France n'est pas seule à espionner ses petits copains ». Il n'a plus jamais revu l'Américaine rencontrée à l'Unesco. Les Inspecteurs de la DST lui ont demandé de « couper les ponts », et de « ne garder aucune trace de cette affaire ». Au début de l'année 1993, la « cible inconsciente » a scrupuleusement brûlé tous les documents qu'elle pouvait posséder : dossiers, lettres, jusqu'aux cartes de visite. Les policiers lui ont dit qu'« aucun reproche ne [lui] serait fait ». « Lorsque je suis parti, se souvient-il, ils m'ont simplement dit que mon dossier était classé « secret défense » et que je n'entendrais plus jamais parler d'eux. »

Hervé Gattegno

## Paris s'efforce d'éviter une crise diplomatique

**VISIBLEMENT** désireux de ne pas ouvrir une « crise » avec les Etats-Unis, le gouvernement s'efforce de ramener l'affaire d'espionnage révélée par Le Monde à « de plus justes proportions », pour reprendre l'expression d'un haut fonctionnaire. Si les ministères des affaires étrangères et de l'intérieur ont, dans un communiqué commun, confirmé, dans la soirée du mercredi 22 février, que Paris avait bien demandé le départ de plusieurs citoyens américains, dont des diplomates, ils soulignent également que « cette démarche n'était pas destinée à être rendue publique » et « ne saurait mettre en cause les relations d'amitié solides et anciennes » entre les deux pays. Un peu plus tôt, devant la presse diplomatique, le premier ministre s'était, lui aussi, efforcé de banaliser l'affaire. « Le peuple français est l'ami du peuple américain, le gouvernement français est l'ami du gouvernement américain », disait Edouard Balladur, qui assurait que « ce type d'incident est arrivé régulièrement d'un

côté et de l'autre de l'Atlantique ». M. Balladur a ensuite reçu l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Pamela Harriman, qui participait aussi à une cérémonie à l'Elysée alors que François Mitterrand élevait au grade de commandeur de la Légion d'honneur le banquier new-yorkais Felix Rohatyn. Le président en profita - évidemment pas par hasard - pour exalter les relations entre la France et les Etats-Unis. Bref, on avait, à l'évidence, le souci d'éviter que l'affaire ne draine, en l'évoquant, le vrai coup de froid avec l'allié américain. Il s'agissait, autant que faire se peut, de contrôler l'impact diplomatique de l'ouï gros incident d'une partie du gouvernement estime qu'il n'aurait jamais dû faire l'objet de fuites à la presse.

Dans le communiqué conjoint des deux ministères, les mots ont été choisis avec soin - et sont destinés, là encore, à minimiser l'incident : les fonctionnaires américains n'ont pas été expulsés (certains d'entre eux sont toujours

en France), dit le communiqué : « il a été recommandé » aux autorités américaines, « à plusieurs reprises et depuis plusieurs semaines », de leur faire quitter la France... Au Quai d'Orsay, on redoute l'effet qu'une telle affaire peut produire sur un Congrès de plus en plus isolationniste à Washington. Le moment serait particulièrement mal choisi pour ouvrir une mini-crise avec les Etats-Unis. La coopération entre les deux pays est plus que jamais essentielle pour tenter d'empêcher une reprise de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Américains et Français conviennent que le temps est sans doute venu pour renégocier un pacte de sécurité transatlantique entre les Etats-Unis et le Vieux Continent. Bref, par-delà les querelles commerciales en cours, les intérêts stratégiques des deux pays restent éminemment liés et, pour les Etats-Unis, la relation avec la France est la clé de l'avenir de l'OTAN en Europe.

Reste alors à s'interroger sur les motivations ayant pu présider à la

décision de divulguer l'affaire dans la presse. Pressions des « services » pour rendre la monnaie de leur pièce à leurs homologues américains ? Volonté de détourner l'attention d'une autre affaire embarrassante pour une des composantes de la majorité à l'heure de la bataille présidentielle ? Désir

chez certains de faire revivre une certaine culture gaulliste en provoquant le Goliath américain, ce qui fait toujours vibrer une certaine corde nationaliste en France ?

Alain Fruchon et Claire Tréan

## Le gouvernement français : une « recommandation »

Le communiqué conjoint, diffusé mercredi 22 février par les ministères des affaires étrangères et de l'intérieur, est le suivant : « A plusieurs reprises, et depuis plusieurs semaines, il a été signalé à l'ambassade américaine à Paris que des ressortissants des Etats-Unis, et parmi eux des diplomates, se livraient à des activités incompatibles avec le statut sous lequel ils résident en France. Il a donc été recommandé aux autorités américaines de prendre les dispositions nécessaires pour que ces personnes quittent le territoire français. La recommandation les concernant ne constituait en aucun cas une mesure d'expulsion. Bien entendu, cette recommandation était faite à l'ambassade des Etats-Unis à Paris dans l'esprit de confiance existant entre les deux pays. Elle n'était pas destinée à être rendue publique. Le gouvernement français tient à souligner qu'une telle démarche ne saurait mettre en cause les relations d'amitié solides et anciennes existant entre la France et les Etats-Unis. »

Patrice de Beer







## Les hommes de la Forpronu s'inquiètent de leur éventuel départ

**donc absolument pas tous les Serbes de Croatie. Des problèmes de gestion des terres.**

Les Serbes de Krajina paraissent toutefois être absolument décidés à ne pas accepter la « réintégration » proposée par les Croates. Leur mère-patrie est la Serbie, ou plutôt la Grande Serbie. De même, ils refusent sans aucun doute un dépeçage international le long des frontières administratives de la Croatie, qui les couperait de celle de la Grande Serbie. Ils ont récemment réaffirmé leur attachement au plan de paix conçu par le Groupe Zagreb (Krajina, Unie, Restes, Union européenne et Nations unies), qui leur offre une large autonomie et prévoit que les « caquans bleus » seront inter-dits durant les cinq prochaines années.

[illegible][illegible]

$\mathbb{R}^n$

## Les forces de sécurité ont mis vingt-quatre heures pour mater la révolte des détenus islamistes

Quatre gardiens ont été égorgés par les mutins et une centaine de détenus tués, plusieurs dizaines d'autres ont été blessés lors de l'assaut.

donné par les soldats d'élite. L'établissement de Serkadji abritait près de 200 détenus islamistes dans des quartiers de haute sécurité.

Mardi, à l'aube, les forces de sécurité ont donné l'assaut pour reprendre le contrôle de la prison, située à la périphérie de la Casbah, non loin du siège de la gendarmerie nationale, vingt-quatre heures après le début de la tentative d'évasion. L'établissement abriterait, selon la presse algérienne, près de 200 prisonniers islamistes et quelque 800 détenus de droit commun.

Mettre, de source informée, on a cependant affirmé qu'au moins 99 détenus avaient été tués, dont un membre de la direction du Front islamique du salut (FIS dit-on), Ikhlaf Cherati, imam de la mosquée La Motagne, dans un quartier populaire d'Alger, et que l'auteur présumé de l'assassinat du président Mohamed Boudiaf, en juin 1992, est le colonel Boumaza, aujourd'hui très grièvement blessé. Selon les quotidiens libanais: les

**COMMENTAIRE**

**UNE GUERRE  
SANS HONNEUR**

Les émeutiers de Serkadji ont surestimé leurs forces, s'imant

groupe d'intervention spéciale (GIS), les célèbres « ninjas », can-  
tonnés à deux pas, au siège de la  
gendarmérie nationale ?

L'hypothèse ne doit pas être  
exclue. Mais elle laisse perplexes.  
Si les groupes armés islamistes  
ne brillent pas par excès d'intel-  
ligence militaire, on ne peut pas  
leur imputer, non plus, de tels  
abîmes de candeur suicidaire.  
L'absence d'informations réelle-  
ment fiables. Il n'est pas interdit

d'imaginer d'autres scénarios. Celui, par exemple, d'une révolte isolée qui aurait mal tourné. Un de ces incidents communs à toutes les prisons du monde, mais qui aurait, au fil des heures, pris l'ampleur d'un désastre.

combants prisonniers de Serkadj ont pu être « liquidés » à l'occasion par des forces de sécurité excessivement zélées. Il y a un pas qu'il serait imprudent de franchir à ce stade. De ce nouvel épisode sanglant, on ne peut tirer qu'une banale certitude : la spirale de mort, où l'Algérie est plongée, ne présage aucune échelle à court terme.

Catherine Simon

Pour sa part, le président de la délégation parlementaire de l'Ex-Front islamique du salut à l'étranger, Anouar Haddam, a rejeté sur les « militaires au pouvoir » la responsabilité du carnage qui a fait, selon lui, « 200 morts parmi les détenus ». Il a ajouté qu'en novembre 1994 « 500 détenus de la prison de Berrouaghia avaient été liquidés par les militaires qui ont décidé de prendre les prisonniers en otages ». Exceptionnellement, pour cette

En revanche, l'assaut lancé, le 10 mars 1994, contre la prison-forteresse de Tazoult, dans la région de Batna, avait permis à près de 1 000 détenus (dont une centaine d'islamistes condamnés à mort et environ 400 autres condamnés à la détention à perpétuité) de s'évader, tout dans la nature. Cette opération avait coûté la vie à deux gardiens de prison, tués par les moudjahid, et à cinq évadés, entrapés par les troupes.

## Sous la pression de la France, le président Deby relance le processus électoral

**notre envoyé spécial**

as ministres repré  
gouvernements depu

noce du Tchad, chefs d'Etat, ralliés plus ou moins au processus de paix, responsables de pays qu'incertaines. Sur les listes : samedi 19 février, à la résidence de l'ambassade de France au Tchad avec la quasi-totalité de ce qui se dit ou voudrait continuer de vivre du pays. Tous étaient là pour faire entendre du ministre la coopération, Bédier plus tard dans la soirée aurait dîner avec le président.

me ou de mauvaise  
sables chadiens  
en la France l'arbi  
que dans leur pays  
tions de M. Debré  
mystère pour l'assis  
ment, Paris a pris le  
mette face aux atter  
président Jhris Del  
renoncé à la violence  
tout dans le Sud, et  
prises de contacts av  
influence islamistes  
- jusque dans les n  
tiques français -  
que M. Debré ne fas  
ons au chef de l'Etat  
obtenir en contre  
tie de l'engagement  
dans le processus dé

ment, le président  
un milliard de  
millions de francs) p  
des opérations de re  
l'organisation des él  
avoir conçu un a  
heures avant l'arriv  
gation française, a  
opposition, sur la co  
la Commission élec  
le indépendante (C  
rimes des décisions  
ence nationale souv  
qui s'est tenue en l  
ant le 9 avril, recen  
s, soumettre la no

**Constitution à référendum et procéder à la première élection présidentielle pluraliste qu'ait jamais connue le Tchad.**

Bien sûr, ce calendrier est imposé et nous ne pouvons pas tarder à commencer. D'un côté, le ministre de l'Intérieur, M. Deby multiplie les signaux, nous encourage à aller de l'avant, à ne pas avoir de contradictions, entre provocations et conciliation; en face, l'opposition, la gauche, la droite, la presse, la morale (on compte 56 partis politiques) pour un pays d'environ 5 millions d'habitants) semble saisir de la crainte à l'approche du scrutin. L'aide française a été accordée mal à propos, elle a été utilisée à tort, malgré les critiques dirigées contre les premières opérations préparatoires.

Un des éléments essentiels de la réduction de la population en place par la France au Tchad, née de 40 000 hommes, l'objectif est presque atteint, puis les effets de l'opération sont saisis par le président Bédier affirmant la réduction pour épurer l'armée de la corruption, l'influence de la garde précoce retenue, soit la simple action « défilante » (démobilisée), à l'encontre certains militaires français chargés de chefs de guerre nordistes ont pu être datés au départ, pour empêcher la création de la germande, la fin des relations entre popu-

Mouvement pour le salut national (MPS) de M. Deby, on recenserait des enfants de douze ans, alors qu'il dans les quartiers « sudistes » on distribuerait des cartes d'électeur dépourvues des cachets réglementaires. Mais la quasi-totalité d'opposition a décidé de jouer le jeu, comptant sur les garanties françaises et internationales et sur tout sur la faiblesse de la position de M. Deby dans le pays.

Arrivé au pouvoir en décembre 1989, après avoir chassé Hissène Habré par les armes, avec l'aide de Paris, M. Deby n'a accepté la transi-

tion démocratique que sous l'impulsion conjuguée de la France et des institutions financières internationales. Mais, ces derniers mois, l'...

situation matérielle qui l'aurait aggravée. Le FMI et la Banque mondiale ont interrompu leur aide et la France, en vertu de « la doctrine Balladur » aux termes de laquelle les pays africains ne seront aidés que s'ils se conforment aux recommandations des institutions financières internationales, a considérablement réduit la sienne. Le fonctionnaire comptent tous plusieurs mois d'arriérés de salaire, et qui ne laisse pas d'inquiéter quant

dispositif de démocratisation m  
était de réduire des effectifs de l'arm  
qui était d'arriver à 25 000. Il est off  
qu'on en est à 28 000 soldats. Ma  
à contrepens. D'une part, les m  
ment que celui-ci a profité de cert  
les éléments sudistes, renforçant e  
sidentielle. D'autre part, le méca  
subséquente d'une prime de départ au  
surarage la fraude. De l'aveu même d  
pour de contrôler les opérations, de  
essent des listes fiables de cand  
de la région. Au contraire, il semb  
le truchement en un effet b  
nulation et forces de l'ordre.

au sens tactique de M. Deby  
« Quand Hilsène Habré devait fai  
face à des échecs politiques,

payait au moins les fonctionnaires. Deby ne le fait même pas au Nord dans son fief», remarque un journaliste tchadien.

« LE CERCLE DE L'IMPUNITÉ » De même, personne ne s'accorde sur la signification des dernières manœuvres diplomatiques du président : le ministre tchadien des Affaires étrangères s'est rendu en Iran, et Jean Bayoweu Alingue, ancien premier ministre et possible candidat à la présidentielle, a adressé un message de protestation contre l'achat d'armes chinoises.

par le régime. Mais ce sont les liens du président avec le Soudan qui suscitent le plus d'interrogations. L'ethnie zaghawa se répartit de part et d'autre de la frontière soudano-tchadienne, et l'inscription des Tchadiens de l'étranger sur les listes électorales suscite de nombreuses polémiques.

Comme en témoignage l'affaire de armes chinoises, ce débat parfois byzantin sur les procédures constitutionnelles peut à chaque instant basculer dans la violence. M<sup>r</sup> Enoï Djondang, le président de la Ligue Tchadienne des droits de l'homme, affirme que chaque jour trois Tchadiens meurent, souvent du fait de la violence de ce qu'il appelle « le cercle de l'immunité » les guerriers

de l'ethnie zaghawia qui composent la garde présidentielle. Un coopérant français explique que la plupart des villas de l'ancien quartier résidentiel français sont occupées par des chefs de faction du dan zaghawia et transformées en arsenaux.


Autre facteur d'instabilité, les tensions religieuses. La multiplication des prédicateurs islamistes soudanais ou pakistais suscite une certaine répulsion chez les populations, non musulmanes, et les chrétiens. On a vu des colonnes armées, revêtues d'uniformes portant des inscriptions en arabe, jusque dans le Sud. En réaction, certaines tendances intégristes chrétiennes rencontrent de plus en plus d'écho. Pendant ce temps, le

candidats à la présidentielle, en attendant de mesurer leur influence réelle, se succèdent à Paris, dans l'espoir d'une investiture, qui assure-t-on du côté français, ne sera accordée à personne. Si tout va bien, le référendum constitutionnel, assorti de nouvelles mesures transitoires, pourrait avoir lieu avant la date fatidique du 9 avril, le Tchad pourrait connaître le nom de son premier président démocratiquement élu avant la saison de pluies, qui commence en juin.

**Thomas Sotinel**

**Thomas Sotinel**

**SORTIR**  
Cinéma  
Théâtres  
Programmes  
et horaires



# Le LIVRE de POCHÉ

La Pochothèque	
Encyclopédies d'aujourd'hui	Atlas de l'astronomie
Littérature générale	
EDOUARD BALLADUR	L'Action pour la réforme - Textes et discours
ROBERT MERLE	L'enfant roi (Fortune de France VIII)
ROBERT MERLE	L'Idole
JEAN-PAUL II	Jean-Paul II parle de la famille
	Jean-Paul II parle de Jésus
D. BISSON et E. DE SCHONEN	L'Enfant derrière la porte
BERNARD LENTERIC	Les Maîtres du pain
ORGE SEMPRUN	Federico Sanchez vous salue bien
PIERRE BELLEMARE	L'Année criminelle - 3
PETER BENCHLEY	La Bête
BRENDA JAGGER	Breves Passions
GITA MEHTA	Narmada Sutra
RENÉ DE OBALDIA	Exobiographie
IVES SIMON	Sorties de nuit
ALAN LIGHTMAN	Quand Einstein revait
RUBEN FONSECA	Du grand art
SYLVIE DERVIN	La Porte des cieux
AMANDA FILIPACCHI	L'Homme deshabille
OSWALD WYND	Une odeur de gingembre
MARY ANN EVANS	Nell (modification)
Thrillers	
MARJORIE DORNER	Plan fixe
CLIVE CUSSLER	Sahara
Policiers	
SARAH DUNANT	Poison mortel
FRANCES FYFIELD	Blanc comme veuve
Classiques	
ROBERT BRASILLACH	Anthologie de la poésie grecque
LUIGI PIRANDELLO	Henri IV suivi de Jeu des rôles
Biblio / Romans	
JEAN GIRAUDOUX	Les Cinq Tentations de La Fontaine
YASUNARI KAWABATA	L'Adolescent
THOMAS MANN	Les Confessions du chevalier d'industrie Félix Krull
Biblio / Essais	
MICHEL MAFFESOLI	La Transfiguration du politique
JEAN-FRANÇOIS LYOTARD	L'Enthousiasme la critique kantienne de l'Histoire
Science-fiction	
GREGORY BENFORD	Marées de lumière



## Succession difficile à la tête de l'Unicef

Le secrétaire général de l'ONU souhaite qu'un Européen succède à l'Américain James Grant. Mais les Quinze ont été incapables de s'entendre sur un candidat unique

Le mois prochain, Boutros Boutros-Ghali devrait faire connaître le nom du successeur de James R. Grant, le directeur depuis quatorze ans du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) brutalement disparu en janvier. Le secrétaire gé-

néral de l'ONU avait suggéré aux Européens de lui proposer un candidat, de préférence une femme, le Fonds ayant été dirigé par des Américains depuis sa fondation en 1946. Les Quinze n'ayant pu se mettre d'accord, quatre candidats

restent en lice : un Américain, une Finlandaise, une Belge, et l'Anglais Richard Jolly, actuel numéro deux de l'organisation. Paradoxalement, le tiers-monde, terre de mission traditionnelle de l'Unicef, n'a présenté aucun candidat.

**LE SUSPENSE CONTINUE.** Un mois après la brutale disparition de James Grant, l'Unicef, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, est toujours en attente d'un directeur général. Le choix est entre les mains de M. Boutros-Ghali. A lui de désigner le futur patron d'une organisation présente dans plus d'une centaine de pays, riche de 7 000 salariés, et dotée d'un budget proche du milliard de dollars (5 milliards de francs) - vouée au service « de la protection, de la survie et du développement de l'enfant ».

Trouver un successeur n'est pas une tâche aisée. Au fil de ses quatorze années passées à la tête de l'Unicef, James Grant s'était taillé une stature hors du commun. Homme de terrain, énergique et flamboyant, grand communicateur, « il est irremplaçable », jurent ceux qui à New-York, au siège du Fonds, ont été ses collaborateurs. Aussi assistent-ils avec un brin de fausse indifférence à la course à la succession. Lancée du vivant de James Grant, elle met aux prises quatre personnes. Deux hommes et deux femmes. Un Américain et trois Européens (paradoxalement, le tiers-monde, terre de mission traditionnelle de l'Unicef, n'a présenté aucun candidat).

Au nom de la continuité, M. Boutros-Ghali pourrait être tenté de désigner Richard Jolly, le numéro deux de l'Organisation, chargé d'assurer l'intérim. britan-

oïque de nationalité, économiste de formation, ce sexagénaire un peu terne, spécialiste de l'Afrique de l'Est, s'est fait connaître en hésitant pas à critiquer le Fonds monétaire international (FMI) et les dégâts causés par sa politique d'ajustement structurel. Si la santé et l'éducation ne sont plus systématiquement sacrifiées sur l'autel des grands équilibres macroéconomiques, c'est en partie grâce à Richard Jolly. De ce « savant Casin » ses détracteurs disent qu'il est « emmureux » et n'a pas de « vision de l'avenir de l'Unicef ». Mais, ajoutent-ils, « il est parfait comme numéro deux ».

### DÉSUNION EUROPÉENNE

William Foegle est le candidat des Américains. Candidat par défaut, d'une certaine façon. Washington ne le soutient que depuis la défection de Mary Anne Edeleman, la présidente d'une ONG, la *Children's defense fund* (le Fonds pour la défense des enfants), d'avantage attirée par une carrière politique que par l'Unicef. Directeur général une dizaine d'années durant du *Center for disease control* (CDC), le plus important centre d'épidémiologie du monde, M. Foegle anime depuis le milieu des années 80 le *Carter Center for peace*, une fondation pour la paix créée par l'ancien président démocrate, au sein de laquelle il a mis en place un forum où les plus hauts dirigeants de grandes institutions internationales rélé-

chissent aux programmes d'aides aux enfants du tiers-monde. James Grant n'avait pas fait de ce grand gaillard de soixante-deux ans son ami intime. Mais il le respectait infiniment et avait accepté, sur sa suggestion, de confier à un organisme externe un audit de l'Unicef. Très réservé, attentif, M. Foegle fait autorité en matière de santé infantile. « C'est un homme très organisé. Il saura gérer l'acquis des années Grant qui furent celles des « coups » médiatiques », font valoir ses supporters. Les points faibles ? Il serait « trop sec, trop scientifique ».

Restent les deux candidates. La première, Elisabeth Reho, soixante et un ans, est finlandaise. Ancien ministre de la défense dans un gouvernement de centre droit, assez largement battue à l'élection présidentielle de 1994, longtemps présidente du Comité finlandais de l'Unicef, elle a pour elle d'appartenir à un pays doté d'une bonne image et qui est un gros contributeur aux finances du Fonds. « Tous les jours, des messages arrivent en faveur de notre candidature, en particulier des pays du tiers-monde », fait-on valoir à Helsinki. Seules ombres au tableau : M<sup>me</sup> Reho a eu des ennemis de santé assez sérieux. Et elle ne parle pas français. « L'inverse favorisera sa candidature auprès du secrétaire général de l'ONU », reconnaissent ses amis.

Anne-Marie Lizin, quarante-six ans, la candidate belge, elle, parle

français, ce qui lui vaudrait d'être soutenue par Paris. Militante dans l'âme, animatrice d'une quantité impressionnante d'associations et de groupements dévoués à la cause des femmes, des enfants de couples mixtes, des Sahraouis... c'est une femme volontaire, peu décidée à s'en laisser conter. Maire de Huy, une commune de la périphérie liégeoise, son expérience des organisations internationales est mince mais elle peut compter sur l'appui de plusieurs pays arabes et de l'Internationale socialiste, dont elle est vice-présidente.

Il y a quelques mois, M. Boutros-Ghali avait suggéré aux Européens de proposer un - ou plutôt une candidate. Le secrétaire général de l'ONU n'avait pas caché qu'il était disposé le jour venu à lui offrir la direction de l'Unicef, chasse gardée des États-Unis depuis sa création en 1946.

Mais, en dépit des tractations, ni la Grande-Bretagne ni la Belgique n'ont osé courir le risque de voir leur candidat éliminé dès ce premier tour. Le consensus entre les Quinze se limite à la nécessité de voir un Européen diriger l'Unicef. Le choix de la personnalité a été laissé à M. Boutros-Ghali. Ce dernier devrait faire connaître sa décision le mois prochain, au lendemain du Sommet mondial pour le développement social qui se tiendra à Copenhague.

Jean-Pierre Tuquoi

## L'OLP lance une campagne diplomatique pour tenter de contraindre Israël à des concessions

AU TERME D'UNE RÉUNION extraordinaire au Caire, le Comité exécutif de l'OLP (CEOLP) a décidé, mercredi 22 février, de lancer une campagne diplomatique destinée à montrer qu'Israël est responsable de la « stagnation du processus de paix ».

Selon le communiqué final, les premiers visés par cette initiative sont les pays arabes, que le CEOLP invite à se réunir « au plus haut niveau et le plus vite possible ». Cette demande est à la mesure du désarroi des dirigeants palestiniens, pris dans la nasse d'un processus de paix très sérieusement grippé. Les participants à la réunion du Caire savent bien qu'un sommet relève de l'utopie, étant donné la division des pays arabes depuis la guerre du Golfe. Ils savent aussi que les pays arabes ne voudront pas assumer la responsabilité de la rupture des pourparlers avec Israël - auxquels ils ont donné leur aval il y a un peu plus de quatre ans.

Dès mercredi, le président du CEOLP s'est rendu en Arabie saoudite, qui, en janvier 1994, avait fini par passer l'éponge sur la « faute » commise par l'OLP en soutenant l'Irak lors de l'invasion du Koweït en 1990. Dans un récent entretien publié par le quotidien saoudien *El Hayat*, M. Arafat rendait hommage à la position de Riyad, seul contributeur arabe, selon lui, à avoir honoré ses engagements dans le cadre de l'aide internationale aux territoires palestiniens autonomes ou destinés à le devenir. En sa qualité de gardien des principaux lieux saints de l'Islam, l'Arabie saoudite est aussi l'un des plus ardents défenseurs du caractère arabe et musulman de Jérusalem-Est.

Le CEOLP a aussi décidé de prendre des « contacts immédiats avec l'Union européenne, les États-Unis et la Russie, le Norvège, le groupe des pays islamiques et celui des non-alignés » et s'adressera au Conseil de sécurité de l'ONU. Des ambassades vont être dépêchées à cette fin dans plusieurs capitales.

La plaidoirie du CEOLP tourne essentiellement, selon le communiqué, autour des arguments suivants :

- « la colonisation dans les territoires occupés et le bouclage de ces territoires sont une viola-

**Les Palestiniens réclament un sommet arabe et veulent inciter les Occidentaux et l'ONU à faire pression sur l'Etat juif**

tion flagrante des engagements » qui ont permis de mettre en route le processus de paix, sur la base « des résolutions 242, 338 et 423 » (relative au Liban) du Conseil de sécurité de l'ONU ;

- « l'impasse à laquelle ont abouti les négociations est le résultat d'une politique délibérée et planifiée du gouvernement israélien qui s'est servi de divers prétextes pour obstruer l'application de cet accord » ;

- l'accord conclu, en août 1993, à Oslo, entre

l'OLP et Israël et signé, le 13 septembre suivant, à Washington, « forme un tout » et la tentative de le déséquer « le menace d'effondrement et mène le processus de paix dans l'impasse » ;

- Israël « n'a pas honoré » ses engagements quant à la libération des prisonniers palestiniens, alors qu'il s'agit d'un « élément primordial de l'accord de paix » ;

- Israël « obstrue délibérément » les « rapports économiques du peuple palestinien avec l'Égypte et la Jordanie », ce qui « ne fait qu'accroître la tension ».

### REPLI A TUNIS

Parallèlement, le CEOLP a annoncé la formation d'un comité présidé par M. Arafat « pour ouvrir un dialogue avec toutes les forces et les personnalités palestiniennes ». Et s'il fallait une preuve de plus de son dépit face à l'attitude d'Israël, M. Arafat a décidé de réunir une nouvelle fois le CEOLP, au début de mars, à Tunis, et ultérieurement, toujours dans la capitale tunisienne, le Conseil central, instance intermédiaire entre le Conseil national (« parlement » en exil) et le CEOLP. Depuis qu'il s'est installé à Gaza, au début de l'été, le dirigeant de l'Autorité palestinienne insistait pour que toutes ces réunions aient lieu dans ce territoire. Ce repli symbolique sur Tunis revivifiera aussi l'OLP, quelque peu laissée pour compte depuis l'entrée en fonction de l'Autorité palestinienne.

Mouna Naïm

## Les métallurgistes allemands lancent la grève

FRANCFORT : la Bavière inaugure, vendredi 24 février, le mouvement de grève lancé en Allemagne par le syndicat IG Metall, qui réclame une augmentation de salaires de 6 % pour les salariés de la métallurgie et des industries électro-mécaniques. Appelées à se prononcer sur la grève, comme le prévoit la législation allemande, les métallurgistes bavarrois, qui ont été choisis par leur centrale syndicale pour prendre la tête du mouvement, l'ont approuvée avec le quorum nécessaire des trois quarts.

« IG Metall conduira cette grève avec la force nécessaire mais aussi avec la flexibilité nécessaire », a déclaré Klaus Zwickel, président du syndicat, en annonçant mercredi 22 février à Francfort le résultat de la consultation des Bavarrois. Le patronat de la métallurgie a menacé de recourir à des mesures de lock-out. - (AFP)

## Réserves sur l'accord financier entre Washington et Mexico

WASHINGTON : l'accord concernant les modalités du plan d'aide financière américaine, signé mardi 21 février, a suscité des réserves de la part des milieux d'affaires ainsi que des milieux financiers. L'accord permettrait de faire face au problème de liquidités à court terme du Mexique, mais ne résoudra pas les problèmes de fond de l'économie du pays. Les entrepreneurs, en particulier, parlent d'« asphyxie » de l'économie, en raison de la hausse des taux d'intérêt. Le taux des Cetes (bons du Trésor payés en pesos), sur lesquels est basé le coût de l'argent à un mois, a augmenté de 19 points mercredi 22 février, pour atteindre 59 %. Jorge Kawaguchi, président de l'Institut des petites et moyennes entreprises du Mexique, a déclaré mercredi 22 février que ces taux « exorbitants » risquent de conduire les PME « à une suspension de paiement pour une durée indéterminée ».

### EUROPE

■ ESPAGNE : la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien vice-président du gouvernement, Alfonso Guerra, actuellement numéro deux du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), a été demandée au Tribunal suprême mercredi 22 février par le juge Marino Barbero, afin de pouvoir le poursuivre dans le cadre du dossier Fiesla, une affaire de financement occulte du Parti socialiste. Le PSOE a protesté en faisant remarquer que Alfonso Guerra n'a jamais été responsable des finances du parti. - (Corresp.)

■ ITALIE : le gouvernement de Lamberto Dini veut faire tout son possible en vue d'un retour de la lire dans le système monétaire européen (SME), qu'elle a quitté en septembre 1992, a indiqué mercredi 22 février, le ministre italien des affaires étrangères, Susanna Agnelli. Par ailleurs, M<sup>me</sup> Agnelli a indiqué que le gouvernement s'efforcera « d'assurer la pleine participation » de l'Italie « aux mécanismes prévus par les accords de Schengen ». - (AFP)

### AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : le président Bill Clinton, en voyage officiel au Canada, jeudi 23 et vendredi 24 février, a préféré renoncer, avant son départ de Washington, à un projet de taxe à l'entrée par la route aux États-Unis qui menaçait d'être une pomme de discorde avec le gouvernement canadien. Cette visite sera consacrée aux questions commerciales, à l'assuétude en Bosnie et aux questions de sécurité. - (AFP)

■ HAÏTI : neuf jeunes Haïtiens appartenant à une organisation populaire soutenant le président Jean-Bertrand Aristide ont entamé mercredi 22 février, une grève de la faim sur le parvis de la cathédrale de Port-au-Prince pour protester contre la venue jeudi de l'ancien président Jimmy Carter. Ces jeunes militants accusent M. Carter de venir « orienter » les prochaines élections. - (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ IRAK : le dinar, qui ne cesse de se déprécier depuis plus de quatre ans, a perdu plus de 30 % de sa valeur en un mois. Le dollar s'échangeait mercredi à Bagdad sur le marché noir à 905-915 dinars contre 700 fin janvier. Le dinar valait 3,2 dollars avant l'embargo imposé à l'Irak en août 1990. - (AFP)

■ Six membres du groupe extrémiste palestinien d'Abou Nidal ont tenté de faire sauter le quartier général du chef de l'OLP, Yasser Arafat, à Gaza, a rapporté, mercredi 22 février, le quotidien palestinien *el Qods*, paraissant à Jérusalem-Est, qui précise que les terroristes ont été capturés en novembre. - (AFP)

■ Un nouveau mouvement d'opposition, « l'Assemblée palestinienne », hostile aux accords entre l'OLP et Israël, vient d'être formé en Cisjordanie, a annoncé, mercredi 22 février, son fondateur, Bassam Chakaa, ancien maire de Naplouse. - (AFP)

### AFRIQUE

■ RWANDA : huit « casques bleus » tunisiens ont été blessés par l'explosion d'une mine, mercredi 15 février, à Mutura, dans le nord-ouest du pays. La veille, leurs baraquements avaient été attaqués à la grenade. Le 18 février, dans la ville voisine de Gisenyi, des convois de ravitaillement en route vers les camps de réfugiés rwandais au Zaïre ont été pillés par la population. L'armée a ouvert le feu, tuant deux personnes. - (AFP)

## Le plan de paix de l'ONU en Afghanistan est retardé d'un mois

**KABOUL**  
de notre envoyée spéciale  
L'envoyé spécial de l'ONU, Mahmoud Mestiri, a annoncé devant la presse internationale, mercredi 22 février, au centre de Kaboul, le report d'un mois - au 21 mars - du transfert de pouvoir

entre l'ancien président Burhanuddin Rabbani et une nouvelle commission intérimaire.

M. Mestiri n'a pas mâché ses mots. Le « mécanisme » de transfert de pouvoir que l'ancien ministre tunisien des affaires étrangères avait envisagé est mis au rancart. Préparé avant l'émergence spectaculaire du mouvement des talibs, ces « étudiants religieux » qui campent aujourd'hui aux abords de Kaboul après avoir enlevé le tiers sud du pays, il doit céder la place à un nouveau plan.

L'ancien projet prévoyait la création d'un conseil intérimaire représentatif des provinces et des factions moudjahidines. Les talibs ont refusé d'y siéger, les conditions qu'ils avaient posées n'ayant pas été satisfaites. Ils réclamaient un conseil intérimaire comprenant de « bons » musul-

mans ainsi qu'un représentant de chaque des vingt-neuf provinces, et la création d'une force de sécurité « neutre » - en clair, formée par eux-mêmes - à Kaboul. M. Mestiri a tenu à affirmer « n'avoir jamais entendu de leur bouche cette dernière précision ». Pour sa part, l'ancien président Rabbani a estimé que cet organe ne serait pas viable en l'absence des talibs. Ce qui n'était pas « l'avis » de M. Mestiri.

L'envoyé spécial de l'ONU a donc précisé la seconde mouture de son projet. Un conseil de trente membres, composé de personnalités indépendantes et de représentants politiques et provinciaux, est à mettre sur pied dans les mois à venir. Sans attendre, un groupe de travail va préparer les bases de ce futur compromis pour obtenir « un cessez-le-feu sérieux et per-

manent ». « Les talibs ont donné leur accord et ont promis de ne pas attaquer Kaboul durant le mois qui vient. Le 21 mars, jour du Nouvel An ici, sera aussi celui du transfert du pouvoir », a conclu M. Mestiri avant de repartir pour Islamabad.

Danielle Rouard

■ Les forces du général Ahmed Shah Massoud se sont emparées, mercredi 22 février, de Sher Khan Bandar, le plus important port fluvial afghan, sur l'Amou Darya (extrême nord), ainsi que de la ville d'Allabad dans la province du Kunduz, selon la radio gouvernementale de Kaboul. Ces deux victoires, acquises au détriment du chef des milices ouzbèkes, le général Dostom, renforcent la position du « camp présidentiel » de Burhanuddin dont le général Massoud est l'allié.

## Afghanistan

Kaboul face à l'offensive des « talibs ». Le reportage de notre envoyée spéciale

Demain dans les pages « International »

Le Monde

Connaissez-vous vraiment les hommes politiques ?

3617

**POLITISCOP**

2000 biographies détaillées

un service du

**Guide du Pouvoir**

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



دنيا

## Les métallurgistes allemands lancent la grève

FRANCFORT: la Bavière inaugure, vendredi 24 février, le mouvement de grève lancé en Allemagne par le syndicat IG Metall, qui réclame une augmentation de salaires de 6 % pour les salariés des industries métallurgiques et des industries électro-mécaniques. Appelés à prononcer sur la grève, comme le prévoit la législation allemande, les métallurgistes bavarois, qui ont été choisis par leur centrale syndicale pour prendre la tête du mouvement, l'ont approuvée avec le quorum de 75 % des trois quarts.

## Réserves sur l'accord financier entre Washington et Mexico

WASHINGTON: l'accord concernant les modalités du plan d'aide financière américaine, signé mercredi 23 février, a suscité des réserves de la part des milieux d'affaires ainsi que des milieux financiers. L'accord permettrait de faire face au problème de liquidités à court terme du Mexique, mais ne résoudrait pas les problèmes de fond de l'économie du pays. Les entrepreneurs, en particulier, parlent d'« application de l'argent à un usage de trésorerie payé en pesos », sur lesquels est basé le cours de l'argent à un cours, à l'augmentation de 10 points mercredi 23 février, attendu 2000. Jorge Kucwaga, président de l'Institut des petites et moyennes entreprises du Mexique, a déclaré mercredi 23 février que les taux « croissants » risquent de conduire les PME « à une situation de déclin ».

EUROPE  
■ ESPAGNE: la levée de l'immunité parlementaire de l'ex-président du gouvernement, Alfonso Guerra, actuellement député du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), a été décidée par le tribunal suprême mercredi 23 février par le juge Martín Bermejo, afin de pouvoir le poursuivre dans la cadre du dossier d'une affaire de financement occulte du Parti socialiste. Le PSOE a fait en ce sens remarquer que Alfonso Guerra n'a jamais été membre du conseil d'administration du parti.

■ ITALIE: le gouvernement de Lamberto Dini veut faire tout possible pour éviter la chute de la lire dans le système monétaire européen (SME), qui est à l'essai depuis septembre 1994. Le 23 février, le ministre italien des affaires étrangères, Antonio Di Majo, a déclaré à l'Assemblée nationale que le gouvernement s'efforçait de maintenir la stabilité de l'unité monétaire.

AMÉRIQUES  
■ ÉTATS-UNIS: le président Bill Clinton, en voyage au Canada, a déclaré mercredi 23 février que les États-Unis ne se désolent pas de l'absence de l'Union soviétique au sommet de la conférence sur la sécurité en Europe (CSCE) à Paris. Clinton a déclaré que les États-Unis ne se désolent pas de l'absence de l'Union soviétique au sommet de la conférence sur la sécurité en Europe (CSCE) à Paris.

■ HAÏTI: neuf jeunes Haïtiens appartenant à une organisation de jeunesse ont été arrêtés mercredi 23 février par la police haïtienne. Ils étaient accusés d'avoir participé à des manifestations de protestation contre le régime de Jean-Bertrand Aristide.

PROCHE-ORIENT  
■ ISRAËL: le drapeau qui ne cesse de se déployer depuis la fin de la guerre de 1967, a été hissé mercredi 23 février sur le mur de la West Bank, à Jérusalem. Le drapeau a été hissé sur le mur de la West Bank, à Jérusalem.

■ SIX MEMBRES DU GROUPE EXTREMISTE PALESTINIEN D'AL QALÇA ont été arrêtés mercredi 23 février par les forces de sécurité israéliennes. Ils étaient accusés d'avoir participé à des attentats contre des soldats israéliens.

■ UN NOUVEAU MOUVEMENT D'OPPOSITION a été fondé mercredi 23 février à Bagdad. Le mouvement s'appelle « Mouvement pour la liberté » et a pour objectif de lutter contre le régime de Saddam Hussein.

AFRIQUE  
■ RWANDA: huit « barbares » rwandais ont été arrêtés mercredi 23 février par les forces de sécurité rwandaises. Ils étaient accusés d'avoir participé à des massacres de civils.

# Les grands auteurs sont dans



**Littérature classique et contemporaine**

**Policiers et Thrillers**

**Science-fiction**

**Dictionnaires, ouvrages de référence**

**Méthodes de langues**

**Pratiques**

AGATHA CHRISTIE EST DANS LE LIVRE DE POCHÉ

ROBERT MERLE EST DANS LE LIVRE DE POCHÉ

MARY HIGGINS CLARK EST DANS LE LIVRE DE POCHÉ

GABRIEL GARCÍA MÁRQUEZ EST DANS LE LIVRE DE POCHÉ

THOMAS MANN EST DANS LE LIVRE DE POCHÉ

la bicyclette bleue

RECINE DEFOUR EST DANS LE LIVRE DE POCHÉ

## Le Livre de Poche en fête !

Dans des centaines de librairies.

Agence STILLS, John Foley / Agence ROGER VIOLETT / Agence GAMMA - (R) Ambrosia / Agence GAMMA - (R) Ambrosia / Agence GAMMA - (R) Ambrosia

## Afghanistan

Kaboul face à l'offensive des « talibs ». Le reportage de notre envoyée spéciale

Demain dans les pages « International »

Le Monde



**DÉBAT** Les dépenses des collectivités locales et l'augmentation des impôts qu'elles perçoivent sont mises en cause dans le débat ouvert à l'occasion de l'élection présiden-

tielle. Soucieux de se ménager l'appui des élus, les candidats se gardent de toute accusation publique, mais le soupçon de « gaspillage » court sous les discours et

dans les propos privés. ● **SAGESSE.** A en croire le Crédit local de France, la gestion des élus s'est améliorée, et les investissements sont freinés en 1995. Il est vrai que les années

électorales incitent les maires à la modération. ● **CRISE.** Les départements, qui ont en charge l'aide sociale, doivent assumer cependant le coût du chômage et de l'exclusion.

Les budgets sociaux de certains d'entre eux ont crû considérablement ces dernières années, en raison notamment de l'irrépressible augmentation du RMI.

## Les collectivités territoriales sont soupçonnées de dépenser trop

Transferts de charges de l'Etat, augmentation des besoins sociaux ou dépenses inconsidérées des élus locaux, les budgets des communes, des départements et même des régions se sont alourdis. Les impôts aussi, sans que les contribuables aient le sentiment d'y trouver leur compte

**SONT-ELLES** les papiers percés de la République? Rarement formulé de façon aussi directe, le soupçon sur les collectivités locales pèse dans l'esprit d'une partie de la classe politique. L'un des ministres d'Edouard Balladur ne juge-t-il pas, en privé, que Paris devrait imposer un coup d'arrêt à l'accroissement continu de la fiscalité locale? Quant au premier ministre-candidat, il observe, dans son programme présidentiel: « Les collectivités se plaignent du désengagement de l'Etat, alors que la part des versements d'Etat dans leur budget est passée de 17 % à 22 % ».

Qui a tort, qui a raison? Les relations financières entre Etat et collectivités locales baignent dans une opacité que tout le monde regrette... et que personne ne semble en mesure de dissiper. Avec le développement de la décentralisation, les transferts de charges se sont accompagnés de transferts de ressources, ajoutés aux multiples compensations correspondantes, par exemple, à des dégrèvements d'impôts décidés par Paris. Tous ces flux croisés ont fini par produire un écheveau d'où il ressort, au moins, que l'Etat est aujourd'hui, par le jeu de ces transferts, le premier contribuable local.

A l'évidence, l'inflation des dé-

penses des collectivités locales, qui se répercute sur leur fiscalité, est parfois due à des dérapages: la « maladie de la pierre » - dénoncée par Michel Charasse lorsqu'il était ministre du budget -, qui a poussé certains conseils généraux à se doter de sièges luxueux; ou les dépenses de communication de conseils régionaux, voire de communes, qui n'ont trop bien compris les ressorts de la démocratie médiatique. Ces excès, cependant, n'expliquent pas tout.

### PACTE DE STABILITÉ

Certes, la règle est que l'Etat, lorsqu'il transfère une charge financière, transfère les ressources correspondantes. Les conseils régionaux et généraux conservent, toutefois, un souvenir cuisant du transfert de la responsabilité des lycées pour les premiers, des collèges pour les seconds: les investissements qu'ils avaient dû consentir, pour accueillir un nombre grandissant d'élèves aussi bien que pour réhabiliter des bâtiments souvent très dégradés, n'avaient que de lointains rapports avec les moyens que l'Etat leur avait octroyés.

Aujourd'hui encore, les élus se disent confrontés, trop souvent, à un décalage entre charges et ressources. Dans le département du ministre des collectivités locales,

Daniel Hoeffel, le Bas-Rhin, les ressources transférées pour l'entretien des collèges ont chuté en 1994... 15 % des investissements effectivement réalisés. Quant aux dépenses sociales à la charge des départements, leur explosion, liée à la situation de crise du pays, pose un gros problème de finance-

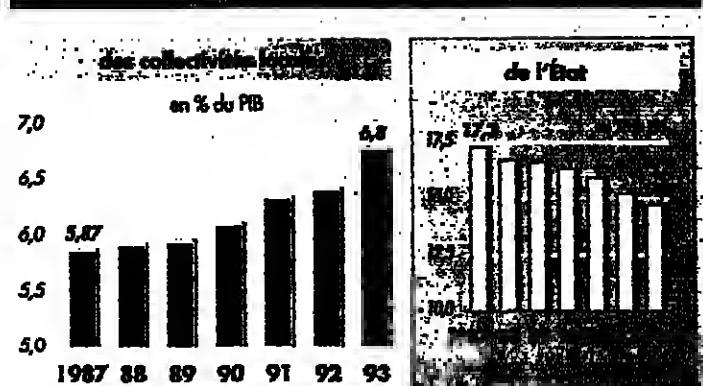
ment. En outre, l'Etat est parfois tenté, plus ou moins subrepticement, de mettre à contribution les collectivités locales pour régler ses propres problèmes. L'affaire de l'augmentation de la cotisation employeurs de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL), que les

élus, toutes tendances confondues, n'ont toujours pas digérée, en est une illustration. Edouard Balladur a d'ailleurs emboîté le pas à Jacques Chirac qui, le premier, au cours de sa campagne, a souligné la nécessité d'un « pacte » de stabilité dans les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

Enfin, des facteurs propres au fonctionnement des collectivités locales doivent être pris en compte. Elles enregistrent les évolutions de la conjoncture nationale avec un décalage et subissent maintenant une baisse de leurs ressources, tandis que, par un phénomène classique, les dépenses, elles, courent sur leur erre. Par ailleurs, Pierre Richard, président du Crédit local de France met en avant les conséquences, non pas d'une tendance au gaspillage, mais, au contraire, d'un comportement vertueux, consistant à moins recourir à l'emprunt et à compter davantage sur l'auto-financement.

Critiquée pour son poids croissant, la fiscalité locale l'est aussi pour sa structure, jugée trop complexe. Le produit des quatre impôts locaux (taxe d'habitation, taxes sur le foncier bâti et non bâti, taxe professionnelle) est aujourd'hui perçu par les trois niveaux de collectivités territoriales:

### L'évolution des prélèvements obligatoires



Ce graphique représente l'évolution des prélèvements obligatoires des collectivités locales, mais aussi les organismes publics (hôpitaux, universités, etc.).

La fiscalité de l'Etat est en baisse alors que les prélèvements des collectivités locales (y compris les transferts financiers par l'Etat en direction de ces collectivités) sont en hausse.

## Le Crédit local de France défend la gestion des élus

**PRÉSIDENT** du Crédit local de France (CLF), Pierre Richard, ancien directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, s'est, une nouvelle fois, fait le défenseur vigoureux des élus locaux en présentant, jeudi 23 février, la note de conjoncture sur les finances locales que publie la banque deux fois par an. « Au moment où beaucoup parlent pêle-mêle de corruption, de dette excessive et croissante, de gestion déspicienne, voire de faillite, j'affirme que le secteur local est parmi les plus sains d'Europe. La gestion financière des collectivités locales s'est améliorée grandement depuis dix ans », a-t-il déclaré.

Il n'empêche que les collectivités ont moins d'aisance aujourd'hui que dans les premières années qu'avaient suivi 1982 et le lancement de la décentralisation. Elles devront apprendre, demain plus qu'hier, à gérer leurs finances dans la contrainte, avec des bases fiscales qui stagnent (au moins jusqu'à l'entrée en vigueur de la révision en 1997) et des charges qui ont tendance à s'alourdir.

1995 sera une année de pause au moins pour quatre raisons. L'impact de la crise économique de 1992-1993 va se marquer par

une inflexion de la progression des bases de taxe professionnelle: +4,5 % contre 6 % en 1994. Par ailleurs, la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'Etat, ne progresse que de 1,7 %, alors que les recettes de l'Etat augmentent de près de 7 %. Les années d'élections municipales sont aussi, traditionnellement, des périodes d'atténuation des élus.

### FRÉNÉTIQUE DES INVESTISSEMENTS

Où la pression fiscale a atteint un plafond dans la plupart des collectivités, puisque le produit des impôts locaux progresse depuis quelques années de 1 à 2 points de plus que le PIB (produit intérieur brut). Enfin, la hausse obligatoire des cotisations pour la retraite des agents territoriaux, imposée par le gouvernement d'Edouard Balladur, obligera quasiment tous les élus à comprimer leurs dépenses, voire à repousser des projets d'investissement.

Ces éléments expliquent que les dépenses, selon les estimations du CLF, ne progresseront que de 3,9 %, au lieu de 4,8 % l'an dernier. Le changement est encore plus net pour ce qui concerne les travaux d'équipement:

-5,1 % contre +3,5 %. Cependant, selon l'Association des présidents de conseils généraux, les départements se singulariseront puisque, après une chute de 4 % l'an dernier, leurs investissements (notamment dans les collèges) devraient croître, légèrement, de 0,6 %.

Le poids des contraintes politiques et économiques réduit les marges de manœuvre des élus pour la préparation de leurs budgets. L'épargne disponible, qui avait abondamment progressé depuis dix ans (ce qui a conduit à émettre les arguments de ceux qui agitent régulièrement le spectre du découvert de trésorerie), va baisser en 1995 une chute sensible: -4 %.

Ce n'est pas pour autant qu'ils vont « pratiquer un recours intensif à l'emprunt », précise Pierre Richard. L'endettement va même diminuer de 5 %. « Voilà qui démontre, conclut-il, que les collectivités font preuve de sagesse puisque, lorsque l'autofinancement décroît, elles préfèrent réduire simultanément les dépenses d'équipement et le recours à l'emprunt. »

François Grosrichard

Jean-Louis Andréani

## L'aide sociale flambe dans le Gard

### NÎMES

Le recours à la fiscalité n'est plus en mesure d'absorber, dans le Gard, l'augmentation des dépenses d'aide sociale. Ce volet du budget du conseil général, que préside Alain Jourmet (PS), progressait à un rythme annuel de 6 % jusqu'en 1992. Depuis trois ans, il connaît une flambée: plus 21,7 % en 1993 (de 637 millions à 776 millions de francs). Ces dépenses représentent 928 millions de francs, soit 52 % des dépenses de fonctionnement. Leur hausse s'explique par la situation économique du Gard: un taux de chômage record de 16,8 % et un peu plus de 13 000 bénéficiaires du RMI. Entre 1990 et 1993, les seules dépenses liées au RMI ont enregistré une croissance moyenne annuelle de 56 %.

« A cela, s'ajoutent les dispositions réglementaires de l'Etat. En 1992, elles ont entraîné une charge supplémentaire de 53 millions de francs, qui n'a pas été compensée par des transferts de ressources », commente Yves Dellac, chargé de mission du département, qui cite, entre autres, l'accès à l'aide médicale gratuite (45 000 personnes) ou l'augmentation du prix de journée des établissements médico-sociaux.

En 1993, l'augmentation des dépenses d'aide sociale a été compensée par une hausse de 10 % de la fiscalité directe, mais la marge de manœuvre se rétrécit, vu la faiblesse du potentiel fiscal et la forte pression qui s'exerce déjà à travers les quatre taxes locales. En comparant le Gard aux vingt-deux départements de faible densité, un cabinet d'expertise constatait, en septembre 1994, que les taux des taxes - d'habitation (8,33 %), sur le foncier non bâti (12,45 %) et professionnelle (10,25 %) -, étaient déjà les plus élevés.

« Un point d'impôt supplémentaire, c'est 9 millions de francs, observe M. Dellac. Comme, depuis deux ans, les dépenses sociales augmentent en moyenne de 80 millions de francs chaque année, cela signifie qu'il faudrait relever la fiscalité de 10 % à chaque nouvel exercice. Ce n'est pas possible. »

Richard Benguigui

## Le « miracle toulousain » agace la gauche

### TOULOUSE

Des impôts locaux qui n'augmentent pas plus vite que l'inflation, une dette qui, en six ans, a fondu comme neige au soleil, une capacité d'investissement raisonnable: c'est le « miracle toulousain ». La ville, il est vrai, affiche une belle prospérité, attire des habitants venus de Midi-Pyrénées, mais aussi d'autres régions, l'Île-de-France en particulier. Après avoir diminué de 1975 à 1982, la population a augmenté de 3,1 % entre 1982 et 1990, à Toulouse, et de 28,7 % pour les 57 communes de l'agglomération.

L'opposition de gauche, guère portée à croire aux miracles, est sûre d'avoir trouvé l'explication: « Dominique Baudis, le maire CD de la ville, vend l'argent. C'est comme cela qu'il désendette la ville ! », tonne Jacques Lévy, chef de file des socialistes. Le maire, qui s'est forgé, en deux mandats, une image de gestionnaire prudent, récusé la critique. « Je n'ai rien vendu, explique-t-il. J'ai concédé, au terme du bail, la ville pour, si elle le veut, récupérer ses biens. » Dans une trentaine d'années pour la distribution de l'eau et l'assainissement.

Ce beau « coup », en 1991, a permis de récupérer 517 millions

de francs. De quoi rembourser par anticipation une partie de la dette: 2 726 millions de francs en 1988, 1 288 millions de francs en 1992, 93 millions de francs pour 1995. Toulouse a ainsi multiplié les concessions de service public: parkings souterrains, crédit municipal et, même, campings.

Les taux de taxe d'habitation ou de taxe professionnelle mettent Toulouse au milieu du peloton des grandes cités, Paris excepté. « Ce que le contribuable économiste est pris au casanovisme », lance pourtant l'opposition, qui dénonce les coûts de l'eau et des parkings. Cette année, la ville investira quelque 900 millions de francs dans divers programmes. Cette enveloppe est presque autofinancée et pas loin d'avoir triplé en six ans, selon le maire, grâce à une « politique de rigueur budgétaire » et, surtout, grâce aux recettes fiscales.

### COLÈRE CONTRE L'ÉTAT

Toulouse attire, en effet, de nouvelles entreprises. De longue date, la ville a réservé des terrains et s'enrichit d'une taxe professionnelle qui, ailleurs, tombe dans les escarcelles des communes périurbaines. Quant à la taxe d'habitation, elle bénéficie de la reprise démographique. Seule ombre au

tableau, relevée d'ailleurs par la chambre régionale des comptes, les frais de personnel: la mairie emploie plus de sept mille salariés. Malgré ces résultats, M. Baudis ne décolère pas contre l'Etat. Il n'a pas apprécié les conclusions du débat national sur l'aménagement du territoire, qui a signé, dit-il, une « alliance de fait entre Jacobins et ruralistes ». Premier visé, Charles Pasqua est accusé de préférer les départements aux grandes villes ou aux régions. Le maire énumère les équipements de la ville, ces infrastructures utilisées par des habitants des communes voisines et « qui profitent à tous et ne sont payées que par quelques-uns ».

Fidèle à la culture radicale, Dominique Baudis reproche à l'Etat ses largesses pour Paris. A preuve, selon lui, le rapport Delafosse, commandé par Edouard Balladur, qui établit qu'un contribuable parisien et un contribuable rural paient une taxe d'habitation équivalente, quand ceux des grandes villes sont 2,6 fois plus taxés. Le maire de Toulouse, qui se pose désormais en champion des grandes villes, demande avec de plus en plus d'insistance une évaluation du coût du rôle de « ville-centre ».

Gérard Vallès

## La Seine-Saint-Denis étouffe

DANS UN CONTEXTE très difficile (départs et fermetures d'entreprises, licenciements, aggravation du chômage, dégradation de la situation des familles), le conseil général de Seine-Saint-Denis a de plus en plus de mal à boucler son budget. Aujourd'hui, affirme son président, Robert Clément (PCF), le département « n'en peut plus ». « Ses recettes se réduisent, dit M. Clément, alors que ses dépenses sociales explosent et (que) les transferts de charges de l'Etat s'accroissent. » Dans le cadre de l'élaboration du budget 1995, les élus se retrouvent devant « un choix impossible »: ou bien augmenter la pression fiscale, ou bien réduire l'investissement et les services rendus à ses 1 400 000 habitants.

Depuis 1991, les dépenses n'ont cessé d'augmenter, alors que les ressources (taxe professionnelle, vignette) ont stagné, voire « diminué sévèrement ». Le marasme de l'immobilier a fait chuter les recettes liées aux droits de mutation. Dans le même temps, l'augmentation des dépenses liées à la situation sociale a été « brutale ». En trois ans, de fin 1990 à fin 1993, le nombre des bénéficiaires du RMI est passé de onze mille à vingt mille. Fin 1994, il aurait dépassé les vingt-six mille.

Pour faire face à ses responsabi-

tés et maintenir son effort d'investissement (1,5 milliard de francs en 1994), le conseil général est contraint depuis deux ans de recourir, de façon importante et cumulative, à l'emprunt: 700 millions de francs en 1992 et près de 1 milliard de francs en 1993, soit 500 millions pour financer les travaux dans les collèges. Chaque année, précise le vice-président, Jacques Gonzalez (PCF), chargé des questions budgétaires, les intérêts payés par le département représentent l'équivalent de deux collèges, soit 200 millions de francs.

Malgré l'alourdissement des charges, (plus 100 millions de francs pour l'aide sociale à l'enfance, plus 62 millions de francs pour les handicapés, plus 51 millions de francs pour les personnes âgées), la baisse des recettes et le manque à gagner de quelque 147 millions de francs découlent de la loi de finances 1995 (non-compensation des réductions de la taxe professionnelle, augmentation de la contribution au Syndicat des transports parisiens, etc.), le conseil général espère pouvoir, cette année, maintenir l'investissement à plus de 1 milliard de francs sur un budget de 6 milliards de francs.

Martine Boulay-Méric



## M. Balladur adopte un ton plus offensif tout en évitant de polémiquer avec M. Chirac

Le premier ministre s'est invité à l'improvisiste dans un meeting

A deux mois, jour pour jour, du premier tour de l'élection présidentielle, l'espoir règne dans les camps chiraquiens et balladuriens. Les sondages

soutiennent le premier et poussent le chef du second à s'impliquer plus fermement, pour ne pas laisser l'initiative à Jacques Chirac. Mercredi

22 février, M. Balladur s'est félicité, lors d'une réunion électorale à Puteaux, que la campagne commence vraiment.

« IL ÉTAIT MEILLEUR qu'à la télévision. Il commence à se dégeler. Avec un petit coup de grêle ou de calva, ça ira encore mieux ! » Elle était toute revigorée au point de flirter avec le langage « popu », cette citoyenne bien mise des Hauts-de-Seine qui venait de se commettre, mercredi 22 février, à Puteaux, dans une réunion électorale. Elle avait manifestement besoin que son candidat, Edouard Balladur, la rassure, après la tempête qu'il vient d'essuyer avec les suites téléphoniques de l'affaire Schuller-Marchal et les sondages qui virent de bord. Cette balladurienne était venue chercher un espoir qui, à l'évidence, a refroidi dans le camp d'en face. A deux mois, jour pour jour, du premier tour de l'élection présidentielle, les chiraquiens sentent, selon l'expression de La Lettre de la Nation, l'organe officiel du RPR, que « le vent tourne » au profit de leur champion.

Denis, son programme pour les banlieues, où vivent, a-t-il précisé, onze millions de Français. Parant des quartiers les plus défavorisés, le maire de Paris a réaffirmé la nécessité d'« assurer l'ordre républicain », comme il l'avait fait la veille à Rouen (Le Monde du 23 février). « C'est dans la cité que s'est construite la civilisation, et ce mot superbe est désormais utilisé pour désigner ces endroits où la République se défait », a-t-il déclaré. Pour M. Chirac, les quartiers difficiles sont l'un des terrains pour lesquels il faut bousculer « le conservatisme des technocrates », en intro-

voyer pas d'autres ! », avait dit le premier ministre, en minimisant l'affaire des écoles.

Affirmant qu'il ne s'était jamais attendu à une campagne facile, il avait expliqué sa baisse dans les sondages par un retour aux « équilibres de la vie politique nationale » et aux « difficultés qui n'ont pas manqué ces dernières semaines dans la tâche de premier ministre ». « Cela rend la tâche plus sportive, plus stimulante. Cela me plaît assez », avait-il osé. C'est précisément ce qu'il est venu répéter — par surprise, car il n'était pas attendu — au cours de la

réunion publique tenue, le soir, à Puteaux, en présence de 2 500 à 3 000 personnes, par les élus de la majorité d'Ile-de-France conduits par Charles Pasqua.

Assailli par d'embarrassantes affaires, le président du conseil général des Hauts-de-Seine a seulement souligné que « pour toutes ces otologies, ces capots tordus », dont il s'estime victime, il a, comme le général de Gaulle, un mépris de fer.

Comme s'il avait saisi qu'il fallait transformer un vote de désignation en vote de désignation, en vote d'adhésion à son programme, M. Balladur s'est pris au jeu du « meeting », en se montrant « heureux que la campagne commence ». « Ils étaient nombreux, ceux qui atten-

### MM. Juppé et Balladur opposés sur la monnaie unique

Alain Juppé, président par intérim du mouvement néogaulliste, a déclaré, mercredi 22 février, au quartier général de campagne de Jacques Chirac, que « l'objectif de 1997 » pour le passage à la troisième phase de l'union monétaire, celle de la monnaie unique européenne, n'est « pas réaliste ». « Tout le monde le sait, donc il faut tenir l'objectif de 1999 », a précisé M. Juppé, en soulignant qu'il s'exprimait « à titre personnel ».

Lors d'un colloque franco-allemand organisé à Paris, le 23 janvier, par une association que préside Raymond Barre, Edouard Balladur avait déclaré : « La convergence de nos économies et la confiance réciproque qui nous anime nous permettent d'envisager sereinement le passage à la troisième phase, si possible dès 1997. » « Il faut tout faire pour que cela soit possible », avait ajouté le premier ministre. « Je ferai tout pour que la France soit au rendez-vous » de 1997, avait indiqué pour sa part Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, le 16 janvier, à Bruxelles.

duisant la fiscalité dérogatoire et en consacrant un surcroît de moyens aux établissements scolaires.

Il s'agissait pourtant, comme semblait l'avoir détecté M. Juppé, d'un moment particulier de la campagne, un de ces jours où l'on sent que les choses sont en train de se modifier et qu'elles peuvent basculer. Et cela ne tenait pas seulement à la révélation troublante de la demande de départ du territoire de la commune de Lagny, de cinq ressortissants américains soupçonnés d'émigrer à la CIA. Reçu par la presse diplomatique, dans l'après-midi, M. Balladur avait répondu sur le ton de l'ironie au président de cette association, qui situait cette rencontre « entre deux épisodes tumultueux ». « Après des épisodes tumultueux ? J'espère que vous n'en

réunion publique tenue, le soir, à Puteaux, en présence de 2 500 à 3 000 personnes, par les élus de la majorité d'Ile-de-France conduits par Charles Pasqua.

### IMPATIENCE

Assailli par d'embarrassantes affaires, le président du conseil général des Hauts-de-Seine a seulement souligné que « pour toutes ces otologies, ces capots tordus », dont il s'estime victime, il a, comme le général de Gaulle, un mépris de fer.

Comme s'il avait saisi qu'il fallait transformer un vote de désignation en vote de désignation, en vote d'adhésion à son programme, M. Balladur s'est pris au jeu du « meeting », en se montrant « heureux que la campagne commence ». « Ils étaient nombreux, ceux qui atten-

L'« homme de l'ombre », le muet du sérail gaullois o finalement décidé de parler et il o bien fait, car il vo donner bien du grain o moude aux historiens de la période contemporaine.

Pierre Péan, L'Événement du Jeudi

**FOCCART PARLE**

Entretiens avec Philippe Gaillard

1 Avec de Gaulle ! - Grandes heures du RPR. Les complots du 13 mai 1968. Les dessous de la décolonisation. Putsch à Algérie - Lutte contre l'OAS. Coups d'État en Afrique. Les « déjeuners des barons ». Quand le Général s'occupait de cuisine électorale. Mai 68 vu de l'Élysée. Le jour où de Gaulle avait disparu. Services secrets et secrets d'État.

FAYARD / JEUNE AFRIQUE

506 p. 150 F

Jacques Foccart, l'émence grise, le cœur des complots, sort de l'ombre... So silhouette ? Celle d'un superbe serviteur de l'Étôt.

François Lebrétte, Le Figaro magazine

Le livre fourmille d'histoires qui sont l'Histoire de la France en Afrique mois aussi de la V<sup>e</sup> République sous le général de Gaulle.

Julio Ficotier, Le Croix L'Événement

La politique ne manque pas de porte-parole. Les porte-secrets sont plus rores. Jacques Foccart en est le représentant le plus exemplaire.

Henri Marquet, Voleurs Actuelles

Le témoignage le plus informé de l'épopée gaulloise ou lendemain de la guerre, quelques éclairages du côté des « services » et, surtout, un rutilant tableau des mœurs franco-africaines.

Stephen Smith, Libération

Un portrait fascinant d'une époque où un petit homme o l'ollure ordinaire a pu devenir un mythe redouté.

Mireille Duteil, Le Point

FAYARD

JEUNE AFRIQUE

Laurent Mauduit

## Des réformes économiques de plus en plus voisines

N'EN PARLER JAMAIS, y penser toujours... Depuis qu'il est entré en campagne, Edouard Balladur se garde en permanence de citer le nom de Jacques Chirac, mais, visiblement, il a pris bonne note des critiques indirectes que celui-ci lui adresse. Il a lu avec attention la plate-forme présidentielle que le maire de Paris a dévoilée le 17 février. Dans un entretien publié jeudi 23 février par Les

Echos, le premier ministre apporte, en effet, de nombreuses précisions sur le volet économique de son propre programme, dans l'intention transparente de répliquer à son rival.

Le premier front de la contre-attaque concerne la lutte contre le chômage. M. Balladur éprouve le besoin de faire cette mise au point : « Je ne dis pas aux Français : lisez-moi et vous aurez un million de chômeurs de moins dans cinq ans. Je leur dis : si vous me faites confiance, je ferai tout pour y parvenir. » Le premier ministre-candidat n'avait, certes, jamais dit auparavant qu'il s'engageait personnellement à réduire le nombre des demandeurs d'emploi au rythme de deux cent mille par an. Avec des variations, il avait toujours pris soin de préciser que c'était plutôt un pacte qu'il proposait de passer avec le pays ; en quelque sorte, un objectif, pas une promesse. Cependant, cette annonce avait soulevé diverses critiques. M. Chirac avait jugé inutile de souligner qu'il n'est pas homme, lui, à avancer de manière inconsidérée une telle prévision. Raymond Barre, lui aussi, a observé qu'il est imprudent d'évoquer le moindre chiffre dans ce domaine.

CALENDRIER M. Balladur ne se dédit donc pas, mais son propos n'est pas moins beaucoup plus prudent. Il tient, en effet, à rappeler que, si cette baisse du chômage est possible, il n'y parviendra « pas tout seul ». Il ajoute : « Il faudra que les partenaires sociaux s'y mettent ; mais l'objectif est à notre portée. » Le premier ministre détaille, également, de nombreux aspects de sa plate-forme dans le même souci, manifeste, de soutenir la

comparaison avec les propositions chiraquiennes. En présentant son propre programme, le maire de Paris avait distingué les deux types de mesures qu'il entend mettre en œuvre : les dispositions d'urgence, dans les six premiers mois ; les réformes de long terme, ensuite. M. Balladur, lui, n'avait pas encore indiqué pour quel calendrier il opterait.

### LES DROITS DE SUCCESSION

Il y remédie dans cet entretien. « Il y aura des réformes immédiates dit le premier ministre. Elles concernent aussi bien la baisse des cotisations maladie des entreprises sur les bas salaires, par exemple, que la disposition des chômeurs en fin de droits. » La réforme des droits de succession devra aussi, de l'avis de M. Balladur, être mise en œuvre « immédiatement ». Enfin, le premier ministre retient cette dernière priorité : « Je sauhalle aussi, s'agissant de l'impôt sur le revenu, que la simplification des déductions et des abattements interviennent dès le budget de 1996 et qu'elle s'accompagne d'une concurrence de la baisse du barème. »

Le dossier des droits de succession est d'ailleurs symbolique de la compétition qui oppose M. Balladur à M. Chirac. Jusqu'à présent, en effet, les deux candidats avaient avancé deux pistes de réformes opposées. Le premier avait suggéré que l'on procède à un allègement général des droits de succession en relevant le seuil d'exonération (actuellement fixé à 330 000 francs pour un conjoint et 300 000 francs par enfant). Le second avait préconisé que l'on diminue la fiscalité des transmissions pour les seules entreprises.

Dans son entretien aux Echos, le premier ministre maintient, apparemment, sa proposition. « C'est

une question très complexe, dit-il, parce qu'elle touche au principe de l'égalité des héritiers devant l'impôt ; au sein d'une même famille, il est difficile d'imposer différemment celui qui reçoit l'entreprise et celui qui reçoit autre chose. » M. Balladur souhaite donc toujours « que les petites successions soient très largement exonérées au-dessous de 500 000 francs », mais, sous la pression chiraquienne, il amende sa proposition initiale en la complétant de deux dispositions nouvelles. D'abord, il propose que la taxation de la vente des entreprises soit ramenée de 14,2 % actuellement « à moins de 5 % » ; ensuite, il fait cette suggestion, en cas d'héritage portant sur une entreprise : « Depuis 1993, on peut taxer les droits sur quinze ans avec un taux d'intérêt de 3 %. Je serais tout à fait d'accord pour appliquer un taux zéro. »

Dans un cas, M. Balladur refuse ostensiblement de reprendre à son compte une idée chiraquienne. Il s'agit, logiquement, de la proposition d'engager un « audit » des dépenses publiques, avec le concours du Parlement et de la Cour des comptes. « L'audit, je l'ai déjà fait faire », répond le premier ministre, avant d'ajouter : « De sorte que mon successeur ne pourra pas me reprocher de lui laisser la France en mauvais état. S'il est hanté. »

A cette nuance près, le constat se confirme de jour en jour. Une même proposition, ou presque, hier, sur le chômage de longue durée, des pistes maintenant voisines sur la fiscalité : au fil de la campagne, les deux programmes de MM. Balladur et Chirac tendent à se ressembler, même si le discours, en apparence, diverge.

des incitent les maires à la tion. ■ CRISE. Les départements ont en charge l'aide sociale pendant le chômage et de l'exclusion.

Les budgets sociaux de certains d'entre eux ont cru considérablement, ces dernières années, en raison notamment de l'irrépressible augmentation du RMI.

## nées de dépenser trop

des élus locaux, les budgets des communes, les élus aient le sentiment d'y trouver leur compte

Il n'y a pas de tendance à la baisse, toutes tendances confondues, n'ont toujours pas dégrégé, on est en illustration. Edouard Balladur a d'ailleurs emboité le pas à Jacques Chirac qui, le premier, au cours de sa campagne, a souligné la nécessité d'un « pacte » de stabilité dans les relations financières entre l'État et les collectivités locales.

Enfin, des facteurs propres au fonctionnement des collectivités locales doivent être pris en compte. Elles entretiennent les évolutions de la conjoncture nationale avec un décalage et subissent maintenant une baisse de leurs ressources, tandis que, par un phénomène classique, les dépenses, elles, courent sur leur erre. Par ailleurs, Pierre Richard, président du Crédit local de France, met en avant les conséquences, non pas d'une tendance au gaspillage, mais, au contraire, d'un « surinvestissement vertueux », consistant à moins recourir à l'emprunt et à compter davantage sur l'autofinancement.

Critiquée pour son poids croissant, la fiscalité locale l'est aussi pour sa structure, jugée trop complexe. Le produit des quatre impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties, taxe professionnelle) est aujourd'hui payé par les trois milliards de contribuables français.

## ion des élus

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.

En 1995, 4,5 % seulement, selon l'Association des maires de France, des élus locaux ont été réélus. C'est une baisse par rapport à 1994, où 5,5 % des élus ont été réélus. Cette baisse est due à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat, et à la démission de nombreux élus, à la fin de leur mandat.



Jean-François Hory, président de Radical

## « Lionel Jospin, à tort ou à raison, porte l'image d'un certain archaïsme »

Jean-François Hory, président de Radical, a décidé de se porter candidat à l'élection présidentielle. Il soumettra sa candidature à la conven-

tion nationale de son parti, convoquée le 26 février. M. Hory estime que le Parti socialiste et son candidat, Lionel Jospin, ont démontré

leur refus de prendre en compte les idées dont se réclame Radical et de lui faire une place suffisante dans leur dispositif de campagne.

« Vous avez rencontré à deux reprises Lionel Jospin, sans parvenir à un accord entre vous deux formations pour l'élection présidentielle. Quelles sont les raisons de cet échec ?

— Manifestement, le candidat du PS n'avait pas la volonté d'aboutir à un accord. Le rassemblement ne peut pas être une incantation, un discours ; c'est une démarche politique, qui doit être démontrée par des gestes précis, aussi bien sur le fond — les thèmes d'une campagne commune — que sur les modalités d'organisation de cette campagne, notamment sur les équilibres entre Radical et le PS.

— Nous souhaitions voir reprendre un certain nombre de thèmes que nous défendons. Il s'agit, par exemple, de l'Europe fédérale, de l'illégalité du chômage des jeunes, de la fiscalisation de la Sécurité sociale. Sur tous ces thèmes, nous n'avons noté aucune avancée. J'ai fait tout ce que je pouvais — et plus que je ne devais — en faveur d'un rassemblement de l'ensemble de la gauche. Je suis obligé de déduire du comportement de mes interlocuteurs qu'il n'y avait pas de volonté de rassemblement, mais je n'abandonne pas l'objectif de rénovation de la gauche.

— Pour vous, M. Jospin n'incarne pas cette modernité de la gauche.

— Le candidat du PS, à tort ou à raison, porte l'image d'un certain archaïsme, d'un certain dogmatisme de son parti. Je pense qu'il y a toute une attente de rénovation de la gauche, qui ne correspond pas au message que Lionel Jospin se prépare à délivrer, pour ce qu'on en connaît.

— Le mitterrandisme est-il aussi un archaïsme ?

— Pas du tout. Je crois, au contraire, que les impulsions que François Mitterrand a données à la politique française, sur les thèmes de la solidarité, de la liberté et de la fraternité, et la manière dont il a porté la voix de la France en Europe et dans le monde sont extrêmement modernes. Je suis d'ailleurs étonné que, dans cette campagne, personne ne déclare vouloir porter aussi l'héritage politique de François Mitterrand. Moi, je suis mitterrandiste, et les radicaux dans leur ensemble considèrent avec gratitude l'action de François Mitterrand. Il me vient ce soupçon tardif que, finalement, il est peut-être plus radical que socialiste.

— Au moment où les sondages révèlent une dynamique en faveur de M. Jospin, comment allez-vous justifier, auprès de vos électeurs de gauche, le fait d'empêcher peut-être la présence d'un candidat de gauche au second tour ?

— Je n'ai rien à justifier. Il y a dans la gauche française un pluralisme construit sur trois grandes familles : radicale, socialiste et communiste. Chacune a le droit d'avoir un candidat, c'est la logique présidentielle, et nous nous en avons le devoir, parce que nous estimons être en charge de la modernisation de la gauche. L'union de la gauche est une figure de mémoire ; sa rénovation est une figure d'avenir. Quant à empêcher la gauche d'être au second tour, je serais tenté de dire que si toutes les vieilles lunes de la gauche s'embrassent au premier tour, ce serait plutôt un service rendu au pays et à elle-même.

« Il y a dans la gauche française un pluralisme construit sur trois grandes familles. Chacune a le droit d'avoir un candidat »

— Même si l'histoire ne se répète jamais à l'identique, nous avons eu en 1993 des élections législatives comparables à celles de 1968. Au premier tour de la présidentielle, en 1969, la gauche avait plusieurs candidats, et personne n'a reproché à Michel Rocard de se présenter contre Gaston Defferre. La gauche a disparu dès le premier tour, mais je note, aussi, que moins de deux ans après, en 1971, à Epinay, elle se dotait d'une organisation nouvelle, dynamique, le Parti socialiste, qui allait dominer le débat public pendant une vingtaine d'années. Donc, à quelque chose malheur peut être bon, et la décomposition relative de la gauche peut être une promesse de rénovation.

— Vous présidez ce parti — le MRG, devenu Radical — depuis deux ans et demi. Vous avez toujours défendu son indépen-

dance par rapport au PS. Et vous êtes prêt, aujourd'hui, à le représenter dans l'élection présidentielle ?

— J'ai en effet décidé d'être candidat. Je demanderai, lors de la convention nationale, dimanche 26 février, le soutien de Radical, mais je ne serai pas le candidat de Radical seulement. Je veux être, dans cette élection, le candidat de la gauche moderne et je vais travailler à un rassemblement qui ira bien au-delà de Radical.

— N'êtes-vous pas un candidat de substitution, par rapport à Bernard Tapie, et quelle sera la place du député des Bouches-du-Rhône dans cette campagne ?

— Bernard Tapie a dit à plusieurs reprises, avant qu'on essaie de le rendre inéligible, qu'il n'avait pas vocation à aller dans cette élection-là et qu'il voulait concentrer ses efforts sur d'autres enjeux, notamment les élections municipales à Marseille. Si être le candidat de Bernard Tapie, cela signifie porter les idées de Radical, qu'il a puissamment et brillamment contribué à rénover, notamment pendant la campagne européenne, alors oui. Mon soutien ne lui a jamais été mesuré depuis deux ans, et j'ai le ferme espoir qu'il mettra son énergie, sa vitalité et sa popularité au service de cette campagne.

— Avez-vous déjà reçu le soutien de socialistes qui n'étaient pas favorables à une candidature de M. Jospin ?

— Je souhaite conduire cette entreprise avec beaucoup de gens.

— Des personnalités comme Jack Lang ou Bernard Kouchner ?

— Evidemment, il y aura des discussions avec eux. Et avec d'autres.

— Plusieurs responsables de votre mouvement ont émis des réserves sur votre candidature et sont favorables à un accord avec Lionel Jospin dès le premier tour.

— Rien n'effraie les gens comme leur propre liberté. Je ne désespère pas de les convaincre.

— Reconnaissez-vous le renouvellement de la vie politique que vous souhaitez dans l'action, par exemple, de Philippe de Villiers ?

— Paradoxalement, oui. On l'a déjà noté aux élections européennes : la droite, qui veut se donner des airs réformistes, et la gauche, qui veut se donner une image gestionnaire, se rejoignent dans un consensus qui est celui de la pensée régnante. Il n'y aurait qu'une politique à conduire en France. Par rapport à cette bouillie pour les chats de tous les gens qui ont consenti définitivement à la domination de l'économie et de la technique sur la politique et la culture, à droite il y a un projet clair, audible, inacceptable, celui de Philippe de Villiers, qui dit : « Travail, famille, patrie. » Symétriquement, je veux dire à gauche : « Liberté, égalité, fraternité. »

Propos recueillis par Daniel Carton et Pascale Robert-Diard

## M. Barre précise le cadre d'une éventuelle candidature

DANS LE NUMÉRO de février de sa lettre, *Fais et arguments*, intitulé « Tout est possible », Raymond Barre précise le cadre de son éventuelle candidature, en multipliant tout d'abord, les critiques sur la campagne présidentielle. « Deux sentiments sont absents, écrit le député (apparenté UDF) du Rhône. Le sentiment d'urgence et celui de la réalité. Le sentiment d'urgence parce que des réformes décisives sont à accomplir sans délai (...). Le sentiment de la réalité, d'autre part, parce que notre pays connaît une crise qui n'est pas seulement économique, mais aussi politique et morale, et qui l'a-

teint au plus profond de lui-même. » L'ancien premier ministre se montre extrêmement sévère vis-à-vis du gouvernement. « La France connaît aujourd'hui, estime-t-il, une période de doute. (...) Une oligarchie financière, administrative et politique prétend incarner seule le bien de la nation. Les phénomènes de corruption menacent l'esprit public. Le parlementarisme est menacé par la concentration du pouvoir et les phénomènes de cour. La neutralité de la fonction publique est battue en brèche. La justice n'a pas les moyens de son indépendance. » M. Barre juge que « la séparation des pouvoirs et l'éthique qui doit s'imposer aux responsables républicains dans l'exercice de leurs fonctions ministérielles souffrent de graves atteintes. Par ces errements, c'est notre conception même de l'État démocratique qui est mise en cause. »

### LE « SAUT DES OBSTACLES »

Le député du Rhône passe en revue les trois candidats en tête des intentions de vote, Jacques Chirac, Edouard Balladur et Lionel Jospin. « Les Français se trouvent devant un choix crucial, estime-t-il. Doivent-ils s'engager sur une voie qui, au nom d'une rupture éclatante avec le passé, conduirait à des actions peu cohérentes et donc à l'impasse ? Doivent-ils adopter, au contraire, une action circospecte et précautionneuse, qui ne serait pas à la mesure des problèmes à résoudre et qui rendrait, à terme, plus difficile le saut des obstacles ? Ou bien se laisseront-ils convaincre (...) de chercher une fois encore à changer la vie, au risque d'un nouvel et douloureux échec ? »

« Rien n'est joué, conclut l'ancien premier ministre. Les Français peuvent faire un autre choix : celui d'un effort résolu au service de leur pays. (...) Ils le feront s'ils sont convaincus que cet effort sera payé de retour. »

M. Barre fait cependant l'économie de l'annonce de sa candidature, qui serait la conséquence logique de son analyse. Finie à la mi-février, la campagne de M. Barre risque d'être de nouveau remise, cette fois au début du mois de mars.

G. P.

## M. Rinaldi, maire de Digne, est déclaré « comptable de fait »

DANS UN JUGEMENT définitif, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur a déclaré Pierre Rinaldi, maire (RPR) de Digne, président du conseil général des Alpes de Haute-Provence, et Jean-Guy Forcioli, son ancien chef de cabinet, conjointement et solidairement comptables de fait des deniers de la commune, à hauteur de 120 000 francs, et du centre communal d'action sociale (CCAS) à hauteur de 1 440 000 francs. Ce jugement entraîne l'indépendance du maire de Digne, dont le fauteuil est convoité par Jean-Louis Bianco, ancien ministre des affaires sociales (*Le Monde* du 10 janvier). Déjà mis en examen, le 10 novembre 1994, pour faux et usage de faux en écritures publiques, M. Rinaldi a décidé de déposer un recours auprès de la Cour des comptes en demandant le sursis à l'exécution de la décision de la chambre.

Le jugement de gestion de fait dont M. Rinaldi et son ancien chef de cabinet viennent de faire l'objet se rapporte à des subventions versées par la commune et le CCAS sur un compte bancaire ouvert, le 2 juillet 1987, au Crédit lyonnais, par M. Forcioli, au nom d'une association, Midi-Phénicie, créée, en 1984, à Aix-en-Provence, pour « promouvoir les échanges culturels et économiques entre le Liban et le Midi de la France ». — (Corresp.)

### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **AFFAIRE SCHULLER-MARÉCHAL.** Dominique Voynet, candidate des Verts à l'élection présidentielle, a renouvelé, mercredi 22 février, sa demande de démission du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua : « C'est une affaire d'État, et je ne m'explique pas la sagesse apparente de Jacques Chirac, qui propose, aujourd'hui, de baisser d'un ton et de revenir à une campagne bien sereine entre gens de bonne compagnie. » Elle a ajouté : « J'ai noté que c'est arrivé moins de 24 heures après que Charles Pasqua lui tire les oreilles, à Marseille, dans un meeting public. »

■ **CANDIDATURE.** Laurent Fabius a estimé, mercredi 22 février sur France 2, que la campagne électorale était « à un tournant ». « La petite berceuse balladurienne est de moins en moins reçue par les Français, a-t-il expliqué, et je crois que Lionel Jospin peut parfaitement gagner l'élection présidentielle. » M. Fabius a estimé que la candidature du président de Radical, Jean-François Hory, « poserait un grand problème ».

### DÉPÊCHES

■ **EMPLOI.** une PME sur deux a l'intention d'embaucher au moins un salarié en 1995, selon un sondage Louis Harris-Agefos PME réalisé entre le 2 et le 6 février auprès de 407 chefs d'entreprise de 10 à 200 salariés. En juillet 1994, 37 % seulement des PME interrogées manifestaient une telle intention. C'est le secteur du commerce, avec 58 % d'intentions d'embauche, qui est le plus demandeur, devant le secteur industriel, avec 54 %. Pour la moitié des PME interrogées, les embauches projetées prendront la forme de contrat à durée indéterminée.

■ **CNRS.** le budget de 1995 débouqué. La crise financière que traverse actuellement le CNRS semble en voie de règlement. Mardi 21 février, l'engagement de l'État à couvrir l'arriéré budgétaire de 500 millions de francs de l'organisme de recherche a été confirmé par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, au directeur général du CNRS, Guy Aubert. M. Fillon a demandé le lancement d'une enquête de l'Inspection générale des finances. Au terme de cet audit, un plan de redressement devrait être mis au point, en collaboration avec le Conseil d'administration du CNRS, pour apurer définitivement ce « déficit » dit à l'accumulation, entre 1991 et 1993, d'autorisations de programme non couvertes par des crédits de paiement.

■ **ARMÉE.** le général Rondot, qui « pister » Carlos, recevra sa troisième étoile de général de division à compter du 1<sup>er</sup> mars, sur décision du ministre de la défense, François Léotard, approuvée mercredi 22 février par le conseil des ministres. Agé de cinquante-neuf ans, Philippe Rondot est récompensé d'avoir été « l'envoyé spécial » de Charles Pasqua au Soudan, quand le ministre de l'intérieur l'a chargé de « pister » le terroriste Carlos, arrêté en août 1994 et emprisonné depuis en France. Saint-cyrien, le général Rondot est un spécialiste des pays arabes et du terrorisme international. Il a contribué à la libération de plusieurs otages français au Liban et a longtemps travaillé pour les services secrets, notamment au service « action », avant d'être appelé, comme conseiller, à la Direction de la surveillance du territoire (DST) et de participer, au cabinet de Pierre Joux, ministre de la défense, à la création de la direction du renseignement militaire.

## Le numéro 2 de la FNSEA battu à la présidence de la chambre d'agriculture de la Marne

GÉRARD LAPIE, secrétaire général de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a été battu, lundi 20 février, à l'élection à la présidence de la chambre d'agriculture de la Marne. Dans l'histoire de cette instance consultative, c'est la première fois qu'un viticultrice accède à la présidence. Il s'agit du vice-président du Syndicat général des vignerons (SGV), Jean-Marie Turlan. Cette élection traduit la détermination du secteur viticole à prendre sa part dans la gestion des affaires. C'est au nom de l'alternance que les vignerons s'étaient alliés à la FDSEA et au CDJA en présentant une liste commune aux élections du 31 janvier (collège exploitants). Mais les agriculteurs-cultivateurs marnais ont maintenu un candidat à la présidence de la chambre, pensant que la personnalité de M. Lapie, qui avait avancé sa candidature apparemment sans en avoir informé les instances nationales de la FNSEA, permettrait de l'emporter. M. Turlan s'est imposé au troisième tour, bénéficiant du soutien d'élus du collège des salariés. Bien qu'un président de chambre soit élu pour six ans, M. Turlan a annoncé qu'il rendrait sa place au secteur des cultures dans trois ans pour prouver sa fidélité à ce principe d'alternance. — (Corresp.)



**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

Verite sur saisis Immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 9 MARS 1995, à 14 heures, - EN UN LOT

**UN GRAND APPARTEMENT de 4 P. PRINC. à NEUILLY-SUR-SEINE (Hts-de-Seine)**

18, rue Jacques-Dujard  
au rez-de-ch. avec JARDIN PRIVATIF - TERRASSES - 2 CAVES  
et DEUX EMPLACEMENTS pour VOITURES

**Mise à Prix : 3 000 000 F**

S'adresser à M<sup>re</sup> Cécile RANJARD-NORMAND, avocate  
4 BOIS-COLOMBES (92270), 5, rue des Bourguignons  
TEL. : 47-80-75-76 de 14 h à 18 h  
Au Greffe du T.G.L. de NANTERRE - 9 h 30 à 11 h 30  
Ventes s/ place, le 9 MARS 1995, de 14 h 30 à 16 h 30

# VIETNAM

*Fort de sa parfaite connaissance du terrain, la Maison de l'Indochine saura vous accompagner utilement dans votre découverte de la péninsule indochinoise, que vous préférez accomplir votre voyage en circuit organisé ou en voyage individuel, sur mesure. Et pour préparer votre voyage, nous vous proposons un cycle de conférences sur la culture, l'histoire, la vie quotidienne de ces peuples de rizières et de montagnes.*

**EXTRAITS DU CATALOGUE**

**VIETNAM EN SOLO**  
SÉJOUR LIBRE - 6980 F  
vol aller/retour : Paris / Ho Chi Minh Ville  
Hôtel 2 nuits à l'arrivée  
1 vol intérieur A.R. au choix

**ROYAUMES DU VIETNAM**  
CIRCUIT 15 JOURS - 14 200 F  
Du delta du Fleuve Rouge à celui du Mékong, des paysages dont la beauté abrite les témoignages d'une culture trois fois millénaire.

**LA MAISON DE L'INDOCHINE**

36, RUE DES BOURDONNAIS  
75001 PARIS - M<sup>re</sup> CHATELET  
TÉL (1) 40 28 43 60 - LC 175 744

**BOUCLE INDOCHINOISE**  
CIRCUIT 20 JOURS - 23 500 F  
Périple d'une richesse exceptionnelle pour découvrir tout à la fois le Laos, le Vietnam et le site prodigieux d'Angkor.

**COCHINCHINE ANHANG TONKIN**  
CIRCUIT 19 JOURS - 17 600 F  
Traverse du Vietnam par la route et le train, au plus près de la vie quotidienne villageoise.

Circuits en pension complète - Accompagnateur spécialiste des régions traversées.

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT

☐ le Catalogue Voyages de la Maison de l'Indochine

☐ le programme des activités culturelles

JANVIER 1995



## M. Rinaldi, maire de Digne, est déclaré « comptable de fait »

DANS UN JUGEMENT définitif, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur a déclaré Pierre Rinaldi, maire (RPR) de Digne, président du conseil général des Alpes de Haute-Provence, et Jean-Guy Forthois, son ancien chef de cabinet, conjointement et solidairement comptables de fait des deniers de la commune, et solidairement de 1 440 000 francs. Ce jugement entraîne l'ineffectivité du mandat de M. Rinaldi, et du conseil général des Alpes de Haute-Provence, élus le 10 novembre 1994, pour l'usage et l'usage de faux en écritures comptables en demandant le sursis à l'exécution de la décision de la chambre.

Le jugement de gestion de fait dont M. Rinaldi et son ancien chef de cabinet ont été déclarés comptables de fait des deniers de la commune, par la chambre des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a été rendu par la chambre des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, le 22 février 1995. M. Rinaldi, élu en 1984, a été déclaré comptable de fait des deniers de la commune, et solidairement de 1 440 000 francs, pour « promesses de dépenses » et « dépenses de fait ».

### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **AFRIQUE SCHILLER-MARÉCHAL**, Dominique Voynet, candidate des Verts à l'élection présidentielle, a renouvelé, mercredi 22 février, sa demande de démission du ministère de l'Intérieur. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a répondu, mercredi 22 février, à la demande de démission de Dominique Voynet, en lui indiquant qu'il ne pouvait pas lui donner suite, car elle n'est pas une ministre.

■ **LA CANDIDATURE** de Laurent Fabius à l'estime, mercredi 22 février, l'ancien ministre de l'Économie et des Finances, a été présentée par le journal *Le Monde*. M. Fabius a été présenté comme un homme politique de haut niveau, capable de mener à bien les affaires de l'État.

### DÉPÊCHES

■ **EMPILOI** : une PME sur deux a l'intention d'embaucher au moins un salarié en 1995, selon un sondage Harris-Aspex. Les PME ont l'intention d'embaucher au moins un salarié en 1995, selon un sondage Harris-Aspex. Les PME ont l'intention d'embaucher au moins un salarié en 1995, selon un sondage Harris-Aspex.

■ **CNRS** : le budget de 1995 débouche. La crise financière que traverse le CNRS semble en voie de règlement. Mardi 21 février, le conseil d'administration du CNRS a adopté le budget 1995. Le budget 1995 du CNRS est de 1 200 millions de francs. Le budget 1995 du CNRS est de 1 200 millions de francs.

■ **ARMÉE** : le général Gaudin, qui a été nommé à la tête de la division d'infanterie de la 1<sup>re</sup> armée, a été nommé à la tête de la division d'infanterie de la 1<sup>re</sup> armée. Le général Gaudin a été nommé à la tête de la division d'infanterie de la 1<sup>re</sup> armée.

## Le numéro 2 de la FNSEA battu à la présidence de la chambre d'agriculture de la Marne

Le numéro 2 de la FNSEA, Jean-Louis Bouchard, a été battu à la présidence de la chambre d'agriculture de la Marne. Jean-Louis Bouchard a été battu à la présidence de la chambre d'agriculture de la Marne.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Région P.S.P. - 44, rue de la Boétie - PARIS  
TEL : 47 46 46 - FAX : 45 63 63

**UN GRAND APPARTEMENT de 4 P. PRINC.**  
à NEUILLY SUR SEINE (Hts-de-Seine)  
Mise à Prix : 3 000 000 F

## M. Dumas succède à M. Badinter à la présidence du Conseil constitutionnel

M. Mitterrand a nommé un de ses proches à la tête de l'institution chargée de la protection des libertés. M. Monory et M. Séguin ont désigné des hommes réticents face à l'exercice du contrôle de la constitutionnalité des lois

Le renouvellement du Conseil constitutionnel, qui intervient par tiers tous les trois ans, est, cette année, le dernier qui donne à François Mitterrand la possibilité de nommer le président de cette institution. Il en a

usé pour récompenser Roland Dumas, vieux compagnon de combat depuis les années 50 et ancien ministre des affaires étrangères, qui va donc succéder, à l'âge de soixante-deux ans, à Robert Badinter

(nous publions le portrait de M. Dumas page 15). Le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale ont nommé, quant à eux, pour succéder à Jacques Latscha et à Robert Fabre, deux personnalités qui n'ont

rien en commun, sinon leur désaccord avec la façon dont le Conseil constitutionnel exerce le contrôle des lois votées par le Parlement lorsqu'elles lui sont soumises. Etienne Dailly, soixante-dix-sept ans, sénateur

(UDF-rad, RDE) de Seine-et-Marne, a souvent critiqué l'institution du Palais-Royal. Michel Ameller, soixante-neuf ans, ancien secrétaire général de l'Assemblée nationale, est connu pour s'en méfier.

LA « MITTERRANDIE » surviendra à François Mitterrand. Pendant neuf ans, c'est un proche de l'actuel président de la République qui présidera aux destinées d'une institution qui joue d'ores et déjà un rôle essentiel dans le fonctionnement des pouvoirs publics français, et donc dans la vie politique. En nommant Roland Dumas à la présidence du Conseil constitutionnel, le chef de l'État a certes saisi une opportunité que le calendrier lui a offerte – le mandat de Robert Badinter vient à son terme le 4 mars –, mais il en a profité pour confier à un homme politiquement très engagé le soin de veiller au respect de la Constitution et des grands principes du droit par les majorités qui se succéderont à la gestion du pays pendant neuf ans.

### PROTÈGES LES LIBERTÉS

Cette nomination, comme celle d'Etienne Dailly par René Monory, président du Sénat, et celle de Michel Ameller par Philippe Séguin, président de l'Assemblée

nationale, ne peut que déboucher sur une nouvelle évolution du Conseil constitutionnel. Cette institution, qui n'avait été voulue par le général de Gaulle que pour empêcher le pouvoir législatif de sortir des éternelles limites où l'avait enfermé la Constitution de 1958, est, petit à petit, devenue la protectrice scrupuleuse des libertés individuelles et publiques contre toute atteinte des majorités politiques successives. En devenant membres au jourd'hui deux hommes qui n'ont jamais véritablement accepté le principe du contrôle de la constitutionnalité des lois par une instance indépendante.

### L'ÉTAT DE DROIT

La mise en œuvre de ce principe est effectivement contraire à toute la tradition juridique française, mais elle a permis à la France de rejoindre la plupart des autres grandes démocraties occidentales, où il est appliqué depuis longtemps. Elle a permis, aussi, d'accroître ce qu'il est convenu d'appeler « l'état de

droit », qui implique qu'une majorité respecte les règles fondamentales autour desquelles la nation s'est réunie : les droits de l'homme et la Constitution.

Ce changement a commencé en France en 1971, lorsque le Conseil constitutionnel, alors présidé par Gaston Palewski, fils du général de Gaulle, a censuré une loi sur les associations jugée contraire aux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République, notion figurant dans le préambule de la Constitution de 1946. Or c'est justement le fait que le Conseil constitutionnel puisse s'appuyer sur ce préambule, comme sur la déclaration des droits de l'homme de 1789, que conteste M. Dailly, de même, d'ailleurs, qu'Edmond Balladur, à l'automne 1993, quand le Conseil avait contraint la droite à modifier la Constitution sur le droit d'asile.

La préservation de cet acquis est donc en jeu aujourd'hui. Elle tiendra, pour beaucoup, à M. Dumas, le président du

Conseil constitutionnel ayant toujours joué un rôle essentiel dans l'évolution de cette institution. La succession est très lourde. M. Badinter a su donner au Conseil un lustre que nul ne lui conteste. Certes, la plupart des grands principes sur lesquels est bâtie la jurisprudence constitutionnelle avaient été dégagés avant son arrivée, en 1986, mais, sous son autorité, le Conseil a su démontrer qu'il pouvait les ap-

pliquer dans des conditions politiquement délicates. Que la majorité des membres du Conseil aient été nommés par des personnalités de droite – comme ce fut le cas jusqu'en 1989 – ou par des dirigeants de la gauche – comme cela devait l'être, au moins, jusqu'en 1993 –, le Conseil n'a pas changé dans la façon de remplir sa mission. Les lois pénales ou sur le contrôle de l'immigration, par exemple, ont

été aussi sévèrement surveillées, qu'elles émanent de la gauche ou de la droite. Toutes les majorités ont eu à se plaindre de M. Badinter, mais les accusations de parti pris se sont toujours révélées sans fondement.

### L'HÉRITAGE

Tenu à l'obligation de réserve, cet avocat talentueux s'est interdit la polémique, mais la qualité du travail juridictionnel de l'institution qu'il présidait valait la meilleure des plaidoiries. Les professeurs de droit, quelles que soient leurs opinions politiques, ont été ses meilleurs défenseurs, les Français et les étrangers résidant en France ne se rendant pas encore parfaitement compte de la protection de leurs droits et libertés que leur a assurée le Conseil constitutionnel.

C'est cet héritage que le Conseil, dans sa nouvelle composition, et son président vont devoir non seulement préserver, mais faire fructifier.

Thierry Bréhier

## M. Dailly, un sénateur hostile au « gouvernement des juges »

RENÉ MONORY vient de faire perdre au palais de Luxembourg l'un de ses sédateurs « inamovibles », élu depuis trente-cinq ans et vice-président du Sénat depuis 1968. Agé de soixante-sept ans, il en aura donc quatre-vingt-six à la fin de sa nouvelle charge. Etienne Dailly n'a pas accepté la nomination. Le sénateur de la 1<sup>re</sup> circonscription de la Seine-et-Marne a été nommé à la présidence du Conseil constitutionnel.

### DÉCISION « BURLESQUE »

Hostile à de Gaulle, il assure, en 1963, que la V<sup>e</sup> République est un « immense quiproquo » et prédit, après mai 1968, « la révolution » si le gaullisme perdure. Maire de Nemours et président du conseil général de Seine-et-Marne, il est partisan de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et en 1981. Après la défaite, lors du débat sur les nationalisations, il s'interroge gravement : « La France sera-t-elle encore, demain, une République ? » Très actif pendant la bataille pour l'école privée que mène le Sénat contre les socialistes en 1984, il soutient Jacques Chirac,

en 1988, avant de rallier Edouard Balladur. Piliers de l'institution sénatoriale, volontiers serviable, il présente ainsi, en vain, en novembre 1994, à l'occasion du débat sur le projet de loi sur l'aménagement du territoire, un amendement « Futuroscope » visant à modifier la loi sur les sociétés d'économie mixte, « déposé à la demande expresse du président du Sénat » et qui aurait permis au conseil général de la Vienne, présidé par M. Monory, de récupérer une partie des fonds avancés pour le parc de loisirs.

M. Dailly a montré aussi un appétit sans limites pour les débats constitutionnels. Hostile à l'élargissement du bloc de constitutionnalité (la prise en compte des principes généraux énoncés dans le préambule de la Constitution), qualifié par lui de « phénomène ancien et préoccupant » et qui a permis au Conseil constitutionnel, depuis plus de vingt ans, de prendre sa place dans les institutions, il a souhaité à plusieurs reprises le rétrécissement de ce « bloc » aux seuls articles de la Constitution.

Après la révision de novembre 1993, provoquée par la censure d'une partie des textes sur l'immigration votés par la droite, il tonne, depuis la tribune du Congrès, à Versailles, contre cette décision « burlesque » du Conseil constitutionnel et contre la tentative de s'ériger en « gouvernement des juges ».

Gilles Paris

## M. Ameller, défenseur des prérogatives parlementaires

EN NOMMANT Michel Ameller au Conseil constitutionnel, Philippe Séguin a désigné un ami personnel, mais il a aussi fait un choix politique. Certes pas sur des critères partisans – cet ancien secrétaire général de l'Assemblée nationale a démontré, tout au long de sa carrière, qu'il sait faire abstraction de ses opinions politiques –, mais sur une option institutionnelle.

M. Ameller n'est pas le premier haut fonctionnaire d'une Assemblée parlementaire à siéger au Conseil constitutionnel. François Goguel, qui fut secrétaire général du Sénat, y avait été nommé par Georges Pompidou. Il est effectivement souhaitable que siège dans l'instance chargée, notamment, de contrôler le bon respect de la Constitution par le Parlement un homme maîtrisant parfaitement le droit et la pratique parlementaires. L'ancien secrétaire général de l'Assemblée nationale est reconnu, à droite et à gauche,

comme l'un des plus compétents. M. Séguin, toutefois, ne peut ignorer que cet amoureux fou de l'institution parlementaire n'accepte pas que l'évolution du rôle du Conseil constitutionnel ait restreint encore un peu plus les prérogatives de la représentation nationale. M. Ameller n'a jamais caché son regret que le Conseil surveille les méthodes de fonctionnement de l'Assemblée et du Sénat, ni même qu'il prive la majorité d'une totale liberté dans le vote de la loi.

Dans une lettre publiée par *Le Monde*, le 18 septembre 1993, il brocardait ces « sages désignés de façon discrétionnaire pour donner des leçons de morale constitutionnelle, dans le secret, à des représentants du peuple ». Le vicié aujourd'hui parmi ces « sages ». Son caractère ne laisse pas présager qu'il puisse changer d'opinion.

Th. B.

**Vous pouvez investir maintenant en Asie, au Moyen-Orient, dans le pourtour méditerranéen, dans les Balkans et la Mer Noire... sans jamais quitter l'Europe.**



Aujourd'hui comme hier, la Turquie se trouve juste au centre de la plus importante route commerciale du monde, à la jonction de l'Europe et de l'Asie, aux marches du plus récent et du plus passionnant marché du monde.

Mais la Turquie offre bien plus qu'un accès simplement géographique. Pays de l'abondance, la Turquie est tout à la fois un centre industriel, agricole, commercial et de services. Sa main-d'œuvre qualifiée est dotée d'un esprit fortement entrepreneurial. Sa population de 61 millions d'habitants, d'ethnies et cultures diverses, est jeune et réceptive à l'innovation. Son réseau sophistiqué de télécommunications assure des liaisons instantanées avec le reste du monde. De nouvelles autoroutes traversent le pays et des liaisons aériennes avec 84 destinations nationales et étrangères facilitent les échanges.

Plusieurs entreprises parmi les plus importantes du monde ont

découvert, depuis plusieurs années déjà, les avantages de la Turquie, véritable partenaire capable de produire des marchandises de la meilleure qualité et d'offrir d'excellents services. Un pays avec un marché à fort potentiel, considéré aussi comme le centre moderne de l'expansion dans sa région, qui offre la possibilité de réaliser des affaires fructueuses.

Alors, si vous envisagez de développer vos affaires internationales sans devoir quitter l'Europe, ne serait-il pas temps de découvrir ce que certains savent déjà : la Turquie est l'emplacement idéal, où il faut se trouver.

**TUR**  
THE

Sous-Secrétariat du Trésor Directeur Général des Investissements Étrangers Tel: (+90-312) 212 58 79-312 58 80 Fax: (+90-312) 212 89 16



ment condamné ce meurtre. Plusieurs centaines de personnes ont défilé mercredi à Marseille, où une nouvelle manifestation devrait avoir lieu samedi, jour des obsèques d'Ibrahim Ali.

Trois personnes étaient placées en garde à vue, jeudi 23 février, à Marseille, après la mort d'un lycéen d'origine comorienne, tué d'une balle dans le dos par une équipe de colleurs d'affiches du parti d'extrême droite

Philippe Bernard

**Nathaniel Herzner**

plus de la moitié  
des distributeurs



دعوى ص 10

## Plus de la moitié des lycées ont installé des distributeurs de préservatifs

L'enseignement général est mieux équipé que l'enseignement professionnel

Trois ans après avoir provoqué une polémique, l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées ne fait plus débat. 58 % des éta-

bissements en sont désormais équipés, mais des disparités sont perceptibles entre régions et types d'établissements. La faible utilisation de

ces distributeurs ne doit pas être interprétée comme un échec car ces équipements font partie d'une stratégie globale de prévention.

SANS ESCLANDRE ni polémique, la prévention du sida perd peu à peu son aspect sulfureux au sein de l'éducation nationale et s'impose comme une constante. Désormais, 58 % des lycées possèdent un distributeur de préservatifs dans leur locaux, soit 1 492 lycées professionnels et d'enseignement général sur les 2 580 étudiés, révèle un document de la direction des collèges et des lycées. Le mouvement est général puisque 10 % de ceux qui ne sont pas équipés affichent leur intention de le faire.

Toutefois, cette moyenne cache de profondes disparités sur l'ensemble du territoire. Ainsi, l'académie d'Aix-Marseille paraît particulièrement peu sensibilisée au problème : seul un lycée sur trois possède un distributeur. Même score plutôt faible dans l'académie de Besançon, où 42 % des lycées en sont pourvus, un chiffre comparable à ceux recueillis dans l'académie de Rennes, de Nancy-Metz et de Lille. En revanche, Caen se distingue comme l'académie la plus en avance dans ce domaine avec 57 établissements équipés sur 66. Dijon et Limoges ont aussi largement anticipé le mouvement avec des taux d'équipement supérieurs à 70 %.

Aucune logique ne paraît expliquer ces différences régionales, estime-t-on au ministère de l'Éducation nationale. Toutefois, la personnalité des recteurs d'académie et leur volontarisme en la matière semblent jouer de manière importante. « Les académies les plus engagées dans des actions de prévention sont les plus équi-

pées », entend-on rue de Grenelle. Les refus restent rares : seuls 206 établissements, soit 8 % des lycées, ont avoué avoir clairement écarté l'idée d'installer un distributeur. Les raisons invoquées sont diverses : certains chefs d'établissement y sont personnellement opposés, d'autres précisent que le besoin est inexistant du fait de la présence de distributeurs dans une pharmacie voisine ou de l'absence de l'infirmerie du lycée.

### L'éducation sexuelle bientôt au collège

Le ministère de l'Éducation nationale envisage de rendre obligatoires des cours d'éducation sexuelle au collège. Actuellement en préparation, une circulaire prévoit deux heures de cours obligatoire - prises sur l'horaire global - pour les élèves des classes de quatrième et de troisième. Un horaire minimum obligatoire constituerait un changement important : jusqu'à présent, l'information sur la sexualité se limite à un enseignement centré sur la reproduction humaine et les maladies sexuellement transmissibles incluses dans les cours de biologie et d'économie familiale et sociale.

« La disparité des actions de prévention, leur caractère trop souvent ponctuel, l'absence d'un créneau horaire spécifique, sont autant de raisons qui nous ont conduits à impulser de nouvelles orientations pour améliorer et généraliser la prévention dans les collèges et lycées », indique-t-on au ministère. Le projet de circulaire s'inspire des propositions du rapport sur le sida remis au premier ministre le 1<sup>er</sup> décembre 1993 par le professeur Montagnier. Ce nouveau texte devrait succéder à une circulaire du 23 juillet 1973 tombée en désuétude.

Globalement, les lycées d'enseignement général sont plutôt mieux équipés que ceux d'enseignement professionnel. Un résultat étonnant lorsque l'on sait que les élèves de LEP, plus âgés, sont plus actifs sexuellement. C'est ce que révèle une enquête nationale de l'Inserm sur les adolescents

menée en 1994. Ainsi, 65 % des garçons et 55 % des filles en filière professionnelle ont - ou ont eu - des relations sexuelles, contre 55 % et 42 % dans les filières d'enseignement général. 71 % des adolescents ayant des rapports irréguliers utilisent un préservatif.

Si les distributeurs se banalisent dans les établissements scolaires, ils demeurent toutefois peu utilisés. Au point que certains installateurs refusent d'en assurer la

tion nationale. En revanche, il faut rendre accessible le seul moyen de se prémunir de manière efficace du sida. Le distributeur n'est qu'une étape dans une stratégie globale de prévention. En moins de trois ans, ce discours a singulièrement évolué. Le temps est révolu où, en juin 1992, Jack Lang, alors ministre de l'Éducation nationale, déclenchait une polémique en suggérant l'installation de distributeurs de préservatifs après avoir « recherché un accord entre tous les interlocuteurs concernés ». Pour couper court aux critiques, M. Lang rappelait qu'« en cette circonstance, c'est la vie de nos élèves qui est en jeu » et demandait aux recteurs de faire preuve d'une « grande détermination ».

A l'époque, l'Eglise catholique s'était opposée à une telle proposition, estimant que « la banalisation de l'acte sexuel n'est pas le meilleur chemin ni pour freiner le développement du sida, ni pour promouvoir la beauté d'un amour fidèle dans une famille ». Quant à la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public, la PEEP, elle avait manifesté une franche hostilité à l'initiative de M. Lang.

Désormais, le ministère produit un film, *Temps d'aimer*, sur la prévention du sida. 30 000 vidéocassettes viennent d'être expédiées dans les lycées et collèges publics et privés sous contrat. Elles devraient être diffusées devant les lycéens et les collégiens en classe de troisième. A condition que les équipes pédagogiques prennent le relai.

Michèle Aulagnon

## Un ancien préfet de police mis en examen dans l'affaire Doucé

PIERRE VERBRUGGHE, préfet de police de Paris de juillet 1988 à avril 1993, a été mis en examen au mois de juin 1994 par Martine Anzani, président de chambre à la cour d'appel de Paris, dans le cours de l'instruction sur la mort du pasteur Joseph Doucé, a révélé France Inter mercredi 22 février.

M. Verbrugghe a été mis en examen pour s'être refusé à communiquer à la justice le nom du fonctionnaire de police qui avait procédé à l'écoute des conversations opérées sur l'une des lignes téléphoniques du pasteur Doucé (article 369 du Code pénal). Spécialiste des minorités homosexuelles et animateur d'une librairie, le pasteur avait disparu en juillet 1990 alors qu'il était l'objet d'une surveillance étroite des RG parisiens. Son corps avait été retrouvé en forêt de Rambouillet.

## Plaintes de plusieurs victimes des écoutes de l'Elysée

PATRICK DEVEDJIAN, député (RPR) des Hauts-de-Seine et maire d'Antony, a annoncé, mercredi 22 février, qu'il avait déposé plainte avec constitution de partie civile dans l'affaire des écoutes de la cellule antiterroriste de l'Elysée. Le député (RPR) de la Haute-Vienne Alain Marsaud et l'écrivain Jean-Edern Hallier ont également indiqué au Monde leur intention de déposer plainte afin d'avoir accès au dossier. M. Devedjian, qui est également avocat, inscrit au barreau de Paris, a précisé qu'il s'apprêtait à saisir le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris, M. Jean-René Farinout, après la révélation par *Le Monde* (nos éditions du 21 février) d'écoutes ayant visé, en 1985 et 1986, le conseiller de Charles Pasqua Joël Gali-Papa, dont il était l'avocat. Appelé par son client, M. Devedjian figure sur une transcription d'écoute datée du 24 septembre 1985. « Je souhaite que l'Ordre se constitue partie civile dans la mesure où ce sont les intérêts mêmes de la profession et de la défense qui sont atteints », estime M. Devedjian. M. Gali-Papa s'était constitué partie civile en mars 1993. Pour sa part, Jean-Edern Hallier assure avoir l'intention de « porter plainte contre Gilles Ménage », actuel patron d'EDF et ancien directeur du cabinet de François Mitterrand au moment des faits, mis en examen dans ce dossier pour « atteinte à l'intimité de la vie privée ».

### DÉPÊCHES

■ **FAUSSES FAÇURES** : Le Parti socialiste demande à la garde des sceaux « d'ordonner sans délai l'ouverture d'une instruction qui puisse établir les conditions dans lesquelles la prava-cation [contre le dacteur Maréchal] a été faite et par qui elle a été autorisée, voire décidée ». Le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Martin Malvy, demande par ailleurs l'audition publique par la Commission des lois de Charles Pasqua et Pierre Méhaignerie, ainsi que de l'ancien directeur de la police judiciaire, Jacques Franquet.

■ **FAUSSES FAÇURES** : la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, lundi 20 février, les pourvois formés par Pierre Bentata, ancien directeur général de la SAE, Gérard Monate, Bruno Desjournets et Joseph Delcroix contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris qui les avait condamnés le 8 juillet 1993 dans l'affaire des fausses factures de la SORMA et d'Urbatech. Tous avaient été condamnés à un an de prison avec sursis et à des amendes.

■ **DIJON** : l'ancien président de la Ligue de Bourgogne de handball, Jean-Marc Cêtre, a été condamné, mercredi 22 février, à dix mois de prison avec sursis pour abus de confiance par le tribunal correctionnel de Dijon (Côte-d'Or). M. Cêtre était accusé d'avoir détourné 1,3 million de francs au préjudice de la Ligue et du comité départemental de Côte-d'Or de handball. L'ancien directeur administratif de la Ligue a été condamné à trois ans de prison, dont un avec sursis.

■ **PRISONS** : les surveillants bloquant, jeudi matin 23 février, l'entrée des établissements pénitentiaires d'Arles, Aix-en-Provence et Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), afin d'empêcher tout transfert de détenus. Le mouvement a été lancé par l'intersyndicale FO-UFAP-CGT pour réclamer des effectifs supplémentaires.

■ **MEURTRE** : un homme de 46 ans, soupçonné d'avoir tué par balles son ex-épouse mercredi 22 février à Oberhoffen-sur-Moder (Bas-Rhin), près de Haguenau, a été interpellé tôt jeudi matin à son domicile. Patrick Sigler, agent de surveillance dans un supermarché, a été arrêté à son domicile par la gendarmerie. Retrouvé dans un état semi-inconscient, en raison vraisemblablement d'une tentative de suicide, il a été hospitalisé à l'hôpital de Haguenau.

■ **ASSURANCE** : un Livre blanc sur la prévention des incendies d'habitation a été publié mercredi 22 février par l'Association des sociétés d'assurances pour la prévention en matière de santé (APMS) et le Centre d'information et de rencontre pour la prévention des accidents d'enfants (CIRPAE). Entre 70 et 100 enfants décèdent chaque année dans des incendies. Les adultes, indique cette étude, semblent sous-estimer la fréquence des incendies, pensant que le danger vient des flammes alors que les décès sont essentiellement dus aux fumées toxiques et comptent sur l'arrivée des secours extérieurs au lieu de chercher à tout prix à quitter le lieu du sinistre. Le Livre blanc appelle les pouvoirs publics à lancer des campagnes d'information et de sensibilisation et recommande l'installation de détecteurs de fumée dans chaque habitation.

■ **PÊCHE** : un pêcheur de Propriano (Corse-du-Sud) a ramené dans ses filets un requin pelerin de sept mètres pesant deux tonnes, mercredi 22 février au large de Tizzao. Le corps fuselé, terminé par un rostre pointu, a dû être extrait de l'eau par un camion-grue.

## L'affiche du film « Prêt-à-porter » interdite à Lyon

LA CAMPAGNE D'AFFICHAGE du dernier film de Robert Altman, *Prêt-à-porter* qui montre trois corps de femmes entièrement nus, mais dont le sexe est caché par le titre du film, a été annulée par la société des transports en commun de Lyon (TCL). La société renonce ainsi, « par égard pour ses clients et leurs convictions », à faire apposer ces affiches sur les bus et dans les stations du métro, estimant que « sa clientèle représente une palette très variée d'âges, de sensibilités, de croyances qu'il lui faut prendre en compte dans le cadre de ses activités de service public appartenant à l'agglomération ». La campagne de promotion du film - une satire sur les dessous du monde de la mode - devait démarrer dans le courant de la semaine, dans le cadre d'un contrat conclu entre la régie publicitaire des TCL et le distributeur du film en France, Gaumont. Au début du mois, les TCL avaient déjà retiré dans plusieurs stations de métro lyonnaises les affiches du film de Barry Levinson *Harlem*. Une polémique avait éclaté à propos de cette affiche jugée trop provocante par certains, et plusieurs villes - Arcachon, Aix-en-Provence, Versailles - avaient décidé son retrait total des panneaux publicitaires (*Le Monde* du 15 février).

R.-P. P.

## Le château bien gardé du maire de Nîmes

NÎMES

de notre correspondant

La mise en examen, mercredi 22 février, de Jacques Kimpé, directeur général des services de la ville de Nîmes, est la septième prononcée depuis le début du mois par le juge nîmois Jean-Pierre Boudier dans l'affaire du gardiennage de la propriété du député et maire UDF de Nîmes, Jean Bousquet. M. Kimpé, quarante-sept ans, a été mis en examen à l'issue de quarante-huit heures de garde à vue pour complicité de faux et usage, et complicité d'escroquerie. Il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

La justice soupçonne la SOGANIM, une société de sécurité autour d'un bâtiment, d'avoir établi entre 1991 et 1993 une vingtaine de fausses factures d'un montant total de 400 000 francs. Ces factures, payées par la ville, mentionnaient le gardiennage d'ateliers et de garages municipaux. En

réalité, les prestations concernaient la surveillance du château de Roquecourbe appartenant à Jean Bousquet.

Mise en examen pour abus de biens sociaux, détournement d'actifs, faux et usage de faux, et escroquerie, l'ancien gérant de la SOGANIM, Paulette Bakdy, cinquante-sept ans, avait été placée en détention provisoire une quinzaine de jours au début du mois de février. Tout comme le chauffeur de Jean Bousquet, Lucien Zambé, soupçonné d'avoir été le gérant de fait de la société et qui fut lui-même détenu quarante-huit heures. Parmi les autres personnes mises en examen dans ce dossier, figurent l'ancien directeur de cabinet de Jean Bousquet, Jean Amoretti, et le secrétaire général adjoint de la mairie, Gérard Aldebert. Jacques Kimpé se trouvait en garde à vue dans les locaux de la section économique et financière du SRPJ de Montpellier en compagnie de l'ancien

chef de cabinet du maire, Jean-Louis Roguena qui était toujours entendu jeudi matin. Quant au premier adjoint RPR de la ville, Jean-Louis Olivier, il a été remis en liberté mercredi, au terme de sa garde à vue.

Mis en examen pour abus de biens sociaux et fausses factures, Jean Bousquet, pourtant prochainement élu député dans ce dossier, le PDC de Castelnau d'Arnaud ne pas comprendre l'attitude de la justice dans cette affaire. « Tout le monde savait que le gardiennage que payait la ville était celui de ma propriété », affirme-t-il. Le maire de Nîmes se déclare également choqué par la fréquence des perquisitions effectuées ces dernières semaines et par le nombre d'employés de la ville entendus, placés en garde à vue ou mis en examen.

Richard Benguigui

## L'intermédiaire financier Michel Pacary, recherché dans une affaire de fausses factures, a été arrêté au Luxembourg

MICHEL PACARY, un intermédiaire financier impliqué dans plusieurs affaires politico-financières mettant en scène des personnalités politiques et des grandes entreprises, a été arrêté, mercredi 22 février, au Luxembourg.

M. Pacary, qui était en fuite depuis plusieurs mois, faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international lancé par le juge d'instruction Edith Boizette, en octobre dernier. A cette époque, le magistrat parisien, chargé d'instruire une information judiciaire visant les époux Pacary pour abus de biens sociaux, faux, usage de faux et recel avait placé Chantal Pacary en détention (*Le Monde* du 28 octobre 1994).

Michel et Chantal Pacary, possédant plusieurs sociétés (Rhodds management, Rhodds et Rhodds), spécialisées dans le financement des collectivités locales, la gestion et le conseil d'entreprises ou encore le commerce d'œuvres d'art. Des activités qui fonctionnent, légalement, à la commission. Ce qui n'a pas empêché, ces dernières années la multiplication des démandes du couple avec la justice et avec le fisc.

C'est le conseiller Renaud Van Ruymbek qui avait, le premier, placé les Pacary sous les feux de l'actualité en révélant, en février 1994, les tractations dont avait fait l'objet un tableau célèbre de Van

Gogh, *Jardin d'Auvers*. Un imbroglio dans lequel Michel Pacary (53 ans) avait servi d'intermédiaire, début de 1993, entre le fils de l'ancien propriétaire du tableau, Jean-Jacques Walter, et le cabinet de Jack Lang, alors ministre de la culture.

### Des documents saisis attestent des nombreuses activités et relations de M. Pacary

Des documents saisis lors d'une perquisition au château de Chabrol, que possède le couple Pacary à Saint-Patrice, dans le Val de Loire, attestent de la diversité de leurs activités et de nombreuses relations qu'ils entretenaient, dans les milieux politiques avec des personnalités haut-placées.

Il y avait notamment question d'opérations de refinancement de dettes contractées par les collectivités locales (Michel Pacary a notamment travaillé avec les municipalités de Nice, de Grenoble et

d'Angoulême...), de la recherche de tableaux de maîtres contemporains et de commissions sur des marchés publics. Ces documents attestent également d'opérations financières entreprises en Afrique par Michel Pacary, tout particulièrement au Congo. Certains prêts ayant pour contrepartie des livraisons de pétrole. Ils révélaient, enfin, le rôle d'intermédiaire joué par Michel Pacary dans l'octroi par une entreprise du BTP, en mars 1993, de contributions financières aux campagnes électorales de Lucette Michaux-Chevry, ministre de l'action humanitaire et député (RPR) de la Guadeloupe, et de Jean Kieffer, maire d'Annerville et député (RPR) de la Moselle. Dans les deux cas il s'agissait de chèques d'un montant légalement admis de 50 000 francs.

En février 1994, quelques jours après avoir été interrogé par le conseiller Van Ruymbek sur son rôle dans l'affaire du *Jardin d'Auvers*, Michel Pacary, était incarcéré à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) après avoir été mis en examen par le juge Hubert Hansenne pour détournement de fonds publics et corruption dans une affaire de refinancement pour laquelle le maire de Bale-Mahault, Edouard Cham-mougon, devait par la suite être démis de son mandat de député (République et Liberté) et privé de

ses droits civiques pour cinq ans. Il avait été question dans cette affaire d'une commission de 600 000 francs que le courriel parisien aurait remise à M. Cham-mougon. M. Pacary avait été remis en liberté, le 12 avril 1994.

Six mois plus tard, en octobre, *L'Express* avait révélé que les Pacary avaient effectué, à partir de 1989, pour plus de 8,5 millions de travaux dans leur château de Chabrol en précisant que l'essentiel de cette somme avait été réglée, au moyen de fausses factures, par plusieurs entreprises. A commencer par la société Dumez et par sa filiale des Grands travaux de Marseille (GTM). La police judiciaire d'Orléans-Tours s'était intéressée à l'affaire : Chantal Pacary, placée en garde à vue, avait multiplié les contradictions mais, curieusement, alors que tout semblait réuni pour une mise en examen, le procureur de Tours avait décidé de remettre M. Pacary en liberté et de ne pas ouvrir d'information. Révélant cette affaire, *L'Express* avait accusé le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, d'avoir étouffé l'enquête, ce que le cabinet du ministre avait, à l'époque, formellement démenti. Peu après une information, confiée au juge Boizette avait été ouverte.

R.-P. P.

expliquant que ses collègues les auraient été agressés. Ce moment les témoins ont dit : « LA PLUPART DES PARTIS, sts et associations ont vive-

ment condamné ce meurtre. Plusieurs centaines de personnes ont défilé mercredi à Marseille, où une manifestation devrait avoir lieu samedi, jour des obsèques d'Ibrahim Ali.

## Mort d'Ibrahim Ali, 17 ans

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite

SOLIDARITÉ. Samedi ont enterré Ibrahim Ali, un lycéen de 17 ans. Une manifestation pour la Comore a eu lieu à Marseille, où une manifestation devrait avoir lieu samedi, jour des obsèques d'Ibrahim Ali.

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite

## sein des partis et des associations

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite

## Il s'achève sur les voies du RER

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite

La mort d'un lycéen d'origine comorienne, du parti d'extrême droite



# Industriels et médecins réclament une évaluation des effets de la loi Evin

Contrairement aux impératifs du texte législatif, l'efficacité de la loi qui est destinée à lutter contre l'alcoolisme et le tabagisme n'a pas été mesurée pour être ensuite soumise au Parlement

La majorité des producteurs et les importateurs de boissons alcoolisées industrielles, mais aussi les spécialistes de santé publique dénoncent l'absence de toute forme d'évaluation de la loi Evin de lutte contre

l'alcoolisme et le tabagisme. Au terme du texte législatif, une double évaluation aurait dû intervenir - au 1<sup>er</sup> janvier 1993 et au 1<sup>er</sup> janvier 1995 - et être soumise au Parlement. En refusant de respecter le calendrier

des engagements de 1991, le gouvernement a donc réussi le tour de force de voir se constituer face à lui un front commun d'intérêts divergents. Une évaluation, estimant industriels et médecins, per-

mettrait de confirmer ou d'infirmer le bien-fondé d'une politique dont l'objectif est de réduire le niveau général de la consommation. De son côté, l'Association nationale de prévention contre l'alcoolisme (ANPA)

réclame une modification de la législation. Cinq millions de personnes rencontrent aujourd'hui en France des difficultés liées à l'alcool, et 1,5 million d'entre elles sont considérées comme alcoolodépendantes.

IL EST pour le moins inhabituel de voir converger les points de vue des « sages » de la santé publique et des producteurs ou importateurs de boissons alcoolisées. Tel est pourtant aujourd'hui le cas. La frilosité du gouvernement dans le domaine de la lutte contre l'alcoolisme - l'un des principaux dossiers de santé publique dans notre pays - a permis de réunir des courants de pensée et des intérêts fondamentalement divergents.

Dans son article 13, la loi du 10 janvier 1991, dite « loi Evin », stipule : « Un rapport d'évaluation (...) devra être soumis par le gouvernement au Parlement pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993 et pour le 1<sup>er</sup> janvier 1995. » Malgré les nombreuses relances et les interpellations parlementaires depuis deux ans, cet engagement solennel n'a pas été respecté et aucune des deux évaluations promises n'a, à ce jour, été conduite », dénonce Michaël Grant, président d'Entreprise et prévention. Cette association créée en 1990 réunit les chefs des principales entreprises spécialisées dans la fabrication ou la commercialisation de boissons alcoolisées industrielles (brasseries Heineken et Kronenbourg, LVMH, Martini et Rossi,

groupe Pernod-Ricard, Rémy-Cointreau, Seagram France, Guinness/United Distillers...). « Compte tenu des problèmes juridiques, économiques et sociaux que continue de poser la loi Evin tant aux producteurs qu'aux médias et aux agences de publicité ainsi qu'aux milieux sportif et culturel, il est urgent d'en évaluer l'efficacité en termes de santé publique », ajoute M. Grant.

Il s'agit là du dernier chapitre en date de l'application fort controversée de la loi Evin de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme. Ce texte voit s'affronter de manière récurrente depuis quatre ans diffé-

rents groupes de pression et d'intérêts d'origines diverses. Dans sa partie lutte contre l'alcoolisme, cette loi ne visait nullement à l'instauration d'un dispositif prohibitionniste. Elle prenait en compte les intérêts de la viticulture française de qualité et limitait les incitations à la consommation réflexe, par voie publicitaire, de boissons alcoolisées produites sur un mode industriel (bières, alcools de grain, boissons anisées). Contrairement à ce qui a été souvent déclaré, la presse écrite pour adultes ne devait nullement pâtir d'un tel dispositif législatif, cette presse devant bénéficier tout au contraire de l'in-

terdiction à l'affichage avant que ce dernier ne soit, contre toute attente, récemment autorisé par le Parlement.

À la fin de 1990, Edouard Balladur, alors député (RPR) de l'opposition avait (à la différence de Jacques Chirac) voté la loi Evin dans sa première - et quelque peu courageuse - version. Pour l'association Entreprise et Prévention, l'évaluation de la loi Evin est aujourd'hui d'autant plus importante qu'elle permettrait de vérifier la pertinence d'une politique fondée sur la réduction générale de la consommation en France, par rapport à un dispositif plus ciblé de prévention de l'abus.

Cela apparaît d'autant plus opportun que le haut comité de la santé publique vient de recommander au gouvernement une réduction de 20 % de la consommation des boissons alcoolisées dans les cinq prochaines années.

Pour le professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré), ancien conseiller technique de Simone Veil et l'un des cinq « sages » de santé publique dont l'action fut à l'origine de la loi Evin, l'évaluation réclamée par l'association Entreprise et Prévention est bel et bien une nécessité.

« Même si cette loi a, au fil du temps, été vidée d'une partie de sa substance, son évaluation prévue dans les textes est indispensable, nous a-t-il déclaré. Le fait que le gouvernement n'ait pas jugé utile de se conformer aux dispositions législatives montre clairement quelle importance il accorde réellement, au-delà de propos ministériels superficiels, aux véritables questions de santé publique qui se posent à la population française. »

**Edouard Balladur avait voté la loi Evin, à la différence de Jacques Chirac**

Dans l'entourage de M<sup>me</sup> Veil, ministre des affaires sociales, on précise que, si aucun rapport n'a été soumis au Parlement en 1993, c'est que les responsables d'alors avaient estimé disposer de trop peu de recul pour être en mesure d'étudier l'impact de la loi sur les modifications de comportement. On ajoute par ailleurs que des études sont en cours,

sous l'égide notamment du réseau national de santé publique, qui devraient conduire à une première et intéressante évaluation « dans le courant de l'année 1995 ».

Pour sa part, l'ANPA (Association nationale de prévention de l'alcoolisme) réclame une modification de la législation. L'ANPA souhaite redéfinir le code des débits de boissons en vigueur depuis quarante ans et interdire la publicité par affichage incitant à la consommation. De même, l'association revendique l'interdiction de la vente d'alcool dans les stations-service et aux mineurs dans les grandes surfaces. Pour l'association, cette dernière proposition est « contre-productive en termes de prévention des conduites à risque ». « Les trop rares évaluations de la prévention menées en France insistent sur le fait qu'à partir de 15-16 ans les interdictions provoquent des réactions de rejet et vont à l'encontre du but recherché en accentuant le désir de transgression de la part des jeunes, notamment de ceux qui sont déjà les plus exposés car en rupture avec leur environnement social et familial », fait-elle valoir.

Jean-Yves Nau

## CARNET

### DISPARITION

■ CALDER WILLINGHAM est mort le 19 février à Laconia, New Hampshire. Il était âgé de soixante-deux ans. Originaire d'Atlanta (Géorgie), il avait été éditeur de la *Citadel*, un collège militaire de Caroline du Sud qui servait de cadre à son premier roman, *Demain ce seront des hommes* (Gallimard, 1952). Ce livre lui valut un grand succès critique et commercial mais fut aussi au centre d'une controverse, l'éditeur américain Vanguard Press étant attaqué pour obscénité par The New York Society for the Suppression of Vice. Le procès, retentissant, valut à l'auteur une grande notoriété, il fut même comparé à J. D. Salinger. Il adapta son roman en pièce de théâtre, qui fut jouée à Broadway puis en film. Ses autres romans, souvent situés dans le Sud profond, eurent moins de succès (le dernier disponible en français s'intitule, *Rose, la petite caresse*, Presses de la Renaissance, 1992). En revanche, il fit carrière à Hollywood en devenant scénariste, en particulier des *Sentiers de la Gloire* (1957), de *La Vengeance aux deux visages* (1961), avec Marlon Brando, du *Lauréat* (1967), ou de *Little Big Man* (1970).

### AGENDA OFFICIEL

**PREMIER MINISTRE**  
Samedi 25 février :  
- Le premier ministre clôt les Etats généraux du textile au CNIT, à la Défense.

### JOURNAL OFFICIEL

An *Journal officiel* du jeudi 23 février sont publiés :

- Associations : une liste des créations, modifications ou dissolutions d'associations loi de 1901 au cours des mois de janvier et février, département par département, précisant notamment leur objet et leurs coordonnées.
- Adoption : un décret précisant le montant de l'allocation d'adoption créée par la loi sur la famille et les aides à fournir aux caisses d'allocation familiales pour pouvoir en bénéficier.
- Accidents du travail : un décret améliorant la couverture des personnes agréées gardant des enfants à domicile. Pour les accidents du travail et les maladies professionnelles, elles seront couvertes à leur domicile, mais également lors de leurs déplacements avec l'enfant ou pour le compte de celui-ci.
- Médicament : plusieurs groupes de travail sont créés au sein de l'Agence du médicament, notamment pour étudier la mise sur le marché de produits anti-sida et anticancéreux.
- Armée : un arrêté précisant la composition du contingent qui sera appelé sous les drapeaux à partir du 1<sup>er</sup> avril 1995. Il sera notamment constitué des jeunes gens nés entre le 1<sup>er</sup> octobre 1976 et le 31 mars 1977 et qui ne bénéficient pas d'un report d'incorporation.

● Naturalisations : un décret donnant la liste des personnes naturalisées ou réintégrées dans la nationalité française et de celles qui en bénéficient du fait de l'acquisition de cette nationalité par leurs parents.

### NOMINATIONS

**DÉFENSE**  
Le conseil des ministres du mercredi 22 février 1995 a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● AIR - Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Jean-Jacques Brun.  
Sont promus : général de division aérienne Bernard Deperrois ; général de brigade aérienne, les colonels François Koshier, Maurice Gérard et Michel Crouineau.

● MARINE - Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Bernard Moysan.

● TERRE - Sont promus : général de division, le général de brigade Philippe Rondot ; général de brigade, les colonels Albert Maréchal, Gilbert Leroux, Pierre Peyroux, Jean Landet et Jacques Desson.

● ARMEMENT - Sont nommés : directeur de l'établissement de construction navale de Toulon, l'ingénieur général de première classe Jean-Baptiste Dard ; directeur du centre d'essais des Landes, l'ingénieur général de première classe Pierre Jamu ; adjoint au directeur de la recherche et de la technologie, l'ingénieur général de deuxième classe Roger Bruzeau ; chargé de mission auprès du directeur des constructions navales, l'ingénieur général de deuxième classe Roger Dier.

● CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES - Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Olivier Rochereau.

**AÉROPORTS DE PARIS**  
Emmanuel Duret, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé, mercredi 22 février au conseil des ministres, directeur général de la société Aéroports de Paris.

[Né le 16 octobre 1947 à Paris, Emmanuel Duret est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Directeur de cabinet du directeur de la SNCF, de 1979 à 1983, puis directeur de la région Paris-Nord à la SNCF, il entre comme conseiller technique au cabinet de Jacques Douffagne, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports en 1987. Deux ans plus tard, il est nommé directeur général adjoint de la RATP, puis secrétaire général du Commissariat à l'énergie atomique en 1991 et directeur du cabinet de Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, en 1993.]

### AU CARNET DU MONDE

#### Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire,

#### GRAND-PAPA

Colin, Alice, Bruno Albizzati, Et leurs vingt et un cousins Giazd.

#### Décès

- Millau, Paris, Saint-Etienne.

M<sup>me</sup> René Albouy, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean-Claude Albouy, Xavier et Mathieu.

M. le docteur Alain Albouy et M<sup>me</sup> Laure et Guillaume, ont le regret de faire part du décès de

M. René ALBOUY, des finances honoraire, croix de guerre avec Palmes 1939-1945, officier de l'Ordre des Palmes académiques, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 19 février 1995, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière Saint-Etienne, route de Mougins, Montpellier.

4, rue de la Saunerie, 13100 Millau, 10, rue Océanide-Cruz, 75016 Paris, 3, rue des Mutilés-du-Travail, 42000 Saint-Etienne.

- M<sup>me</sup> Robert Antzenberger, son épouse, Les docteurs Jean-Paul et Dominique Antzenberger, Philippe Antzenberger et Marie-Catherine Poirier, ses enfants,

Claire et Bruno, Anne-Laure, Martial, Bruno, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Roger Crépain, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Lestrade, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert ANTZENBERGER, ingénieur civil de l'aéronautique, le 21 février 1995, à l'âge de soixante-trois ans.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 23 février, à 14 heures, en l'église de Panazol.

6, avenue du Palais, 87350 Panazol, 6, bd Gambetta, 87000 Limoges, 5, rue du Cœur, 92140 Clamart.

- M<sup>me</sup> Annie Derouddre, son épouse, Alain et Sophie Derouddre, ses enfants, Ainsi que ses collègues, ont la douleur de faire part du décès de

Jean DEREUDDRE, directeur de recherches et maître de conférences à l'université Paris-VI.

M<sup>me</sup> Nelly Bouilly, son épouse,

Gilles, Dominique, ses enfants, Isabelle, Jacques, ses petits-enfants, Ses frères et sœur, Et toute la famille, Ses voisins et amis fidèles, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel BOUILLY, professeur honoraire de mathématiques, survenu le 19 février 1995, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le 22 février, à Béthusy-Saint-Pierre.

Ceux qui l'ont connu se souviennent de sa rigueur, de sa conscience et de son honnêteté intellectuelle.

40, allée des Touloues, 60320 Béthusy-Saint-Pierre.

- Donia, sa fille, Ferid Mahrezi, son épouse, Béchir et Bessima, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Djilali BOURENANE.

L'inhumation a eu lieu le 20 février 1995, au cimetière musulman de cinquième parisien de Thiais.

Tinet, Algérie, 8, rue La Vieuville, 75018 Paris, Tunisie, 26, rue Habib-Thameur, 2070 La Marsa.

- Jean-Pierre et Maguy, Cury, Sabine et Mathieu, Françoise Cury-Raingard, Camille et Caroline, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre CURY, née Jeannine Niedrist, le 19 février 1995.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale au temple de l'Etoile.

« Ce Dieu est notre Dieu pour toujours et perpétuel il nous fera surmonter la mort. » Psaume 48.

38, rue Brunel, 75017 Paris.

- M<sup>me</sup> Henri Schmitt-Jubeau, son épouse, Ses enfants, petits-enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Henri SCHMITT, docteur ès-sciences, professeur honoraire de pharmacologie à l'université Paris-VI.

survenu le 16 février 1995, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale.

40, rue de Turenne, 75003 Paris.

- Caroline Stephan, son épouse, Christine et Olivier Weislat, Laurence et Martin Stephan, François Stephan, Marion Stephan, ses enfants,

Soline, Arthur, Armand, Quentin et Anne, Marion, ses petits-enfants, Chantal et Edouard Stephan, Michelle et Robert Pavani, Simone et Jacques Stephan, ses frères, sœur, beau-frère et belles-sœurs, ont la grande tristesse de faire part du décès de

D<sup>r</sup> Jean-Claude STEPHAN, ancien interne des hôpitaux de la région de Paris, docteur en économie de la santé,

survenu à Paris, le 21 février 1995, à l'âge de soixante-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

- Jean de Kervadour, Les conseils d'administration de SANESCO et de SCIC AMO. Ses amis et collaborateurs, ont la tristesse de faire part du décès de

D<sup>r</sup> Jean-Claude STEPHAN, directeur d'études à SANESCO, survenu à Paris, le 21 février 1995, dans sa soixante-cinquième année.

Tous, amis, collègues, collaborateurs, se souviendront de sa très grande compétence, de son imagination, de sa rigueur et de sa très grande courtoisie.

- Mendon, Habaz, Paris.

M<sup>me</sup> François Laffargue, sa mère, Ses frères et sœurs, Beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces, Petits-neveux et petites-nièces, Et tous ses amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Bernard LAFFARGUE, survenu le mardi 21 février 1995.

Il avait quarante-neuf ans. Une célébration religieuse aura lieu à l'église Saint-Médard, Paris-5<sup>e</sup>, le mardi 28 février, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

- Le directeur et les membres du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP), ont la tristesse de faire part du décès, le 21 février 1995, à l'âge de cinquante-deux ans, de leur collègue et ami, l'un des plus anciens membres du Centre,

Bernard LAFFARGUE, ingénieur au CNRS.

CESDIP, 4, rue de Mondovi, 75001 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les inscriptions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

### Remerciements

- M<sup>me</sup> Mary Leroux. Et toute sa famille, très touchées par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Jacques LEROUX, remercient très sincèrement toutes les personnes qui ont partagé leur chagrin.

51, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

- Gilberte Sutra de Chézy, Anne et Christian Sutra-Gil, Parents et alliés, remercient toutes les personnes qui leur ont témoigné leur amitié par leur présence, leurs messages et leurs envois de fleurs, lors du décès de

Georges SUTRA DE GERMA, député honoraire au Parlement européen.

### Conférences

- « La création, le paradis et la chute », quatre études bibliques, conduites conjointement par un rabbin et un pasteur. Avec Daniel Farhi, rabbin au Mouvement juif libéral de France, et Alain Hoziaux, pasteur à l'église réformée de l'Etoile. Jeudi 9 mars 1995, à 20 h 30 : « La Création du Monde » (Genèse 1). Au temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris, métro Argentine. Jeudi 13 avril 1995, à 20 h 30 : « Le Paradis, Adam et Eve » (Genèse 2). Au temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris, métro Argentine. Jeudi 13 avril 1995, à 20 h 30 : « La chute, le péché originel » (Genèse 3). Au temple de l'Etoile, Jeudi 13 avril 1995, à 20 h 30 : « Cain et Abel » (Genèse 4). Au siège du Mouvement juif libéral de France. Entrée libre.

### Thèses

- Catherine Ouallet a soutenu, le 16 février 1995, une thèse de doctorant en droit intitulée « La notion juridique de déchet » et obtenu la mention « très honorable » avec félicitations du jury à l'unanimité.

**Communications diverses**  
- « A l'Ecole des vins », avec le président de l'Union des sommeliers de France. Stage de seize heures (8 séances de deux heures). Début de cours : 22 février, 18 h 30. Appeler Euroscope Communication : 40-15-09-75.

### CARNET DU MONDE

15, rue Falguère, 75001 Paris 15

Par téléphone : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 40-65-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 106 F

Abonnés et actionnaires : 86 F

Communications diverses : 110 F

Thèses éditoriales : 66 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en italique sont dégressives et forfaitaires. Minimum 10 lignes.

Jacques Leroux







## Pour Raymond Barre, pour l'Etat, pour l'Europe

par Jean-Pierre Soisson

**L**E centre nécessaire, oublié, retrouvé à l'occasion de l'élection présidentielle, lorsque le futur président doit, selon l'expression de Léo Hamon, « sculpter sa majorité » : le centre est donc de retour.

Je voudrais non pas m'exprimer en son nom, mais dire partiellement ce qu'il est. Lorsque j'ai rejoint le gouvernement de Michel Rocard en 1988, j'ai prévenu Raymond Barre : j'ai alors franchi le Rubicon, comme il a appelé l'ouverture, le Rubicon qu'il n'a pas lui-même traversé. Mais nous n'avons cessé l'un et l'autre de défendre, sur les deux rives, une certaine idée de l'Etat, de l'Europe.

Le centre, aujourd'hui comme en 1988, représente un courant plus qu'il ne constitue un parti : nul n'en détient l'appellation contrôlée, ni le CDS pour la majorité, ni le Mouvement des réformateurs pour l'opposition. Le courant que nous formons ensemble est celui de la mesure.

Au second tour de l'élection présidentielle s'affrontent les deux camps de la politique française en fonction de la règle constitutionnelle qui n'autorise à se présenter que les deux candidats arrivés en tête au premier tour. Gagne alors celui qui peut rassembler au-delà de son camp. Le gagnant de 1995 sera

donc contraint à l'ouverture. Ainsi ont été élus en 1974 Valéry Giscard d'Estaing et en 1988 François Mitterrand sur des thèmes qui ont pu prendre des appellations différentes selon l'époque, mais qui ne changent guère quant au fond : ils font appel à l'unité nationale et à la cohésion sociale. Ces thèmes domineront à nouveau l'élection prochaine.

Pour accompagner la reprise, le nouveau président devra faire aller du même pas la modernisation économique et la modernisation sociale.

Car plus la reprise sera forte, plus le sentiment de l'exclusion sera ressenti par ceux qui n'en bénéficieront pas. Ma conviction est que la cohésion sociale et donc la lutte contre l'exclusion seront au cœur du débat de l'élection présidentielle.

Par exemple, une mesure simple d'exonération des charges sociales sur les bas salaires est nécessaire. Tous les candidats s'accordent sur sa mise en œuvre : le débat ne porte pas sur la mesure elle-même, mais sur son financement.

Cette volonté d'une cohésion sociale renforcée suppose une mise à plat de la politique de l'emploi : nous sommes en présence d'une déshérence, dont chaque ministre du travail, moi-même après Philippe Séguin et avant Martine Au-

bry, porte la responsabilité. Aucun responsable, des entreprises comme des syndicats, ne se retrouve dans l'accumulation des mesures prises depuis dix ans.

Instinctivement, à l'approche de l'élection présidentielle, les Français se tournent vers ceux qui peuvent répondre à leur double attente de cohésion et de sécurité. Ils ont besoin à la tête du pays d'un réformateur mais aussi d'un modérateur, qui soit un homme de mesure et de raison et dont la capacité internationale soit reconnue. Paul Bert, qui fut député de l'Yonne, aurait résumé cette situation en disant que le prochain président de la République devra être « un navigateur raisonnable ».

Pour moi, comme en 1988, le candidat du cœur demeure Raymond Barre. J'ai dans l'Yonne un comité d'appel à sa candidature : je souhaite que le rejoignent ceux, nombreux dans ce pays, qui croient que l'impartialité de l'Etat est compatible avec le développement de l'Union européenne.

On peut à la fois retrouver l'Etat et construire l'Europe. Ce double choix conduit à Raymond Barre.

Jean-Pierre Soisson est ancien ministre et député (groupe République et Liberté) de l'Yonne.

## Chirac le recours, aujourd'hui ou demain

par Gabriel Enkiri

**C**eux qui s'apprêtent à voter Balladur - disons, en gros, l'électorat conservateur - ignorent sans doute qu'ils vont voter pour un nouveau mai 68. Je suis l'un des rares à avoir prévu l'autre, celui de 1968. J'étais alors gaullien, et exaspéré par la politique conservatrice de Georges Pompidou (qu'Edouard Balladur nous rappelle tant !).

J'étais au chômage, il est vrai : j'y suis resté deux ou trois mois : en ce temps-là, on retrouvait vite du boulot. Mais j'avais eu le temps de voir monter la crise sociale, et dans une « lettre ouverte » portée au journal *Combat*, je lançais un appel au général de Gaulle pour « qu'il se débarrasse de Pompidou avant qu'il ne soit trop tard ».

Aujourd'hui, je n'ai aucun mérite à le prévoir : tout le monde voit venir l'explosion sociale ! A la Bourse, et dans les milieux patronaux, beaucoup la pressentent, et s'en inquiètent. Et c'est pourquoi, de ce côté-là, on préférerait, de loin, une « solution de gauche ». Jacques Delors est devenu populaire (dans les sondages... et à la Bourse) le lendemain du râteau du « contrat d'insertion professionnelle » par Edouard Balladur. C'est à ce mo-

ment-là que le patronat a réalisé qu'un gouvernement de droite était incapable de supprimer le SMIC, alors qu'un gouvernement « de gauche » avait liquidé l'échelle mobile (autre bête noire du patronat) sans provoquer la moindre réaction syndicale.

**Ni Balladur l'anesthésiant ni Jospin le bonimenteur**

Soudainement, Jacques Delors, adulé par le grand patronat européen, devenait également l'homme du patronat français. La pression est devenue si forte que l'émigré de Bruxelles se voyait littéralement offrir l'Elysée sur un plateau d'argent. Assuré du soutien patronal, Jacques Delors n'avait pas, en revanche, le soutien des salariés français, auxquels - Jacques Delors ne s'en cachait pas - il fallait imposer de nouveaux sacrifices.

Pour les tenir, des syndicats puissants sont indispensables, des syndicats réformistes bien entendu, qui permettraient d'im-

planter dans notre pays un véritable parti social-démocrate tiré vers la gauche de Jacques Delors. Or, les syndicats ne sont plus que des coquilles vides, où survivent des militants, sans troupes, le plus souvent « gauchistes ».

En renonçant devant un patronat et une nomenclature éberlués, Jacques Delors a fait preuve d'une belle lucidité : la France, au seuil d'une explosion sociale, ne peut être gouvernée par un « roi fainéant ».

Le patronat « éclairé » n'a cependant pas renoncé à sa « solution de gauche ». Lionel Jospin, parrainé par Jacques Delors et sa fille, M<sup>me</sup> Aubry, qui est déjà au mieux avec les principaux responsables du CNPF, pourrait faire une excellente doublure. S'il veut l'Elysée - et pourquoi ne le voudrait-il pas ? -, il lui suffira de mettre beaucoup d'eau dans son vin, et de répéter, après Jacques Delors : « Je suis un social-démocrate, un vrai ! », et toutes les portes s'ouvriront devant lui.

Encore faudra-t-il convaincre les salariés d'accepter les sacrifices. Par le « partage du travail » ? Pour le patronat, la solution préconisée par M. Larrourou offre l'immense avantage de réduire les salaires. Seul un gouvernement « de gauche », je l'ai dit, serait en mesure de réaliser un tel exploit. Lionel Jospin sait ce qu'il lui reste à faire pour grimper encore dans les sondages.

Entre un capitalisme « sauvage » et un socialisme en pleine déconfiture partout dans le monde (même les peuples les plus pauvres de la Terre n'en veulent pas !), il est désormais possible d'inventer un modèle de développement original qui nous permettrait d'échapper à l'américanisation que l'actuel processus d'intégration rend inévitable.

Pourtant le national l'Europe pour l'international ! n'en déplaît à François Mitterrand. Pour se frayer une voie à travers le XXI<sup>e</sup> siècle, il va falloir mobiliser toutes les énergies, rassembler le « peuple de gauche » et le « peuple de droite » en un seul peuple ! Ennemis des sectarismes et des idéologies, Jacques Chirac se révèle disponible. Son pragmatisme se prête à merveille à la situation.

Entre Balladur l'anesthésiant, et Jospin le bonimenteur, il apparaît déjà comme un recours. En mal... ou après, s'il n'est pas élu, dès que la fracture sociale plonge le pays dans une crise sans précédent. C'est pourquoi il se fera préférer de la porter en finale contre Balladur, afin de renforcer sa position pour la manche suivante.

Gabriel Enkiri, ancien militant syndicaliste, a été membre du PS de 1976 à 1983.

## Rassembler, désespérément

par Lothar Baier

EN TANT QUE MODESTE roturier européen, je n'éprouve pas de sympathies particulières pour le candidat Philippe de Villiers. Mais je dois dire que son programme se distingue de ceux des autres candidats avec une netteté remarquable. M. de Villiers ne veut pas que la France soit gouvernée de Francfort. En cela, je suis tout à fait d'accord avec lui. Moi non plus, je ne veux pas que Francfort devienne le siège du gouvernement français, car je ne peux imaginer d'autre capitale que Paris.

J'ai l'impression pourtant que pour M. de Villiers Francfort n'est pas le nom d'une ville, géographiquement située, mais un autre nom pour « La banque ». La banque et la noblesse s'opposent-elles nécessairement ? M. de Villiers devrait être invité sur les bords du Main par ses confrères et concurrents du sang bleu à quitter pour une fois sa Vendée natale et à se faire sur place une idée de l'heureuse cohabitation franco-allemande et de l'argent. De toute façon, une chose me paraît à peu près sûre : après l'élection présidentielle, la France ne sera ni gouvernée de Francfort ni du Puy-du-Fou.

Le reste n'est pas sûr du tout. Écouter la radio française, je cherche à me faire une idée de ce qu'expriment tous ces mouvements, la valse des sondages, la sortie inattendue de tel candidat des

couloirs et le retrait de tel autre, la production d'un flot de slogans par les états-majors respectifs. Je n'y arrive pas. Appartiennent-ils et s'adressent-ils à la même société, tous ces présidentiables ?

J'envie les commentateurs professionnels qui, imperturbables, sont toujours en mesure d'interpréter le va-et-vient des cotes, des candidatures, des plateaux en termes de stratégie, de tactique, de rapport de forces. Si M. Balladur évoque tel sujet, c'est uniquement pour gêner M. Chirac dont la démarche, elle, se trouverait paradoxalement corroborée par cette petite phrase de M. Jospin critiquant le projet du candidat Balladur comme banal programme gouvernemental. La grande question est-elle de savoir si une poignée de main entre M. Jospin et M. Tapie pourrait être classée comme pas en avant vers le rassemblement ou, au contraire, comme une attente à l'image d'austérité du candidat socialiste ? A Francfort, je n'y comprends rien. Alors l'essaye à me tenir aux mots, à ceux par exemple qui décorent le pupitre du candidat Balladur : « Croire à la France ». Cela me paraît curieux, ce lien étroit entre « croire » et « la France » : le mot croire vise-t-il les croyants ou plutôt les sceptiques ? Signale-t-il un adieu discret à la laïcité et au cartésianisme ? La France

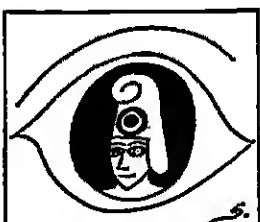
croit, donc elle est ? « La France pour tous », dit le slogan du concurrent ; celui-là aussi me pose problème : « tous », cela voudrait aussi bien pour des Algériens en fuite que pour des Tsiganes roumains refoulés à d'autres frontières. Ou bien faut-il comprendre : une France pour tous, pour les entrepreneurs dynamiques et pour ceux qu'on appelle curieusement les « exclus » comme s'il s'agissait d'une catégorie sociale homogène qu'une bonne administration arrive facilement à encadrer. « Passer à la vitesse supérieure », promet celui qui fait appel à la croyance, allant brusquement du discours religieux au langage d'automobiliste : là aussi je me demande à quel s'adresse un tel langage, à un moment où, en France comme ailleurs, c'est le sujet de la société à deux vitesses en train de s'installer qui alarme de plus en plus les citoyens.

Pourquoi donc pas « Croire à la France pour toutes les vitesses », voilà un slogan susceptible d'effectuer ce que tous les candidats semblent désirer ardemment, réunir, la foi et le progrès par exemple, bref, rassembler. « Rassembler », ce mot qui est dans tous les bouches des présidentiables me semble avoir adopté un autre sens cette fois, dépassant bien la préoccupation ordinaire de chaque formation politique, qui est celle de réunir le plus grand nombre possible de votants derrière elle. Le rassemblement actuel a plutôt l'air d'un acte désespéré, d'une tentative de contenir ce qui est en train de se désagréger irrémédiablement. Ce qui se

désintègre, ce n'est certes pas la France, c'est le modèle familial qui semblait être jusqu'alors largement à l'abri des mouvements de transformation sociale qui viennent de balayer certaines sociétés occidentales. Après les foyers familiaux, le tour est maintenant aux familles politiques. Pouvait-on imaginer que les démocrates américains entre Los Angeles et Boston se convoquent en « famille » comme les gaullistes ou les socialistes en France ? Or, sans l'autorité incontestée d'un grand-père, ces familles, faiblement structurées, n'arrivent plus à contrebalancer leurs tensions internes, elles éclatent, les jeunes s'en vont les premiers et se rallient autour d'un chef de bande, Bernard Tapie peut-être.

Ces jours-ci, on peut assister de loin à une scène qui me paraît comme emblématique des ambiguïtés de l'actuelle campagne présidentielle, c'est celle qui oppose, au tribunal de Lyon, M. Noir à son gendre M. Botton. Finie la complicité familiale tacite du style Dominici. Désormais on parle froidement argent, ce qui est en fin de compte normal dans une société moderne sur le point de passer à la vitesse supérieure. Personnellement, j'ai préféré ce Michel Noir, en « première vitesse », qui déclarait dans le temps qu'il valait mieux perdre une élection que de faire des concessions à Le Pen.

Lothar Baier est sociologue, spécialiste de la société française



VU DE FRANCORT

### AU COURRIER DU MONDE

#### SUJET TABOU

Le 1<sup>er</sup> février 1995, vingt pays européens ont ratifié la convention-cadre du Conseil de l'Europe pour les minorités régionales. Après le rejet, fin 1992, de la Charte européenne des droits de l'homme pour les minorités linguistiques, la Turquie et la France se sont à nouveau distinguées en refusant moralement de se conformer à cette convention-cadre du strict minimum. La France et la Turquie se prétendent monolithiques, selon le mythe totalitaire de l'Etat-nation « un et indivisible », et nient l'existence sur leur sol de minorités linguistiques nationales telles les Kurdes en Turquie, qualifiés de « Turcs des montagnes » ; ou les Corses, les Basques, les Catalans, les Bretons, les Flamands, les Occitans et les Alsaciens-Mosellans en France. Leur seule réponse depuis des décennies est celle de l'assimilation forcée par l'école (...). Lorsqu'on compare la France, qui martyrise ses langues régionales, avec les autres démocraties occidentales telles que l'Italie (Vallées, Tyroliens), l'Espagne (Basques, Catalans), la Belgique (Wallons, germanophones), la

Suisse (Romands, Tessinois), le Canada (Québécois), l'on ne peut être que révolté par tant de mépris. La France préconise le respect des droits des minorités linguistiques au Québec, en Kabylie, au Kosovo et ailleurs, alors qu'elle-même les bafoue : quelle hypocrisie ! Ce thème crucial, qui concerne des millions de Français, la non-reconnaissance par la France de sa diversité linguistique et des traités européens sur nos droits culturels est tabou dans le débat présidentiel, car il ne concerne pas le microcosme politique parisien.

Luc Reibel Benfeld (Haut-Rhin)

#### LE VOTE BLANC

Dans les suggestions du comité chargé de la consultation des jeunes, une double idée est avancée : l'institution du vote obligatoire, qui ne me paraît pas nécessaire et me semble surtout antidémocratique, et la prise en compte des votes blancs.

Le gouvernement et nos élus - par nous - oseront-ils aller jusqu'à soutenir cette dernière proposition que beaucoup font alors que ce vote représente une prise de position et

non une absence d'intérêt pour la chose publique ? Personnellement, je ne suis pas un adepte et un fan de « vote blanc », mais je trouve, et ne suis pas le seul, inadmissible que cette manifestation soit considérée comme un « vote nul », au lieu d'être regardée comme une prise de position de quelqu'un qui s'est dérangé et refuse d'être considéré comme un illettré ou un farfelu.

Denys Bougon Plan (Isère)

#### UN SECTEUR D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Cette campagne présidentielle n'est pas comme les autres. Et pourtant, les ambitions des candidats sont toujours les mêmes, leurs discours aussi. La différence vient cette fois des électeurs, conscients que le système actuel, fondé sur le rendement, ne fera qu'accroître le chômage à long terme.

Alors que faire ? (...) et quel type de société choisir ? Une société qui, à mon sens, comportera trois secteurs :

- Un secteur privé, véritable locomotive conduite par des hommes travailleurs et inventifs,

sans contraintes administratives multiples. - Un secteur public tel qu'il est aujourd'hui, avec la recherche sans cesse croissante de la satisfaction du client.

- Un secteur public d'intérêt général, regroupant ceux qui n'auront pas trouvé de place dans les deux autres secteurs. En gros, les chômeurs actuels. L'objectif sera de leur fournir une activité utile et qui ne coûte pas plus (ou pas beaucoup plus) à la collectivité que les diverses indemnités de chômage versées actuellement. Là commence la recherche : creusons-nous les méninges !

Plus qu'un travail, je crois qu'il s'agira de missions que l'on pourra confier à ceux qui auront la volonté et la capacité de le faire : travaux d'embellissement (à l'initiative des communes, des régions...), nettoyage des forêts, prévention des incendies, des réformes, coopération avec les pays en voie de développement, services de convivialité, etc. Bref, toute mission utile et que l'on n'accomplit pas actuellement parce que le gain à très court terme n'est pas démontré. En échange, celui qui effectuera une telle mission sera payé (SMIC),

pourra se former et, surtout, devenir un membre actif de la société, retrouvant ainsi une raison d'exister et le potentiel pour intégrer les deux autres secteurs.

Beau programme qui semble utopique ; mais c'est à nos hommes politiques de mettre en place les structures pour éviter que le rêve ne se transforme en cauchemar... A force de nous endormir !

N. Danroc Villenoble (Seine-Saint-Denis)

#### QUI DÉTIENT LE POUVOIR ?

Quel candidat nous parlera, dans ses projets économiques pour la France, du poids « des deux cents géants des plus importants fonds d'investissement » (*Le Monde* du 28 janvier) ? Quelle marge de manœuvre pour l'Etat français ? Est-ce que l'Europe peut nous permettre de faire face « au pouvoir sans partage de ces deux cents géants » ? Est-ce à cause de ce pouvoir sur les économies des Etats de la planète qu'il n'y a pas de solution de rechange au modèle économique de libre-échange ?

Un autre article du *Monde* du même jour apporte un élément de

réponse sur la force de l'Europe. Contrairement aux Etats-Unis, elle fait le choix de la non-appropriation par des brevets du génome humain.

Les grandes firmes américaines, qui, dans un autre temps, jugeaient les brevets comme une entrave, aujourd'hui espèrent breveter les découvertes sur le génome humain.

Si le choix européen concernant l'homme est suivi, il reste un champ de brevets possibles sur le vivant qui ouvre des perspectives industrielles énormes et débouche sur des problèmes éthiques en proportion. Quelles seront les conséquences pour l'environnement mondial, dans les rapports Nord-Sud ? Dans son isolement le citoyen angoissé pourrait imaginer des liens entre les grands géants de fonds d'investissement et des puissantes firmes possédant des brevets sur le vivant. Est-ce que les hommes politiques débattent devant les citoyens sur ces sujets ?

S'ils ne le font pas, est-ce parce que ces problèmes sont hors d'atteinte d'un président d'Etat-nation ? Sont-ils réservés aux sages des comités d'éthique ?

Jean Paul Grosbois (Besançon)

*Handwritten signature: J. P. Grosbois*







**CHANGES** Victime à la fois de la force du deutschemark et des incertitudes grandissantes sur l'issue de l'élection présidentielle, le franc a atteint ses plus bas niveaux face à la

monnaie allemande depuis octobre 1993. Cet accès de faiblesse est la conséquence d'une crise monétaire générale qui se traduit par un affaiblissement du dollar et en contrepar-

tiel un renforcement impressionnant du deutschemark. Mais la monnaie française commence cette fois à souffrir des conséquences d'une situation politique confuse. ● POUR LES IN-

VESTISSEURS ÉTRANGERS, il n'est pas encore question d'une véritable dé-  
fiance, mais des interrogations existent sur la politique économique du futur président de la République.

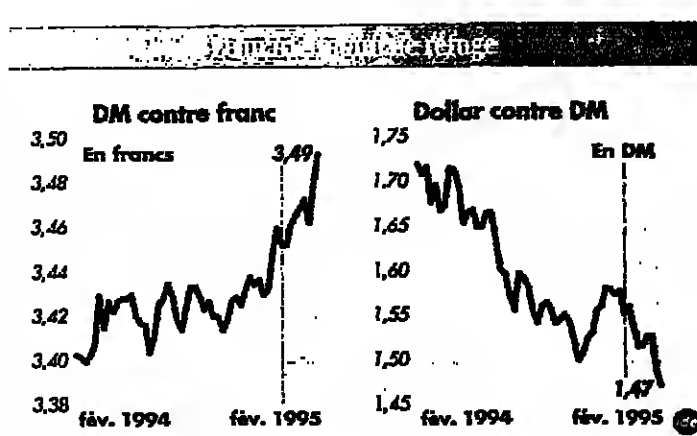
● LA BANQUE DE FRANCE, dont le conseil de la politique monétaire se réunissait jeudi 23 février en fin de matinée, subit son baptême du feu d'institution indépendante.

## La baisse de M. Balladur dans les sondages affecte le franc

La monnaie française est passée brutalement, mercredi 22 février, au-dessus du seuil des 3,50 francs pour 1 deutschemark, monnaie qui consolide son rôle de refuge. Le franc se reprenait légèrement jeudi matin

« CE N'EST PAS le franc qui est faible, c'est le mark qui est fort », avait lancé Edouard Balladur à l'automne 1993, au moment où le franc était tombé à un plus bas niveau historique de 3,55 face au deutschemark. Un an et demi plus tard, le premier ministre pourrait réutiliser cet argument pour commenter la crise que traverse aujourd'hui le franc français et qui a connu mercredi 22 février une accélération subite. Le franc, qui s'échangeait à 3,46 pour un deutschemark, est tombé mercredi à plus de 3,50 pour 1 mark, dans une atmosphère de panique générale sur le marché des changes européens, la lire italienne et la peseta espagnole touchant au même moment des records à la baisse face à la devise allemande. Le deutschemark et ses deux satellites qui sont le florin néerlandais et le schilling autrichien, considérés comme des valeurs refuges par les grands investisseurs internationaux, ont pleinement profité de la forte baisse du billet vert.

« Les clients ne jurent plus que par le mark », observe un opérateur de marché travaillant à la City de Londres. Toutes les autres devises leur paraissent aujourd'hui suspectes. La crise financière mexicaine incite les investisseurs à se dégarer du billet vert. Le livre sterling souffre de la fragilisation du gouvernement de John Major. La lire est affectée par la dérive des finances publiques italiennes, la peseta par le scandale des



Le deutschemark est au plus haut face au dollar depuis septembre 1992 et face au franc depuis octobre 1993

escadrons de la mort, le yen est rendu peu attractif par des taux d'intérêt japonais très bas. Le franc n'échappe plus à cette défiance des marchés financiers. Il avait pourtant longtemps réussi à faire preuve d'une belle résistance, cédant certes un peu de terrain face au deutschemark mais progressant sensiblement vis-à-vis des devises d'Europe du Sud et de la monnaie britannique.

« Le franc vient de rejoindre le camp des faibles », observe un directeur de salle de marchés d'une grande banque française. Les analystes ont cependant bien du mal à

faire la part des choses, à savoir ce qui résulte de la situation politique particulièrement confuse et ce qui tient à la crise monétaire internationale. La conjonction des événements et leur imbrication étroite rendent difficile une évaluation précise des causes internes et externes à la France. Un économiste se risque toutefois à estimer que « la chute actuelle du franc provient à 90 % de la baisse du dollar et à 10 % seulement du climat politique ». Les experts sont pourtant d'accord pour déclarer que, depuis quelques jours, la campagne de l'élection présidentielle pèse sur la devise française. Le

phénomène n'a rien d'exceptionnel, les investisseurs ayant en effet horreur de l'incertitude, de quelque nature qu'elle soit, politique ou économique. « Les investisseurs étrangers avaient sans doute cru un peu vite que l'élection présidentielle était jouée. La chute brutale d'Edouard Balladur dans les sondages a remis briser ce schéma », remarque un professionnel du marché des changes.

Cette prise de conscience que le jeu électoral était plus ouvert qu'ils ne l'avaient imaginé initialement aura été brutale et se sera effectuée à retardement. Le premier sondage, publié le 14 février, indiquant que Lionel Jospin devancerait, au premier tour, Edouard Balladur dans le cas d'une candidature de Raymond Barre, n'avait eu qu'un impact très limité sur les marchés. Le franc avait à peine reculé, passant de 3,4628 pour 1 deutschemark à 3,4686, il aura fallu une accumulation de sondages confirmant cette tendance pour inquiéter véritablement. « Le scandale des écoutes téléphoniques mettant en cause le gouvernement du premier ministre Edouard Balladur, jusqu'ici candidat favori des marchés financiers, ajoute à l'inquiétude du marché », observe Robert Hayward, analyste à la Bank of America. « Ce n'est pas tant la remontée de Lionel Jospin qui semble inquiéter les gestionnaires étrangers que la remise en selle de Jacques Chirac », précise un économiste français. Le Parti socialiste reste en effet officiellement fa-

vorable au traité de Maastricht et donc au respect des critères de convergence économique que celui-ci impose. L'annonce du retrait de la candidature de Jacques Delors à l'Élysée avait d'ailleurs déçu les marchés financiers, le franc fléchissant sensiblement face au deutschemark à cette occasion. À l'inverse, les marchés financiers s'interrogent sur

venement et de désespoir des autorités monétaires », estime Patrick Artus, directeur des études de la Caisse des dépôts.

La défense d'une monnaie par l'arme des taux d'intérêt vient d'ailleurs une nouvelle fois de prouver son efficacité toute relative. Mardi dans la soirée, la Banque d'Italie a décidé de relever de 0,75 % son taux

### Alan Greenspan laisse planer le doute

Aux États-Unis, le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, qui s'exprimait mercredi 22 février devant la commission bancaire du Sénat, n'a pas répondu clairement à la question que se posent les marchés, sur le fait de savoir si l'escalade des taux d'intérêt à court terme entamée il y a un an allait prendre fin.

À la fin de son exposé, Alan Greenspan a laissé entendre qu'il n'y aurait peut-être pas de hausse des taux courts, mais a ensuite effacé cette impression en soulignant le fait qu'il y avait en matière d'inflation « certaines raisons d'inquiétude sur le court terme », ajoutant que les perspectives étaient dans ce domaine « fondamentalement favorables ». Ces inquiétudes, a-t-il expliqué, proviennent surtout du fait que « le taux d'utilisation des capacités de production a atteint des niveaux historiquement élevés ». En fin de compte, Alan Greenspan a rappelé qu'il avait toujours été favorable à un retour à l'étalon-or, mais qu'il était seul au sein du FOMC (Comité de politique monétaire) à penser cela.

Orthodoxie monétaire et budgétaire du maire de Paris comme sur sa volonté réelle de construire l'Union monétaire européenne.

La proposition de Jacques Chirac, au mois de novembre dernier, de procéder à un nouveau référendum sur le traité de Maastricht avait été très mal accueillie. « Le contenu politique français se prête au retrait des investisseurs étrangers, même si une fois les élections présidentielles passées, ces derniers reviendraient très certainement, car le marché français paraît peu cher au regard de ses fondamentaux », reconnaît Michèle Debonneville, directrice des études économiques à la banque Indosuez. Certains économistes regrettent ce passage du marché français par l'échec électoral. Hors ces circonstances, ils considèrent que le franc aurait pu, à l'occasion de cette crise monétaire internationale de grande ampleur, « gagner ses galons de devise refuge, s'indépendant définitivement dans la zone-mark ». « Les marchés se comportent de façon aveugle. Assimiler la France à l'Italie, vendre de la même façon le franc et la lire paraît totalement excessif », commente Michèle Debonneville.

### BAPTÊME DU FEU

La Banque de France, indépendante depuis le début de l'année 1994, et à qui incombe désormais la charge de veiller à la stabilité de la monnaie, connaît avec cette crise monétaire son baptême du feu. Il lui faut définir une posture. « La Banque de France doit jouer la carte de la sérénité », conseille un directeur de salle de marchés. Aux yeux des spécialistes, une défense de la devise par un relèvement des taux directeurs serait non seulement inefficace, mais même dangereuse et contreproductive. Elle conforterait chez les opérateurs le sentiment de crise, « elle serait perçue par eux comme un signe d'énervement ».

Eric Leser

Pierre-Antoine Delhommais

### L'irrésistible montée en puissance du deutschemark

« PAR DÉFINITION, quand une monnaie est faible, c'est qu'il en existe une autre de plus forte. Les monnaies actuelles s'expliquent avant tout par la faiblesse du dollar et la force éclatante du deutschemark. Rendez-vous compte, il n'y a même pas de terrain face au franc suisse. » Cette réflexion d'un banquier de Genève souligne combien l'explication « franco-française », pour des raisons essentiellement de politique intérieure, de la baisse du franc depuis un mois peut être réductrice.

Certes, les monnaies sont toujours affaiblies à la veille d'échéances électorales. Le deutschemark lui-même, en septembre et octobre 1994, avant les élections législatives allemandes, avait fléchi. Il est vrai aussi qu'au fur et à mesure que l'échéance de l'élection présidentielle française approche, son issue devient plus incertaine. Mais la baisse du franc n'est pas la conséquence d'une spéculation ou d'une défiance à l'égard de la devise française. Il s'agit avant tout des effets d'une crise monétaire générale. Elle s'est traduite depuis deux mois par un effondrement du peso mexicain, par des chutes brutales vers leurs plus bas niveaux historiques de la lire italienne, de la peseta espagnole, de l'escudo portugais et de la couronne suédoise. Dans le même temps, la livre s'est profondément affaiblie et plus encore le dollar.

Si défiance il y a aujourd'hui, c'est avant tout vis-à-vis du billet vert et des problèmes structurels de déficits chroniques et d'insuffisance d'épargne de l'économie américaine. La fuite des investisseurs devant le dollar et plus généralement des monnaies considérées comme « faibles ou fragiles » pour des raisons

à la fois économiques et politiques s'est traduite immédiatement par un renforcement considérable du deutschemark. Il a fait figure comme sans doute jamais auparavant de monnaie refuge. « Il y a un phénomène de préférence absolue en faveur du mark ou sein du système monétaire international qui n'a sans doute pas d'équivalent dans le passé », explique François Chevalier, économiste de la BCFE. A tel point qu'il a supplanté le franc suisse dont c'est pourtant le rôle traditionnel.

Au cours des derniers jours, le franc suisse, qui n'a jamais été considéré comme une devise faible, a légèrement reculé à 0,8475 contre 0,8450 contre 1 mark. Il en va de même du yen japonais, qui n'est pas non plus réputé pour être une monnaie fragile. « L'Allemagne apparaît aujourd'hui comme un château fort économique relativement à la plupart de ses partenaires », explique Alain Fiorucci, du cabinet Soprofi. « Non seulement elle est sur la voie de la réduction de ses déficits, mais elle bénéficie d'une dynamique interne assurée par l'Allemagne de l'Est et reste plus que jamais un pays qui, par sa copacité à exporter, aspire de la croissance à l'extérieur », ajoute-t-il.

### INQUIÉTUDES ALLEMANDES

Sur une longue période, le renforcement du mark est étonnant. Depuis un peu plus d'un an, il a gagné 16 % contre le dollar, presque 12 % contre le yen, 2,5 % contre le franc suisse et 2,6 % contre le franc français (de 3,41 francs à 3,50 francs pour 1 mark). Même des monnaies considérées comme faisant partie du noyau dur du système monétaire européen comme le franc belge ou la couronne danoise ont perdu

un peu de terrain ces derniers jours contre la devise allemande. Faut-il en conclure que le franc est une devise forte? Sans doute pas. Mais en tout cas, il n'y a pas aujourd'hui de véritable défiance à l'égard des actifs libellés en franc (Le Monde du 22 février). Pour preuve, la différence de taux entre les obligations d'État françaises et allemandes est restée presque inchangée autour de 0,60 % au cours des derniers jours. Si le franc faisait réellement peur aux investisseurs étrangers, ils auraient vendu massivement les obligations d'État françaises, ce qui n'est pas le cas.

La force du mark, indépendamment des conséquences sur le franc, n'est d'ailleurs pas forcément défavorable à l'économie française. Elle donne une meilleure compétitivité aux exportateurs français et devrait permettre de retarder une hausse des taux allemands. La Bundesbank a pourtant menacé de les relever devant les exigences syndicales en matière de salaires et le vote massif du syndicat IG Metall en faveur d'une grève.

Certains en Allemagne commencent par ailleurs à s'inquiéter des conséquences d'un deutschemark trop fort. La Dresdner Bank a déclaré que le renforcement du deutschemark pourrait faire courir des risques à la reprise économique, la demande intérieure ne pouvant pas compenser l'affaiblissement des exportations. La deuxième banque allemande écrit : « La poursuite d'une croissance stable au second semestre est en jeu, si les monnaies actuellement sous-évaluées ne parviennent pas à se reprendre bientôt. »

Eric Leser

### Philips, restructuré, prépare des alliances dans le multimédia

#### EINDHOVEN

A chaque présentation des résultats annuels de Philips, son président, Jan Timmer, en profite pour donner quelques leçons à son auditoire. Il n'a pas dérogé à la règle, mercredi 22 février, reprochant aux médias de trop se focaliser sur les nouveaux produits : « Philips ne se réduit pas à quelques appareils numériques (DCC), le disque compact interactif (CD-I) et la télévision haute définition. Si on supprimait d'un seul coup tous les lecteurs de cassettes traditionnelles pour les remplacer par des lecteurs de DCC, les recettes ne représenteraient qu'un demi pour cent de notre chiffre d'affaires. » Juste doit être rendue à l'artisan du redressement de Philips. L'exercice 1994 s'est,

pour la seconde année consécutive, terminé sur un bénéfice net en hausse, passant de 1,97 à 2,13 milliards de florins (environ 6 milliards de francs). Le chiffre d'affaires a crû de 4 % à 61 milliards de florins. Le dividende passera à 1,25 florin contre 0,5 en 1993, premier exercice positif pour l'actionnaire depuis quatre ans.

Les activités en Allemagne (Grundig et les télécommunications de PKI) restent déficitaires. D'un point de vue sectoriel, on note que la branche composants, tirée par la bonne conjoncture mondiale de ce secteur, a connu une excellente année, gonflant son résultat d'exploitation de 50 % à 1,6 milliard de florins. L'éclairage est resté stable. Les produits et systèmes professionnels ont plongé dans le rouge de 100 millions de

florins (contre 101 millions de bénéfices en 1993), mais cet inquiétant dérapage est compensé par le spectaculaire rétablissement de l'électronique domestique, passé d'une perte de 327 à un profit de 449 millions de florins. Quant à sa filiale Polygram, elle a enregistré la diabolique hausse consécutive de son bénéfice (plus 20 % à 2,3 milliards de francs).

Ce retour à bonne fortune des produits grand public n'est pas sans ombre. « Philips invente pour vous », clament, dans toutes les langues, les publicités du groupe. Mais vend-il ses inventions? La DCC, qui a pris la place de la TVHD dans les campagnes de communication, a été présentée comme la remplaçante idéale de la vieille et vénérable cassette. Or, plus de deux ans après son introduction,

les ventes tourneraient autour de 100 000 exemplaires seulement. Jan Timmer soutient qu'il ne s'agit pas de « tester le marché, de voir où se situe le niveau de prix qu'acceptera le consommateur. Et, ajoutait-il, on peut en dire autant du CD-I ».

L'argument est difficilement crédible. Même les défenseurs de cette thèse reconnaissent pour la première fois que des erreurs ont été commises. « Tout d'abord, nous avons lancé la DCC sur fond de conjoncture défavorable. De plus, elle est apparue en même temps que son concurrent direct, le Minidisc de Sony. Enfin, nous avons visé le marché des lecteurs de salon au lieu de nous concentrer sur celui, plus porteur, des baladeurs et des autoradios, qui n'est arrivé que dix-huit mois plus tard », avouait récemment François Mauduit, président

de Philips France. Même Alain Lévy, PDG de Polygram, l'éditeur de musique propriété à 75 % de Philips, déclarait mardi dernier que la santé de la DCC méritait « être prêt, le moment venu, à procéder à des alliances ou à des acquisitions dans le multimédia et le soft, dans les domaines où nous péchons par ignorance ». Après cinq années de restructuration sous la férule de Jan Timmer (Le Monde du 11 janvier), Philips peut aborder une phase de redéveloppement : « Le management va pouvoir maintenant se consacrer à autre chose ». Le PDG soigne, lui, à son retrait. Agé de soixante-deux ans, il a confirmé ses rumeurs aux Pays-Bas selon lesquelles il partirait avant l'âge de soixante-cinq ans.

Alain Franco

Jan Timmer



ISSEURS ÉTRANGERS, il n'est pas question d'une véritable dé-  
ce, mais des interrogations  
tent sur la politique économique  
leur président de la République.

# ages affecte le franc

Le franc a perdu 3,50 francs pour 1 deutschemark, légèrement jeudi matin

Le franc a perdu 3,50 francs pour 1 deutschemark, légèrement jeudi matin. Le franc a perdu 3,50 francs pour 1 deutschemark, légèrement jeudi matin.

## Alan Greenspan laisse planer le doute

Aux États-Unis, le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a répondu jeudi 23 février à la question que se posait le marché financier américain : le franc va-t-il continuer à baisser ?

Alan Greenspan a répondu jeudi 23 février à la question que se posait le marché financier américain : le franc va-t-il continuer à baisser ?

Alan Greenspan a répondu jeudi 23 février à la question que se posait le marché financier américain : le franc va-t-il continuer à baisser ?

## Le gouvernement norvégien voudrait gérer la manne pétrolière

Le deuxième exportateur mondial s'appuie sur deux entreprises florissantes

Stockholm. Le gouvernement norvégien veut gérer la manne pétrolière. Le deuxième exportateur mondial s'appuie sur deux entreprises florissantes.

## Grève à Air France contre la désorganisation des plannings

ALORS QUE LA COMPAGNIE Air France devait assurer l'été 1994 des vols directs vers les États-Unis, elle a été touchée par une grève des pilotes et du personnel de cabine.

ALORS QUE LA COMPAGNIE Air France devait assurer l'été 1994 des vols directs vers les États-Unis, elle a été touchée par une grève des pilotes et du personnel de cabine.

# Le gouvernement norvégien voudrait gérer la manne pétrolière

Le deuxième exportateur mondial s'appuie sur deux entreprises florissantes

Stockholm. Le gouvernement norvégien veut gérer la manne pétrolière. Le deuxième exportateur mondial s'appuie sur deux entreprises florissantes.

## Une croissance programmée

Statist. Le gouvernement norvégien veut gérer la manne pétrolière. Le deuxième exportateur mondial s'appuie sur deux entreprises florissantes.

## Grève à Air France contre la désorganisation des plannings

ALORS QUE LA COMPAGNIE Air France devait assurer l'été 1994 des vols directs vers les États-Unis, elle a été touchée par une grève des pilotes et du personnel de cabine.

ALORS QUE LA COMPAGNIE Air France devait assurer l'été 1994 des vols directs vers les États-Unis, elle a été touchée par une grève des pilotes et du personnel de cabine.

## La CGT accuse la direction de Bull de « mystification » sur les résultats

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.

## L'hebdomadaire italien « L'Europeo » ferme ses portes

Le troisième « news magazine » de la péninsule est contraint de s'arrêter après cinquante ans d'existence et d'exigence.

Un autre titre pourrait lui succéder

Rome. L'hebdomadaire italien « L'Europeo » ferme ses portes. Le troisième « news magazine » de la péninsule est contraint de s'arrêter après cinquante ans d'existence et d'exigence.

## La CGT accuse la direction de Bull de « mystification » sur les résultats

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.

# La CGT accuse la direction de Bull de « mystification » sur les résultats

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.

## DÉPÊCHES

CHEVRON : le groupe pétrolier américain a accepté de payer à l'Amiable 2,2 millions de dollars (près de 12 millions de francs) à quatre femmes qui avaient porté plainte pour harcèlement sexuel au sein de l'entreprise.

## MARCHÉS FINANCIERS

En droit français de la directive européenne sur les services d'investissement a été présentée par le sénateur Philippe Marini (RPR, Oise) le 21 février. Cette proposition s'inspire de deux principes : le maintien de l'autonomie des métiers de titre vis-à-vis des métiers de crédit et la création d'une autorité professionnelle qui se substituerait au conseil des marchés à terme et du conseil des Bourses de valeurs (CBV).

## SAAB-SCANIA : le groupe suédois dominé par la famille Wallenberg pourrait être scindé, estime le Financial Times

SAAB-SCANIA : le groupe suédois dominé par la famille Wallenberg pourrait être scindé, estime le Financial Times. Depuis la séparation en 1989 de Saab Automobile afin de permettre à General Motors de prendre 50 % du capital de la société, Saab Scania est concentré sur les poids lourds Scania, très bénéficiaires (près de 2 milliards de francs de résultat d'exploitation sur neuf mois), et sur les activités militaires et aéronautiques de Saab. La crise dans l'aéronautique n'épargne pas les productions d'avions civils Saab-340 et 2000. Compte tenu d'une législation qui empêche la Suède de vendre des armes à des pays belligérants, l'avion de combat JAS-39 Gripen ne parvient pas à pénétrer l'exportation (malgré un récent accord avec British Aerospace).

## ICI : le groupe chimique britannique Imperial Chemical Industries (ICI) a annoncé, le 23 février, un bénéfice exceptionnel de 4,2 milliards de francs, soit une hausse de 83,5 % sur celui de l'année précédente (280 millions de francs). Grâce à la reprise économique mondiale, les ventes affichent une nette hausse à 9,189 milliards de francs contre 8,43 milliards en 1993. (AFP)

ICI : le groupe chimique britannique Imperial Chemical Industries (ICI) a annoncé, le 23 février, un bénéfice exceptionnel de 4,2 milliards de francs, soit une hausse de 83,5 % sur celui de l'année précédente (280 millions de francs). Grâce à la reprise économique mondiale, les ventes affichent une nette hausse à 9,189 milliards de francs contre 8,43 milliards en 1993. (AFP)

## FIAT : le constructeur italien a affirmé mercredi 22 février son intention de revenir s'installer en Argentine pour approvisionner la zone du Mercosur, marché commun d'Amérique du Sud. Fiat avait quitté l'Argentine en 1981, concédant ensuite une licence de fabrication et de commercialisation au constructeur local Sevel, un des premiers vendeurs sur le marché argentin, avec Peugeot et Fiat. Le groupe italien, qui voudrait installer des usines au Brésil et en Argentine, a négocié avec les actionnaires de Sevel en vue de leur acheter le Centro operativo Palomar (province de Buenos Aires) et l'entreprise Cornet (province de Córdoba), propriétés de Sevel.

FIAT : le constructeur italien a affirmé mercredi 22 février son intention de revenir s'installer en Argentine pour approvisionner la zone du Mercosur, marché commun d'Amérique du Sud. Fiat avait quitté l'Argentine en 1981, concédant ensuite une licence de fabrication et de commercialisation au constructeur local Sevel, un des premiers vendeurs sur le marché argentin, avec Peugeot et Fiat. Le groupe italien, qui voudrait installer des usines au Brésil et en Argentine, a négocié avec les actionnaires de Sevel en vue de leur acheter le Centro operativo Palomar (province de Buenos Aires) et l'entreprise Cornet (province de Córdoba), propriétés de Sevel.

## Le troisième « news magazine » de la péninsule est contraint de s'arrêter après cinquante ans d'existence et d'exigence.

Un autre titre pourrait lui succéder

Rome. L'hebdomadaire italien « L'Europeo » ferme ses portes. Le troisième « news magazine » de la péninsule est contraint de s'arrêter après cinquante ans d'existence et d'exigence.

## La CGT accuse la direction de Bull de « mystification » sur les résultats

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.

La CGT de Bull a accusé mercredi 22 février la direction du groupe informatique de « mystification » sur les résultats de 1994.



■ LA BOURSE DE TOKYO a perdu 1,53 % jeudi 23 février mais a pu limiter ses pertes qui ont atteint 3 % en cours de séance. ■ SUR LE MARCHÉ OBLIGATAIRE AMÉRICAIN, le

taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a chuté mercredi soir à 7,53 % contre 7,61 % mardi soir. ■ L'ALUMINIUM a dérapé mercredi sur le mar-

ché des métaux de Londres (LME), entraînant l'ensemble des métaux à la baisse. L'aluminium a perdu 42 dollars à 1 897 dollars par tonne. ■ LE DEUTSCHEMARK reculait jeudi

à 3,4918 francs au cours des premiers échanges entre banques contre 3,5005 francs (3,4919 selon le cours indicatif de la Bdf) mercredi soir.

■ LE DOLLAR était en légère baisse jeudi matin à 97,15 yens contre 96,93 la veille à Tokyo et à 5,1522 francs à Paris contre 5,1595 francs mercredi en clôture.

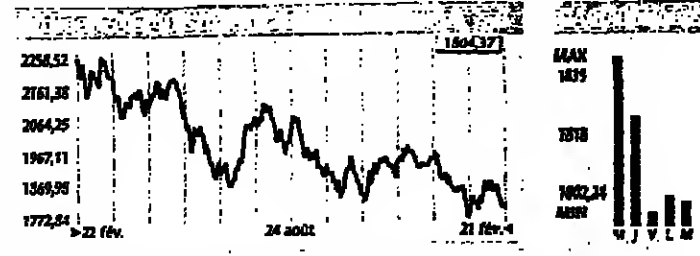
## LES PLACES BOURSIÈRES

### Reprise à Paris

Une accalmie sur les marchés des changes et un net redressement des marchés obligataires ont stoppé jeudi la baisse de la Bourse de Paris, qui avait conduit l'indice CAC 40 aux alentours de 1 800 points. En hausse de 0,64 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un gain de 0,85 %, à 1 819,67 points.

Aux Etats-Unis, les déclarations du président de la Fed devant la commission bancaire du Sénat ont plutôt rassuré les milieux financiers. Alan Greenspan a déclaré que les perspectives d'inflation étaient fondamentalement favorables pour 1995, tout en estimant que des signes de surchauffe perduraient à court terme. Le taux des bons du Trésor à 30 ans revenait à 7,53 %, contre 7,61 % vingt-quatre heures plus tôt.

Parmi les titres en hausse sensible, on relève UIC (+5,44 %), Spir Communications (+4,4 %) et CCMX (+2,9 %). Saint Louis gagne 2,2 %, Lafarge 2 %, et la Lyonnaise des Eaux 1,8 %. Baisse de 3,9 % pour



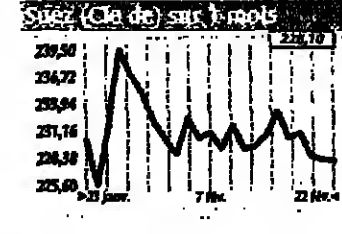
Klépierre, de 3,5 % pour Essilor ADP et de 1,9 % pour le Crédit Lyonnais. Le marché de l'action Suez est calme, jeudi matin, après les nombreuses applications réalisées mer-

credi sur ce titre. Des boursiers estiment que la BNR déjà présente dans le capital de Suez, renforce sa participation dans la compagnie financière.

### Suez, valeur du jour

REBELOTE. Après quelques semaines d'accalmie, le titre Suez a de nouveau été très travaillé mercredi 22 février, terminant la séance inchangé à 228,10 francs dans un volume de 430 000 pièces. La société de Bourse Du Bouzet, filiale de la BNP, serait le principal acquéreur de ces titres. Fin janvier déjà, près de 5 millions d'actions avaient été échangées en moins de six jours. La Compagnie d'investissement de Paris

(CIP), holding d'investissement de la BNR, avait alors reconnu être l'acquéreur de 2,25 % du capital de Suez.



### Nouveau recul de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a plongé en deuxième partie de séance jeudi, mais a pu limiter ses pertes grâce à des rachats opérés en toute fin de journée. L'indice Nikkei 225 a fini en baisse de 276,63 points (1,53 %) à 17 830,02 après avoir perdu en séance environ 3 % à 17 553,28 points. L'indice TOPIX à base plus large a perdu pour sa part 16,71 points, soit 1,19 %, à 1 385,00 points. Les professionnels craignent que les investisseurs ne liquident des positions d'arbitrage sur le contrat mars du Nikkei. Toute hausse de la cote semble limitée par les ajustements de fin d'exercice fiscal opérés par les institutions financières et les entreprises, a observé un boursier. Mercredi soir, Wall Street a terminé sur une hausse modeste, bénéficiant d'un recul des taux d'intérêt à long terme après les déclarations d'Alan Greenspan, président de la Réserve

fédérale, interprétées comme une possible pause dans les resserrements de la politique monétaire. L'indice Dow Jones des valeurs vendettes s'est inscrit en clôture en hausse de 9,08 points (+0,23 %) à 3 973,05 points. La Bourse de Londres a perdu un peu de terrain mercredi, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en baisse de 3,9 points (0,1 %) à 3 019,5 points.

### INDICES MONDIAUX

	Cours au 22/02	Cours au 23/02	Var. en %
Paris CAC 40	1804,370	1819,670	+0,85
New-York NYSE	3977,430	3965,970	-0,28
Tokyo Nikkei 225	1804,370	17830,02	-1,53
Londres FT100	3019,500	3019,500	0,00
Frankfurt Dax 30	2093,160	2093,160	0,00
Bruxelles C20	781,210	785,350	+0,53
Amsterdam AEX	1500,970	1508,330	+0,49
Madrid IBEX 35	1331,630	1337,570	+0,45
Stuttgart DAX	1601,3	1608,1	+0,43
Osaka Nikkei 225	276,300	277,400	+0,39
Manila PSE	280,620	281,870	+0,45
Stockholm OMX	1167,240	1174,790	+0,65
Londres FTSE	2281,300	2281,300	0,00
Hong Kong Hang Seng	799,270	802,350	+0,39
Singapore Straits	2053,320	2053,320	0,00

### NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	22/02	23/02
Alcoa	81	82,62
American Express	33,25	33,25
Allied Signal	38	38,25
AT & T	51	50,25
Bethlehem	19,37	19,37
Biochem	46,25	46,50
Caterpillar Inc.	52,87	52
Chevron Corp.	47,12	47,37
Coca-Cola Co.	53,75	53,62
Disney Corp.	53	52,50
Du Pont Nemours & Co.	55	55,62
Eastman Kodak Co.	51	50,62
Exxon Corp.	64,12	64
Gen. Motors Corp.	38,12	38,50
Gen. Electric Co.	55,12	55,87
Goodyear T & Rubber	36,25	36,25
IBM	74,37	74,25
Intel Paper	77,25	76,62
J.P. Morgan Co.	61,62	61,25
Mc Don Douglas	55,87	55,50
Merck & Co. Inc.	41,75	41,87
Minnesota Mining & Mfg.	53,50	52,50
Philip Morris	58,25	57,87
Pfizer & Co.	65,75	66,37
Pfizer & Co.	65,75	66,37
Roche & Co.	47,50	47,25
Sanofi-Sintabo & Co.	63,62	63,50
Union Carb.	28,25	28,50
Unid Technol.	65,87	65,62
Westinghouse Electric	15,37	15,12
Woolworth	15,12	15

### LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

	22/02	23/02
Allied Lyons	5,07	4,97
Barclays Bank	5,97	6
B.A.T. Industries	4,14	4,15
British Aerospace	4,64	4,70
British Airways	3,77	3,78
British Gas	3,04	3,05
British Petroleum	4,10	4,11
British Telecom	3,86	3,87
B.T.L.	3,12	3,09
Cadbury Schweppes	4,20	4,24
Eurotunnel	2,90	2,89
Essex House	6,25	6,25
Grand Metropolitan	3,73	3,66
Guinness	4,22	4,16
Hanson Plc	2,42	2,34
Great Plc	5,14	5,16
H.S.B.C.	6,44	6,38
Imperial Chemical	7,22	7,17
Lloyds Bank	5,62	5,64
Marks and Spencer	3,74	3,73
National Westminster	4,90	4,84
Peninsula Orient	5,58	5,62
Reuters	4,38	4,37
Sainsbury & Co.	0,94	0,95
Shell Transport	7,24	7,24
Smithkline Beecham	4,79	4,82
Fate and Lytle	4,36	4,32
Unilever Ltd	11,68	11,72
Wellcome	10,14	10,11
Zeneca	8,74	8,86

### FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

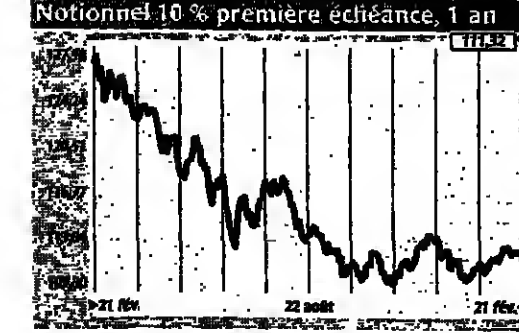
	22/02	23/02
Allianz Holding AG	2464	2465
Bayer AG	324,40	324,30
Bayer AG	356	358,50
Bay Hypo/Wachovia AG	383	383,10
Bayer Vertriebs AG	433,30	434,50
Bayer AG	767,50	763
Commerzbank	336	335,70
Continental AG	225	225,20
Daimler-Benz AG	721	718,50
Deutsche Bank AG	468,50	468,50
Deutsche Bank AG	186,50	188,30
Deutsche Bank AG	718	718,80
Deutsche Bank AG	26,50	26,50
Deutsche Bank AG	524	524
Hoechst AG	326,40	326,60
Karstadt AG	562	568,50
Kaufhof Holding	475	476,50
Linde AG	892	892
MTL Lufthansa AG	136,50	139,50
Man AG	488,20	488,20
Mannesmann AG	421,20	422,70
Metalgesellschaft AG	125	124,20
Preussag AG	453,50	457
Salzgitter AG	461,40	457,60
Schering AG	1117,50	1125
Siemens AG	679,70	682,50
Thyssen	299,80	294,80
Veba AG	521,30	524,50
Viel AG	519,90	517
Wella AG	1070	1060

## LES TAUX

### Reprise du Matif

LES DÉCLARATIONS du président de la Réserve fédérale américaine Alan Greenspan évoquant un ralentissement significatif de l'économie américaine cette année ont provoqué mercredi 22 février un virage rebond des US Treasury Bonds. Le taux de rendement de l'emprunt de référence à trente ans s'est étendu à 7,53 %. Le contrat eurodollar trois mois s'est pour sa part

envolé de 30 centimes, les opérateurs anticipant désormais une politique monétaire américaine moins restrictive. Dans le sillage du marché américain, le contrat notional du Matif a ouvert jeudi 23 février en hausse sensible, l'échéance mars gagnant 40 centimes pour s'inscrire à 111,86. Le taux de rendement de l'OAT à dix ans revenait à 8 %.



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 22/02	Taux au 23/02	Indice des prix
France	5,25	7,97	8,86
Allemagne	4,68	7,38	7,78
Grande-Bretagne	6,25	8,60	8,46
Italie	7,87	12,3	12,6
Japon	2,19	4,91	0,30
Etats-Unis	6,25	7,44	7,57

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 22/02	Taux au 23/02	Indice (base 100 fin 94)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	7,55	7,65	100,95
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	7,69	7,81	101,34
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	7,94	8,07	101,77
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	8,03	8,15	102,11
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	8,35	8,45	102,83
Obligations françaises	8,17	8,30	101,63
Fonds d'Etat à TME	-0,76	-0,77	100,30
Fonds d'Etat à TME	-0,60	-0,61	100,13
Obligat. franc. à TME	-0,49	-0,40	99,79
Obligat. franc. à TME	+0,13	+0,16	100,24

	Achat	Vente	Achat	Vente
22/02	22/02	22/02	22/02	22/02
Jour le jour	5,31	—	—	—
1 mois	5,43	5,55	5,45	5,37
3 mois	5,62	5,74	5,60	5,52
6 mois	6	6,12	6,08	6,15
1 an	6,52	6,62	6,62	6,24
PIBOR FRANCE	—	—	—	—
Pibor Francs 1 mois	5,62	—	—	—
Pibor Francs 3 mois	5,93	—	—	—
Pibor Francs 6 mois	6,31	—	—	—
Pibor Francs 9 mois	6,56	—	—	—
Pibor Francs 12 mois	6,82	—	—	—
PIBOR EURO	—	—	—	—
Pibor Ecu 3 mois	6,28	—	—	—
Pibor Ecu 6 mois	6,56	—	—	—
Pibor Ecu 12 mois	7,04	—	—	—

	22/02	23/02
Notional 10 %	113,980	111,82
Mars 95	113,980	111,82
Avril 95	113,980	111,82
Mai 95	113,980	111,82
Juin 95	113,980	111,82
Juillet 95	113,980	111,82
Sept. 95	113,980	111,82
Oct. 95	113,980	111,82
Nov. 95	113,980	111,82
Déc. 95	113,980	111,82

	22/02	23/02
Notional 10 %	113,980	111,82
Mars 95	113,980	111,82
Avril 95	113,980	111,82
Mai 95	113,980	111,82
Juin 95	113,980	111,82
Juillet 95	113,980	111,82
Sept. 95	113,980	111,82
Oct. 95	113,980	111,82
Nov. 95	113,980	111,82
Déc. 95	113,980	111,82

	22/02	23/02
Notional 10 %	113,980	111,82
Mars 95	113,980	111,82
Avril 95	113,980	111,82
Mai 95	113,980	111,82
Juin 95	113,980	111,82
Juillet 95	113,980	111,82
Sept. 95	113,980	111,82
Oct. 95	113,980	111,82
Nov. 95	113,980	111,82
Déc. 95	113,980	111,82

## LES MONNAIES

### Un peu plus calme

LE BILLET VERT a ouvert en légère hausse jeudi 23 février sur les places européennes à 1,4720 deutschemark et 5,14 francs. Les propos tenus la veille par le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, rendant moins probable un nouveau resserrement de la politique monétaire américaine, avaient accéléré, dans la soirée, la baisse du billet vert. Ce-

lui-ci avait touché un plus bas niveau de 1,4638 mark. La reprise du dollar, observée jeudi matin, a permis au franc de légèrement se reprendre face à la devise allemande à 3,9940 pour 1 mark. A Tokyo, le dollar progressait légèrement jeudi en clôture, où il cotait 97,15 yens, en hausse de 0,22 yen par rapport à la veille.

	22/02	23/02
DEUTESCHES MARK	1,4720	1,4720
ALLEMAGNE (100 dm)	349,1900	349,1900
Ecu	6,5365	6,5365
Etats-Unis (100 \$)	15,6160	15,6160
Belgique (100 F)	16,5490	16,5490
Yen (100 ¥)	311,5900	311,5900
Italie (100 L)	317,2500	317,2500
Danemark (100 kr)	88,3200	88,3200
Irlande (100 Ir)	8,1335	8,1335
Grèce-Bretagne (1 £)	8,1690	8,1690
Grèce (100 dr)	22,0800	22,0800
Suède (100 kr)	70,2800	70,2800
Suisse (100 F)	412,2000	412,2000
Norvège (100 N)	79,2400	79,2400
Autriche (100 S)	49,6110	49,6110
Espagne (100 pes)	3,9825	3,9825
Portugal (100 esc)	3,3550	3,3550
Canada (1 dollar ca)	3,6894	3,6894
Japon (100 yens)	5,3351	5,3351
Finlande (mark)	112,8400	112,8400

### L'OR

	22/02	23/02
Or fin (le bar)	6250	6250
Or fin (en lingot)	6250	6250
Once d'Or Londres	379	379
Pièce française (20F)	363	363
Pièce suisse (20F)	363	363
Pièce Union lat (20F)	363	363
Pièce 20 dollars us	2460	2460
Pièce 10 dollars us	1222,50	1222,50
Pièce 50 pesos mex.	2385	2385

### LE PÉTROLE

	22/02	23/02
WTI (en dollars)	16,50	16,50
Brent (Londres)	17,60	17,60
Crude Oil (New York)	16,80	16,80

Achat	Vente
335	359
14,500	14,500
16,5000	17,4000
3,0300	3,5000
83	93
7,8000	8,5000
7,2000	8,0000
1,9500	2,4500
65	75
398	422
74	83
3,7000	4,3000
2,9500	3,6500
3,4000	4
5,1000	5,4500
109	117

PARITES DU DOLLAR
FRANCO-SWITZ
FRANCO-UK
FRANCO-USA
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO-MR
FRANCO-USD
FRANCO-YEN
FRANCO-DM
FRANCO-ECU
FRANCO-GBP
FRANCO-ITL
FRANCO-JPY
FRANCO



• LE MONDE / VENDREDI 24 FÉVRIER 1995 / 21

**PARIS**  
**+0,98 %**  
**CAC 40 :**

12	78	78	-	.78
01	278	283	+1.00	280
	712	710	-0.28	709
	118	117.20	-0.68	115

1201	1211	+ 0,25	1221
24,15	24,50	+ 1,46	1231
775	776	+ 0,13	800
84,40	86	+ 1,90	800
400	405	+ 1,25	800
4600	4600	+ 1,09	800

278	278	278
6640	6750	+ 1.66
4365	4410	+ 1.03
350.60	351	+ 0.11
820	840	+ 2.44

583	574	C.A. Olse CCS
895	895	C.A. Pas de Calais
535	553	C.A. Somme CC

43 104 Finalor 2

---

7100 11 2100 11 Horizon

5

Saïet 1	1113	1210	0,46	9350	Blochstein 1	265	265	265
Silence 1	424	424	2,07	491	Blossin 1	399	399	399
Silence 2	402	402	0,7	812	Blossin Coura 1	339	331	0,40 325
Sole Rosagnol 1	1900	1900	0,11	1970	Forcadell 1	156,40	143,20	0,66 135
Solpa 1	394	394	0,23	392	Ford 1	62,40	62,40	0,66 62
Solpa 2	394	394	0,23	392	General Electric 1	126,80	126,80	0,66 127
Solpa 3	394	394	0,23	392	General Electric 2	213	213,20	0,66 213
Solpa 4	394	394	0,23	392	General Electric 3	213	213,20	0,66 213
Solpa 5	394	394	0,23	392	General Electric 4	213	213,20	0,66 213
Solpa 6	394	394	0,23	392	General Electric 5	213	213,20	0,66 213
Solpa 7	394	394	0,23	392	General Electric 6	213	213,20	0,66 213
Solpa 8	394	394	0,23	392	General Electric 7	213	213,20	0,66 213
Solpa 9	394	394	0,23	392	General Electric 8	213	213,20	0,66 213
Solpa 10	394	394	0,23	392	General Electric 9	213	213,20	0,66 213
Solpa 11	394	394	0,23	392	General Electric 10	213	213,20	0,66 213
Solpa 12	394	394	0,23	392	General Electric 11	213	213,20	0,66 213
Solpa 13	394	394	0,23	392	General Electric 12	213	213,20	0,66 213
Solpa 14	394	394	0,23	392	General Electric 13	213	213,20	0,66 213
Solpa 15	394	394	0,23	392	General Electric 14	213	213,20	0,66 213
Solpa 16	394	394	0,23	392	General Electric 15	213	213,20	0,66 213
Solpa 17	394	394	0,23	392	General Electric 16	213	213,20	0,66 213
Solpa 18	394	394	0,23	392	General Electric 17	213	213,20	0,66 213
Solpa 19	394	394	0,23	392	General Electric 18	213	213,20	0,66 213
Solpa 20	394	394	0,23	392	General Electric 19	213	213,20	0,66 213
Solpa 21	394	394	0,23	392	General Electric 20	213	213,20	0,66 213
Solpa 22	394	394	0,23	392	General Electric 21	213	213,20	0,66 213
Solpa 23	394	394	0,23	392	General Electric 22	213	213,20	0,66 213
Solpa 24	394	394	0,23	392	General Electric 23	213	213,20	0,66 213
Solpa 25	394	394	0,23	392	General Electric 24	213	213,20	0,66 213
Solpa 26	394	394	0,23	392	General Electric 25	213	213,20	0,66 213
Solpa 27	394	394	0,23	392	General Electric 26	213	213,20	0,66 213
Solpa 28	394	394	0,23	392	General Electric 27	213	213,20	0,66 213
Solpa 29	394	394	0,23	392	General Electric 28	213	213,20	0,66 213
Solpa 30	394	394	0,23	392	General Electric 29	213	213,20	0,66 213
Solpa 31	394	394	0,23	392	General Electric 30	213	213,20	0,66 213
Solpa 32	394	394	0,23	392	General Electric 31	213	213,20	0,66 213
Solpa 33	394	394	0,23	392	General Electric 32	213	213,20	0,66 213
Solpa 34	394	394	0,23	392	General Electric 33	213	213,20	0,66 213
Solpa 35	394	394	0,23	392	General Electric 34	213	213,20	0,66 213
Solpa 36	394	394	0,23	392	General Electric 35	213	213,20	0,66 213
Solpa 37	394	394	0,23	392	General Electric 36	213	213,20	0,66 213
Solpa 38	394	394	0,23	392	General Electric 37	213	213,20	0,66 213
Solpa 39	394	394	0,23	392	General Electric 38	213	213,20	0,66 213
Solpa 40	394	394	0,23	392	General Electric 39	213	213,20	0,66 213
Solpa 41	394	394	0,23	392	General Electric 40	213	213,20	0,66 213
Solpa 42	394	394	0,23	392	General Electric 41	213	213,20	0,66 213
Solpa 43	394	394	0,23	392	General Electric 42	213	213,20	0,66 213
Solpa 44	394	394	0,23	392	General Electric 43	213	213,20	0,66 213
Solpa 45	394	394	0,23	392	General Electric 44	213	213,20	0,66 213
Solpa 46	394	394	0,23	392	General Electric 45	213	213,20	0,66 213
Solpa 47	394	394	0,23	392	General Electric 46	213	213,20	0,66 213
Solpa 48	394	394	0,23	392	General Electric 47	213	213,20	0,66 213
Solpa 49	394	394	0,23	392	General Electric 48	213	213,20	0,66 213
Solpa 50	394	394	0,23	392	General Electric 49	213	213,20	0,66 213
Solpa 51	394	394	0,23	392	General Electric 50	213	213,20	0,66 213
Solpa 52	394	394	0,23	392	General Electric 51	213	213,20	0,66 213
Solpa 53	394	394	0,23	392	General Electric 52	213	213,20	0,66 213
Solpa 54	394	394	0,23	392	General Electric 53	213	213,20	0,66 213
Solpa 55	394	394	0,23	392	General Electric 54	213	213,20	0,66 213
Solpa 56	394	394	0,23	392	General Electric 55	213	213,20	0,66 213
Solpa 57	394	394	0,23	392	General Electric 56	213	213,20	0,66 213
Solpa 58	394	394	0,23	392	General Electric 57	213	213,20	0,66 213
Solpa 59	394	394	0,23	392	General Electric 58	213	213,20	0,66 213
Solpa 60	394	394	0,23	392	General Electric 59	213	213,20	0,66 213
Solpa 61	394	394	0,23	392	General Electric 60	213	213,20	0,66 213
Solpa 62	394	394	0,23	392	General Electric 61	213	213,20	0,66 213
Solpa 63	394	394	0,23	392	General Electric 62	213	213,20	0,66 213
Solpa 64	394	394	0,23	392	General Electric 63	213	213,20	0,66 213
Solpa 65	394	394	0,23	392	General Electric 64	213	213,20	0,66 213
Solpa 66	394	394	0,23	392	General Electric 65	213	213,20	0,66 213
Solpa 67	394	394	0,23	392	General Electric 66	213	213,20	0,66 213
Solpa 68	394	394	0,23	392	General Electric 67	213	213,20	0,66 213
Solpa 69	394	394	0,23	392	General Electric 68	213	213,20	0,66 213
Solpa 70	394	394	0,23	392	General Electric 69	213	213,20	0,66 213
Solpa 71	394	394	0,23	392	General Electric 70	213	213,20	0,66 213
Solpa 72	394	394	0,23	392	General Electric 71	213	213,20	0,66 213
Solpa 73	394	394	0,23	392	General Electric 72	213	213,20	0,66 213
Solpa 74	394	394	0,23	392	General Electric 73	213	213,20	0,66 213
Solpa 75	394	394	0,23	392	General Electric 74	213	213,20	0,66 213
Solpa 76	394	394	0,23	392	General Electric 75	213	213,20	0,66 213
Solpa 77	394	394	0,23	392	General Electric 76	213	213,20	0,66 213
Solpa 78	394	394	0,23	392	General Electric 77	213	213,20	0,66 213
Solpa 79	394	394	0,23	392	General Electric 78	213	213,20	0,66 213
Solpa 80	394	394	0,23	392	General Electric 79	213	213,20	0,66 213
Solpa 81	394	394	0,23	392	General Electric 80	213	213,20	0,66 213
Solpa 82	394	394	0,23	392	General Electric 81	213	213,20	0,66 213
Solpa 83	394	394	0,23	392	General Electric 82	213	213,20	0,66 213
Solpa 84	394	394	0,23	392	General Electric 83	213	213,20	0,66 213
Solpa 85	394	394	0,23	392	General Electric 84	213	213,20	0,66 213
Solpa 86	394	394	0,23	392	General Electric 85	213	213,20	0,66 213
Solpa 87	394	394	0,23	392	General Electric 86	213	213,20	0,66 213
Solpa 88	394	394	0,23	392	General Electric 87	213	213,20	0,66 213
Solpa 89	394	394	0,23	392	General Electric 88	213	213,20	0,66 213
Solpa 90	394	394	0,23	392	General Electric 89	213	213,20	0,66 213
Solpa 91	394	394	0,23	392	General Electric 90	213	213,20	0,66 213
Solpa 92	394	394	0,23	392	General Electric 91	213	213,20	0,66 213
Solpa 93	394	394	0,23	392	General Electric 92	213	213,20	0,66 213
Solpa 94	394	394	0,23	392	General Electric 93	213	213,20	0,66 213
Solpa 95	394	394	0,23	392	General Electric 94	213	213,20	0,66 213
Solpa 96	394	394	0,23	392	General Electric 95	213	213,20	0,66 213
Solpa 97	394	394	0,23	392	General Electric 96	213	213,20	0,66 213
Solpa 98	394	394	0,23	392	General Electric 97	213	213,20	0,66 213
Solpa 99	394	394	0,23	392	General Electric 98	213	213,20	0,66 213
Solpa 100	394	394	0,23	392	General Electric 99	213	213,20	0,66 213
Solpa 101	394	394	0,23	392	General Electric 100	213	213,20	0,66 213
Solpa 102	394	394	0,23	392	General Electric 101	213	213,20	0,66 213
Solpa 103	394	394	0,23	392	General Electric 102	213	213,20	0,66 213
Solpa 104	394	394	0,23	392	General Electric 103	213	213,20	0,66 213
Solpa 105	394	394	0,23	392	General Electric 104	213	213,20	0,66 213
Solpa 106	394	394	0,23	392	General Electric 105	213	213,20	0,66 213
Solpa 107	394	394	0,23	392	General Electric 106	213	213,20	0,66 213
Solpa 108	394	394	0,23	392	General Electric 107	213	213,20	0,66 213
Solpa 109	394	394	0,23	392	General Electric 108	213	213,20	0,66 213
Solpa 110	394	394	0,23	392	General Electric 109	213	213,20	0,66 213
Solpa 111	394	394	0,23	392	General Electric 110	213	213,20	0,66 213
Solpa 112	394	394	0,23	392	General Electric 111	213	213,20	0,66 213
Solpa 113	394	394	0,23	392	General Electric 112	213	213,20	0,66 213
Solpa 114	394	394	0,23	392	General Electric 113	213	213,20	0,66 213
Solpa 115	394	394	0,23	392	General Electric 114	213	213,20	0,66 213
Solpa 116	394	394	0,23	392	General Electric 115	213	213,20	0,66 213
Solpa 117	394	394	0,23	392	General Electric 116	213	213,20	0,66 213
Solpa 118	394	394	0,23	392	General Electric 117	213	213,20	0,66 213
Solpa 119	394	394	0,23	392	General Electric 118	213	213,20	0,66 213
Solpa 120	394	394	0,23	392	General Electric 119	213	213,20	0,66 213
Solpa 121	394	394	0,23	392	General Electric 120	213	213,20	0,66 213
Solpa 122	394	394	0,23	392	General Electric 121	213	213,20	0,66 213
Solpa 123	394	394	0,23	392	General Electric 122	213	213,20	0,66 213
Solpa 124	394	394	0,23	392	General Electric 123	213	213,20	0,66 213
Solpa 125	394	394	0,23	392	General Electric 124	213	213,20	0,66 213
Solpa 126	394	394	0,23	392	General Electric 125	213	213,20	0,66 213
Solpa 127	394	394	0,23	392	General Electric 126	213	213,20	0,66 213
Solpa 128	394	394	0,23	392	General Electric 127	213	213,20	0,66 213
Solpa 129	394	394	0,23	392	General Electric 128	213	213,20	0,66 213
Solpa 130	394	394	0,23	392	General Electric 129	213	213,20	0,66 213
Solpa 131	394	394	0,23	392	General Electric 130	213	213,20	0,66 213
Solpa 132	394	394	0,23	392	General Electric 131	213	213,20	0,66 213
Solpa 133	394	394	0,23	392	General Electric 132	213	213,20	0,66 213
Solpa 134	394	394	0,23	392	General Electric 133	213	213,20	0,66 213
Solpa 135	394	394	0,23	392	General Electric 134	213		

[illegible]

\_\_\_\_\_



## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**SISMOLOGIE** Les 5 300 morts de la catastrophe de Kôbé au Japon rappellent cruellement que les tremblements de terre échappent à tous les efforts de prévision mis en œuvre

par les sismologues. ● LA TECTONIQUE DES PLAQUES permet de décrire la dynamique générale du manteau terrestre et d'expliquer les grands séismes. Mais ces derniers ne

se produisent pas toujours là où les sismologues les attendent, le long des grandes failles bien connues et étudiées. Ce fut le cas des catastrophes survenues à Kôbé et à Northridge, près de Los Angeles.

● LA PARADÉ réside dans la prévention, qui passe par l'évaluation de l'aléa sismique pour une région donnée et l'application de normes parasismiques proportionnées au risque. En

France, ces normes s'appliquent dans plus d'un tiers des départements, principalement dans les Alpes et les Pyrénées et le long du fossé rhénan.

## Les derniers grands tremblements de terre intriguent les sismologues

La théorie de la tectonique des plaques ne suffit pas à expliquer les catastrophes de Kôbé et de Los Angeles : les séismes ne se produisent pas toujours où on les attend

DEPUIS LE SÉISME catastrophique qui, en 1923, entraîna la mort de plus de 140 000 personnes à Tokyo, les spécialistes japonais des tremblements de terre ont les yeux fixés sur la capitale nipponne. Sur l'autre rive du Pacifique, leurs collègues américains surveillent attentivement la faille de San Andreas, qui, pensent-ils, sera à l'origine du « Big One » censé dévaster la côte sud de la

Californie. Cet événement titanesque amena les géologues à se ruer vers l'ouest : vers la faille de San Andreas, qui, de près ou de loin, est à l'origine de tous les séismes ayant secoué Los Angeles, San Francisco, mais aussi l'Alaska.

### MOUVEMENTS LENTS

A la même époque, des travaux expérimentaux commencèrent à confirmer l'idée de tectonique des plaques, émise par l'Allemand Alfred Wegener. Cette théorie stipule que la croûte terrestre est divisée en « plaques » qui flottent sur le manteau (liquide) comme de l'écorce à la surface d'une mare. Ces plaques, qui portent les continents et les océans, sont perpétuellement en mouvement.

A l'échelle humaine, les mouvements des plaques sont très lents. Mais leurs effets sont catastrophiques. Leurs collisions provoquent la formation de chaînes de montagnes. Le glissement d'une plaque sous une autre – ou « subduction » – entraîne des séismes et des fissures qui se traduisent par des séismes et une activité volcanique. L'océan Pacifique est ceinturé d'un « cercle de feu » parsemé de volcans, qui englobe le Japon, les côtes sibériennes et court de l'Alaska à la Patagonie.

nature  
le Monde

Le Japon est planté sur une série de tranchées océaniques, une zone de subduction où la plaque Pacifique plonge sous l'Eurasie. La plaque Philippinienne, vient encore compliquer les choses en un point de rencontre triple se situant juste devant Tokyo. Les séismes japonais, en revanche, ne sont pas provoqués par une subduction, mais par le frottement, dans un sens nord-sud, de la plaque Pacifique contre sa voisine nord-américaine, le long de la faille de San Andreas.



S'ils ne remettent nullement en cause la tectonique des plaques et ses conséquences, le séisme de Kôbé et celui de Northridge viennent à point pour rappeler aux chercheurs que la croûte terrestre ne se laisse pas facilement enfermer dans des modèles trop simples. La faille de Northridge, jamais vraiment repérée, n'avait été signalée que par des prospecteurs de pétrole. Celle qui court de l'île d'Awaji à Kôbé et Osaka était considérée comme mineure.

Ces secousses « intraplaques » présentent un caractère plus dévastateur que les séismes de subduction. En effet, au contraire de ces derniers, qui prennent naissance dans les profondeurs, à la limite du manteau, leur foyer se trouve très près de la surface. Les ondes ne peuvent donc pas être atténuées par d'épaisses couches de roc et, à magnitude égale, les vibrations en surface sont beaucoup plus fortes. L'effet en est encore accru quand, comme à Kôbé,

certaines parties de la ville sont construites sur des terrains relativement meubles. Le séisme provoque un effet de pompage de l'eau dans les terrains sédimentaires, entraînant littéralement une « liquéfaction » du sol sous les immeubles.

### FAILLES SECONDAIRES

Que faire face à de tels phénomènes ? Tout d'abord, sans doute, effectuer une cartographie détaillée de toutes les failles connues,

chercher les autres, n'en négliger aucune, même les plus mineures en apparence. Il s'agit ensuite de comprendre ce qui les fait bouger, et ce n'est pas simple. Un an après le séisme, les chercheurs n'ont toujours pas établi clairement les relations entre la faille de Northridge et le réseau de failles secondaires qui couvrent le bassin de Los Angeles.

Ce problème conditionne pourtant toute la recherche visant à améliorer la prévision des tremblements de terre. D'une manière générale, les séismes surviennent quand les contraintes accumulées, dues au mouvement des plaques, se libèrent brusquement. Cela affecte évidemment l'état des efforts appliqués à tout le réseau de failles concerné et y modifie donc la probabilité de survenue des secousses à venir, mais dans quel sens ? Certains sismologues estiment qu'après un séisme la probabilité de récurrence au même endroit diminue car les contraintes se redistribuent plus loin. Cette théorie pourrait avoir des conséquences importantes, dans la mesure où, par exemple, certaines secousses ayant affecté la Californie ont été ressenties dans le Wyoming. De l'autre côté des Rocheuses, d'autres chercheurs restent persuadés, en revanche, que les séismes ont tendance à se produire toujours aux mêmes endroits.

Il est difficile de trancher dans la mesure où les cycles de retour des tremblements de terre peuvent varier de quelques siècles à plusieurs milliers d'années. Il faut poursuivre les recherches et, en attendant, faire porter l'effort sur la protection des populations. Car, en fait, les séismes ne posent un problème que quand ils se produisent sous des zones très peuplées.

Henry Gee

### Prévision ou illusion ?

LA « PRÉDICTION » des séismes est impossible actuellement. Est-elle souhaitable ? N'est-elle pas préférable d'axer plutôt les recherches sur l'évaluation des aléas sismiques ? Lancé en 1962, le programme de recherche japonais sur la prévision des séismes n'a obtenu aucun résultat et la catastrophe de Kôbé pourrait bien avoir définitivement tué tout espoir de croire en son efficacité. En fait, les scientifiques ne sont pas d'accord sur le genre de phénomènes pouvant être considérés comme les signes avant-coureurs d'un séisme ni, a fortiori, sur la faisabilité de leur détection. Reste qu'en raison même de l'existence d'un programme de recherche sur le sujet, le public japonais était persuadé, à tort, qu'il serait prévenu avant le désastre.

Certains n'hésitent pas à dire qu'il faut jouer cartes sur table. Robert Geller, un sismologue américain travaillant à l'université de Tokyo, réclame la suppression du programme de prévision des séismes. En 1991, déjà, il estimait nécessaire d'annoncer clairement et « avant le prochain séisme meurtrier » au public japonais « l'incapacité actuelle des chercheurs à prévoir les tremblements de terre » (Nature, juillet 1991). Après la catastrophe de Kôbé, Geller expliqua dans Nature comment les informations sur la gravité du séisme furent retardées en raison du fossé qui existe au Japon entre les sismologues chargés de la recherche et ceux qui s'occupent de prévision. Pilier du programme de prévision, l'agence de météorologie japonaise JMA est chargée de recueillir et de transmettre – par téléphone – les données en cas de séisme. Ces dernières portent sur la magnitude, la profondeur du foyer et, surtout, l'intensité de la secousse, repérée sur une échelle nationale

graduée de 1 à 7. Le 17 janvier, la JMA annonça des secousses d'intensité 5 dix-huit minutes après le séisme.

Malheureusement, ces mesures sous-estimaient considérablement l'ampleur de la catastrophe, car elles provenaient des environs de Kôbé, et non de la ville même où les lignes téléphoniques étaient coupées. La radio ne rétablit la réalité que quatre heures plus tard. Le caractère dévastateur et meurtrier du séisme aurait pu être connu plus tôt si des informations plus rigoureuses avaient été diffusées immédiatement. De nombreuses vies auraient peut-être été ainsi sauvées.

### LA LEÇON DES INCERTITUDES

Depuis longtemps, les Californiens ont tiré la leçon des incertitudes de la prévision. Les travaux sur ce sujet sont menés de concert avec les recherches sismologiques « classiques » au sein du Centre sismologique de Californie du sud (SCEC), une association qui regroupe plusieurs universités et instituts. En fait, les chercheurs du SCEC s'efforcent de perfectionner le plus possible les moyens qui leur permettent de prévoir le mouvement des failles. Ils cherchent à estimer l'ampleur du glissement éventuel de telle portion de faille, et à évaluer la probabilité qu'il survienne dans un laps de temps donné. En 1993, ils avaient ainsi chiffré à 60 % la possibilité de voir San Francisco frappé par un fort séisme dû à un mouvement de la faille de San Andreas. Ce n'est évidemment pas une prévision au vrai sens du terme. Mais c'est suffisant pour établir des normes de construction et lancer un programme de protection dans les zones concernées.

H. Gee

### La prévention reste la meilleure parade

normes parasismiques édictées en 1981, ont beaucoup mieux résisté que les constructions plus anciennes (Le Monde du 18 février). De la même manière, une seule fuite a été enregistrée sur 500 sites de stockage d'hydrocarbures. Sans doute parce que leurs concepteurs avaient pris le soin de les construire entièrement hors-sol.

### EFFET DES SOLS

Mais les normes de construction ne peuvent être efficaces que si on

### Des normes à appliquer

En matière de construction parasismique, les architectes s'inspirent du moraliste et choisissent un compromis entre le chêne – la rigidité du bâti doit lui permettre de ne pas se désintégrer – et le roseau – son élasticité lui permet de plier sans se rompre. L'accent est mis sur l'une ou l'autre des conceptions selon la nature du sol, le type de bâtiment, sa taille. On a par exemple recours à des pieux lorsque le sol est meuble, on privilégie la symétrie, le béton doit être armé horizontalement et pas seulement verticalement. En France, le niveau de sécurité s'inscrit dans le plan de prévention des risques naturels prévisibles, prévu par la loi du 2 février 1995. Dans l'attente de décrets d'application, les normes parasismiques concernent actuellement 36 départements métropolitains pour la construction de nouveaux bâtiments. Le surcoût entraîné va de 1 à 5 %. Mais les normes ne suffisent pas, encore faut-il les appliquer. Cela implique un effort de formation des entrepreneurs et des contrôleurs accrus par l'administration.

les rapporte au milieu dans lequel l'immeuble doit prendre place. A Kôbé – comme à Mexico en 1985 – les dégâts majeurs ont été observés sur des terrains d'origine sédimentaire. Les appareils disposés dans la ville ont montré que, sur ce genre de sol, l'accélération appliquée aux constructions par l'onde sismique pouvait être multipliée par dix par rapport à ce que subissaient des bâtiments construits sur du roc, à une distance égale de l'épicentre. « Cette amplification par effet de sol n'est pas parfaitement expliquée », reconnaît Jean-Christophe Gariel. C'est cette observation, au-

jourd'hui classique, qui a poussé les japonais à installer leurs centrales nucléaires sur des socles rocheux. De la même manière, en France, « les premières règles du génie parasismique ont été édictées lors de la construction de la centrale de Cadarache, dans les années 60 », rappelle François Cogné, inspecteur général de la sécurité nucléaire au Commissariat à l'énergie atomique. Les installations nucléaires, tout comme de nombreuses installations industrielles relevant de

demment, primordiales. Mais les témoignages, souvent peu précis, parfois mal transmis, doivent être, quand c'est possible, recoupés par l'observation sur le terrain. C'est ainsi que, récemment, l'étude des vestiges du Pont du Gard a permis de mettre en évidence les traces d'un séisme inconnu des historiens, survenu il y a quatre ou six siècles. Un programme de révision des séismes historiques en Europe et autour de la Méditerranée a été lancé par l'Union européenne et l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Ces recherches, en constante évolution, sont également susceptibles de faire évoluer la réglementation parasismique. L'observation des dégâts provoqués sur les bâtiments par les séismes – modernes ou anciens – est riche de leçons pour la mise au point de solutions techniques susceptibles de les rendre plus résistants. Hélas ! « à chaque nouveau grand séisme, on découvre que les choses sont plus compliquées qu'on le croyait », reconnaît Jean-François Coste, directeur du laboratoire central des Ponts-et-Chaussées.

En dépit des incertitudes et des difficultés, il convient de poursuivre les recherches. La délégation aux risques majeurs a commandé, en 1992, une étude de simulation pour évaluer les conséquences qu'aurait aujourd'hui, sur un paysage beaucoup plus urbanisé, le séisme survenu en 1909 à Lambesc, entre Salon-de-Provence et Aix-en-Provence. Les résultats sont sans appel : un millier de morts et 5 000 blessés, contre 46 morts et 250 blessés à l'époque.

Jean-Paul Dufour et Hervé Morin

\* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale Nature.



**100 pages - 50 cartes en couleur - 42 F**



## Aubagne encore en souffrance de Pagnol

La ville de Marseille vient d'acquiescer la demeure familiale de l'auteur de « César ». Il était plus que temps au moment où l'on célèbre le centenaire de sa naissance

AUBAGNE (Bouches-du-Rhône)

de notre envoyé spécial  
Le monde de Pagnol s'étend aux confins d'Aubagne, d'Allauch et des quartiers marseillais de La Treille et des Bellons. Le 2 novembre 1942, l'ancien professeur d'anglais, devenu dramaturge, cinéaste et romancier, écrivait au chef de la municipalité allouenne : « Né à Aubagne, élevé à La Treille, j'ai toujours aimé, depuis ma petite enfance, le désert parfumé s'étendant entre Allauch et Aubagne ; et j'ai toujours regretté que ces collines fussent un désert. »

Malheur à l'inconscient qui ne se rendait pas compte, malgré sa connaissance du terroir, que les odeurs de thym et de romarin ne pouvaient être perçues que grâce au « désert » environnant – un désert tout relatif à l'époque, puisque les incendies estivaux n'avaient pas encore détruit la plupart des pins et des chênes verts de la contrée. Aujourd'hui, vingt ans après la disparition de l'académicien couvert d'honneurs, de traductions et d'écoles à son nom (plus de deux cents en France), les éminences déboisées de la chaîne de l'Etoile sont devenues aussi fréquentées qu'un jardin public.

Dans sa même missive à l'édile, l'auteur de *Topaze* confiait : « Dès que j'ai eu quelque argent, j'ai acheté, sans aucun motif de lucre, des parcelles de terrain qui ne portaient aucune culture, mais beaucoup de poésie. Plus tard, j'ai tourné trois films dans ces collines : *Jouïssance*, *Angèle*, et *Regain pour lequel j'ai bâti un village mais, par malheur, un village en ruines. Je voudrais maintenant, en souvenir de mon enfance et pour honorer la mémoire de mon frère Paul, mort à trente-*

quatre ans, et qui fut le dernier chevrier d'Allauch, y construire, non plus un village mort, mais une ville vivante. » Il s'agissait, en fait, d'une immense cité du cinéma pour laquelle Pagnol avait besoin d'agrandir son bien grâce à des terrains dépendant de la commune allouenne. Le maire ne donna pas suite.

Sur le territoire voisin de La Treille, hameau à oliveraies – et qui était, lui aussi, un « désert » lorsque le jeune Marcel y séjourna plusieurs fois, en 1904 et en 1905 –, des « urbanisateurs » plus ou moins sauvages se sont chargés, ces derniers lustres, de répondre, à leur manière, au souhait de Pagnol. La Bellomette, minuscule mas loué jadis par sa famille – et dont une partie appartient toujours à ses héritiers –, est aujourd'hui écrasée par un énorme réservoir d'eau en métal, joutée par des villas néo-provençales aux volets parme et flanquée d'une buvette qui expose la lunette en bois d'un ancien *paté* (vocal local désignant les toilettes rustiques que l'on construisait naguère à l'écart des maisons) sur laquelle on a pu naïvement un papier certifiant : « Véritable double WC de M. Pagnol ». Pour aller contempler cette merveille, une seule minuscule route où deux voitures ne peuvent se croiser.

MANOIR COSSU

Lorsque Pagnol, gloire faite, s'était mis en tête de bâtir son Cénacle, et qu'il n'avait pu s'entendre avec Allauch, on lui signala une vaste propriété à vendre, en marge de ce triangle tricomunal de rocaïes et de garigues dont il proclamait : « C'est l'endroit du

monde que j'aime le mieux. » Il s'y rendit et eut un coup au cœur : la propriété, La Buzine, à Saint-Ménet, il la reconnut d'emblée : c'était *Le Château de ma mère*, celui devant lequel toute sa famille, coupant à travers le parc pour gagner son cabanon, avait jadis été humiliée par un gardien trop vigilant.

La Buzine n'avait pas, comme dans la mémoire enfantine de l'écrivain, « quatre tours octogonales et trente balcons de pierres sculptées ». C'était seulement un manoir – façon Renaissance revue Second Empire – très cossu, avec un bâtiment central de trois étages flanqué de deux ailes, le tout sous des toits prétentieusement recouverts d'ardoise au pays de la rose tuile romaine. Pagnol acheta l'édifice, mais il se rendit vite compte que les 33 hectares du domaine ne suffisaient pas plus, pour son projet, que les 24 hectares de maquis, d'ailleurs non attenants, qu'il possédait déjà dans le coin.

Il se contenta d'installer son père et sa sœur dans le logement du régisseur. En 1973, l'année d'avant sa mort, l'académicien céda le château et ses terres à un promoteur immobilier parisien qui projetait de les lotir en cinq cents morceaux. S'ensuivit une interminable polémique avec la mairie de Marseille dont dépend Saint-Ménet. Un accord fut enfin trouvé, autorisant la réalisation de « seulement » deux cent cinquante maisons tandis que la gentillissime reviendrait plus tard à la Ville.

« BANDES NOIRES »  
Les pavillons ont été construits. Partout ont surgi grilles, murets,

PHILATÉLIE

LA MALTERIE de Stenay (Meuse), qui abrite le Musée européen de la bière, est le sujet du timbre à 2,80 francs que La Poste mettra en vente générale lundi 27 février.

Ce bâtiment a été construit par François I<sup>er</sup> en 1542, à l'intérieur des fortifications de Stenay, pour y entreposer vivres et blé. L'armée l'abandonne au dix-neuvième siècle. La société Henry et Compagnie en devient propriétaire en 1879 et y installe une malterie – reprise en

EN FILIGRANE

■ Marilyn Monroe... suite. Après la Dominique et la Gambie, les États-Unis vont émettre un timbre de 32 cents à l'effigie de Marilyn Monroe, le 1<sup>er</sup> juin 1995.



■ Le Roi Lion. Émission en Ouganda, le 15 octobre 1994, de trois feuillets de neuf timbres chacun de 100, 200 et 250 shillings ainsi que de trois blocs à 2 500 shillings consacrés à la dernière production de Walt Disney, *Le Roi Lion*.

■ Hundertwasser à l'ONU. L'administration postale des Nations unies a mis en service trois timbres remarquables à l'occasion du Sommet mondial pour le développement social qui se déroulera au Bella Center de Copenhague (Danemark) les 11 et 12 mars. Ces timbres (respectivement à 1 franc suisse, 50 cents et 14 shillings autrichiens) sont l'œuvre de Hundertwasser, qui avait déjà signé en 1983 la série sur le 35<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Administration postale des Nations unies, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse).



écriteaux défensifs. Aucune chance jamais qu'une famille pédestre puisse aujourd'hui traverser le Domaine des Sept-Collines, selon la nouvelle appellation romanisante de La Buzine, aussi ridicule que les ardoises de jadis. Celles-ci ne sont d'ailleurs plus qu'un souvenir, car les charpentes en chêne ont quasiment toutes été emportées, provoquant l'écroulement de la toiture.

Cent ans en arrière

Mardi 28 février, de 10 heures à 17 heures, la commune d'Aubagne (42 000 âmes), à l'invitation de son maire communiste et en présence de Jacqueline Pagnol, veuve de l'écrivain-cinéaste, fera un saut de cent ans en arrière, reconstituant le jeudi 28 février 1895. Un jour ordinaire, sauf qu'il vit la naissance au 16, cours Barthélemy, du fils de l'instituteur Joseph Pagnol. Le 28 février, donc, plus de voitures dans les rues d'Aubagne, sauf à traction animale, et des habitants invités à revêtir les vêtements de leurs aïeux. Cinq cents comédiens et animateurs restitueront les métiers traditionnels disparus (charretiers, maille-postiers, remouleurs, châtouilliers, brigadiers, etc.) ou toujours vivants (santonniers, céramistes, etc.), le marché aux bestiaux, les jeux de quilles et de massacre, etc. La soirée orchestrée par Pierre Tchermela et Générif Vapeur verra au contraire surgir les techniques nouvelles (Pagnol en CD-Rom etc.), ce qui ne pourrait déplaire au père de *Marius*, en son temps pionnier du cinéma parlant. (Tél. : (16) 42-18-09-90 et 91 ou 42-71-19-15.)

Des « bandes noires » sont venues, mais aussi des amateurs de reliques ; et cet édifice, qui aurait dû être religieusement conservé – comme la Vallée-aux-Loups de Châteaubriand ou le Sacré de Balzac – en tant que lieu visité par la muse, a été livré aux pillards et autres aracheurs de fer forgé et désoeurs de sculptures. Le *Château de ma mère* est connu sur les cinq continents comme symbole littéraire d'un amour filial magni-

lines de l'Etoile, y retrouver les cinquante espèces balsamiques chères au père de *Fanny*, du « poivre d'âne » au genévrier de Phénicie ; y oublier, un moment, autoroutes, lotissements et encombrements. Quant au « château d'Augustine », après tout, son fils n'affirmait-il pas lui-même : « Rien n'est plus beau qu'un vainqueur blessé. »

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

## Au royaume de la bière

Le timbre représente la façade ouest de l'ancienne malterie avec, au premier plan, la « touraille », toujours surmontée de sa girouette d'origine, où l'orge germée était séchée. La façade de l'édifice, longue de près de 100 mètres, est percée de petites ouvertures qui rappellent ses origines militaires. Il succède au timbre sur Pasteur, mais le 20 février, auquel la bière doit beaucoup (fabrication à l'abri de l'air, contrôle, pasteurisation...).

Le timbre, au format horizontal 36 mm x 22 mm, dessiné et gravé par Jacques Gauthier, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

Pierre Jullien

★ Vente anticipée les 25 et 26 février, à Stenay, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la taverne du Musée de la bière, rue de la Cité-delle (tél. : 29-80-68-78). Présence de l'artiste Jacques Gauthier sur place.

★ Souvenirs philatéliques : carte (20 francs, port compris), encart (55 francs, port compris) auprès du docteur Jean-Luc Wagler, 4, avenue de Verdun, 55700 Stenay. La ville fête aussi le tricentenaire de sa poste aux chevaux avec, à la salle municipale, bureau de poste temporaire, expositions, stands de négociants, du cercle philatélique, etc., ainsi que transport exceptionnel, dans Stenay, de courrier par une maille-poste.

VENTES

## Les porcelaines du « Diana »

DANS LA NUIT du 4 mars 1917 le cargo *Diana* sombre corps et biens dans le détroit de Malacca emportant avec lui sa cargaison de porcelaines de Chine. Retrouvées récemment, elles sont vendues à Amsterdam par Christie's lundi 6 et mardi 7 mars.

L'opération de sauvetage menée pour le compte du gouvernement malaisien nécessita de sonder 45 kilomètres carrés de fonds marins avant de trouver, au bout de deux ans, les premières porcelaines isolées. Le *Diana*, navire de commerce indien, parti de Canton, revenait en Inde les cales chargées d'articles chinois, après avoir importé en Chine du coton et de l'opium. Une partie de ces porcelaines, d'excellente qualité, était destinée aux marchés occidentaux et l'autre, de facture moins soignée, devait être vendue au cours du trajet de retour, notamment en Malaisie et en Inde, ce qui explique la présence de nombreux services de bols et d'assiettes creuses assorties utilisés par les Orientaux.

La vente comprend 24 000 pièces, la plupart à décor « bleu et blanc », quelques-unes blanches. Les 200 modèles de plats, assiettes, bols, jattes, légumes, soupères, fabriqués au début du XIX<sup>e</sup> siècle proviennent de plusieurs manufactures du sud et du sud-est de la Chine, notamment de Jingdezhen, la capitale des manufactures impériales depuis l'époque Ming (1368-1644). Les assiettes, plates, à soupe ou à dessert, sont estimées de 800 à 3 000 florins les six (un florin vaut environ 3 francs), les tasses à café et leur soucoupe de 800 à 1 600 florins les six, de 1 500 à 3 000 florins les douze, les plats, ovales, ronds ou octogonaux de 1 500 à 6 000 florins les bols avec leur assiette, de 1 000 à 3 000 florins les six. Les pots à gingembre couverts, de 800 à 1 600 florins, les soupères couvertes avec leur présentoir, de 4 000 à 8 000 florins. Les plats à poisson, de 2 500 à 4 800 florins les six, les motifs ajourés avec leur présentoir, de 2 800 à 6 000 florins, les porcelaines blanches entre 500 et 4 000 florins.

JARRES DE STOCKAGE

Enfin, pour satisfaire un public de curieux, les organisateurs de la vente ont préparé une quarantaine de lots comprenant un échantillon de la marchandise du *Diana* composé de trois jarres de stockage flanquées de concrétions marines, un pot à gingembre couvert, deux séries de huit plats creux, deux paires de bols et deux bouteilles de verre estimées 2 000 à 4 000 florins.

C'est la quatrième fois depuis 1984 que Christie's disperse des porcelaines des Compagnies des Indes provenant d'épaves, et toutes ces ventes ont connu un énorme succès. Lors de la dernière, en 1992, les prix d'estimation ont été multipliés entre trois et cinq fois : les amateurs doivent donc s'attendre à payer le prix de l'aventure en plus de celui des porcelaines.

Catherine Bedel

★ Christie's Amsterdam, lundi 6 et mardi 7 mars. Cornelis Schuytstraat 57. Tél. 3120 575 55. Christie's Paris, 6, rue Paul-Baudry, 75008. Tél. : 42-56-17-66.

FOIRES ET SALONS

Paris, Espace Champertret, jusqu'au 26 février. Hendaye, Castelsarrasin (82), 24-26 février. Trouville, Cognac, 24-27 février. Epinay-sur-Seine, Rennes, Tulle, Cholet, Langres, Verdun, Strasbourg, Avignon, Buxy (71), Amay (56), Saint-Sébastien-sur-Loire, 24-25 février. Poitiers (salon de l'arme ancienne) 25-26 février.

Vous sêchez ?  
SOS MOTS CROISÉS  
3615 Dico Malin

Retrouvez tous les jours  
les pages « Société »  
du nouveau Monde  
Pour ne manquer aucun rendez-vous :

ABONNEZ-VOUS !

Par courrier : votre bulletin d'abonnement est dans la page « Agenda » de ce numéro.

Par téléphone : au (1) 49.60.32.90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Par MINITEL : sur 3615 LEMONDE

JALISCO







**QUESTIONS** Généralement moins présents qu'en France dans le débat public, les intellectuels allemands sont depuis plusieurs mois au cœur d'un conflit de fond

provoqué par les idées développées par le célèbre dramaturge Botho Strauss. ● **PASSÉ PAR LE GAUCHISME** dans les années 70, celui-ci défend aujourd'hui l'idée que, face

aux opinions dominantes qui déprécient « le soldat, l'Eglise, la tradition et l'autorité », il est nécessaire pour l'Allemagne de redéfinir une « pensée nationale ». Ses pro-

pos ont fait naître une violente polémique d'où sont curieusement absents les intellectuels de gauche traditionnels. ● **LE MONDE DU THÉÂTRE** est le lieu privilégié où se

déroulent les débats de société en Allemagne. C'est dans ce milieu que la ligne de fracture s'est révélée la plus forte et a influencé tout le débat dans le pays.

## L'émergence d'un courant intellectuel de droite agite l'Allemagne

Les idées développées par le dramaturge Botho Strauss appelant à un « retour des valeurs » et au réveil du nationalisme alimentent un débat virulent. Cette pensée correspond-elle au sentiment profond de la société ?

BONN

de notre correspondant

Peut-on être allemand, intellectuel, et de droite ? Cette surprenante question prend un caractère de plus en plus obsédant en Allemagne. Cinq ans après la chute du mur de Berlin et la fin d'une pensée de gauche dominante – souvent nourrie d'illusions sur les vertus du communisme –, la question de la définition d'une « pensée nationale » est brutalement posée. De manifestes en publications tonitruantes, une nouvelle catégorie d'intellectuels, souvent d'anciens gauchistes reconvertis, profite du vide actuel dans le monde des idées et du silence des intellectuels de gauche pour imposer un débat autour de l'identité allemande et prôner un « retour aux valeurs ».

Critique de la modernité, de l'Etat-providence, de l'ancrage à l'Ouest de l'Allemagne, allée à une célébration de l'autorité, de la famille, de la nature... tels sont les ingrédients essentiels de cet état d'esprit anti-libéral qui va chercher ses références dans de très anciens schémas. Une nouvelle fois, la « Kultur » déclare la guerre à la civilisation. Attitude protestataire ou véritable mouvement de pensée ?

Le débat occupe depuis des mois les pages culturelles des grands journaux allemands – à la manière de la « querelle des historiens » qui, il y a bientôt dix ans, avait été déclenchée par les partisans d'une réécriture du nazisme. Tout commence en février 1993, avec la publication dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* d'un texte intitulé « *Anschwellender Backgesang* » (« Le chant du bouc qui va crescendo »). « Chant du bouc » ? Dans la Grèce antique, ce mot désignait la tragédie, le bouc étant l'animal favori de Dionysos, dieu du vin et du théâtre. En Allemagne comme en France, c'est une référence utilisée en permanence par la nouvelle droite.

L'auteur : Botho Strauss, cinquante ans, le dramaturge allemand le plus joué des dix dernières années. Soudainement, quand il était de bon ton de l'être, il a suivi les cours d'Adorno avant de devenir l'un des auteurs les plus cotés de sa génération. Mais son théâtre, merveilleusement adapté aux préoccupations de la société petite-bourgeoise d'Allemagne de l'Ouest, avait pris un coup de vieux avec l'unification. Devant les réactions d'effroi provoquées par sa profession de foi, Botho Strauss s'est réfugié dans une petite maison au nord de Berlin d'où il ne communique plus avec le monde extérieur que par courrier.

Que dit-il ? S'exprimant dans un allemand littéraire volontairement inaccessible au commun des mortels, il dénonce « l'hypocrisie de la morale publique » de son pays, « qui tolère la dépréciation du sexe, du soldat, de l'Eglise, de la tradition et de l'autorité ». Face aux bouleversements en Europe de l'Est, le dramaturge invite à réviser les valeurs universelles héritées des Lumières et s'étonne, en prenant le



Tadikistao pour exemple, que « nous ne comprenons pas qu'un peuple soit capable de défendre sa culture contre d'autres et soit prêt à sacrifier son sang pour cela ».

Être « à droite » ? Botho Strauss le revendique et se définit comme tel par son refus solitaire de l'opinion dominante, de ce « monde sans passion (...) dans lequel les

peines et le bonheur sont socialisés ». Bref, sur le ton du prophète, il dénonce l'apocalypse et appelle à un « choc culturel ». Ces propos auraient pu passer pour l'expression poétique d'une âme malheureuse. Mais dès la parution du « *Backgesang* », des appels à la vigilance ont commencé à paraître. Peter Glotz, ancien secré-

taire général du Parti social-démocrate, écrivait ainsi : « Botho Strauss est un fou dangereux », en notant avec horreur que le dramaturge qualifie la haine de l'étranger de phénomène « sacré ». Il ajoute : « Nous avions espéré que cette œuvre avait disparu dans le sang en 1945. » Botho Strauss venait de déclencher un conflit d'une

violence inouïe. De près en près, le dramaturge devenait aux yeux de certains commentateurs pourtant sérieux l'inspirateur privilégié des skinheads assassins de Turcs en Allemagne.

La polémique a continué de prendre de l'ampleur et finit par préoccuper toutes les élites. Il est vrai qu'en 1994, Botho Strauss a accepté d'offrir le texte du *Spiegel* en exergue à un ouvrage collectif réalisé par tout ce que l'Allemagne compte d'intellectuels nationaux-conservateurs : *La Nation sûre d'elle-même* (*Selbstbewusste Nation*), paru chez Ulstein à Berlin, la maison d'édition du groupe Sprin-

Berlin, souvent de jeunes Allemands de l'Est (comme Ulrich Schacht ou Wolfgang Tempel, anciens opposants au régime Honecker). La réunification économique ne suffisait pas à redonner aux Allemands le sentiment de former une nation, on assiste à la première tentative ouverte d'unification des esprits. Une revue de référence de la jeune droite, *Junge Freiheit*, n'est-elle pas basée à Potsdam, capitale de la Prusse ? L'ambition déclarée de tous ces intellectuels : définir un « nationalisme de la normalité », après des décennies de division de l'Allemagne. La période de la guerre

**Faut-il avoir peur de Botho Strauss et de ses émules ? On aurait pourtant tort de surestimer l'influence outre-Rhin des intellectuels sur le débat public**

ger. De ce jour-là, il était évident qu'on avait à faire à un dossier explosif. Un certain nombre de diplomates du ministère des affaires étrangères, eux-mêmes en quête d'arguments pour définir la position nouvelle de l'Allemagne dans le monde, se sont précipités dans les librairies pour acheter le livre. « Avez-vous lu Botho Strauss ? », demande-t-on dans les salons chics de Bonn.

La publication de l'ouvrage a immédiatement provoqué un scandale médiatique. Parmi les signataires, on trouve l'historien proche des révisionnistes Ernst Nolte, Brigitte Seebacher-Brandt, veuve de l'ancien chancelier social-démocrate Willy Brandt et post-naria de la cause, mais aussi Manfred Brunner, chef de file des opposants au traité de Maastricht en Allemagne, et Rainer Zitelmann, un ancien marxiste considéré comme le leader de la jeune droite intellectuelle allemande. Ancien responsable de la rubrique culturelle du quotidien *Die Welt*, il avait déjà réuni plusieurs auteurs pour un ouvrage analysant le « pour et le contre » de l'ancrage à l'Ouest de l'Allemagne depuis 1945.

Autour de Rainer Zitelmann évolue une mouvance de jeunes auteurs pour la plupart basés à

froid, pour eux, semble s'être apparentée à une grande période d'automodification. Helmo Schwilk (également journaliste au *Spiegel* et spécialiste d'Ernst Jünger) affirme qu'il est temps d'en finir avec le « patriotisme de la Constitution » qu'avaient tenté de définir des intellectuels comme Jürgen Habermas avant la chute du mur de Berlin. La société ouest-allemande n'existe plus, ses valeurs non plus : « Nous sommes contre le matérialisme, le triomphe de l'égoïsme, le multiculturalisme et le féminisme », explique Helmo Schwilk, qui constate avec regret (compréhensible) pas lui donner raison sur ce point ? Que la culture allemande n'est plus qu'un appendice de la culture hollywoodienne.

Faut-il avoir peur de Botho Strauss et de ses émules ? On aurait pourtant tort de surestimer l'influence des intellectuels sur le débat public : outre-Rhin, elle est bien moins considérable qu'en France. Il paraît par ailleurs fort douteux que la société allemande, dans sa large majorité, soit séduite par un renouveau du nationalisme. Et comme le disait Karl Marx, « tous les grands événements se répètent deux fois, la première fois comme tragédie, la deuxième fois comme farce ».

Lucas Delattre

## Le théâtre, scène majeure des débats de société et de politique

L'« AFFAIRE » Botho Strauss démontre que le théâtre, outre-Rhin, est investi d'une fonction sociale particulière. La discrétion des intellectuels et des universitaires – ceux-ci préfèrent vivre, le plus souvent, repliés dans leur bibliothèque – laisse aux metteurs en scène de théâtre un rôle déterminant dans les grands débats de société. Par tradition, le théâtre allemand aime s'engager dans l'arène politique, le plus souvent pour remettre en cause les conventions sociales du moment.

« Par manque de fantaisie, la plupart des gens n'ont aucune expérience de leur propre vie, sans parler du monde environnant. Si non, la lecture d'un seul journal devrait suffire à les pousser à la révolte. Nous avons donc besoin de moyens plus forts. L'un d'entre eux est le théâtre », écrivait Erwin Piscator dans le courant des années 20. Nul doute qu'au moins par son attitude (plus que par le contenu de son propos) quel- qu'un comme Botho Strauss se rattache à cette tradition-là.

Les positions de Botho Strauss sur la prétendue décadence de l'âme allemande et le renouveau des valeurs traditionnelles ont été principalement commentées, critiquées ou défendues par des gens de théâtre. Même si les journaux généralistes se font largement l'écho du débat, le rôle-

cié est revenu à la revue culturelle mais prestigieuse *Theater heute*, éditée à Berlin, dont Botho Strauss a longtemps été un collaborateur régulier. C'est à travers les pages de *Theater heute* que se sont joués les moments les plus forts du « drame Botho Strauss », comme si l'auteur, en mal d'inspiration, devenait lui-même un de ses personnages et mettait en scène ses propres préoccupations. Un défaut classique, selon Frank Schirrmacher, rédacteur en chef de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, des auteurs allemands, « qui ont tendance à transposer leurs problèmes sur leurs contemporains ».

Au début de l'automne 1994

paraît l'ouvrage collectif *Selbstbewusste Nation* (lire article ci-dessus). Immédiatement, le rédacteur en chef de la revue *Theater heute*, Franz Wille, réclame des explications à Strauss : « Je vous demande de m'informer sur votre rôle dans ce « manifeste de l'intelligentsia conservatrice » et une explication : avez-vous été utilisé contre votre gré ? »

Dans sa réponse (datée du 25 octobre 1994), Botho Strauss assume ses responsabilités, et revendique le droit « d'être traité, même si mon évolution m'a amené vers la droite, avec justice, et pas seulement avec la candeur habituelle dont s'est parée la gauche pendant des décennies ».

### L'auteur de la désillusion

Né en 1944, Botho Strauss appartient à cette génération qui, de Fassbinder à Franz Xaver Kroetz et à Wim Wenders, a grandi dans les ruines de l'Allemagne, avant de voir se briser le rêve de révolution de la société, à la fin des années 60. Botho Strauss est venu à l'écriture en travaillant comme dramaturge à la célèbre Schaubühne de Berlin. Très vite, il s'est imposé comme un auteur de la désillusion, tant dans ses pièces (comme *La trilogie du revok* ou *Grand et Petit*) que dans ses romans (comme *La Dédicace*), qui mettent en scène des personnages perdus, étrangers au monde, rongés par l'interrogation – des atomes vagues dans le vide de la société allemande. Couronné en 1989 par le prix Böckner – la plus haute distinction outre-Rhin –, il a été mis en scène par les plus grands – Peter Stein, Luc Bondy, et Claude Régy en France.

Deuxième lettre de Franz Wille, le 27 octobre 1994. Le ton moite. Selon Wille, les auteurs du livre « interprètent de manière réductrice la signification d'événements comme « Auschwitz ou d'autres crimes des nazis ».

Et il arrive à l'essentiel : « Pensez-vous vraiment que l'unité allemande, que nous sommes à mille lieues d'atteindre dans la pensée et le sentiment, peut être accélérée par une bonne conscience nationale, à laquelle on fait appel en réduisant la signification des crimes commis par la précédente Allemagne unie ? ».

LE NOUVEAU MALAISE Dans sa réponse, Botho Strauss se défend en termes confus d'entretenir la moindre sympathie pour les révisionnistes et demande à Franz Wille de ne pas publier ses deux lettres. Le rédacteur en chef de *Theater heute* passe outre. C'est le coup de poignard dans le dos, l'apogée de la tragédie.

A partir de ce moment, tous les grands noms du théâtre prennent position. Peter Zadek, codirecteur du Berliner Ensemble, dénonce en termes extrêmement violents, dans le *Spiegel*, les nouveaux apôtres de la droite, au nombre desquels il place également Frank Castorf, directeur de la Volksbühne de Berlin-Est, ainsi

que Heiner Müller, du Berliner Ensemble. « Des bêtes ? » s'interroge Zadek à propos du retour des valeurs nationales, pour ajouter aussitôt : « C'est ce que mes parents pensaient avant d'être envoyés à Auschwitz ».

Dans l'autre camp, Frank Castorf, directeur de la Volksbühne, a défrayé la chronique en appelant récemment de ses vœux, dans une interview au quotidien *Junge Welt*, un renouveau de la société allemande, en souhaitant, citant Ernst Jünger, qu'un « orage d'acier » pleuve sur les consciences de ses compatriotes pour les réveiller de leur torpeur bourgeoise.

« Souvent, je voudrais que des hordes de Huns ou d'Amozones nous envahissent, je voudrais une apocalypse », dit Castorf, un Allemand de l'Est déçu par la médiocrité et le matérialisme de l'unification. Une attitude résolument esthétique, puisqu'il expliquait récemment à la *Süddeutsche Zeitung* qu'il était trop « brechtien » pour être véritablement fasciste. Ses amitiés politiques le rapprochent même plutôt du Parti communiste.

A défaut de créer un débat en profondeur, Botho Strauss, Frank Castorf et d'autres sont plus sûrement les révélateurs d'un nouveau malaise allemand. L. D.



pour la 1<sup>re</sup> fois en Europe  
LUN. 27 FÉV. 20H30  
**MOHAMMAD RAHIM KHUSHNAWAZ**  
rubab  
Hérat-Afghanistan  
un maître musicien 80  
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

JAVICO







## Comment les films projetés dans les avions sont édulcorés pour plaire au plus grand nombre

Ni sexe, ni violence, ni angoisse, ni vulgarité : pour ne choquer personne, les compagnies aériennes choisissent la censure

Les projections de longs métrages dans les avions sont généralement, pour les passagers, les « points forts » d'un vol longue dis-

tance. Les productions américaines y ont acquis un quasi-monopole, parce qu'elles offrent « clés en main » des films déjà dou-

blés et débarrassés à l'avance des scènes un peu osées, des dialogues un peu vulgaires et des situations un peu ambiguës. Résultat : un

spectacle « mondialisé » pour une clientèle cosmopolite qu'il faut surtout éviter d'effaroucher.

EN JUIN 1966, Air France offrait à ses passagers, entre Paris et New York, sa première projection cinématographique à bord d'un vol régulier. Un steward avait descendu un écran, mis en route un projecteur 16 mm, et le cliquetis de l'appareil s'était mêlé au sifflement des réacteurs. Au programme : *Jules et Jim*, de François Truffaut, en version intégrale, accessible également dans une version doublée en anglais. Un programme d'une qualité qui est passée de mode. Car trente ans après l'introduction du cinéma sur l'Atlantique nord, ni la qualité des films ni celle de l'image et du son, passés depuis le début des années 80 au tout-vidéo, ne se sont améliorés. Bien au contraire.

Cent vingt millions de passagers ont emprunté les vols intercontinentaux en 1994 (autant que de spectateurs dans les salles de cinéma en France). Pour la grande majorité, le film reste le « moment fort » du trajet. Les transporteurs, eux, considèrent le cinéma comme un simple divertissement auquel est dévolue une fonction précise : faire oublier aux passagers qu'ils sont enfermés dans un appareil, à dix mille mètres d'altitude. Tout film qui en évoquerait les risques est donc banni : pas d'avion en feu, pas de détournement par des pirates. Éliminés également ceux qui pourraient susciter l'angoisse. Même un thriller doit être « doux ». « Un film « avionnable », résume Gabriel Desdoits, vendeur à New York, est un film incolorable, inodore et sans saveur.

Ce film exemplaire existe. Il s'appelle *Beethoven* (I ou II), ou *Sister Act* (ou II). Mais le marché manque de productions de ce type. Il faut donc infléchir, en les manipulant, des films moins adaptés. Hollywood est passé maître dans cet artisanat qui consiste à « nettoyer un film sans altérer à l'histoire », en réduisant les facteurs d'excitation et

en renforçant les composants séduisants.

Des producteurs proposent même des plans de remplacement tournés spécialement pour désamorcer toute séquence litigieuse. Les compagnies aériennes américaines le reconnaissent (en petits caractères) sur leurs magazines de bord : « Tous les films présentés sur nos vols ont été adaptés pour un usage aérien. » Certaines adoptent une formulation encore plus prudente : « Bien que les films de la cabine principale aient été adaptés pour être vus en vol, ils peuvent contenir des éléments qui ne conviennent pas à tous. La vigilance des parents et l'attention des spectateurs est requise. » La pression pour la protection de l'enfance et des bonnes mœurs est si forte que les Européens, par nature moins interventionnistes, sont conduits progressivement à emprunter les mêmes voies, ne serait-ce que par crainte de troubler leurs clients d'outre-Atlantique.

### ABSENCE FRANÇAISE

Pas de sexe donc (toute portion de corps dénudé peut devenir sexe), pas de violence, pas de gros mots. Du « politiquement correct » : pas de mise en cause de la religion, de la race, de la politique, de la famille, surtout lorsqu'on glisse vers le Proche-Orient. Il faut, souligne un programme européen, « n'embêter personne ». Ainsi, la scène entre Demi Moore et Michael Douglas dans *Hercule*, sans être supprimée, a été juste raccourcie, pour devenir « moins chaude ». Le cinéma au « goût mondial », rejoint ainsi les plus plats des feuilletons télévisés.

Ce modèle américain tend à se répandre chez la quasi-totalité des transporteurs aériens. La tentation est grande, on l'imagine, de se replier sur des versions « avionnables », fournies clés en main par

Hollywood, qui propose le plus gros catalogue de titres à « vocation mondiale » et qui fournit des versions doublées dans les principales langues. Si bien que certaines compagnies négligent leur cinématographie nationale et même leur propre langue, se contentant de dispenser quelques paysages ensoleillés de leur pays. La Lufthansa reconnaît qu'elle s'interdit de montrer

seulement ont été programmés en 1994 par Air France, qui n'accepte de déroger au doublage que sur les lignes à destination des départements d'outre-mer (Antilles et Réunion). Président de l'Association des auteurs-réalisateurs-producteurs (ARAP), Jean-Jacques Bénéix s'indigne : « Pourquoi le ciel échappait-il à l'exception culturelle ? Les transporteurs sont des exploitants en

### Quelques scènes que vous ne verrez pas

Pas d'embarquement immédiat pour *Passenger 57* (un détournement d'avion), ni pour *Fearless* (un crash). Pas question du classique *Y-a-t-il un pilote dans l'avion ?* Dans *Rain Man*, la scène où Dustin Hoffman fait un bilan technique – postif – de *Qantas Airlines* a été censurée, pour raison de concurrence cette fois. *Tueurs-nés*, trop sanglant : excusé. Retouché un plan de *Shattered* où l'on voit un enfant menacé par un homme armé d'un couteau (plus de couteau). La fameuse scène de *Forgame* dans *Quand Harry rencontre Sally* a été réduite à sa plus simple expression. Disparu le préservatif que Jim Carrey sort de sa poche dans *Mask*. *Pretty Woman* et *M. Doubt* ont été réimportés les plus gros succès aériens, amputés toutefois de quelques « gros mots ». Malgré tout, les conflits entre producteurs et diffuseurs sont rarissimes. Seul Steven Spielberg a tenu tête en refusant que la scène des turbulences, dans *Hook*, soit coupée.

tout film évoquant la seconde guerre mondiale. « Quant aux films allemands, ils sont inconnus dans les pays étrangers... » La Swissair a opté pour le tout-anglais afin de ne pas avoir à choisir entre les quatre langues officielles de la Confédération. L'Europe aérienne fait pièce à Boeing, mais pas à Hollywood.

En France, les distributeurs, les exportateurs et la compagnie nationale se renvoient les responsabilités. « Il y a une trentaine de films français « avionnables » chaque année. Pourquoi ne les trouve-t-on pas au catalogue d'Air France ? », interroge Philippe Maynard chez Gamont. Les exportateurs refusent de couvrir les frais d'un doublage en anglais que le seul marché d'Air France semble insuffisant à rentabiliser. Résultat : six films français

quelque sorte. Il devient urgent de préparer une vraie rencontre entre les différents responsables. La situation actuelle donne une idée de ce qui va se passer si la loi de la jungle continue. Sous prétexte que le spectateur est dans un avion, on voudrait nous voir accepter de lui offrir une œuvre tronquée, modifiée, alors que nous voudrions que ça vole haut ! »

Pendant ce temps, le marché n'a pas cessé de s'étendre. Au prix moyen de 80 dollars (environ 410 francs), la projection (un film peut être projeté un millier de fois par certaines compagnies), et à 5 dollars la location des écouleurs sur les

MUSIQUE : L'opéra de Leipzig est en pourparlers avec Milos Forman pour la mise en scène d'un opéra de Leos Janacek. En cas d'accord, le réalisateur américain d'origine tchèque ne fera pas la mise en scène avant la fin 1997, le programme de l'opéra de Leipzig étant bouclé d'ici là. L'intendant de l'opéra, Udo Zimmermann, a déjà tenté de faire venir à Leipzig le réalisateur Steven Spielberg.

La Fondation internationale Nadia et Lili Boulanger a décerné ses prix pour l'année 1994. La harpiste française Coline Metz a obtenu la bourse la plus dotée (55 000 francs). Les Russes primés sont le compositeur Vsevolod Choumoukhovitch et le clarinettiste Igor Zarjevski, avec chacun 18 000 francs. Les Italiens récompensés sont la pianiste Viviane Annadò et le compositeur Antonio Pileggi, qui reçoivent chacun 18 000 francs. Le flûtiste yougoslave Milica Ostojic a obtenu également 18 000 francs.

Le pianiste György Sebok et le violoncelliste Janos Starker rejoignent ensemble trente-trois ans après leur dernier concert. Installé à Paris juste après le coup de Budapest en 1956, Sebok y avait fait venir Starker, qui vivait aux États-Unis depuis 1948. Leur duo ne tarda pas à devenir légendaire. Ils jouèrent le 25 mars, à 17 heures, et le 26 mars, à 20 h 30, l'intégrale des sonates pour piano et violoncelle de Beethoven. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-74-22-77.

80 F. Ouverture de la location le 11 pour le 25 et le 13 pour le 26.

La création française du *Triple Concerto* du compositeur russe Alfred Schmittke aura lieu, Salle Gaveau, le 24 février, à 20 h 30. Les solistes seront le violoncelliste Mstislav Rostropovich, le violoniste Gidon Kremer et l'altiste Youri Bashmet. Ils seront accompagnés par les Solistes de Moscou. 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 49-53-05-07. De 100 F à 390 F.

Les pianistes Nelson Freire et Martha Argerich donneront un récital exceptionnel Salle Gaveau, le 9 mars, à 20 h 30. Le duo de pianistes le plus illustre de l'après-guerre jouera le *Concerto « Pathétique »* de Liszt, *La Valse* de Ravel, le *Scherzo* de Saint-Saëns et la *Deuxième Suite* de Rachmaninov. De 140 F à 330 F.

Jean-Louis Perrier

### Pasolini, Toscani et les jeans Jesus

PASOLINI a-t-il pris la défense de la campagne publicitaire des jeans Jesus et aurait-il apprécié celles de Benetton ? On se le demande, à écouter le photographe Oliviero Toscani, l'auteur de ces deux publicités, interrogé à l'occasion de l'exposition qui lui est consacrée au Musée d'art contemporain de Pully/Lausanne (Le Monde du 17 février). En lisant attentivement l'article auquel le photographe italien se réfère, paru dans *Il Corriere della Sera* du 17 mai 1973 (repris dans les *Écrits corsaires*, Garzanti, 1975), il s'agit plutôt d'une des multiples récupérations post-mortem d'une pensée rebelle.

Le slogan que Toscani avait imaginé pour les jeans Jesus – « Tu n'auras d'autres jeans que moi » – ayant suscité la colère du Vatican, Pasolini s'était lancé dans une analyse politico-linguistique : « La fausse expressivité du slogan est la pointe extrême de la nouvelle langue technique qui remplace la langue humaniste », écrit-il. À partir de cette idée, Pasolini combat, certes, la campagne de presse orchestrée par le Vatican contre cette publicité, mais pour montrer que l'Eglise et le capital ne sont plus de même, que l'Eglise a perdu son ascendant sur la nouvelle industrie bourgeoise et que cette bourgeoisie montante, représentée entre autres par cette marque de jeans, a désormais des moyens de pression sur le public de

consommateurs, qui échappent à la surveillance idéologique de l'Eglise.

Pasolini est donc loin de défendre l'esthétique du photographe, qu'il ne cite d'ailleurs pas. Il voulait surtout montrer que l'Eglise était désormais en désaccord avec une classe industrielle dont, jusque-là, elle avait été le principal soutien (sous le fascisme). Il écrit : « Ceux qui ont produit ces jeans et les ont lancés sur le marché, en utilisant pour slogan un des Dix Commandements, prouvent – probablement avec une certaine absence de culpabilité, c'est-à-dire avec l'incoscience de ceux qui ne se posent plus certains problèmes – qu'ils ont déjà dépassé les limites dans lesquelles se situent notre forme de vie et notre horizon mental. (...) Le slogan de ces jeans ne se contente pas de communiquer la nécessité de la consommation, mais se présente carrément comme la Némésis – fût-elle inconsciente – qui punit l'Eglise pour son pacte avec le Diable... »

Ce pacte est une allusion à la compromission passée de l'Eglise avec le fascisme. De toute évidence, Pasolini voulait désigner l'émergence d'un nouveau mode de communication d'une classe dont il réprochait les procédés mais qui, simplement, n'avait plus d'accolité avec l'Eglise.

René de Ceccatty

**Le Monde**  
POCHE  
Les Indispensables de l'actualité

**Le Monde**  
LA FAIM  
DANS LE MONDE  
PIERRE LE ROY

**Le Monde**  
LES BANLIEUES  
JEAN MENANTEAU

**Le Monde**  
DANS TOUS LES LIBRAIRES  
ET GRANDES SURFACES  
DE 31 F A 42 F  
MARABOUT

**Le Monde**  
EDITIONS

**PLANTU**  
Le pire est  
derrière nous

En vente en librairie

**LE MONDE**  
diplomatique

Chaque mois,  
un regard différent  
sur l'environnement  
international.

camus & camus PRESENTE AVEC **Chérie FM**

**MIMIE AU SPLENDID**

100<sup>ème</sup>

TEXTE DE PIERRE PALMADE ET MIMIE MATHY  
MISE EN SCÈNE : ERIC CIVANYAN

LOCATION : 42 08 21 93  
FNAC, VIRGIN MEGASTORE AGENCES, 3615 CHÉRIE FM.

**TF1**

CHÉRIE FM, si vous l'écoutez, vous allez chanter !

هكذا جاليس



Le marché de l'art  
branlé par les « affaires »  
Demain dans les pages « Culture »

---

**Le Monde**







# ipalité de Saint-Cloud

de la région parisienne  
l'autorisation d'installer une parabole



Le conseil municipal de Saint-Cloud a voté, mardi 21 février, une délibération qui interdit l'installation de paraboles sur les toits des habitations situées dans la commune. Cette mesure, qui vise à protéger le patrimoine architectural de la ville, a été adoptée à l'unanimité. Les habitants concernés par cette décision sont ceux qui habitent dans des maisons situées dans le secteur de la commune. Les propriétaires de ces maisons doivent donc s'abstenir d'installer des paraboles sur leurs toits. Cette mesure est destinée à préserver le caractère pittoresque de Saint-Cloud, une commune réputée pour son architecture traditionnelle.

## Les chaînes publiques boudent le ramadan

Au fil des ans, les émissions célébrant les vertus récréatives de la fin du jeûne rituel musulman ont diminué. Une seule émission est prévue en 1995 sur France 2

**FREDERIC MITTERRAND** aime bien le mot destin ou ce qui l'en rapproche. On se souvient de « Destin » (de stars ou de monarques), une série de biographies romancées où il racontait, avec son phrasé particulier, le cours des existences de Greta Garbo ou de Grace Kelly. On se rappelle aussi de « C'est votre vie », adaptée de « That's your life », une émission britannique en vogue dans les années 70, dont le contenu penchait dangereusement vers « Avis de recherche » de Patrick Sabatier.

Il faut évoquer une « Journée Tunisie » sur l'ex-A2 (en juin 1992), où il a été question de tout (cinéma, musique...) sauf des droits de l'homme, « oubliés » lors du journal télévisé spécial consacré à ce pays arabe. Car Frédéric Mitterrand est un arabisophile sincère qui n'hésite pas, depuis 1991, à quitter sa retraite de Sidi Bou Said (sorte de Lubéron tunisien) pour venir diriger sur le petit écran, avec sa façon de coutumier, quelques offices autour du ramadan, ce pilié qui se situe en troisième position dans l'échelle (qui en compte cinq) des obligations à l'usage des musulmans.

La première émission louant les vertus récréatives du ramadan date de 1987. Voulu par Hervé Bourges, alors patron d'une TF1 encore publique, qui l'avait placée dans le cadre de TSF (Télévisions sans frontières, soit une compilation de bouts de variétés extraits des télévisions arabes), elle s'était contentée de retransmettre une sélection de concerts filmés au

Monseigneur, un cabaret oriental parisien où se produisaient tous les chefs du raï et qui, aujourd'hui, programme la plupart des artistes algériens en exil.

Quatre ans plus tard, en 1991, ce sera de nouveau Hervé Bourges, cette fois à la tête de l'actuelle France 2, qui imposera des « Veillées du ramadan », déclinées en quatre volets, réalisées par Tewfik Farès et animées par Djelloul Beggou, Mouloud Mimoun (deux rescapés de la défunte émission « Mosaïques », destinée aux immigrés), Nadia Samir (comédienne et ancienne présentatrice à TF1) et Frédéric Mitterrand.

Le quatuor, évoluant dans un décor meublé de tables artisanales garnies de théières et de pâtisseries orientales, opte pour le divertissement. Une partie artistique réunit quelques grands noms de la chanson arabe et une autre est dévolue aux comédies musicales égyptiennes.

Les années suivantes, les quatre compères gardent le même cap en insistant sur l'aspect festif, complété par quelques discussions de salon échangées par une poignée d'intellectuels connus pour être les mêmes à squatter la lucarne quand il s'agit d'Islam ou de pleurer sur l'âge d'or du paradis andalou.

En 1994, sans doute échaudés par un accueil plutôt tiède des téléspectateurs, les promoteurs décident de changer la conception, de s'engager sur la voie du mixage culturel. Le titre, « Caravane de nuit », sentant bon le sable

chaud, annonce ainsi une couleur suggérant la méditerranée sur le fait civilisationnel de l'Islam.

Finis donc la chansonnette et les films boulevardiers. Et bienvenue à l'instructif et aux dissertations sur la profondeur de la religion musulmane, ses apports et ses certitudes, par le biais de visites guidées (sous forme de documentaires historico-touristiques), dans des lieux saints au Maroc, en Tunisie, en Espagne et au Mali, qui tournent vite au voyage au bout de l'ennui.

Après le « bonsoir » d'usage et « un salut chaleureux à tous ceux qui font le ramadan », Frédéric Mitterrand présente ses invités

Cette année, sous le règne d'El-Kabbachi, qui a octroyé un budget modeste, il n'y aura qu'une seule émission, intitulée façon pièce shakespearienne « La Nuit de la destinée », en référence à « Le lit et le cadavre » (traduisible par la nuit de la puissance ou de la détermination), correspondant au 27<sup>e</sup> jour du ramadan et qui, selon le Coran,

« vaut plus que mille mois », car c'est lors de cet instant, où la tradition incite les croyants à guetter une éventuelle apparition du trône d'Allah, que le Prophète Mohamed reçoit la parole divine.

Cette nuit s'ouvre plutôt bien, par une prestation appuyée du Sénégalais Youssou N'Dour, avant que n'apparaisse le maître de cérémonie, qui jouera en même temps l'animateur, sur un plateau où sont disposés des rangées de tables et de chaises. Après le « bonsoir » d'usage et « un salut chaleureux à tous ceux qui font le ramadan », Frédéric Mitterrand présente une partenaire, la candidate Sabine Azéma, censée intervenir pour exiger quelque éclaircissement des invités. Ensuite, on assiste à un défilé à grande vitesse de chanteurs (Cesaria Evora, Cheb Mami, IAM et Idid) et de personnalités de la littérature et du cinéma (évoquant Daniel Prevost) à temps de parole réduit.

Trop surchargée et réalisée sans imagination, cette « Nuit », loin du slogan maison « Osons ! », semble, tout au long de son déroulé, avoir du mal à trouver un ton qui ne soit ni celui de « Studio Gabriel » ni celui des « thématiques » d'Arte. Consolation pour Frédéric Mitterrand : l'émission bénéficie d'un bon Audimat... au Maghreb, où l'on capte très bien France 2.

Rabah Mezouane

★ France 2 : « La Nuit de la destinée », samedi 25 février à 0 heure.

## Jetable

par Daniel Schneidermann

Les « Guignols de l'Info », l'autre soir, imaginaient un Charles Pasqua réinventé à la recherche de preneurs d'otages, d'activistes islamistes, de n'importe quel et de n'importe quoi, pourvu que la trouille fût susceptible de détourner l'attention. À fin de « noyade de poisson », précisait joliment la petite annonce fictive prétendument rédigée par le ministre aux abois.

Au lieu des terroristes, arriva au 20 Heures une belle ambassadrice blonde, accourant à l'hôtel Matignon dans une limousine et se refusant délicieusement à tout commentaire à la sonde. Ah les braves espions ! Ah la belle ambassadrice ! Comme ils tombaient bien ! Le feuilleton français se trouvait du même coup relégué dans les profondeurs du 20 Heures, après le procès de « l'homme sans visage » au tribunal de Senlis, après la nomination de l'ami Roland Dumas au Conseil constitutionnel, la mutinerie d'Alger, après tout le reste. D'ailleurs, l'épisode du jour n'était pas un épisode à part entière. Ce n'étaient que des « suites ». L'affaire, faut-il croire, était close, puisqu'elle ne comportait que des « suites ». Les ans avaient porté plainte, les autres demandaient l'ouverture d'une information, tel allait être entendu comme témoin. Pour rendre plus obscures encore ces « suites », on menaçait d'ouvrir, dans ce dossier, un énorme sous-dossier qui pourrait bien, par exemple, fournir la matière de l'épisode du lendemain.

La veille encore central téléphonique aux connexions incertaines, l'hôtel Matignon redevenait donc le centre inflexible de la souveraineté nationale. Et le Baladur apaisant, tentant de calmer les esprits des deux côtés de l'Atlantique, faisait oublier le Baladur aux abois du début de la semaine. Le premier ministre avait zappé le candidat. Avant que le candidat, demain, dimanche ou la semaine prochaine, ne zappe à nouveau le premier ministre.

Quelle campagne, mais quelle campagne ! Jamais un même sujet, en deux jours, n'est passé aussi vite de l'ouverture du 20 Heures à ses obscures profondeurs. Espions, sondages en hausse, sondages en baisse : chaque jour raconte une histoire différente, hermétique à celle de la veille. De quoi parlait-on hier ? Du tournant de la campagne. Et aujourd'hui ? Des épreuves. Lesquelles ? Celles de Matignon, ou celles de l'Elysée ? Les cinq mille, ou bien la seule et unique ? Chaque jour, chaque heure, éclipsé le précédent. Chaque jour est un pari sur l'oubli. Voyez chaque soir au journal télévisé la vitrine du grand bazar de l'oubli. Drames, indignation, vertu, colère, enquêtes, serments, protestations, recules, trahisons, sommations : laissez-vous emporter, chers téléspectateurs, cela n'engage à rien. Jusqu'au second tour, le scandale est jetable. Ainsi tourne la grande roue avant que de s'arrêter, un beau jour de mai, sur une case ou sur une autre, sans autres raisons apparentes que celles du hasard et de la nécessité.

VENDREDI 24 FÉVRIER

CANAL +	LA CINQUIÈME	TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
13.30 Cinéma : <i>Adieu ma concubine</i> ■■■	13.30 Défi : <i>Le 1000</i> ■■■	13.35 Feuilleton : <i>Les Faux de l'Amour</i> .	13.45 Série : <i>Inspecteur Derrick</i> .	13.05 Magazine : <i>Vincent à l'heure</i> .	13.30 Téléfilm : <i>Miss Roxie</i> .	13.35 Cinéma : <i>Des hommes d'honneur</i> ■	13.30 Défi : <i>Le 1000</i> ■■■
14.20 Cinéma : <i>Pierre l'âne sur Blue Water</i> ■	14.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	14.30 Série : <i>La Vengeance</i> ■	14.55 Série : <i>Dans la chaleur de la nuit</i> .	14.45 Série : <i>La croisière s'amus</i> .	De Jackie Cooper, avec Katharine Ross, Bo Hopkins.	16.05 Variétés : <i>Rob Reiner (1992)</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
14.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	16.15 Série : <i>Le Miel et les Abeilles</i> .	15.45 Variétés : <i>La Chance</i> ■	15.35 Série : <i>Magnus</i> .	17.00 Variétés : <i>Rob Reiner</i> .	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
14.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	16.45 Club <i>Dorothée</i> .	16.40 Des chiffres et des lettres.	16.30 Les Minikunus.	17.30 Série : <i>Guillaume Tell</i> .	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
15.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	17.30 Série : <i>Premiers baisers</i> .	17.15 Série : <i>Seconda B</i> .	17.40 Magazine : <i>Une pêche d'enfer</i> .	18.00 Série : <i>Equalizer</i> .	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
15.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	18.00 Série : <i>Le Miracle de l'Amour</i> .	17.45 Série : <i>Cooper et vous</i> .	18.20 Questions pour un champion.	18.54 51x minutes première édition.	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
15.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	18.30 Série : <i>Dingus de toi</i> .	18.15 Série : <i>La Fête à la maison</i> .	18.50 Un livre, un jour.	19.00 Série : <i>Le Magicien</i> .	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
15.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	19.00 Magazine : <i>Coucou</i> ■	18.40 Jeu : <i>Que le meilleur gagne</i> (et 3.35).	Paléontologie d'Ives Bonneloy et Florent Rodat.	19.54 Six minutes d'informations.	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
15.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	19.50 Le <i>Bébé Show</i> (et 1.20).	19.10 Flash d'informations.	18.55 Le 19-20 de l'information.	Météo.	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
15.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■	20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Trafic info.	19.15 Magazine : <i>Studio Gabriel</i> .	A 19.05, Journal de la région.	20.00 Magazine : <i>Vu par Laurent Boyer</i> .	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
16.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■		19.59 Journal, Météo, Point route.	20.10 Jeu : <i>Fa si la chanter</i> .	20.05 Série : <i>Une nouvelle d'enfer</i> .	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
16.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■			20.35 Tout le sport.	20.35 Magazine : <i>Capital</i> .	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
16.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	14.55 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■			20.45 INC.	Présenté par Emmanuel Chén.	16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
16.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
16.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
16.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
17.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
17.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
17.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
17.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
17.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
17.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
18.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
18.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	15.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
18.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
18.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
18.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
18.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
19.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
19.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
19.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
19.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
19.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
19.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
20.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
20.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	16.55 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
20.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
20.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
20.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
20.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
21.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
21.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
21.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
21.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
21.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
21.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
22.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
22.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	17.55 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
22.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
22.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
22.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
22.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
23.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
23.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
23.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
23.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
23.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
23.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
24.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
24.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	18.55 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
24.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
24.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
24.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
24.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
25.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
25.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
25.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
25.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
25.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
25.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
26.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
26.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	19.55 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
26.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
26.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
26.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
26.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
27.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
27.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
27.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
27.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
27.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
27.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
28.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
28.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	20.55 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
28.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.00 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
28.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.05 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
28.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.10 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
28.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.15 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
29.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.20 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
29.15 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.25 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
29.25 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.30 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
29.35 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.35 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
29.45 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.40 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
29.55 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.45 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14.00 Documentaire : <i>Découvertes</i> .
30.05 Cinéma : <i>Le 1000</i> ■■■	21.50 Le 1000 : <i>Le 1000</i> ■■■					16.05 Cinéma : <i>Une femme dans la tourmente</i> .	14



## M. Mégret

par Pierre Georges

ON DIT PARFOIS de quelqu'un qu'il a du sang sur les mains. Bruno Mégret a du sang dans la voix, du sang dans les idées. Bruno Mégret a le front bas, de cette bêtise inscrite au front du taureau national. Bruno Mégret pense bas.

Un gamin de dix-sept ans est mort d'avoir croisé sur son chemin les idées de M. Mégret. Il est mort d'une idée tirée dans le dos, mort d'être noir, jeune et différent. Il est mort tiré comme un lapin rature qui n'avait que le simple tort de passer par là, une nuit de couleurs d'affiches à Marseille.

Un gamin de dix-sept ans est mort. Il était français, d'origine comorienne, ce qui, évidemment, n'arrangeait pas son cas. Il était mal français au pays de M. Mégret. Il était dangereusement français, de fraîche immigration et d'emballage suspect. Il était noir, musulman, jeune, donc pas français ou si peu. Il était de la Savane, cité interdite dans l'idée de tous les M. Mégret.

Ce gamin qui préparait un CAP de menuiserie, c'est dire sa différence, est mort sous une affiche. Une jolie affiche, collée de frais, encore baveuse, déjà haineuse: « Avec Le Pen, 3 millions d'immigrés rapatriés ». Une belle affiche, comme le portrait robot de tous les Ibrahim de France, l'AF-fiche noire.

On peut mourir d'une balle dans le dos, d'une affiche dans le dos, au pays de M. Mégret. On peut mourir à dix-sept ans, coupable d'avoir dix-sept ans et du rap plein la tête, coupable de n'avoir pas passé son pays, comme on passe son chemin.

On peut mourir sans que cela arrache - du moins à la télévision - un seul mot de regret, un seul mot de circonstance, un seul mot de deuil ou de honte à M. Mégret. M. Mégret n'a pas de mot pour ces choses-là. Il a sa version des faits, et elle s'appelle « légitime défense ». Il a sa petite idée savamment énoncée: trois colleurs d'affiches du FN croisent, pour leur malheur, une bande d'« une quinzaine de Camariens ». L'un des trois est « violemment agressé et ses deux compagnons, qui se trouvaient 300 mètres plus loin, sont venus à son secours en état de légitime défense. Pour se décharger, les colleurs d'affiches se sentant menacés de mort ont tiré en l'air, en direction de leurs agresseurs ».

Les « agressés » avaient un pistolet à grenaille, un pistolet 22 long rifle, et un calibre 7,65, ce qui aide à coller les affiches. Les « agressés » n'avaient rien. Et des témoins affirment que les « agressés » n'agressaient en rien les « agressés ». L'enquête de police établira les faits.

On ne sait pas, pour d'avoir pas été sur les lieux au moment des faits. M. Mégret qui n'y était pas davantage, lui, sait. Il déplore que ses collègues d'affiches aient été armés, contre toutes les consignes du parti. Mais pour ajouter aussitôt: « S'ils n'avaient pas été armés, la mort aurait été parmi eux ».

Voilà où en est M. Mégret, responsable politique français. Comme au cinéma, c'est accompagné d'un avocat que deux des trois colleurs d'affiches se sont constitués prisonniers mercredi. Ils auraient pu tout aussi bien se faire accompagner de leur mentor.

## Les syndicats ont lancé un mot d'ordre de grève générale en Martinique

L'arrêt de travail dans les banques est entré dans sa sixième semaine

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

Les banques et les établissements financiers de la Martinique sont entrés, mercredi 22 février, dans leur sixième semaine de grève, et aucune perspective immédiate de sortie de la crise ne paraît perceptible. Le mouvement d'arrêt de travail des salariés de cinq des huit banques implantées dans l'île, auxquels se sont joints leurs collègues de l'échelon local de la banque de France, commence à paralyser la vie quotidienne des entreprises et des individus.

La masse monétaire diminue, la consommation se ralentit, les compensations entre banques sont limitées. La plupart des petites entreprises enregistrent une baisse sévère de leur chiffre d'affaires, tandis que les particuliers, privés de liquidités, tentent de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Toutefois, de nombreuses familles modestes, qui ne comptent que sur les prestations sociales pour vivre, sont démunies.

La grève a commencé le 18 janvier sur la base d'une plate-forme de revendications en neuf points, dont

les deux principaux portent sur « l'implication des banques dans le développement économique de la Martinique » et sur la revalorisation des salaires après trois ans de baisse du pouvoir d'achat. D'abord mal compris par la population, le mouvement des salariés des banques, souvent perçus comme des privilégiés, a ensuite été soutenu par les centrales syndicales du secteur privé et de la fonction publique, qui ont organisé deux journées de grève de solidarité les 9 et 10 février. Un nouveau mot d'ordre de grève générale a été lancé pour le jeudi 23 février.

220 FRANCS

Au début du conflit, les salariés des banques réclamaient un rattrapage de 14 points indiciaires, soit 280 francs brut par mois. Après cinq semaines de négociations, placées sous l'arbitrage de la direction départementale du travail et de l'emploi, le patronat a accepté une augmentation de 200 francs, tandis que les salariés acceptaient de décrocher leurs prétentions à 220 francs. Estimant que les syndicats demeuraient inflexibles, les em-

ployeurs ont rompu les négociations dans la soirée du 20 février. Bloqués dans l'enceinte de la préfecture par la délégation syndicale qui exigeait la signature d'un protocole d'accord, ils n'ont pu être évacués qu'après une intervention des gendarmes mobiles et de la police urbaine.

La plupart des syndicats et les organisations indépendantistes ont condamné fermement cette intervention des forces de l'ordre, qui s'est soldée par une dizaine de blessés. Depuis ces incidents, un regain de tension s'est fait nettement ressentir, et le climat est encore alourdi par le ralentissement inexorable des activités. Le mouvement de grève s'est lui-même durci, avec le blocage des issues des entreprises de transport de fonds et de traitement informatisé des chèques et des transactions monétaires. Les missions de bons offices, à l'initiative du comité économique et social de la région Martinique et des parlementaires de droite et de gauche, n'ont jusqu'à présent rien donné.

Jean-Marc Party

## La CFDT dresse le bilan de 208 accords sur la réduction du temps de travail

LA CFDT a fait de la réduction du temps de travail un de ses principaux chevaux de bataille. Pour éviter que le débat ne s'enlise dans les ornières de l'automne 1993, où il s'était focalisé entre partisans et adversaires de la semaine de quatre jours, la centrale réformatrice a rendu public, jeudi 23 février, une enquête sur 208 accords de réduction du temps de travail qui ont été négociés. Sans être exhaustive, cette liste reprend tous les accords dont la centrale a eu connaissance, sans qu'elle les ait d'ailleurs tous signés. Si elle ne mesure que partiellement les effets sur l'emploi d'une partie des accords, cette enquête permet à la CFDT de tirer quatre enseignements.

Dans les 208 accords recensés, la CFDT opère une distinction entre les accords « dos au mur » de sauvegarde de l'emploi - majoritaires (50 %) - et les accords qui visent à créer des emplois - en sensibilité professionnelle (40 %). Il s'agit notamment des accords de présentielle progressive avec embauche de jeunes en contrepartie. Les 10 % restants sont des accords d'aménagement du temps de travail sans incidence directe sur l'emploi.

En second lieu, la réduction du temps de travail prend en règle générale une forme diversifiée: 430 mesures ont été recensées dans les 208 accords, et 50 accords comportent plus de trois mesures.

Tertio, sur les 88 accords comptant des mesures de réduction générale du temps de travail, 60 % concernent une réduction hebdomadaire et 40 % une réduction annuelle. Enfin et surtout, un lien net apparaît entre la modalité de réduction choisie et la compensation financière. Les accords annuels donnent lieu à une compensation financière totale dans 50 % des cas et partielle dans 43 %. En revanche, la réduction hebdomadaire est beaucoup plus utilisée dans les accords « dos au mur » pour éviter des licenciements. Dans 40 % des cas, la perte des salaires est totalement proportionnelle à la réduction du temps de travail (pour 30 %, elle n'est que partielle).

Parmi les mesures de réduction du temps de travail, le recours au temps partiel choisi est la solution la plus plébiscitée (26 %). Viennent ensuite la réduction générale du temps de travail et la présentielle progressive (20 % chacune). Parmi les signataires des accords de réduction de temps de travail, la CFDT arrive en tête. Elle est signataire dans 76 % des cas (68 % quand l'accord vise à sauver l'emploi, 88 % quand il vise à en créer). Elle devance la CGC (signataire dans 50 % des cas), Force ouvrière (40 %), la CGT (31 %) et la CFTC (25 %). La faiblesse du chiffre de la CFTC s'explique plus par sa moindre représentation dans les entreprises. En

revanche, FO apparaît comme signataire dans un nombre important d'accords.

Sur le point crucial de savoir si ces accords atteignent leurs objectifs en termes d'emplois, les réponses sont forcément parcellaires. Pour les 83 accords qui visent à créer de l'emploi, la CFDT dispose d'une réponse sur 23 entreprises. On retrouve les principaux accords connus à ce jour: à EDF, au Crédit agricole, chez Hewlett-Packard, Evian, Fleury-Michon, etc. Dans ce cadre, 4 500 emplois ont été créés. Pour la centaine d'accords qui visent à sauver de l'emploi, 11 000 emplois auraient été sauvés sur 42 entreprises. Ces chiffres « ont la valeur d'instantané et méritent d'être suivis dans le temps », précise la centrale.

Cette nouvelle étude tombe à pic pour relancer le débat sur la réduction du temps de travail que la CFDT compte placer à la fois au cœur de la campagne présidentielle et de son prochain congrès confédéral qui se tient dans un mois. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a déjà averti Jean Gaudin, président du CNPE. Lors de la réunion plénière prévue le 23 février avec l'ensemble des syndicats (CGT, CFDT, CFTC, CGC, et FO), elle exige que la réduction du temps de travail soit inscrite comme thème de négociation.

Alain Beau-Méry

DANS LA PRESSE

## L'affaire des diplomates-espions américains

THE WALL STREET JOURNAL

Relevant que l'article publié en « une » du Monde - qui a révélé l'affaire - était si détaillé qu'il ne pouvait provenir que d'une fuite officielle, certains commentateurs affirment que le gouvernement semble avoir délibérément publié l'histoire, à la fois pour adresser un message à Washington et pour venir au secours de son agenda de politique intérieure, en vue de l'élection présidentielle de mai.

Thomas Kamm et Robert Greenberger

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Le spectacle d'un des deux alliés réclamant publiquement, pour raison d'espionnage, le retrait de diplomates de l'autre pays allié, a plongé les relations franco-américaines dans ce qui est peut-être la crise la plus étrange de leur histoire pourtant souvent tourmentée. [...] Les anciens agents et diplomates de la CIA ne doivent pas se souvenir de quelque chose de

semblable à ces révélations, sauf au plus fort de la guerre froide, lorsque Moscou et Washington faisaient périodiquement le ménage dans leurs systèmes d'espionnage respectifs. Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, a essayé cette semaine le feu des attaques pour avoir autorisé des écoutes téléphoniques, ce qui a fait reculer M. Balladur dans sa course à la succession du président François Mitterrand.

Craig R. Whitney

LIBÉRATION

Edt l'affaire Maréchal-Schuller-Franquet-Pesqua et place aux méchants espions de la CIA débusqués par les vaillants services du « très bon ministre de l'Intérieur » d'Édouard Balladur, qui, selon le premier ministre-candidat, « joue un rôle important dans ma campagne et qui continuera à le jouer ». La thèse de l'opération de diversion, après plusieurs heures de flottement, a été indirectement démentie par Mitterrand et par un communiqué commun du Quai d'Orsay et du

ministère de l'Intérieur regrettant que l'affaire des cinq espions américains ait été rendue publique. C'est bien le moins, même s'il manque encore la mise en accusation de l'obscur chef de service, auteur de la « fuite » fatale.

Jacques Amarlic

FRANCE-INTER

Avec la fin des grands antagonismes entre pays capables de se détruire, c'est la compétition économique - c'est-à-dire les percées technologiques - les grandes négociations commerciales, les avances industrielles qui sont devenues les premiers enjeux. [...] C'est un hasard, bien sûr, mais c'est néanmoins hier, au moment même où éclatait cette affaire, qu'Édouard Balladur se déclarait partisan d'un renforcement du rôle politique de l'Alliance atlantique et de l'affirmation en son sein d'une défense commune européenne. Pendant l'espionnage, la coopération continue car, tandis que des intérêts divergent, d'autres convergent.

Bernard Gaetia

## L'armée péruvienne remet en cause l'accord de paix avec l'Équateur

LA REPRISSE des opérations militaires péruviennes dans la cordillère du Condor, en dépit de l'accord de paix conclu avec l'Équateur, pourrait être le signe de sérieuses dissensions entre le gouvernement de Lima et ses forces armées, estimait-on, mercredi 22 février, dans les milieux diplomatiques. Mercredi, la totalité des médias de Lima se faisait l'écho d'une relance des combats à la frontière pour « repousser des forces écuatoriennes infiltrées ». Mais plusieurs envoyés spéciaux sur place donnaient une tout autre version des faits: le général péruvien Vladimir Lopez Trigos, qui dirige les opérations sur le terrain depuis le début du conflit, leur aurait confié qu'il s'agissait en fait de prendre la base de Tivina qui, selon lui, n'aurait jamais échappé aux Écuatoriens. Cette version contredit les assurances données par le président Alberto Fujimori qui, le 16 février, avait justifié un cessez-le-feu unilatéral par la reconquête de Tivina, dont les autorités péruviennes avaient fait un symbole de leur souveraineté sur la zone contestée.

Sien plus, à en croire l'envoyé spécial du quotidien *El Mundo*, le général péruvien aurait pris lui-même la tête de ses troupes, assumant la responsabilité d'une opération en flagrante contradiction avec les engagements pris par la diplomatie de Lima envers l'Équateur et les pays garants (Chili, États-Unis, Argentine, Brésil), qui ont envoyé sur place des observateurs. Notre envoyé spécial à Lima, Marcel Niedergang, nous signale que la grogne dans l'armée péruvienne était perceptible depuis l'accord de paix du 17 février, particulièrement au sein de l'armée de l'air, qui aurait peu apprécié de voir le président Alberto Fujimori décider unilatéralement un cessez-le-feu alors qu'elle se préparait à une importante opération sur la zone de conflit. Il semble que les troupes au sol soient dans le même état d'esprit. De son côté, Quito affirme tenir toujours Tivina malgré plusieurs offensives péruviennes. (AFP Reuters)

■ DÉCHETS NUCLÉAIRES: le navire de Grossepointe *Myby Dick* a été arraisonné jeudi 23 février en rade de Cherbourg alors qu'il tentait de s'interposer pour empêcher l'arrivée du navire britannique *Pacific Pioneer*, venant prendre livraison du contenu de déchets nucléaires à rapatrier au Japon (*Le Monde* du 23 février). Un remorqueur de la gendarmerie maritime a accosté le *Myby Dick*, coupé son ancre et escorté le navire jusqu'à un amarrage en rade. Huit membres de l'équipage et des journalistes présents à bord ont été interpellés pour être entendus dans les locaux de la préfecture maritime. Le *Pacific Pioneer* devait repartir jeudi pour le Japon, selon un itinéraire resté secret.

■ CINÉMA: Les réalisateurs européens se sont rendus en délégation à Bruxelles, mercredi 22 février, pour rencontrer le commissaire européen chargé de l'audiovisuel Marcelino Oreja et plusieurs députés européens. Ils ont plaidé la défense des quotas de diffusion à l'heure de la difficile renégociation de la directive « Télévision sans frontières ». « Nous sommes aujourd'hui au bord du précipice; le marché est pratiquement sous le monopole des productions américaines », a déclaré le réalisateur italien Marco Bellocchio, accompagné notamment par Costa-Gavras, Jean-Jacques Beineix, Robert Enrico et le metteur en scène allemand Peter Fleischmann. (AFP)

**Le Serveur Judiciaire**  
GROUPE JET-LA  
Renseignements sur 2 500 000 adresses  
Fiche d'identité, procédures collectives  
(faillites), bilans et analyses, historiques,  
actuellement, filiales et participations.  
minitel 3617 LSJ  
Annonces à diffusion Ventes Aux Enchères  
Judiciaires et volontaires nationales.  
minitel 3617 VAE

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

- Russie: le général Lebed attend l'appel du pays 2
- CIA: les États-Unis démentent avoir espionné en France 3
- Croatie: Zagreb veut renvoyer les « casques bleus » 4
- Algérie: mutinerie sanglante dans une prison d'Alger 5
- Unicef: succession difficile à la tête de l'organisation 6

### FRANCE

- Régions: les collectivités locales dépeignent trop 8
- Présidentielle: l'espion renait, chez les deux candidats de la majorité; un entretien avec Jean-François Hory 10

Conseil constitutionnel: M. Dumas succède à M. Badinter 11

### SOCIÉTÉ

- Racisme: des militants du FN sont impliqués dans la mort d'Ibrahim Ali 12
- Éducation: l'éducation sexuelle entre au collège 13
- Santé: Les Industriels et les médecins veulent une évaluation de la loi Evin 14

### HORIZONS

- Portrait: Roland Dumas, seigneur torueux du mitterrandisme 15
- Tribune présidentielle: Pour Raymond Barre, pour l'Etat, pour l'Europe, par Jean-Pierre Soisson; Chirac le recours, aujourd'hui ou demain, 20-21

### BOURSE

Cours relevés le jeudi 23 février, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE	OUVERTURE
DES PLACES ASIATIQUES	DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 17830 -1,53 -0,85	Cours au Var. en % Var. en %
Hong Kong index 7899,27 -2,14 -0,27	2202 2402 fin 94
Tokyo Nikkei 3 mois 17722,58	Paris CAC 40 1824,37 -0,07
19238,07	Londres FT 100 3019,30 -0,13 -1,30
10238,07	Zurich 1248,26 +0,09 +0,64
10238,07	Milan MIB 30 1000 -1,38 -2,43
17700,00	Bruxelles 1331,08 -0,49 -4,21
	Francfort Dax 30 2093,16 -0,19 -0,69
	Suisse SPI 985,73 -0,14 -5,04
	Madrid Ibes 35 280,62 -0,44 -1,54
	Amsterdam CBS 274,50 -0,32 -0,93

## DEMAIN dans « Le Monde »

LES MILLE VIOLONS VOLÉS: la police a découvert, fin 1994, 1 024 violons dans un appartement à Paris. Le propriétaire, un brocanteur, achetait des instruments volés, leur donnait une fausse identité puis les revendait.

Tirage du Monde daté vendredi 24 février 1995: 489 643 exemplaires

156600 JAVI



## Un mot d'ordre en Martinique

l'entrée dans sa sixième semaine

pendant les semaines précédentes, les négociations ont été marquées par la signature d'un protocole d'accord, qui n'est pas une véritable signature, mais une déclaration d'intention. Les négociations ont été marquées par la signature d'un protocole d'accord, qui n'est pas une véritable signature, mais une déclaration d'intention.

Le mouvement des syndicats et des associations indépendantistes ont obtenu formellement cette reconnaissance des forces de l'ordre, qui vont s'occuper d'une dizaine de milliers de personnes. Depuis ces incidents, un régime de terreur s'est instauré, et le climat est encore marqué par le ralentissement des activités.

## an de 208 accords temps de travail

Le mouvement des syndicats et des associations indépendantistes ont obtenu formellement cette reconnaissance des forces de l'ordre, qui vont s'occuper d'une dizaine de milliers de personnes. Depuis ces incidents, un régime de terreur s'est instauré, et le climat est encore marqué par le ralentissement des activités.

Le mouvement des syndicats et des associations indépendantistes ont obtenu formellement cette reconnaissance des forces de l'ordre, qui vont s'occuper d'une dizaine de milliers de personnes. Depuis ces incidents, un régime de terreur s'est instauré, et le climat est encore marqué par le ralentissement des activités.

## espions américains

Le mouvement des syndicats et des associations indépendantistes ont obtenu formellement cette reconnaissance des forces de l'ordre, qui vont s'occuper d'une dizaine de milliers de personnes. Depuis ces incidents, un régime de terreur s'est instauré, et le climat est encore marqué par le ralentissement des activités.

## L'armée péruvienne remet en cause l'accord de paix avec l'Equateur

LA REPRISSE des opérations militaires péruvienne dans la zone du Condor, en dépit de l'accord de paix signé avec l'Equateur, a été dénoncée par le gouvernement équatorien.

Le mouvement des syndicats et des associations indépendantistes ont obtenu formellement cette reconnaissance des forces de l'ordre, qui vont s'occuper d'une dizaine de milliers de personnes. Depuis ces incidents, un régime de terreur s'est instauré, et le climat est encore marqué par le ralentissement des activités.

Le mouvement des syndicats et des associations indépendantistes ont obtenu formellement cette reconnaissance des forces de l'ordre, qui vont s'occuper d'une dizaine de milliers de personnes. Depuis ces incidents, un régime de terreur s'est instauré, et le climat est encore marqué par le ralentissement des activités.

## DECHETS NUCLEAIRES

Le mouvement des syndicats et des associations indépendantistes ont obtenu formellement cette reconnaissance des forces de l'ordre, qui vont s'occuper d'une dizaine de milliers de personnes. Depuis ces incidents, un régime de terreur s'est instauré, et le climat est encore marqué par le ralentissement des activités.

# Le Monde LIVRES

VENDREDI 24 FÉVRIER 1995

## Sartre au tournant

Retrouvé, le premier des « Carnets » de la drôle de guerre est édité avec ceux parus en 1983. L'ensemble constitue l'œuvre la plus libre, la plus lucide du philosophe-écrivain. Elle ne suscite aucune révérence, mais une vraie jubilation

Où en sont les réflexions sur la question Sartre? Reste-t-il le bouc émissaire de la gauche intellectuelle, qui, de l'après-guerre à 1968, avait fourvoyé ses espoirs en Union soviétique, en les abandonnant les uns après les autres, puis, pour certains, en les plaçant dans la Chine de la Révolution culturelle? Depuis une dizaine d'années, tout mort qu'il soit, on l'attend au tournant pour lui faire la peau après lui avoir si longtemps fait les poches. « C'est pas nous, c'est lui » a été le leitmotiv gégnard des intellectuels qui lui avaient emboîté le pas. Il ne savait pas ce qu'il faisait, s'avouait sur lui-même, nous trompait comme il trompait ses femmes; se prétendait « l'incapable » alors qu'il n'avait en tête, comme nous, que sa propre gloire. Matvais maître! Et méritant d'autant plus nos coups de pied de l'âne qu'il nous laisse sans successeur dans le rôle de l'intellectuel charismatique. Obligés de penser par nous-mêmes,

## « Faire de l'histoire » vingt ans après

En 1974, Pierre Nora et Jacques Le Goff avaient dressé un bilan de la discipline Jean Boutier et Dominique Julia dessinent un nouvel état des lieux

vingt ans après *Faire de l'histoire*, qui avait dressé en 1974 un bilan des « nouveaux problèmes », des « nouvelles approches » et des « nouveaux objets » de la discipline (1), Jean Boutier et Dominique Julia nous proposent une mise à jour de l'état des lieux. Aidés de vingt-deux compagnons d'histoire, ils tentent de comprendre et faire comprendre ce que l'un d'eux, Philippe Boutry, désigne joliment comme « les assurances et les errances de la raison historique ». D'un volume à l'autre, le portrait de groupe des collaborateurs marque quelques inflexions significatives, destinées à assurer une meilleure représentativité. Alors que trente des trente-trois auteurs de *Faire de l'histoire* étaient des Parisiens, membres, pour près des deux tiers, de grands établissements situés hors l'Université, l'équipe de Passés recomposés fait meilleur accueil aux historiens étrangers (cinq sur vingt-quatre), aux provinciaux (quatre), aux professeurs et



Jean-Paul Sartre en 1946 au sortir de sa guerre « introuvable »

française, pleins d'éclat et de prescience: aucun doute, c'est un jeune écrivain sur qui compter. Ses condisciples de l'Ecole normale, dix ans avant, n'en doutaient pas, ses élèves du Havre, de Lyon, du lycée Pasteur à Neuilly le savaient passionnément, quelques-uns sont déjà devenus ses disciples. Mais bon, cette position dans le monde littéraire, ce n'est pas ce qu'il vise, ce n'est pas un destin à sa mesure, moins encore un projet. Croyez-vous qu'on écrive sans désespérer depuis l'âge de sept ans dans l'unique but de se faire re-

## « Faire de l'histoire » vingt ans après

En 1974, Pierre Nora et Jacques Le Goff avaient dressé un bilan de la discipline Jean Boutier et Dominique Julia dessinent un nouvel état des lieux

maîtres de conférences des universités, presque aussi nombreux que les enseignants et les chercheurs des grands établissements (CNRS, Ecole des hautes études en sciences sociales, Ecole pratique des hautes études, Ecole des Chartes). Dans ce collectif, qui n'est l'expression d'aucune « école » particulière, la part des historiens encore « jeunes » — disons autour de la quarantaine — est plus grande qu'il y a vingt ans. Seule, constante déplorable: le chauvinisme mâle de la corporation historique, à peine ébréché, avec deux femmes en 1995 contre une seule en 1974. Le point de départ obligé du livre est le constat de crise ou, pour le moins, d'incertitude souvent formulé aujourd'hui à propos de l'histoire. Aux temps optimistes et conquérants de la « nouvelle histoire », dont *Faire de l'histoire* était le manifeste éloquent, a succédé un moment de doutes et d'interrogations. Les raisons de cette humeur maussade sont clairement rappelées: la perte de confiance dans les certitudes de la quantification, l'abandon des découpages classiques, en premier lieu géographiques, des objets historiques ou encore la mise en question des notions (« mentalités », « culture populaire », etc.), des catégories (classes sociales, classements socioprofessionnels, etc.), des modèles d'interprétation

amoureuse en partie triple ». Il va profiter de cette guerre pour effectuer une mue, se « décarasser » au moral. Son roman *L'Age de raison* est commencé, il l'a appelé d'abord *Lucifer*, et Lucifer c'est lui, le porteur de lumière, habité par un appel à la grandeur, mais embourbé dans une vie médiocre de professeur épris d'un ange filou, d'une capricieuse jeune Slave qui a peur du sexe autant que lui, lui qui n'aime pas son propre corps ni celui de sa compagne (c'est pourquoi il la représente encochée). Ce roman, Sartre l'emporte quand il répond à l'ordre de mobilisation, et il y travaille d'arrache-pied, mais il le juge déjà avec trop de recul, il se jure à travers lui, à travers son alter ego Mathieu, et il sent que ce n'est pas par son intermédiaire que lui-même va atteindre l'âge de raison dans le décor de sa vie antérieure, Montparnasse, mais bien en vivant son expérience présente, celle d'un soldat sur le « front » de l'Est, où Hitler, cela devient vite évident, laisse « pourrir » la guerre, puisque les Français ne veulent pas attaquer. L'instrument de la mue va être le carnet, le « journal de guerre » qu'il commence à Marmoutier, en notant au jour le jour ses « tribulations d'un stoïque », en portant sur la guerre « introuvable » un regard de témoin lucide et en tenant ainsi à distance l'angoisse d'un risque très réel, celui d'y laisser sa peau si cette guerre finit par avoir lieu. Notre propre regard sur ces Carnets doit « accommoder » sur ce risque, comme on dit en optique, pour ne pas être faussé par ce que nous savons de la suite, de l'histoire mondiale, et de l'histoire personnelle de la France, notamment dans son rapport avec la pensée allemande. Michel Conat Voir également le Feuilleton de Pierre Lepape. Lire la suite page VII

## « Faire de l'histoire » vingt ans après

En 1974, Pierre Nora et Jacques Le Goff avaient dressé un bilan de la discipline Jean Boutier et Dominique Julia dessinent un nouvel état des lieux

être laissée aux seuls historiens? En tout cas, le parcours que nous proposent Jean Boutier et Dominique Julia, qui même de l'archive au texte, du texte à l'écriture et de l'écriture à la connaissance, démontre à l'envi la vivacité d'une réflexion historique moins sûre d'elle et, peut-être, mieux respectueuse de l'identité propre des disciplines voisines. Devant le reflux des grands modèles explicatifs, une première et

MICHEL WINOCK

PARLEZ-MOI DE LA FRANCE

PLOX

MICHEL WINOCK

« Un historien doué d'une authentique sensibilité littéraire... Ce livre personnel, limpide et subtil, nous paraît toucher au cœur du dilemme national. »

ALAIN-GÉRARD SLAMA, LE POINT

« Cette traversée des siècles, sous la conduite d'un guide exceptionnel, est d'autant plus éclairante que l'auteur ne dédaigne pas le témoignage personnel. »

ROBERT SOLÉ, LE MONDE

288 P. 119 F.

PLOX



**Prix.** Le prix Méditerranée étranger a été décerné au poète libanais Adonis pour son recueil *Soleils* dans les éditions publiées au Mercure de France. Le prix Richelieu revient à Philippe Meyer, chroniqueur à France-inter, pour ses ouvrages *Adonis Pointes sèches* (Seuil) et *Dans mon pays lui-même* (Seuil).

**Enfin**, le jury des prix littéraires a décerné (23<sup>e</sup> Salon de la médecine) à attribué le Prix de l'humanisme médical à Bernard Kouchner pour *Ce que je crois* (Grasset), le Prix de l'histoire de la médecine à Bruno Latour pour *Pasteur* (Perrin), le Prix de l'information du grand public à Hervé Hamon pour *Nos médecines* (Seuil) et le Prix spécial du jury à Henri Laborit pour *La Légende des comportements* (Flammarion).

**La biographie du monarque par François Bayrou  
atteint des records de vente**

François Bayron ne se complaît pas non plus dans l'imagerie de la « poule au pot », légende popularisée, en 1661, soit plus d'un demi-siècle après l'assassinat d'Henri IV, par Hardouin de Pérefixe dans son *Histoire d'Henri le Grand*, et plat rendu dominical... par Voltaire dans *La Henriade*. Le ministre-biographe a préféré camper une figure aussi éloignée du saint (le « barbon » manifeste à la fin de ses jours un goût

prononcé pour les jeunes filles) que du héros. Quand il veut donner la mesure de la modernité d'Henri IV, la comparaison qui lui vient à l'esprit est celle du président Sadate, autre martyr de la réconciliation. Plus que le « panache blanc », ce sera donc l'édit de Nantes qui lui présentera, en 1598, le legs le plus actuel de ce premier règne des Bourbons.

Certes, l'idée de l'autonomie de la souveraineté par rapport à la religion était dans l'air, en outre fin du XVP siècle. Ce principe se trouve déjà énoncé dans la République de Jean Bodin ou chez Michel de l'Hospital. Mais ni le philosophe ni le grand commis n'étaient rois de France, observe François Bayrou : « Même si l'édit de Nantes n'est pas la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, même si l'avant de précéder d'innombrables documents du même genre — comme l'édit de Nantes en 1591 —, même si, enfin, l'attribution aux protestants de cent cinquante places fortes, c'est-à-dire la possibilité pour ceux-ci de former un véritable Etat dans l'Etat, deviendrait vite inacceptable, il n'en reste pas moins que pour la première fois un Etat traditionnellement théocratique reconnaissait l'existence de deux religions et progressait difficilement vers l'esprit de laïcité. » « L'édit de Nantes édicté à ce point un tournant, ajoute-t-il, que c'est son caractère excessivement novateur qui amènera sa révocation moins d'un siècle plus tard. » La tendance des Français pour l'absolutisme aura eu raison, constate François Bayrou, de ce premier pas vers la désacralisation du pouvoir.

Pourtant, cet absolutisme, certains le voient naître justement sous le

régne d'Henri IV, dont on a parfois dénoncé l'autoritarisme sous couvert de bonne administration. « Je suis pour une *Eat France*, réclame François Bayrou. *Eat France*, c'est le droit de refaire une administration, raison de ressaisir la capacité fiscale, raison de faire de l'intervention de l'Etat le moteur de la modernisation économique de la France. Mais il est vrai que cette médaille a son revers : l'absolutisme et le jacobinisme. L'absolutisme est à la fois chez Henri IV un mode de gouvernement et une tentation. Cependant, comme le disait le philosophe Simone Weil, « l'ordre est un besoin de l'âme humaine ». C'est seulement quand ce besoin-là est satisfait que l'on peut libérer les énergies... » Autre motif de succès, qu'il, selon le ministre vaut pour le genre autobiographique plus que florissant des biographes historiques comme conséquence de la crise supposée du roman depuis une trentaine d'années. A en croire François Bayrou, qui vient de créer un « observatoire de la culture » autour de personnalités comme le physicien Jacques Friedel, le linguiste Alain Bentolila ainsi que l'historien Roger Chartier (*Le Monde* du 16 février 1995), le lecteur, frustré d'intrigues et de fictions depuis la déconstruction des formes traditionnelles par le nouveau roman, soulagerait, grâce à la vie des grands hommes, son désir d'intrigue, de « héros positifs, gais », qui lui refuserait la fiction française.

## RESTAURER UNE CONTINUITÉ

François Bayron, qui souhaite consacrer sa prochaine biographie à Saint Louis, tient d'ailleurs à préciser qu'il n'est « pas historien », « Il me semblait, ajoute-t-il, qu'on pouvait, par exemple, apporter une interprétation psychologique à son caractère et l'œuvre d'Henri IV. L'exhaustivité prive l'historien de la mise en scène. » L'abondante citation des chroniques d'une époque d'avant la presse, et où cependant l'opinion publique commence, notamment par le canal de l'imprimerie, à peser d'un certain poids sur les événements, rapproche, en expliquant également son succès, cette biographie du reportage: les *Mémoires* de Pierre de l'Estoile, mais également les *Économies royales* de Sully. Plus que le *Napoléon III* de Philippe Séguin – il s'agit surtout de réhabiliter un empereur disgracié par la III<sup>e</sup> République – ou le *Grégoire Mandel* de Nicolas Sarkozy (2), ce récit raisonné de la vie d'un roi ne traduit-il pas surtout le souci des hommes politiques actuels de restaurer une continuité de l'histoire de France dont ils ont, à l'instar de tous leurs contemporains, l'angoissant sentiment que la modernité les éloigne sans retour ?

N. W.

(1) *Henri IV, le roi libre*, Flammarion, 542 p., 130 F.  
(2) *Philippe Séguin, Louis-Napoléon le Grand*, LGF-le Livre de poche; *Nicolas Sarkozy, Georges Mandel, le moine de la politique*, Grasset.

## DROIT DE CITER

– Prends le chameau, mon chéri, fit tante Dot au retour de la grand-messe, en se laissant glisser à bas de l'aimable bête.

*Le chameau, un dhallur arabe blanc (une seule bosse) du célèbre troupeau de la tribu Ruoka, avait été le cadeau d'adieu, sacoches de selle bourrées d'or pâle et de clinquants en prime, d'un riche nabab du désert qui possédait un « Hôtel du Levant » du côté de Palmyre. J'ai toujours pensé qu'étant donné sa provenance, il était tout à l'honneur de ma tante de ne pas l'avoir baptisé Zénobie, Longinus ou Aurélien, comme l'aurait fait une femme d'un caractère moins élevé ; au lieu de quoi, elle disait toujours sur un ton détaché « mon chameau » ou « le chameau ».*

**ROSE MACAULAY**, extrait des *Tours de Trébizonde*, traduit de l'anglais par Isabelle Chapman, 10/18, « Domaine étranger », n° 2570.

## Correspondance

**A la suite de l'article sur la vente des droits, en France, du dernier roman et d'un recueil de nouvelles de Salman Rushdie (« Sur-rechère autour de Rushdie », « Le Monde des livres » du 17 février), nous avons reçu d'Olivier Orban, PDG de Plon, les précisions suivantes :**

J'ai lu, comme beaucoup de vos lecteurs dans le supplément littéraire du Monde, le 20 date du 17 février, l'article de M<sup>me</sup> Nivelle sur les conditions d'acquisition du prochain roman et d'un recueil de nouvelles de Salmaan Rushdie. Cet article met en cause directement et indirectement Pion. Il appelle de ma part les remarques suivantes :

Comme il est de coutume dans le monde anglo-saxon, le roman de Salmaan Rushdie, *The Moor's Last Sign*, est paru en cinq langues. Cinq éditeurs français : Gallimard, Grasset, Stock, Christian Bourgois, associé au Seuil, et Pion ont voulu en acquiescer les droits.

A lire Le Monde, de tous ces éditeurs, seul Pion n'avait pas le lé-

glimité de la faire. A 420 000 dollars, Christian Bourgois, et à 430 000 dollars, Stock, s'ils l'avaient emporté, respectivement le symbole représenté par Rushdie. A 450 000 dollars, mes chers confrères partent en guerre contre l'argent, les mémoires de l'édition française et les « préoccupations quantitatives ». C'est une mauvaise que celle mais on est en droit d'attendre plus d'objectivité et de sérénité de la part d'un journal comme *Le Monde*, qui semble raisonnable dans ses jugements.

SI, en revanche, la vraie question soulevée n'avait pas été l'argent mais la nature des liens qui existent entre un auteur et son éditeur, problème beaucoup plus intéressant et complexe — pour quoi, un jour, un auteur décide-t-il d'interrompre le pacte moral ou conventionnel avec un éditeur ? —, alors *Le Monde* aurait dû prendre la peine de se re-situer.

Aivan Nabokov dirige chez Plon une collection de littérature étrangère, « *Feux croisés* », qui

compte de prestigieux écrivains tels que V.S. Naipaul, Nadine Gordimer (prix Nobel), William Gaddis. Chacun sait, dans notre profession, le rôle qu'il a eu dans la publication des derniers ouvrages de Salmao Rusldie. L'ignorer ou le taire, c'est trahir l'information et réduire exclusivement à une affaire d'argent une préférence éditoriale. La règle des enchères n'exclut à aucun moment, en effet, la volonté de l'auteur d'aller vers l'éditeur de son choix. Qui pour autant imaginer que pour 20 000 ou 30 000 dollars de plus, Salmao Rusldie renoncera à exercer cette liberté, une des seules qui lui restent ?

C'est gravement l'injurier que de le prétendre, de même que c'est l'injurier un éditeur - quel qu'il soit - que de faire un parallèle entre l'argent d'une fatwa et l'argent que l'on donne à un auteur pour avoir le droit et l'honneur de publier un chef-d'œuvre.

Oliver Orban

★ **Président-directeur général de Plon.**

■ L'ASCALF (Association for the Study of Caribbean and African Literature in French) organise son prochain colloque international à Dublin les 8, 9 et 10 avril, avec la participation de Francis Bebey et René Depestre. Renseignements et inscriptions jusqu'au 10 mars auprès de Patricia Little, St. Patrick's College, Drumcondra, Dublin 3, Irlande, Fax : 353-1-837-61-97).

■ **ATD-QUART-MONDE** organise, vendredi 24, samedi 25 et dimanche 26 février, au centre des congrès de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris, les Huitièmes Journées nationales du livre contre la misère (entrée libre).

■ A LA MAISON DU DANEMARK, dans le cadre d'une exposition consacrée à Karen Blixen, qui se tient du 2 au 13 mars, Geneviève Brisac donnera une conférence sur l'écrivain danois, jeudi 2 mars à 19 heures (142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, réservation : 44-31-21-21 ; l'exposition sera ouverte toute les

**Jours, de 13 heures à 18 heures et à partir de 14 heures les dimanches et jours de fête).**

■ **DES JOURNÉES MICHEL FOUCAULT** auront lieu à la Villa Gillet à Lyon, vendredi 10 et samedi 11 mars, à l'occasion de la publication de *Les Mots des Mots* du philosophe (Gallimard) y participent : Arlette Farge, Pierre Milhou, Jacques Neefs, Antoine de Gaudemar et Roger Chartier. Divers autres manifestations auront lieu dans le cadre de la même Villa Gillet : une lecture-spectacle en hommage à Louis Calaferte, « C'est la guerre », dirigée par Jean Lacournerie (du 28 février au 11 mars) ; dans le cadre du séminaire sur « le témoignage », une conférence de Michel Schneider, mardi 14 mars à 20 h 30, sur *Billy Budd* de Melville, et de Michel Riffaterre, sur le témoignage en littérature, mardi 21 mars à la même heure ; enfin, vendredi 24 et samedi 25 mars, se tiendra un colloque intitulé « Témoignage et fiction », organisé conjointement par l'université Louis-Lumière Lyon-11 la Villa Gillet.

## ACTUALITÉS

## Foire du livre de Calcutta 1 500 000 visiteurs

Calcutta s'enorgueillit d'offrir chaque année, au tournant de janvier et février, alors que s'achève l'hiver, « le plus grand rassemblement de lecteurs en Asie », avec ce qu'on appelle le « *Bal Mela* ». Cette Foire du livre, qui a lieu au pied du Victoria Memorial, a été créée en 1976 par la fédération des éditeurs indiens. Elle est devenue, en moins de vingt ans, un élément important de la vie culturelle de la ville et se présume de vendre plus de livres que la Foire de Delhi, devenue, elle, internationale.

Plus de 1 500 000 visiteurs s'y sont rendus en douze jours, pour un chiffre d'affaires de quelque 60 millions de roupies (environ 12 millions de francs) et plus de 400 exposants, venus de toute l'Inde, étaient présents. Les éditeurs se disaient satisfaits : 75 % des visiteurs sont des acheteurs, surtout de textes scolaires et universitaires.

Certains consulats étrangers étaient également présents : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France, avec sa vivante Alliance française. Le Bangladesh, aussi, était représenté, mais les journaux annonçaient, lundi 20 février, que, pour la première fois, à la demande de l'Association des éditeurs bangladais, la vente de livres imprimés en Inde était interdite à Dacca, pour la Foire annuelle de la Bangla Academy.

**N. Z.**

## HEINE EN HÉBREU : RETOUR D'UN FILS PRODIGE ?

L'œuvre du poète allemand Heinrich Heine, né au sein de la religion juive en 1797, et converti au christianisme en 1826, serait-elle en passe d'être réincorporée dans la culture juive ? Certains intellectuels israéliens « laïques » s'efforcent en tout cas de le y replacer, comme le montre à sa façon l'anthologie de textes à thèmes « juifs », parfois peu connus, de Heine, réunis par Yehouda Eloni et Shlomo Tanny (publiée, en hébreu, aux éditions Reshafim, sous le titre *Et il ne diront pas le Kadish* [prière des morts]). Heinrich Heine *avait*, il est vrai, compté, avant sa conversion, au nombre des fondateurs de la *Wissenschaft des Judentums* (science du judaïsme), avec l'historien Leopold Zuntz. Heine délaisse ces voies dans l'atmosphère d'auto-émiettement qui submerge l'Allemagne après 1819, et pense obtenir avec son baptême sa « carte d'entrée dans la culture européenne ».

Mais toute sa vie il continuera à consacrer vers et propos au judaïsme. Pour les intellectuels israéliens « laïques » d'aujourd'hui, intégrer Heine le « renégat » s'explique par le souci de dissocier le « canon » de la culture juive des excommunications religieuses. Mais si Heine est un précurseur de la modernité - juive ou non - n'est-ce pas surtout parce qu'il fut l'un des premiers à vivre le tiraillément douloureux d'identités contradictoires réunies sur une seule tête ?

■ **ÉTATS-UNIS** Réalisée à partir d'une tournée de conférences données au monde, le dernier livre de rélexions politiques de Noam Chomsky, *«L'Amérique, l'Amérique»* (les éditions du monde ancien et nouveau, collection «Photo», 1982, par le moment, très richement illustré), recueille par une partie de la critique anglo-saxonne. *The Times Literary Supplement* (Angleterre) dénonce ainsi dans cette vision d'un monde dominé par une Europe occidentale engagée depuis cinq siècles dans un processus impitoyable de coquetterie, des relents de populisme «sorellien» (du nom de Georges Sorel, 1847-1922, théoricien de la violence politique, un des inspirateurs de Mussolini).

**■ LANGUES DU MONDE** L'American Association for the Advancement of Science a tenu, samedi 18 février, sa conférence annuelle. Les linguistes se sont inquiétés de la situation des langues parlées dans le monde, dont le nombre pourrait diminuer de moitié d'ici un siècle. On recense actuellement près de 6 000 langues, or, pour qu'une langue soit préservée, il semble qu'elle ait besoin d'au moins un million de locuteurs.

La plupart ne sont parlées que par 5 000 à 10 000 personnes. Les langues les plus menacées sont principalement celles de populations situées en Afrique et en Indonésie. Depuis 1993, les Indiens d'Amérique ont entrepris un programme de formation en enrôlant professeurs et étudiants pour réapprendre dix langues menacées d'extinction (rien qu'en Californie, on compte 49 dialectes indiens).

**GRANDE-BRETAGNE** Il était temps ! Pour le vingtième anniversaire de sa mort, les Anglais vont rendre hommage à l'un de leurs plus grands humoristes, P. G. Woodhouse en créant un club d'admirateurs comme il en existe déjà aux Etats-Unis, aux Pays-Bas, en Suède et en France.

■ **RUSSIE** « Il y a cinquante ans, la victoire », « Cinquante ans après... », en ce début d'année 1995, la presse littéraire russe (*Kniznoe Obozrenie*, *Literaturnaja Gazeta*, *Literaturnaja Rocia*) commémore la fin de la deuxième guerre mondiale. A chacun sa rubrique pour célébrer cet anniversaire qui n'est pas seulement celui des nostalgiques du « bon vieux temps communiste », comblés de récits et mémoires de guerre.

C'est aussi l'occasion, en ces jours sanglants, de mettre la guerre en perspective: *Litteratournaia* Gazeta publie ainsi une interview de l'écrivain russe Viktor Astaïev (renommé pour ses écrits sur la guerre et sur la campagne sibérienne) à propos de son dernier roman *Maudits et Assassins*, dont l'actio se déroule lors de la «grande guerre patriotique» et dont certaines descriptions rappellent cruellement les horreurs du conflit en Tchétchénie.

let, 25, rue Chazière, 69004 Lyon,  
tél 78-27-02-48).

■ « **CRISE DES IDÉOLOGIES, pérennité des cultures politiques** », tel est le thème d'une soirée-débat organisée, mercredi 8 mars à 19 h 30 dans le cadre des *Revue* parliées du Centre Pompidou, à l'occasion de la publication du numéro de la revue *Vingtième siècle* consacrée à la culture politique des Français (petite salle, 1<sup>er</sup> sous-sol, entrée libre).

**Où trouver  
un livre épuisé ?**  
service de recherches gratuites  
**LE MONDE DU LIVRE**  
50, rue Bourst, 75019 Paris  
Formulez votre demande :  
PAR ÉCRIT adresse ci-dessus  
PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 66  
PAR MINITEL : 36 15 MDL  
Merci de joindre cette annonce  
à votre demande

هڪڙي صاف ٿيل







## La vérité en miettes

En trois parties, Florence Seyvos décompose une Alice au pays des attentes, jeune fille en devenir, observatrice des autres et du monde dans un kaléidoscope de sentiments

LES APPARITIONS de Florence Seyvos. Ed. de l'Olivier, 206 p., 119 F.

Après avoir publié plusieurs ouvrages destinés à l'enfance et à la jeunesse (à l'école des loisirs), puis, se faufilant dans la cour des grands, un récit remarquable, *Gratin* (1), Florence Seyvos passe, aujourd'hui, au roman. Et nous assistons à la métamorphose d'une conteuse en romancière, qui, désormais, ne s'adresse plus à un secteur du public prévu d'avance, mais navigue à l'estime, dans l'espoir de rencontrer ces silhouettes à contre-jour, sans visage, qui pourraient devenir ses lecteurs.

L'histoire qu'elle nous raconte, ici, n'est pas au centre de la narration; elle est fluctuante, erratique, chronologiquement capricieuse, sans pour autant donner l'impression d'une audace voulue par l'auteur, moins encore d'une astuce, mais plutôt de celui-ci tient en réserve des richesses. (Si *Le Bruit et la Fureur* tombait aujourd'hui dans nos mains comme une nouveauté, ne risquerions-nous pas de le trouver « mal composé » ?)

Le personnage principal de ce roman, celui qui observe, écoute, réfléchit, s'appelle Alice. Elle a environ vingt ans dans la première partie, treize ans dans la deuxième, et quatorze dans la dernière – la quelle correspond enfin au titre et, comme les apparitions dans tous les lieux saints consacrés à ces phénomènes, se font attendre. Facile en apparence, dure dans le fond, facile à impressionner, impossible à convaincre et, à l'âge de vingt ans, en permanence exaspérée, Alice est une petite personne étonnée « par sa propre



Florence Seyvos, une conteuse en romancière

capacité à donner l'image d'un être raisonnable alors qu'elle se sait folle; et qui, tout indépendante qu'elle se prétende, vit dans la crainte de « tomber hors du monde », pour peu qu'elle échappe à la surveillance des autres.

Or qui sont-ils, ces « autres » ? Pour le principal, sa mère, qui s'est remariée, et vit au Brésil. Alice, qui, faute de mieux, l'aime bien, a même accepté, naguère, qu'elle adopte l'enfant d'un premier mariage de son nouveau mari. Il s'agit d'un garçon mentalement handicapé – ce José, adolescent goulu, qu'Alice héberge un moment, le temps des vacances. Pendant son séjour, elle met à profit toutes ses ressources

de gentillesse, se montrant capable d'encasser mille contrariétés, voire des drames – mais le lecteur ne peut pas s'empêcher de la soupçonner prête à commettre un crime avec placidité, pour avoir la paix. (On songe aux enfants dostoïevskiens de la grande Ivy Compton Burnett.)

Il n'est pas interdit de supputer que le secret d'Alice est de ne pas avoir été aimée. Il y a deux sortes de gens : ceux qui, dans leur enfance, ont été caressés par leurs parents, le toucher de la mère et du père devenant au fil des ans une large caresse qui s'étend, revient, rassure, console; et ceux qui n'ont jamais senti, au cœur de la nuit, quand les figures précoces du cauchemar se dressent, la tié-

deur de leurs mains posée sur leur sommeil. Dans la troisième partie de l'ouvrage, on retrouve l'adolescente dans un groupe d'exaltés en pèlerinage au sanctuaire de Bjor, en Albanie, où, dit-on, apparaît la Vierge Marie – que Duns Scott tenait pour le but de la Création, afin que le Créateur ait eu, lui aussi, une mère. A Bjor, quatre enfants l'ont vue, autrefois, et continuent de la voir, chaque jour, à la même heure. Alice, qui, elle, ne croit même pas au fait d'être incroyante, suit les cérémonies, regarde, écoute et, sans répit, l'œil relui à la pensée, observe : aussi bien le comportement des dévots que cette vieille dame dont le rouge à lèvres, trop vif, ne met en valeur « que les rides incrédules qui bordent la lèvre supérieure et la font ressembler à un soleil triste dans un dessin d'enfant ». Pourtant, ce jour où, lasse du groupe de fanatiques, elle pénètre et s'égare dans un champ de maïs, qui a provoqué, soudain, ce grand froissement de feuilles desséchées derrière elle, qui l'a poursuivie ? Serait-ce le diable ? Elle laisse aux improbables témoins le soin de le supposer.

On dirait que, pour Florence Seyvos, il n'y a ni Bien ni Mal, mais, éparpées, des bribes de cette vérité qui, comme l'univers, nous échappe, alors que nous continuons de l'imaginer, une et unique, illimitée et éternelle.

Aussi, son style est-il tout concentré sur ces « captures » de la réalité qui, en quelques mots, épinglent la sauvagerie et le ridicule du quotidien, et l'intense solitude des fantaisies et des modestes illuminations auxquelles on essaie de prêter foi, pour s'aider à vivre.

Hector Bianciotti

(1) Editions de l'Olivier, 1992.

## Dernières livraisons

### HISTOIRE LITTÉRAIRE

LES ROYAUMES DE GEORGES BERNANOS, de Jean Bérrier

« Jouer avec l'espérance des hommes c'est dupier la foi et la soif du pauvre », affirmait Bernanos. C'est la figure du « chrétien entier » que l'auteur, qui connut l'écriture lors de son exil au Brésil, tente de restituer. A la fois livre de souvenirs et réflexion sur les points les plus sensibles de l'itinéraire de Bernanos – ses rapports avec l'Action française, le patriotisme, l'antisémitisme et la référence à Edouard Drumont –, cet ouvrage se place tout entier (comme l'« envoi » en fin de volume en témoignage) sous le signe de la vocation religieuse de l'auteur du *Journal d'un curé de campagne* (Librairie bleue, Amis des Cahiers bleus, Espace Argence, bd Gambetta, 10000 Troyes, 350 p., 145 F.).

### LITTÉRATURE FRANÇAISE

DES NOUVELLES DU BON DIEU, de Didier Le Pêcheur

Un écrivain se tue pour savoir enfin s'il y a d'autre existence que celle imaginaire de ses personnages. Trois hommes à leur tour, tout droit échappés de la fiction, décident d'interroger le mort. Une femme, Karénine, se joint à eux. Didier Le Pêcheur a écrit le roman de l'aventure romanesque. Le romancier a-t-il, tel Dieu, le pouvoir de rendre immortel ? Un récit drôle et tendre sur un thème séduisant, mais périlleux (Julliard, 146 p., 85 F.).

LE DROIT AU GRIS, de Petr Kral

Les « orbites creuses des façades » et les « corridors du vent », le « paysage en tous sens » de Lisbonne, Trieste, Prague ou Berlin, de Munich et Barcelone forment la trame de ces poèmes, qui sont autant de « fragments de métropole ». Loin des enchantements naïfs et des hymnes à l'urbanité, Petr Kral inscrit son lyrisme dans une histoire déchirée, dont ses vers sont comme les éclats, pour dire que « le monde est là, à jamais inachevé » (Le Cri - Jacques Darras, 43, rue Guillaume-Stocq, Bruxelles). Du même auteur, la *Maison des écrivains étrangers* et des traducteurs a récemment publié un recueil de proses, *Arsenal*, en version française et tchèque (MEET, BP 94, 1, bd René-Coty, 44602 Saint-Nazaire, 100 p., 94 F.).

APPRENTISSAGES, de Loran Gaspar

« La poésie ne supporte pas l'établissement. Il ne faut pas la réussir. Laisser le plastron à la prose. Il faut tuer l'aisance », affirmait Henri Michaux à Loran Gaspar, qui rapporte ses propos dans ce recueil d'essais, ou plus précisément de libres réflexions. Un des poètes majeurs de sa génération ne craint pas de se dire encore à l'âge des apprentissages (Deyrolle Editeur, 25, rue Condorcet, 75009 Paris, 160 p., 138 F.).

### LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

CARRIÈRES DE GRÈVE, de Friedrich Hölderlin

La belle collection « Scalène » propose une nouvelle édition bilingue de *Palmas et Carrières de grève* (Fragments de la folie). Les textes sont suivis d'un essai où se révèle l'émotion du traducteur, poète lui-même, avec Hölderlin : « Il n'y a jamais dans les poèmes ni dans les textes de pensée, de tentative d'interprétation, de compréhension, d'intégration à un savoir. » (Texte français de Roger Dextre, éd. Comp'Act, 9, place de la République, 01420 Seyssel, 65 p., 97 F.).

## Ben Jelloun, amour et réalité

En vingt et une apparitions et métaphores, le romancier marocain affronte les malentendus de la vie amoureuse

LE PREMIER AMOUR EST TOUJOURS LE DERNIER de Tahar Ben Jelloun. Seuil, 200 p., 79 F.

Tahar Ben Jelloun est plus séduisant que jamais, avec ses « histoires cruelles » réunies sous un titre joliment ambivalent, *Le premier amour est toujours le dernier*. Certains de ces courts récits avaient déjà été publiés dans divers journaux ou revues. On les croyait donc disparates et on s'imaginait que Tahar Ben Jelloun les avait rassemblés en un « recueil ». Il n'en est rien. Hormis ceux qui ont une vision étroite, compassée et conventionnelle du roman (ils sont malheureusement légion), les lecteurs pourront trouver ici, en vingt et un chapitres, en vingt et une apparitions et métaphores, le roman vrai de la vie amoureuse – ou plutôt de l'absence d'amour, de l'isolement, de l'enfermement.

Premier chapitre, « L'amour fou », qui commence ainsi : « Cette histoire est une fiction. » C'est un implacable roman policier, concentré, démontant la mécanique de la fille sadique d'un homme riche auquel une femme a prétendu résister. Ruses des femmes, violence des hommes, incompréhension, solitude, égoïsme, rêves perdus, existences gâchées, se succèdent et s'additionnent, de récit en récit. « Ce livre raconte le déséquilibre et les malentendus entre l'homme et la femme arabes », explique Ben Jelloun dans la prière d'insérer.

AFFRONTEMENTS

Mais son texte est plus que ce qu'il en dit. Il affronte « le » malentendu entre les hommes et les femmes, tout simplement. Celui avec lequel la plupart des écrivains blaisent, comme on le fait dans la vie. Sinon, on mécontente tout le monde – Ben Jelloun en prend le risque. Car il ne faut pas que ces choses-là soient

dites : ni l'irruption de l'irrationnel dans les relations amoureuses (« La vipère bleue »), dans la procréation (« Un fait d'hiver et d'amour »). « Troubadourisme » et « imprécations », voilà deux manières rassurantes d'aborder la question que Ben Jelloun refuse. Il préfère révéler la dérangeante réalité des amours et des malheurs.

A l'une des extrémités de la souffrance, un symbole, un enfant « en trop », ni garçon ni fille, qui sait que sa « naissance fut probablement une erreur », qui ne sera jamais aimé et laisse grandir en lui une haine sans grandiloquence. Donc terrible. Et à l'autre bout de la misère morale, un vieil aristocrate espagnol, sans doute l'une des figures les plus touchantes de ce livre. Ancien diplomate, raffiné, élégant et amoureux d'un jeune homme, Jamil, vingt-deux ans. Passion im-

possible ? Mais non. Amour qui dure au point que Don Rodrigue donne tous ses biens à Jamil. Il n'avait pas prévu que les vieux messieurs vivent parfois plus longtemps que les jeunes femmes, et que les mères sont quelquefois bien cruelles... Pour ne pas rester sur cette image d'un homme seul, ruiné, Tahar Ben Jelloun a choisi de terminer ce parcours dans les méandres des destins humains par la très courte fable d'un polygame heureux, qui, « arrivé à la quarantaine », fait « bon ménage » avec ses deux femmes. « Amoureux, polygame et fidèle ! » Insupportable, n'est-ce pas ? Pourtant voilà bien le personnage que le mieux vivant » de toutes ces histoires. Et qui les termine sur un plaisant constat (morale de Tahar Ben Jelloun ?) : « Mais il n'y a que la mort qui soit si plate ! »

Jo. S.

## De la révolte à la gravité

POÉSIE COMPLÈTE 1966-1995 de Tahar Ben Jelloun. Le Seuil, 576 p., 149 F.

Dans l'œuvre de beaucoup d'écrivains, la poésie constitue comme un territoire secret, à l'écart – notamment du succès. Chez Tahar Ben Jelloun, elle a pourtant été première, née – en 1966, sept ans avant le premier roman, *Harrouda* – d'une révolte et d'une colère, aux motifs bien concrets, ainsi qu'il l'explique dans la préface de ce livre où il écrit jusqu'à ce jour. Souvent narrative, prodigue d'images et de couleurs, généreuse, chargée de reminiscences, la poésie de Ben Jelloun apparaît comme

blessée : « Un jour le soleil s'est posé au / cœur de l'amertume / les plaies se sont fermées sur / l'envol / d'un oiseau / l'oiseau libéré / devint astre du soupçon. » A la révolte des premiers poèmes – « Il n'y aura plus qu'une résonance aveugle. Celle de la victime. » – succède une tonalité non pas apaisée mais grave. Le regard s'aiguise : l'expérience de vivre, sans doute, s'approfondit – « Cette tendresse / cette lueur et la source / retirée dans la nuit / n'a nulle image n'est vagabonde. » Amoureux, portant au jour la voix du deuil ou de l'infirmité plus grande : « De nos souvenirs classés, perdus de désirs, / nous avons fait l'unique asile. »

R.K.

## Cache-cache avec la vie

Derrière l'apparente banalité du quotidien, Anita Desai tisse onze nouvelles en trompe-l'œil où émerge une musique douce-amère

JEUX AU CRÉPUSCULE (Games at Twilight) d'Anita Desai. Nouvelles traduites de l'anglais par Anne-Cécile Padoux. Denoël, « Empreinte », 234 p., 125 F.

Situées dans l'Inde contemporaine, de Bombay à Delhi jusqu'à Manali dans la montagne, ces nouvelles inédites en français et délicieusement traduites par Anne-Cécile Padoux datent de 1980. De la double ascendance d'Anita Desai, de mère allemande et de père bengali, c'est l'Inde qui prédomine, l'Occident n'affleure qu'à peine, le temps d'une scène de ménage, d'une rupture âcre entre un couple de jeunes Américains incapables de se préserver dans un univers auquel ils échappent et qui leur échappe : « Les encombrements et le vacarme de la circulation, les voyantes affichées de cinéma, les couleurs vives des vêtements des femmes, la profusion de jouets et de décorations de papier de couleur et de paillettes, les radios et les haut-parleurs réglés à leur maximum, et les vendeurs de fleurs, les pèlerins, les singes et les ours savants... » Ils finiront par se perdre, d'ailleurs, ironiquement, en pleine nature, lors d'une rencontre avec un groupe de hippies. C'est avec émotion qu'on lit le début de chaque récit. Il ne s'agit pourtant que d'une petite phrase toute simple, sans poésie, sans romantisme qui devrait ne faire rêver qu'une histoire sans histoire. Et comme une pierre que l'on bouge au bord d'un sentier ensoleillé, il y a toujours autre chose sous l'histoire, quelque chose d'un peu mélancolique, d'un peu inquiétant peut-être, lové entre les lignes comme un soupir sur une portée de musique. Tantôt, c'est un univers qui se braille, une réussite qui s'écroule, une ambition qui achoppe, tantôt, au contraire, une situation pénible qui se dissipe,

un malentendu qui s'éclaircit, un malaise qui s'estompe, mais toujours en douceur, comme un vol de pigeons qui disparaissent « dans le bleu doux et profond du matin ».

A la beauté il y a toujours un contrepoint. Elle est atténuée et rebassée par quelque chose de laid et de vital comme cette promenade dans le parc où « derrière les buissons d'hibiscus régnait une odeur d'urine ». Elle rebondit sur un élément terre à terre, quotidien. Les familles vivent beaucoup dans leur cuisine, et la nourriture tient une place importante : pâtisseries, fruits, biscuits, beignets, poissons.

Pas de violence, pas d'hostilité manifeste, à peine quelque agacement de surface, un mouvement de colère vite réfréné; les rapports entre les êtres sont empreints d'amabilité et de sollicitude, parfois jusqu'à l'onctuosité. Une brèche. Une angoisse. Le poids de la solitude. Tout chan- celle et vacille, se brise parfois ou bien, dans un nouveau sourire, l'équilibre se rétablit, il ne s'est presque rien passé.

La compassion d'Anita Desai est infinie pour ces créatures qui se débattent, qui essaient parfois d'échapper à leur quotidien, qui entrevoient une autre vie fugitivement : « Chaque fois que M. Bose rêvait de changer entièrement le cours de l'univers, chaque fois qu'il rêvait de briser le monde en deux moitiés et de le secouer pour en faire tomber – quoi ? des jeux d'artifice, un faux cheveu de femme, des plumes tachées de sang ? –, il frémissait et plâissait à la pensée de son audace, de sa violence, de cette force secrète qui surgissait parfois et qu'il devait précipitamment calmer, écraser. » Et la sentence tombe, brutale dans son évidente simplicité : « Non, il devait continuer à donner des leçons, c'était cela qui était important. Il fallait acheter sa première paire de souliers au bébé, et bientôt des oranges, des biscuits, des jouets en plastique. » Ailleurs, c'est un joueur de *tanpura* qui ac-

compagne inlassablement, sur trois notes, son maître admiré, l'ustad, pour que celui-ci puisse improviser à loisir, sans jamais s'éloigner de la tonalité du *raga*. Une fois, rien qu'une fois, il va être victime d'une idée, pas la sienne, celle martelée par un autre qui envisage que lui aussi aurait pu devenir un grand musicien, le laissant cloué d'horreur jusqu'à ce qu'il retrouve assez de force pour s'enfuir et recouvrer l'immuable sérénité de sa vie, de son absolue conviction, de son dévouement sans arrière-pensées.

Cette ligne de destinée imparable, sans aspérités, qui fuit droit devant elle, laissant sur la route famille, amis, désirs, responsabilités, c'est aussi celle, encore plus étrange, d'Harish, qui, parti de la contemplation d'une tranche de melon posée devant lui machinalement, sans aucune prémonition, par sa femme, va partir à la recherche d'autres « structures de surface », pavés, barreaux métalliques, buvard blanc, buvard rose, pierres ou roseaux jusqu'à ce qu'il se perde, à jamais « en adoration ». Simple moment perdu mais blessure troublante, la partie de cache-cache qui donne son nom au recueil et qui s'achève sur « l'ignominie d'avoir été oublié » du petit Ravi ne pleurant même plus, car « le sentiment terrible de son insignifiance l'avait réduit au silence ».

Martine Silber

ÉCRIVAINS  
NOUS EDITONS :  
romans, poésies, œuvres  
de théâtre, romans, nouvelles  
ÉCRIVEZ-NOUS OU ENVOYEZ  
VOTRE MANUSCRIT À  
EDITIONS MINERVA  
10, rue de la Paix - 75002 PARIS

كتاب من المكتبة







Histoires littéraires  
PAR FRANÇOIS BOTT

BAUDELAIRE  
ET L'EXPIRIENCE  
DU GOUFFRE  
de Benjamin Fondane.  
Préface de Patrice Bery.  
Ed. Complexe, coll.  
« Le Regard littéraire »,  
n° 61, 434 p., 76 F.

Les dimanches  
de l'Histoire

Il y a des gens qui passent des dimanches rêveurs, des samedis sentimentaux et, quelquefois, des vendredis mystiques. Benjamin Fondane passait des « lundis existentiels ». Très différents des fameux lundis de Sainte-Beuve, ces lundis-là n'étaient pas nécessairement drôles. Il est vrai que ce jour a mauvaise réputation. Et certains rêvent encore de le supprimer. Benjamin Fondane naquit le 14 novembre 1898, en Roumanie. Précisément à Iasi, l'ancienne résidence des princes de Moldavie. Cloran connaît l'enfer et ne le recommande à personne. « Paradis de la neurasthénie, dit-il, la Moldavie est une province d'un charme désolé, proprement insoutenable. » Il ajoute que « l'enfer moldave » l'emporte sur tous les autres, le café des Français, le spleen des Anglais, le désenchantement espagnol, la dépression irlandaise ou la mélancolie germanique.

Fondane vint s'établir à Paris, en 1923, pour respirer l'air des années folles et découvrir les charmes de la frivolité. Mais il n'était sans doute pas fait pour les modes parisiennes. L'année d'après, il rencontra Léon Chestov, le meilleur professeur de désespoir slave, qui lui donna des leçons de philosophie sur le pont de Fossy. Né à Kiev, en 1866, cet homme enseignait que, pour atteindre la vérité, « il fallait avoir traversé quelque intime désastre ». Ce n'était pas une philosophie très facile. Et la jeunesse sortait du domicile de Chestov, rue de l'Abbé-Grégoire, avec des sentiments très mélancoliques, heureuse tout de même s'il faisait beau dehors. Elle remettaient les naufrages à plus tard. La « vérité » attendrait... A la fin des années 20, Fondane traversa l'Atlantique pour aller faire une conférence, à Buenos Aires, sur « Léon Chestov et la lutte contre les évidences ». Quels furent les sentiments de l'Argentine ?

Le jeune homme avait laissé en Roumanie ses poèmes et ses illusions lyriques. Il se consacrait à des méditations sur l'existence, mais il voulait rester « un penseur privé », loin de l'esprit de système et des prétentions que celui-ci comporte. Benjamin Fondane écrit Rimbaud le voyou (1933). La Conscience malheureuse (1936) et un faux traité d'esthétique, présenté comme un « essai sur la crise de la réalité » (1938). C'était justement l'année pendant laquelle mourut Chestov. Le monde vacillait, et Benjamin Fondane acquiesça à l'actualité française, pour se rassurer peut-être. Dans son Rimbaud, il s'étonnait que l'on demande aux écrivains : « Pourquoi écrivez-vous ? » et non pas : « Pourquoi êtes-vous né ? » Les Hamlet modernes avaient pris le train Bucarest-Paris. Ils venaient tous de Moldavie... L'homme, quel qu'il soit, de quelque côté qu'il se tourne, n'est pas satisfait de son destin », disait Fondane, au début de La Conscience malheureuse. L'espèce humaine se tairait et se retournerait sur l'oreiller, ne sachant comment dormir. Et la métaphysique commençait avec l'insomnie.

Pour Fondane, Baudelaire fut un de ces auteurs-miroirs dans lesquels certains d'entre eux se reconnaissent tout de suite, lorsqu'ils les abordent au hasard, après s'être promené entre la Roumanie, la rue de l'Abbé-Grégoire et l'Argentine. Dans son livre, douloureux et tourmenté, sur Baudelaire et l'expérience du gouffre, Benjamin Fondane conseille pourtant à ses lecteurs de ne pas se brûler en désirant l'impossible, comme le fils de Mr. Dupin. Soyez « comme tout le monde », leur dit-il. Évitez de « dramatiser la vie ». Fondane rédigea ce livre durant l'Occupation, dans une demi-clandestinité. Car il devait se cacher, étant d'origine juive. Quelle drôle de chose de passer son existence derrière des volets fermés, en compagnie de Baudelaire, tandis que les nazis défilent dehors ! Cloran allait voir Fondane rue Rollin, dans le cinquième arrondissement, où rôdaient les ombres de Pascal et de Descartes. Ce qui frappait le visiteur, c'était d'abord le visage de Benjamin : « le plus sillonné, le plus creusé que l'on puisse se figurer », avec des « rides millénaires ». Et puis il y avait cet accord presque magique « entre le paraître et le dire ». Cette correspondance « entre la physionomie et la parole ». Cette similitude presque parfaite entre les traits et les propos... Cloran se souvient de « l'étrange insouciance » de Fondane. L'Europe ne répondait pas au téléphone, et lorsqu'on appelait d'Amérique, on entendait seulement des voix de cochonnettes, mais l'auteur de Rimbaud le voyou déambulait dans le Paris de l'Occupation, avec une « écharpe aux couleurs criardes », comme s'il se moquait d'être repéré. Il ne prenait même pas la précaution de changer de domicile et courait le risque d'être dénoncé. Ce qui arriva... « Je ne pourrais pas corriger les épreuves de ce livre, annonçait Benjamin Fondane dans la préface de son Baudelaire, en 1942. J'en suis d'avance malheureux, mais je n'y puis rien. (...) Le temps presse. Un bateau m'attend quelque part. (...) La faute n'en est pas à moi. Ce n'est pas moi qui ai créé cette époque et ses désordres, sa trame enchevêtrée où je me perds et à laquelle je ne comprends pas grand-chose, peut-être parce que personne n'a écrit une préface explicative. (...) Nous parlerons une autre fois de ce livre et des raisons qui me font l'écarter et publier par le temps qui court (1) - si l'on peut appeler ça un temps. (...) Le bateau m'attend quelque part. Adieu France ! l'écrivain la préface une autre fois. (...) L'élève de Léon Chestov présentait le jour où, venant interrompre sa phrase, les nazis frappaient à sa porte, avec leur délicatesse coutumière. En février 1944, Fondane donna à Jean Grenier sa dernière « copie » : la lundis existentiels et le Dimanche de l'Histoire. Ce court essai devait figurer dans un ouvrage collectif, L'Existence, avec des textes d'Albert Camus et de Brice Parain. Le mois d'après, Benjamin Fondane fut arrêté, ennuagé à Drancy, puis déporté à Auschwitz. Il mourut à Birkenau, le 3 octobre, pendant une de ces journées qui se confondaient toutes. Les sinistres « dimanches de l'Histoire ».

(1) Le Baudelaire parut seulement en 1947.

\* Fina Morgana rédigea un autre texte de Benjamin Fondane, Au début de l'été (préface de Michel Carasson, 46 p., 54 F.).

D'autres mondes  
PAR NICOLE ZAND

L'HOLOCAUSTE INACHEVÉ,  
OU COMMENT STALINE TENTA  
D'ÉLIMINER LES JUIFS D'URSS  
d'Alexandre Bortchagovski.  
Traduit du russe  
par Galla Ackerman  
et Pierre Lorrain.  
J.-C. Lattès, 384 p., 129 F  
(avec glossaire  
des noms propres et index).

Staline et Hitler, les emmis irréductibles, avaient eu moins un point commun : la haine des Juifs. Le Petit Père des peuples pourtant s'était trouvé contraint, pendant la guerre, de sauver non seulement les Juifs d'URSS, mais également ceux de Bessarabie, de Pologne, de Roumanie qui s'étaient réfugiés à l'Est. Contraint d'accepter le mariage de sa fille avec... un Juif. A-t-il eu le projet, dès la fin de la guerre, d'abandonner la culture juive et de se débarrasser de l'intelligentsia juive soviétique, en commençant par l'élite d'une communauté qui représentait alors quelque cinq millions de personnes ? C'est ce que démontre Alexandre Bortchagovski.

Son livre est mal écrit, souvent confus parce qu'il n'est pas linéaire et se perd dans les détails, mais il offre une vue d'ensemble saisissante sur l'organisation de la terreur à partir du procès du comité antifasciste juif, qui se termina le 12 août 1952 par l'exécution des condamnés, parmi lesquels le directeur du théâtre juif Zoussine, les poètes Peretz Markich, Lev Kvitko et David Gofstein, le romancier David Bergelson, l'ancien médecin-chef de l'hôpital Botkine Boris Chmeliovitch, l'ancien vice-ministre des affaires étrangères Salomon Lozovski, un historien, des traducteurs, des journalistes. Et leur mouchard à tous, Itzik Fefer, qui se disait « le premier poète prolétarien juif ».

L'auteur, Alexandre Bortchagovski, né en 1913, qui eut la chance de n'être qu'un comparse - un de ceux que l'on fusillait en 1948 sous le terme de « cosmopolite » -

LES AVOCATS  
Entre l'Etat,  
le public et le marché,  
XIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle  
de Lucien Karpik.  
Gallimard, 478 p., 160 F.  
L'AVOCATURE  
de Daniel Soulez-Larivière.  
Seuil, 359 p., 140 F.

Les turbulences de ce temps, autant que les « affaires », qui excitent la curiosité et les passions, multiplient les scènes où se produit le spectacle de la justice. Le Palais a toujours été un lieu dramatique par ce qu'il met en jeu avec ses codes, ses rites, sa symbolique, son art de l'argumentation et du geste. Aujourd'hui, les médias donnent à cette dramatisation une autre visibilité et une autre extension. Ils éclairent davantage ce couple lié dans l'ambivalence : le juge et l'avocat. Mais cet éclairage, rendu plus vif par l'actualité, laisse dans l'ombre ce qui est bien plus que le service de l'ordre et de ses contraintes, pour l'un, de la défense et de ses protections, pour l'autre. Ces deux figures issues d'une très longue histoire, héritières d'une tradition qui les singularise, sont depuis une trentaine d'années prises dans les bouleversements sociaux et culturels. Elles ne sont plus ce qu'elles étaient naguère, malgré l'entretien des apparences de continuité. Elles se démultiplient, comme font les domaines où le droit se spécialise toujours davantage en édictant les interventions réglementaires. La façon d'exercer la fonction s'en transforme tout autant. L'avocat, en ce qu'il est maintenant, apparaît comme la moins définie des deux figures, sinon par des stéréotypes populaires souvent dépréciatifs. C'est à la connaissance de cette figure que contribuent deux ouvrages publiés au même moment. L'un, de Lucien Karpik, la traite du dehors, en sociologie ; l'autre, de Daniel Soulez-Larivière, du dedans, en avocat mettant sa plaidoirie au service de l'« avocature » (1). A la présentation

## La machination

Un thriller  
terrifiant,  
macabre et  
rocambolique

a voulu témoigner. Depuis l'ouverture des archives, il y a cinq ans, il s'est livré à la compilation et aux recoupements méticuleux des quarante-deux volumes de procès-verbaux de l'instruction, des huit volumes des sténogrammes des séances du procès, pour écrire ce thriller terrifiant, macabre et rocambolique que doivent lire absolument ceux qui s'intéressent encore à l'URSS.

Tout commence, en apparence, avec l'assassinat, dans la nuit du 13 janvier 1948, de l'acteur le plus célèbre d'Union soviétique, Solomon Michaels, directeur du théâtre juif de Moscou où se rendait toute la nomenklatura. On disait que Staline appréciait à tel point son talent qu'il le convoquait au Kremlin pour jouer devant lui, notamment des personnages de Shakespeare. Michaels fut donc envoyé à Moscou pour voir des spectacles s'occupant de recevoir le prix Staline. Son corps et celui d'un critique qui l'accompagnait furent retrouvés au matin, le crâne défoncé, dans une rue déserte de la ville. Les exécutants furent décorés. L'enquête de la milice conclut à une mort accidentelle.

A quoi pouvait bien servir ce crime ? A qui profitait-il ? « L'assassinat de Michaels devait servir de signal au déclenchement d'un véritable génocide », écrit Alexandre Bortchagovski. Critique dramatique et auteur de théâtre, Bortchagovski, s'il n'est pas Shakespeare, rapporte, preuves à l'appui, des scènes dignes du grand Will. Ainsi Staline faisant de ses subordonnés les complices de ses crimes : l'un des assassins - Lazare Kaganovitch - envoyant ses « amitiés » à la veuve ; Svetlana, la fille de Staline, entendant son père donner l'ordre de l'accident ; le cadavre rendu présentable par l'embaumement de Léline ; une foule de traîtres et d'indics ; Staline-Macbeth banté par la peur des complots ; la femme du premier

vice-président du conseil des ministres, Polina Jemchoukina Molotova, « démasquée » grâce à une confrontation avec l'acteur Zoussine, auquel on avait fait apprendre sa déposition, et envoyée en déportation, etc. Pour organiser ce « grand procès » de la fin des années 40, concocté de longue date par la sécurité d'Etat, il fallait d'abord se débarrasser de Michaels, dont la personnalité trop forte et l'énorme popularité gênaient. Il était très difficile de faire un procès contre lui, sauf s'il n'était plus de ce monde. Peu après le meurtre, commenceront, un peu partout, les arrestations des « complices » du Comité antifasciste juif, qualifié d'« organisation criminelle », de « centre nationaliste antisoviétique à la solde des Etats-Unis », dont le but avait été notamment la création d'une république juive de Crimée... pour la vendre aux Américains ! Le seul

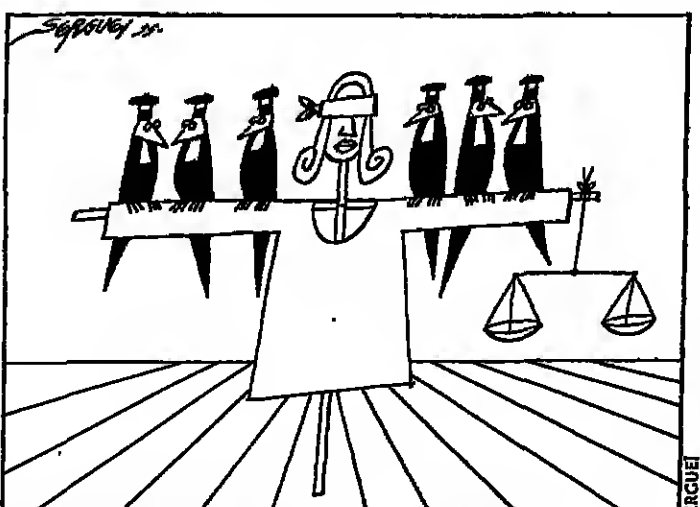
journal en yiddish disparaît : la publication du Livre noir, qui rassemblait des informations sur les atrocités nazies contre la population juive, est interdite pour « nationalisme » ; le Comité antifasciste juif dissous.

Créée en 1941, truffée dès le début d'indicateurs des « Organes », c'était la seule instance juive d'Union soviétique. Une de ses raisons d'être fut d'envoyer en 1943 plusieurs de ses membres, Michaels en tant que président et Fefer, aux Etats-Unis, au Mexique, au Canada et en Grande-Bretagne pour collecter l'aide des Juifs du monde. Le voyage rapporte des dizaines de milliers de dollars et augmente considérablement le potentiel de sympathie à l'égard de l'URSS. Les fournisseurs de New York offrent à Staline un manteau de renard. « Une fois la guerre finie, le CAJ, dont on n'avait plus besoin, fut conservé dans un vivier d'eau trouble au fond duquel se démenaient des âmes vivantes effrayées par la disparition progressive de l'oxygène », écrit Bortchagovski.

A travers les dépositions de l'instruction, les sténogrammes du procès, puis les interrogatoires eux-mêmes, jugés en 1954-1955 pour leur « crimes », le livre fait apparaître le comportement des accusés : Lozovski, le vieux bolchevik spécialiste des relations internationales, dont on voudrait faire le chef de la conspiration et qui parvient à trouver les failles de l'accusation ; Chmeliovitch, ancien médecin-chef de l'hôpital Botkine, affreusement torturé ; Peretz Markich, esprit fort et indépendant qui ne voulait avouer aucun « crime » ; Fefer, l'indie trop prolix, bouffon effrayé, accumulant les mensonges pour satisfaire ses maîtres et qu'on sortira de prison quelques heures, qu'on verra de son plus beau costume, parce que le chanteur Paul Robeson souhailait le rencontrer ; Lina Stern enfin, académicienne, scientifique de réputation mondiale, installée en URSS depuis 1935, que les juges instructeurs ne parviennent jamais, au cours des quatre-vingt-sept interrogatoires, à faire perdre pied. Quand on lui reproche « l'étendard bleu avec un signe sioniste » accroché lors de la visite au Théâtre juif de Golda Meïr, alors ambassadrice d'Israël à Moscou, elle rétorque : « Bien sûr, c'était l'étoile de David. C'est un symbole élitique, comme la faucille et le marteau chez nous. On n'haitait tout de même pas accueillir l'ambassadeur d'Israël avec l'étoile à deux têtes ! » Elle fut la seule qui fut graciée par Staline.

Peu à peu, l'instruction s'enlise et l'on n'arrive pas à bâtir un procès public vraisemblable. Il se fera à huis clos. Tous reviennent sur leurs avertis. L'accusation s'écroule. Va se greffer alors le « complot des blouses blanches », mené, dit-on, par le médecin-chef de l'hôpital de Botkine, Chmeliovitch. En même temps ont lieu des milliers d'arrestations en province : le président du tribunal, le général Tchepstov, essaie d'obtenir une instruction supplémentaire. La décision du Politburo est prise. Les condamnés seront fusillés immédiatement.

## Du barreau à l'« avocature »



distancée fait face la présentation combattante. Pour le sociologue, l'avocat existe moins - sa figure est multiple - que le rôle social dont il a la charge et le corps social, le barreau, l'ordre, au sein duquel il s'inscrit. Des fonctions soumises à l'effet des grandes transformations de la société et des conjonctures politiques, d'un côté, un « système » définissant et redéfinissant la profession, d'un autre côté. L'avocat des cours séculières apparaît par ordonnance royale, avec le Parlement, avant la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. C'est ensuite l'insertion dans un mouvement qui fait alterner des périodes d'ascension et des temps de déclin ou d'effacement, qui allie une continuité - par la fonction de défense et l'indépendance nécessaire - et le changement des services assumés. Aujourd'hui, le métier se situe dans un espace élargi où l'avocat-artisan coexiste avec la grande firme juridique.

Lucien Karpik a un fil conducteur, celui de la logique dominante qui informe la profession au cours des sept siècles de son histoire. Au commencement, la logique de l'Etat : les avocats « pratiquent la défense et participent à la formation de l'Etat moderne » ; ils occupent les fonctions éminentes du royaume, ils disposent de l'autorité et de l'influence. Ensuite, la logique du public, à partir de la fin

leurs fonctions et leurs réformes, à ce qui régle la manière d'être ensemble, la confraternité. Il insiste sur les effets de l'économisme actuel, sur les risques de convertir les avocats en « experts » parmi d'autres ou en « marchands du droit ».

L'étude de Lucien Karpik replace le métier d'avocat dans sa perspective historique en le soustrayant aux effets présents des passions. Le vécu actuel de l'avocat lui échappe. En ce sens, l'ouvrage de Daniel Soulez-Larivière est indispensable, il épouse les péripéties à l'occasion desquelles se recompose l'« avocature ». Son auteur, parce qu'il est avocat, prend parti avec une éloquente vigueur : pour la réforme - ce qui le fit accuser d'être le « fossyeur de la profession » pour l'ouverture à un « minimum de modernité » ; pour l'adaptation du métier aux nouvelles conditions économiques et sociales, afin de faire évoluer la société française vers une forme plus « contractuelle » et plus « juridique ». Une évolution qui doit modérer la tendance américaine multipliant les lawyers en autant de « mécanos » de la machine sociale. L'homme du métier dit la force de la parole, le pouvoir du regard, l'efficacité du symbolique afin de pacifier les conflits, il évoque les mécanismes psychologiques qui entretiennent le plaisir de la défense. Il dévoile et démystifie : le « rapport d la vérité », les limites du désintéressement et la relation à l'argent, l'ambiguïté du face-à-face avec le juge et le client. Daniel Soulez-Larivière cède à l'empoiement lorsqu'il considère le « cirque médiatico-judiciaire » et ses acteurs complices, ou « le rayon décoratif » des plaideurs au pénal. C'est le prix payé à une passion, celle de la défense à rétablir dans son « rôle social ». Face à l'Etat et aux pouvoirs privés ?

(1) Une première version de cet essai avait paru en 1982 chez Ramsay. Rappelons également un autre ouvrage présenté par Daniel Soulez-Larivière : *Paroles d'avocats*, vingt et un discours de la Conférence du stage choisis sur cent ans (Hermann, 496 p., 120 F.).

هكذا هو الحقيقى



**Le Monde**  
EDITIONS

**PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1995**

**BNP**

AVEC **Le Monde** ET *Le Monde*

Vous avez entre 15 ans et 23 ans. Vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre. Vous voudriez être lue(s), voire édité(e).

**Le Prix du jeune écrivain vous est destiné. Il suffit d'envoyer votre texte (de 5 feuilles dactylographiées minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 18 mars 1995 à :**

**PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN**  
6, Route de Laberthe  
31800 MURET — FRANCE  
Tél. : 81-56-13-15 - Fax : 81-51-02-82

Le jury du Prix du jeune écrivain 1995 est composé de Christiane Baroche, Abraham Bengio, Henry Boulay, Georges-Olivier Châteaureynaud, Noëlle Châtelet, Jean-Christophe Duchon-Doris, Christian Focillon, Jean-Marie Laclewetine, Jean-Noël Pancrazi, Marie Rouanet, Marc Sebba, Roger Vri-gny (président du jury), Anne Wiazemsky.

Les prix : Voyages culturels, festivals bibliothèque idéale, etc. Les textes primés, s'ils sont de qualité, seront édités par le Monde Éditions.

Votre texte devra être titré et sa portée ni nom ni signature.

Joindre à votre envoi, un coupon de 180 F (à valoir) du Prix du jeune écrivain, ainsi qu'une enveloppe kraft (225 x 320, timbrée à 16 F) libellée à votre adresse, et une photocopie d'une page d'identité.

Indiquer également votre numéro de téléphone et, le cas échéant le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou universitaire.

Le prix sera remis le 30 juin 1994 à Muret.

**Le Prix du jeune écrivain 1994 a été édité par le Monde Éditions, avec le concours de la BNP. Cet ouvrage est disponible en librairie ou, à défaut, au Monde Éditions, 15, rue Falguière, 75015 Paris.**



# Le pays des femmes

D'où vient la timidité du féminisme français ? De M<sup>me</sup> du Deffand à Simone Weil, réponse en dix portraits de Mona Ozouf

**LES MOTS DES FEMMES**  
Essai sur la singularité  
française  
de Mona Ozouf.  
Payard, coll. « L'esprit  
de la cité », 398 p., 150 F.

David Hume, le philosophe écossais, disait que selon lui la singularité française était d'être le pays des femmes. Et c'était un compliment de la part de celui dont le vieux Kant avait déclaré qu'il avait réveillé la raison de son sommeil dogmatique. Mais alors, s'est demandé Mona Ozouf, comment expliquer que la France si douce aux femmes leur ait accordé le droit de vote après l'Inde et la Turquie ? Comment expliquer leur rôle minuscule dans la vie politique, et mineur dans les affaires ? Et comment expliquer, dans ces conditions, que les mouvements de révolte des femmes, si forts aux États-Unis, en Angleterre ou en Allemagne, si virulents aussi en Italie ou en Espagne, aient été, en France, si modérés ? D'où vient la timidité du féminisme français ? Pour répondre à ces questions, Mona Ozouf, parce qu'elle est historienne et parce qu'elle est une femme, a choisi de répondre par dix portraits, écrits dans un style magnifique. Elle s'en excuse presque, en disant que, si elle s'est essayée à cet art, le portrait de femme, c'est qu'il a toujours été pratiqué par des hommes, qui, « trempant leur plume dans l'or-en-ciel et jetant sur la ligne de la poussière d'Idole de papillon », comme disait Diderot, ajoutant ou retranchant de la grâce pour être plus proches de leur idéal, n'ont pas forcément rendu justice à leurs modèles. Elle se trouve, à vrai dire, tant d'excellentes raisons pour faire ces portraits qu'on soupçonne

Teigneuses,  
conciliantes,  
obstinées,  
distraites...

bien vite qu'elle a eu surtout et simplement envie de donner la parole à ces femmes exceptionnelles que sont M<sup>me</sup> du Deffand et M<sup>me</sup> de Charrière, Manon Roland la révolutionnaire et Germaine de Staël la magnifique, Claire de Rémusat, qu'on connaît si peu, et que Mona Ozouf chérit nous semble-t-il tout spécialement, George Sand la générique, et Hubertine Auclert, la suffragette, Colette, qu'on ne présente pas, et Simone Weil, l'esprit qui toujours nie. Pour finir, en beauté, par Simone de Beauvoir, un chapitre qu'elle intitule avec drôlerie et justesse « Simone ou l'avidité ». A travers leurs vies et leurs écrits, romans, correspondances, Mémoires ou traités pour l'éducation des filles, Mona Ozouf s'était déjà convaincue depuis longtemps qu'elles étaient, comme les figures du *Roman de la Rose*, de passionnantes allégories de vertus distinctes, sinon opposées : « Des teigneuses et des conciliantes, des obstinées et des distraites, des prosaïques et des imaginatives, des tendres et des despotes ».

A travers ses travaux sur la Révolution française, et sur l'histoire de l'enseignement, on comprend qu'elle en avait croisé certaines, et qu'elle avait envie de les mieux connaître. On devine peu à peu, comme en pointillé, d'autres émotions de rencontre, un bonheur intellectuel à partager, le goût de la vie et de la connaissance qu'elles possèdent toutes au plus haut point. Ces émotions de pensée dont parlait Marie Moscovici. Voici donc Marie du Deffand, femme de plaisir dans sa jeunesse, qui avait dit-on pris la raison comme d'autres prennent la dévotion. Femme d'esprit redoutée pour ses flèches acérées, son sens de la formule, elle était, dit Mona Ozouf, une femme d'ordre,

figée dans une indifférence courtoise, pessimiste, aigüe et sèche, affichant des « Je sois qu'on n'aime point et ne désire point être aimée ». Aveugle, elle dictait des centaines de lettres, abhorrait Crébillon, dont elle disait : « Rayez-moi de la peinture qu'il a faite des femmes », et polémique avec Voltaire. C'était la marquise des Lumières, courtoise et pourtant paniquée par la crainte de l'ennui qui fit qu'elle préféra, à presque soixante-dix ans, tomber folle amoureuse d'Horace Walpole plutôt que d'éviter de le faire. Et tout l'art de conteuse de Mona Ozouf est de créer au fil de son portrait un incroyable suspense, qui fait s'interroger dix fois en trente pages pour son héroïne, la détester, l'aimer et puis la plaindre.

Voici ensuite Isabelle de Charrière. Elle aussi, c'est un bel esprit. Elle a vingt ans en 1760, c'est une pirate, une romanesque et une raisonnable qui fait le siège d'un colonel borge et libertin avant d'épouser un homme gentil qu'elle n'aimera jamais. A presque cinquante ans, elle rencontre Benjamin Constant qui en a dix-neuf, et ils s'aiment. Quand il la quitte pour M<sup>me</sup> de Staël, elle a une formule pleine de mélancolie et de panache : « Monsieur, vous ne me convenez plus du tout ». Elle montre, dit Mona Ozouf, que la liberté sait se défendre. Et cette cyclothymie à qui il fallait rappeler, pour sécher ses larmes, qu'il lui arrivait de rire en dormant se consacrait à l'étude des sentiments humains, sans rien perdre jamais de son mépris des convenances et des usages, de son borieux des préjugés à détruire, de sa disposition à se prélever pour les domestiques contre les maîtres, pour les enfants contre les pères, pour les sujets contre leurs princes. On se prend soudain à penser qu'il s'agit là d'une disposition commune à toutes les héroïnes de Mona Ozouf. On se surprend à se



M<sup>me</sup> du Deffand, la marquise des Lumières, repoit d'Alenbert

demande s'il s'agit d'un trait propre aux femmes exceptionnelles, ou simplement aux femmes, ou peut-être d'une façon d'être qui intéresse notre auteur. On voit qu'on est en train de réfléchir aux manières d'être une femme, au pourquoi. On passe alors à la suivante, parce que Mona Ozouf est si bonne conteuse qu'elle crée un irrésistible suspense, celui que connaissent les amateurs de puzzle : savoir ce qui va surgir de l'assemblage de ces vies, de ces visages. Entre alors en scène Manon Roland. Elle s'avance précédée de sa mauvaise réputation. « Trop masculine », « trop féminine », on dit qu'elle a manipulé son mari, qu'elle était malheureuse en ménage, qu'elle a fait à la Révolution un mal immense. Pourtant, quand Mona Ozouf cite ses Mémoires,

on devine un esprit aigu - une femme qui écrit : « Le ciel a voulu que les tyrans fussent cruels, les maris jaloux, les femmes légères et moi précheuse », qui aime Plutarque et le persil et, plutôt que d'être guillotinée, aurait aimé être le Tacite français gagnant certainement à être connue. Elle étudie la géométrie en secret, note Mona Ozouf. Elle craignait les représentations si on l'avait apprises. On sent qu'avec Manon Roland le livre, l'histoire, le destin des femmes en France, tout cela prend un tournant. C'est, explique l'auteur, secondée par Germaine de Staël, que la monarchie était un gouvernement plus favorable aux femmes que ne s'est avérée l'être la république. Et là se niche un début d'explication aux questions que l'on se posait. Du temps de Hume, il y avait des salons, où commerçaient agréablement hommes et femmes, c'était « les États Généraux de l'esprit humain ». La république fraternelle est pour les clubs non mixtes. Les soldats de Pan II ne comptent guère de filles parmi eux, et les femmes qui ont perdu des plumes et des espoirs dans la bagarre se retrouvent, pour beaucoup d'entre elles, marquées ou prolétaires, du côté des choux, et des curés. Causeuses, épistolaires, ondevine un esprit aigu - une femme qui écrit : « Le ciel a voulu que les tyrans fussent cruels, les maris jaloux, les femmes légères et moi précheuse », qui aime Plutarque et le persil et, plutôt que d'être guillotinée, aurait aimé être le Tacite français gagnant certainement à être connue. Elle étudie la géométrie en secret, note Mona Ozouf. Elle craignait les représentations si on l'avait apprises. On sent qu'avec Manon Roland le livre, l'histoire, le destin des femmes en France, tout cela prend un tournant. C'est, explique l'auteur, secondée par Germaine de Staël, que la monarchie était un gouvernement plus favorable aux femmes que ne s'est avérée l'être la république. Et là se niche un début d'explication aux questions que l'on se posait. Du temps de Hume, il y avait des salons, où commerçaient agréablement hommes et femmes, c'était « les États Généraux de l'esprit humain ». La république fraternelle est pour les clubs non mixtes. Les soldats de Pan II ne comptent guère de filles parmi eux, et les femmes qui ont perdu des plumes et des espoirs dans la bagarre se retrouvent, pour beaucoup d'entre elles, marquées ou prolétaires, du côté des choux, et des curés. Causeuses, épistolaires,

liée non plus comme une analyse, mais comme une menace et une malediction. Mona Ozouf sait surtout montrer la vulnérabilité de cette femme, sa manière de fonder tête baissée dans le chagrin et d'en sortir la tête haute. Elle fait de son destin une lutte qui coupe le souffle contre la fatalité de la solitude. Elle dit que M<sup>me</sup> de Staël craignait plus que tout la solitude. On aurait envie de les présenter toutes, puisque, toutes, elles nous parlent de nous, de cet art du temps, de cette capacité à se complaire dans ce qui nous appartient, dit Claire de Rémusat. Les Pénélopes sont aussi subversives que les Amazones, et Mona Ozouf éprouve une tendresse communicative pour M<sup>me</sup> de Rémusat, petite-nièce du ministre Vergennes et pourtant favorable à 1789, toute de mélancolie et pourtant si décidée. Elle a un vrai don d'écrivain, mais elle se consacre à ses fils, Charles, dont l'éducation la passionne, et Albert, qui est un enfant attardé. Il lui arrive de dire : « J'ai mal à la gorge d'avoir tant écrit ». Elle a des principes d'éducation qui paraissent presque trop audacieux pour la France d'aujourd'hui : ainsi souhaite-t-elle que les mères ne préparent pas trop leurs enfants aux déboires de la vie, ceux-ci arriveront bleus assez tôt. Elle insiste aussi pour qu'on manifeste de l'estime à ses enfants, et qu'on ose leur montrer ses faiblesses. Elle reste toujours et avant tout éprise de liberté. C'est encore de liberté dont parle George Sand, et des blessures imparables des calamités dont elle fut, plus que tout autre, victime, sans doute parce qu'elle supportait plus mal que d'autres la prison du regard d'autrui. De liberté, et d'amour du savoir, et d'amour des risques de la vie, comme Colette aussi, ou Simone de Beauvoir. Quant à Hubertine Auclert, la suffragette, elle annonce les combats contemporains pour le divorce, contre le vieux code civil. Il reste Simone Weil, celle qui ne ressemble à personne. Elle n'est pas sympathique, dit Mona Ozouf. Mais elle est passionnante. Elle symbolise la révolte absolue, mais aussi ce chemin des femmes vers plus de liberté et d'autonomie, si non plus de bonheur, qui passe par l'école, les diplômes, et le savoir. Personne éternellement déplacée, vagabonde sans baluchon, femme de silence et de solitude, elle ressemble à la sœur des frères corbeaux du conte de Grimm, elle est toute de défi, elle incarne la douleur métaphysique d'être une femme, qui rejoint toutes les questions qui restent à jamais sans réponses.

Geneviève Brisac

\* Signalons également l'ouvrage de Christine Bard, *Les Filles de Marianne, Histoire des féministes 1914-1940*, Payard, 528 p., 140 F.

## Auschwitz, ou la sociologie de la violence

Un Allemand né après la guerre tente de « penser » les camps non en historien ni en philosophe, mais en sociologue

**L'ORGANISATION DE LA TERREUR**  
de Wolfgang Sofsky.  
Traduit de l'allemand  
par Olivier Mannoni.  
Calmann-Lévy, 436 p., 140 F  
(en librairie le 28 février).

Oser décrire l'univers concentrationnaire nazi en termes sociologiques et non historiques, déconstruire Auschwitz des circonstances qui l'ont produit, c'est, à l'en plus douter, faire franchir à l'analyse du génocide une étape importante. Une étape : parce que ce livre d'un Allemand, né huit ans après la fin de la seconde guerre mondiale, parvient à balayer enfin le tabou de l'« incompréhensibilité » qui tétanisait la recherche après avoir entravé la justice. Pour Wolfgang Sofsky, ce n'est pas un archipel ni une « autre planète » aux lois indéchiffrables, liées à des configurations historiques exceptionnelles et non susceptibles de répétition, mais un nouveau type de société, parfaitement « possible » à la manière des sociologues. A Auschwitz, à Buchenwald, à Mauthausen ou à Dachau a été engendrée une institution, résolument moderne, capable de traquer tout ce que la société a étiqueté comme surhumain, de l'enfermer et de le tuer. L'invention est là. Elle peut résister. Si le système du camp de concentration (KZ) se réduisait à l'idéologie nazie réifiée ou à la vengeance d'un régime à demi déchu, nous serions présumés contre son éventuel retour. Wolfgang Sofsky montre qu'il n'en est rien. Ni l'évolution du conflit, ni l'idéologie raciste, ni l'origine sociale des tortionnaires ne suffisent selon lui à expliquer le phénomène des camps. Ni la constatation troublante que les cinquante-cinq mille SS, qui, de

1933 à 1945, y sont affectés, ne sont à tout prendre que des « hommes ordinaires », des « sbires subalternes », « ni pervers ni sadiques mais d'une normalité effrayante ». L'Organisation de la terreur vient ici confirmer les travaux que l'historien Christopher Browning avait récemment consacrés aux policiers chargés de la « chasse aux juifs » dans le district de Lublin (voir « Le Monde des livres » du 25 février 1994). Comme les hommes du 101<sup>er</sup> bataillon de réserve de la police allemande, les surveillants des camps « rôssaient, tournaient et tuaient non parce qu'ils étaient forcés mais parce qu'ils étaient outillés ». Wolfgang Sofsky ajoute que l'exercice de la terreur était devenu chez eux un *habitus* social : on frappait sans y penser, sans haine et sans colère, parce qu'il fallait faire preuve d'initiative. L'accusation est grave. Elle transfère, sans innocenter le régime, la responsabilité du génocide de l'État à la société. Peut-être n'appartenait-il qu'aux générations apparues après les faits de formuler ce terrible constat.

**NOUVEAUX CONCEPTS**  
Cependant, si le KZ se prête à la description sociologique, celle-ci n'en lance pas moins un défi redoutable aux catégories traditionnelles. Le « despotisme » (qui vise à l'obéissance et non à l'extermination) comme l'image de l'enfer (peuplé de coupables et non, comme les camps, d'innocents) sont impropres à saisir cette certitude dans l'histoire du pouvoir qui a vu une société se constituer sur le principe de la mise à mort massive par le gaz ou par le travail, et non sur celui de la protection de ses membres. La radicalité de la terreur nazie impose donc, Hannah Arendt l'avait déjà pressenti, le recours à des concepts nouveaux. Wolfgang Sofsky introduit dans son ouvrage celui de « pou-

voir absolu », un mode de domination qui ne tend ni à la discipline ni même à la rectitude idéologique de ceux qui tombent dans ses rets, mais à la violence et à l'assassinat considérés comme une fin. Autant que les cadavres qu'elle entasse, le sujet parfait de cette société-là est le mort vivant, le « musulman », sobriquet qui, dans le jargon des camps, désigne celui que sa débilité physique conduit au renoncement et à l'hébété, et qui promet rapidement au créancier (W. Sofsky suggère de chercher l'origine controversée du terme dans le fatalisme prêt à l'islam). Le « musulman » est la création anthropologique des camps, l'« homme nouveau » d'Auschwitz : moins un robot qu'un agonisant, moins un homme que la matière première des usines de mort. A titre de « terrain » de sa sociologie concentrationnaire, Wolfgang Sofsky a utilisé abondamment le récit de témoignage, aujourd'hui si discrédité par l'historiographie. Belle réhabilitation pour ces textes qui recouvrent ainsi dignité et intérêt scientifique, parce qu'eux seuls reproduisent l'épaisseur d'une « normalité » dans la terreur. On trouve déjà, dans certains, des esquisses de description sociologique. Sofsky accomplit à sa manière les brèves de sociologie des souvenirs comme *L'Espèce humaine* de Robert Antelme, chez David Rousset (*Les Univers concentrationnaires*), et bien entendu chez Primo Levi (*Si c'est un homme*). Comme Primo Levi, d'ailleurs, il explore la « zone grise », où les victimes deviennent les auxiliaires de leur propre exécution. Sofsky l'appelle, lui, l'« autoadministration » du camp. Sans elle, le système ne pourrait tenir. Les détenus privilégiés, généralement politiques ou criminels (*les Promis*), les kapos... tous servent à la circulation du pouvoir absolu que les parias, principalement juifs, fi-

nissent par intérioriser en se blindant à la souffrance d'autrui, voire, comme les « musulmans », en devenant indifférents à leur propre détresse. Avec cette souffrance que côtoient et subissent les *Sonderkommandos* (commandos spéciaux) chargés de l'entretien des chambres à gaz et des crématoires, Sofsky reconnaît cependant que les frontières de l'intelligibilité sont atteintes et que « les tentatives de compréhension ne peuvent rester que superficielles ». La description sociologique s'achève là, au seuil de la mort, qui abolit tout lien social. Elle amène Sofsky à s'interroger qu'en passant les camps de pure extermination, les « usines à gaz » où périssent plus de trois millions de victimes juives (le système du KZ laisse, lui, un million cent mille décès sur un million six cent cinquante mille « entrants »). On le regrettera d'autant plus que la question semble avoir été sacrifiée à la volonté d'épure théorique. Comme si, à force de chercher à isoler le concept de « pouvoir absolu », à mettre en évidence sa reproductibilité potentielle, à force de vouloir montrer l'indépendance du système concentrationnaire par rapport à toute logique historique et à toute rationalité idéologique ou économique, on en venait à presque oublier que cette machinerie inventée dès 1933 pour mater des opposants servait tout de même un objectif : l'élimination du peuple juif.

Nicolas Weil

\* A signaler : la parution d'un témoignage de Léon Asch, *Vivir, deux frères à Auschwitz*, collection « Mémoires du XX<sup>e</sup> siècle », L'Harmattan, 190 p., 95 F ; d'Anne Grynberg, *La Shoah, l'impossible oubli*, Gallimard, coll. « Découvertes », 176 p., 67 F.



# La mémoire de Perrault

*Souvenirs d'un petit garçon et hommage d'un homme à ces modestes résistants, hommes et femmes qui risquèrent leur vie pour être en accord avec leur conscience*



**LES JARDINS  
DE L'OBSERVATOIRE**  
de Gilles Perrault.  
Fayard, 250 p., 98 F.

**Y**es, il y a, jamais, dans l'œuvre de Gilles Perrault, chapitre plus court ? Celui-ci est constitué d'une phrase, une seule : « Elle décida d'aller se livrer à la Gestapo... » Mais il a son poids d'admiration filiale et de stupeur rétrospective. Car « elle », c'est la mère de l'auteur. Elle fut résistante, modeste membre d'un réseau d'aide aux aviateurs alliés abattus. Elle fut l'octogonaire, dans les années 1940, d'une jeune femme : « an loden vert » dirent pour l'arrêter. Elle était absente. Ils embarquèrent son mari. La famille la pressa de s'écloigner avec ses enfants. Elle refusa, fit l'incroyable démarche de se jeter dans la gueule du loup. Par un étonnant concours de circonstances, elle en sortit vivante,



## Une pause pour interroger son propre passé

Mais ce retour sur sa propre mé-  
moire prend, aussi, au fil des  
pages, des allures de roman d'ini-  
tiation. C'est l'enfant qu'il fut, ce  
« *spectateur fasciné* », que regarde  
l'adulte qu'il est. Vo adulte qu'il  
« *parvint à l'âge des bilans* », voit  
bien que cette époque-là « *l'a  
fait* » : « *Elle a déterminé ma sen-  
sibilité, régressé mon imagi-  
naire, et tient une place prépondé-  
rante dans mes souvenirs* ». Et  
cette « *époque* », que l'adulte dit l'Or-  
chestre rouge. Mais c'est d'elle  
aussi et de ces « *amateurs* » ma-  
nigiques – qu'il ne peut pas, au-  
jourd'hui encore, imaginer « *pas-  
sant un campramis quand  
l'essentiel est en feu* » –, que  
viennent sa passion de la « *critique* »,  
son « *amour* » pour les livres, et  
qui nourrissent des livres comme  
le *Pull-over* rouge ou *Natré amé-  
le roi*.

On avait quitté Gilles Perrault ca-  
valcant sur les chemins de l'his-  
toire longue, engagé dans une  
course de fond à la poursuite - à  
travers l'Europe des Lumières -  
du « Secret du roi », cet ancêtre  
des « services » dont il traquait les  
mystères. Deux tomes - mille  
pages - ont paru, un troisième est  
à venir. Simplement, il attendra  
un peu. Au beau milieu de la plus  
ambitieuse de ses enquêtes, Gilles  
Perrault a éprouvé le besoin de  
faire une pause, ou un détour  
comme on voudra. Le temps d'in-  
terroger son propre passé, d'ac-  
coucher d'une partie de sa propre  
mémoire. Comme s'il était devenu

**Bertrand Anduss**

Bertrand Audusse

# « Faire de l'histoire » vingt ans après

**Suite de la page 1**

En s'éclairant derrière les mots de l'auteur, l'historioire s'efforce d'échapper à la posture qui lui est assignée par le public, qu'il s'agisse de Jacques Rancière, consistant à danser « Part de faire parler les pauvres en les faisant taire, de les faire parler comme muets (2) ». Une telle volonté d'effacement met derrière les mots des acteurs, donnés à lire dans leur littéralité même, peut sembler paradoxale en un moment où, tout à l'inverse, l'histoire est habitée par « l'hypergraphie du sujet-historien », par une revendication, parfois hautement proclamée, de la subjectivité de l'historien et des droits du je dans le discours historique. La contradiction n'est, pourtant, qu'apparente.

de l'écrit, d'appeler à lire des textes anciens et nouveaux – pas selon les termes d'Adèle Paroix : « recueillir le réel »<sup>1</sup>. Par les choix et les rapprochements qu'il opère, l'historien assigne un sens inédit aux paroles qu'il arrache au silence des archives : « La saisie de la parole repose au souci de réintroduire des existences et des singularités dans le discours historique, de dessiner à partir de mots des scènes qui sont coupées d'événements » (4). La présence de la citation dans le texte d'histoire n'est ainsi totalement changée de sens. Elle omet plus illustration d'une temporalité, établie grâce à la mesure, elle indique désormais l'irruption d'un écart, d'une différence, d'un irréductible.

Le retour à l'archive soulève un autre grand problème : celui des rapports entre les catégories manifestes produites par les acteurs sociaux du passé et les catégories qui doivent être celles de l'analyse. Durablement, la culture entre les unes et les autres ressemble la condition même d'un discours scientifique sur le monde social. Simona Cerutti m'explique qu'une telle certitude n'est plus d'actualité aujourd'hui. Les découpages classiques qui ont longtemps formé l'histoire sociale à la française (par exemple, la classification sociale professionnelle) ont perdu leur force d'évidence. Les historiens ont pris conscience que les catégories qu'ils maniaient avaient elles-mêmes une histoire.

toire sociale devait être également l'histoire des raisons et des usages des classements destinés à produire la connaissance de la société. En outre, les hiérarchisations habituelles, fondées sur une conception figée de l'individu, que ce soit professionnellement ou dans les intérêts des groupes sociaux, ont pu rendre quelque bien mal de la labilité des relations et des trajectoires qui définissent les identités sociales.

De là, l'attention portée aux catégories et au lexique des acteurs sociaux et l'accent mis sur les interactions et les réseaux qui dessinent solidarités et antagonismes. De là, aussi, dans les formulations radicales du « tournant linguistique » à l'américaine, la possible (et dangereuse) réduction du monde social à une pure construction discursive, à de purs jeux de langage.

Le défi lancé à la nouvelle histoire sociale, d'où la *microstoria* italienne est une modalité exemplaire, consiste donc dans la nécessaire articulation entre, d'un côté, la description des perceptions et des représentations des acteurs et, d'un autre, l'identification des déterminations et les interdépendances méconnues qui tissent les liens sociaux.

Le retour à l'archivé s'inscrit à l'en-  
plus vaste : la « fascination contem-  
poraine du texte » (l'expression est  
de Philippe Boutry). La raison en  
est double. Tandis que les histo-  
riens perdaient beaucoup de leur  
timidité ou de leur naïveté en face  
des textes canoniques de leurs voi-  
sins — historiens de la littérature  
ou des sciences ou de la philoso-  
phie —, du côté de ces autres his-  
toires, les approches sociales, his-  
toriques ou des sciences naturalistes  
trouvaient une vivacité nouvelle  
après une domination sans partage  
des démarches structuralistes. Les  
conditions d'une réflexion et d'un  
travail communs sont donc au-  
jourd'hui pleinement réunies.  
C'est pourquoi l'on regrettera que  
dans *Passeurs recomposés*, le seul ar-  
ticle consacré à ces domaines in-  
tellectuels — celui de Pascal Eng-  
sur la philosophie — représente  
d'ailleurs fort bien, une position  
qui ne paraît pas donner une

juste idée des rencontres et des dialogues actuels. Appuyé sur la philosophie analytique, Pascal Engel défend, à fond, les postulats les plus classiques de l'histoire de la philosophie (par exemple, celle de Martial Guéroult), à savoir, la définition de la légitimité des questions et des auteurs à partir de leur situation dans l'histoire philosophique contemporaine, l'existence d'un fonds commun de problèmes et de réponses philosophiques indépendant de toute formulation spécifique, l'autonomie de cette *philosophia perennis* par rapport à toute inscription historique. Or, il me semble-t-il, tout cela est faux. Les philosophes, au cours des siècles, ont eu des préoccupations, des questions, des problèmes, des réponses, des méthodes, des philosophes, de penser le rapport de la philosophie à l'histoire.

Dans une typologie devenue classique, Richard Rorty plaçait ainsi, aux côtés des « *reconstructions rationnelles* » volontairement anachroniques et anhistoriques qui « sont nécessaires parce qu'elles nous aident à élaborer les problèmes qui se posent à nous », trois autres façons d'écrire l'histoire de la philosophie, toutes trois pleinement historiques et toutes trois tenues pour pertinentes : les « *reconstructions historiques* », dont l'objet fondamental est la discontinuité des différents laogages philosophiques, la *Geistesgeschichte* définie comme une histoire des questions, et des problématiques philosophiques, enfin une « *histoire intellectuelle* » entendue au sens d'une histoire des conditions mêmes de l'activité philosophique (4). Ces trois voies, dont on trouverait correspondances dans les formulations appropriées en histoire des sciences, de l'art ou de la littérature, portent un retour aux textes (ou aux œuvres) qui les inscrivent dans leur contexte d'élaboration et qui les situent dans le répertoire spécifique des genres, des questions, des conventions propres à un temps donné. En cela, elles marquaient clairement qu'au moment où le doute a saisi la corrélation des approches historiques et littéraires, tous leurs droits ailleurs : dans la philosophie, dans la critique littéraire, dans l'esthétique.

Les historiens savent bien aujourd'hui qu'ils sont, eux aussi, des producteurs de textes. L'écriture de l'histoire, même la plus quantitative, même la plus structurale, appartient au genre du récit dont elle partage les catégories et le

dispositifs fondamentaux. Récits de fiction et récits d'histoire ont en commun la même manière de faire, d'agir leurs « personnages » de la même façon de construire la temporalité, une même conception de la causalité. Sur ces motifs rendus classiques par les ouvrages de Michel de Certeau et de Paul Ricoeur, François Hartog propose quelques variations originales. Il rappelle, d'abord, que, étant donné la dépendance fondamentale de toute histoire, quelle qu'elle soit, par rapport aux techniques de la mise en intrigue, la répudiation de l'histoire événementielle n'a aucunement signifié l'abandon du récit – ce qui est une bonne façon de dire que les historiens, comme les auteurs de fiction, ne font pas toujours ce qu'ils croient faire et que les ruptures hautement proclamées masquent souvent des continuités méconnues.

Mais le problème le plus essentiel est autre et peut se formuler ainsi : pourquoi, durablement, l'histoire a-t-elle occulté la question du récit ? Celle-ci ne pouvait qu'être absente dans des régimes d'historicité qui postulaient une coïncidence sans distance entre les faits historiques et les discours qui avaient charge d'en rendre raison. Qu'elle soit recueilli d'exemples à la manière antique, qu'elle se donne comme connaissance d'elle-même dans la tradition historiciste et romantique allemande, ou qu'elle se vante scientifique à la façon des *Annales*, l'histoire a longtemps refusé de se penser comme un récit. La narration ne pouvait être que avoir été l'histoire propre dite, alors que selon les cas, elle était soumise aux dispositions et aux figures de la rhétorique, qu'elle était considérée comme le lieu du déploiement des événements eux-mêmes ou qu'elle était perçue comme un obstacle majeur à une connaissance véritable. Ce n'est qu'avec la mise en doute de cette épistémologie de la coïncidence et avec la prise de conscience de l'écart existant entre le passé et sa représentation (ou, pour dire comme Ricoeur, entre « ce qui un jour fut et aujourd'hui n'est plus » et « ce qui est ») que les constructions discursives qui entendent assurer la « représentation » ou la « lieu-térence » de ce passé) que pouvait se développer une réflexion sur les modalités, à la fois communes et singulières, du récit d'histoire.

Cette conscience aiguë de la di-

mension narrative de l'histoire lance un sérieux défi à tous ceux qui refusent la position relativiste que l'on voit dans d'histoire qu'un livre jeu de figures rhétoriques, qu'une expression parmi d'autres de l'invention fictionnelle. Contre cette dissolution du statut de connaissance de l'histoire, souvent tenu par les États-Unis sous la figure du postmodernisme, le refus d'*Autrement* prend des allures de manifeste. Il soutient avec force, en particulier sous la plume de François Bédarida ou celle d'Etienne François (qui met en garde contre les faux-semblants des archives récemment ouvertes de la Stasi), que l'histoire est commandée par une intention et un principe de vérité, que le passé qu'elle se donne comme objet est objectivable, et que cette objectivité dépend de la correcte mise en œuvre de la méthode critique, de ses instruments anciens ou nouveaux et de ses critères de validation.

Le rappel est plus qu'utile en des temps où non seulement les dévoiements négationnistes, réfutables et réfutés, mais aussi les aspirations fortes à des histoires identitaires risquent de brouiller toute distinction entre un savoir contrôlé, universellement valable, et des constructions mythiques qui viennent conforter des identités particulières. Ainsi que Pécir Eric Hobsbawm dans le numéro de décembre de la revue *Digène*, dont la lecture doit accompagner celle de *Passés recomposés* : « La projection dans le passé des désirs du temps présent au, en termes techniques, l'anachronisme, est la technique la plus courante et la plus commode pour créer une histoire propre à satisfaire les besoins collectifs de collectifs ou de communautés. » (5) C'est ce que nous rappelle, dans *Benedict Anderson* – qui soit loué d'être exclusivement nationale (5) –

Mais peut-on résister à cette dernière, mortelle pour la fonction référentielle de l'histoire, par la seule réaffirmation, aussi nécessaire soit-elle, des exigences, des disciplines et des vertus de l'exercice critique ? Ne faut-il pas plutôt, dès lors que le savoir, historien ou pas ne peut plus être pensé comme la pure coïncidence ou la simple équivalence d'un objet et d'un discours, entreprendre une refondation plus essentielle de ce que Paul Ricoeur désigne, dans ce même nu-

méro de Diangène, comme un « *réalisme critique de la connaissance historique* » ? Il est évident que ces conditions ne sont pas réalisables, d'une part, l'appartenance du sujet historique à l'objet historique au même champ temporel — « C'est le même et unique système de datation qui inclut les trois événements qui constituent le mouvement de la période considérée, so fin ou so conclusion, et le présent de l'historien (plus précisément de l'énonciation historique) » ; d'autre part, la commune appartenance de l'historien et des acteurs disparus dont il écrit l'histoire au même champ de pratiques, ce que manifeste la « dépendance même du faire de l'historien à l'égard du faire des agents historiques » (6).

Fonder ainsi la possible intelligibilité du passé, par-delà la discontinuité des configurations historiques, n'est pas pour autant assurer à l'histoire un statut de connaissance vraie. La question qui demeure est celle des conditions auxquelles un discours historique, qui est toujours une connaissance sur traces et indices, peut tenir pour valide et explicative la reconstruction du passé qu'il propose à partir des règles et des opérations qui sont propres à la discipline. On ne trouvera pas la réponse dans les pages d'*Autrement*. Ni dans ce compte rendu.

Mais, à vrai dire, elle ne se rencontre nulle part dans une formulation qui soit, pour le moins, satisfaisante. La construire, en bousculant les définitions classiques des disciplines et les frontières canoniques entre les savoirs, est aujourd'hui une tâche urgente, difficile et nécessaire.

**Roger Chartier**

(2) Jacques Rancière, *Les Mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir* (Seuil, 1992, p. 96).

(3) Ariette Farge, *Le Cours ordinaire des choses dans la cité du XVIII<sup>e</sup> siècle* (Genève, 1994, p. 2).

(4) Richard Rorty, « Quatre manières d'écrire l'histoire de la philosophie »

dans *Que peut faire la philosophie de sa propre histoire ?*, sous la direction de Gianni Vattimo (Seuil, 1989, pp. 58-94).

(5) Eric J. Habsbawn, « L'Histoire entre la quête d'universalité et la quête »,

d'identité », *Diogenes*, n° 168, octobre-décembre 1994, consacré à « La responsabilité sociale de l'historien ».

(6) Paul Ricoeur, « Histoire et rhétorique », in *Revue de Métaphysique et de Morale*, t. 82, 1972, pp. 52-86.

rique », *Diogène*, op. cit., pp. 9-26.

## Dernières livraisons

## PHILOSOPHIE

ÉCRITS PHILOSOPHIQUES ET POLITIQUES, tome 1,

Après les *Ecrits autobiographiques*, le *Journal de captivité* et les *Ecrits sur la psychanalyse*, d'Althusser, voici une part encore inédite de l'œuvre : cela commence par un mémoire passionné sur Hegel datant de 1947 et se termine par une étude de 1978 consacrée à « *Morx dans ses limites* » et par une très personnelle réévaluation du matérialisme. On trouvera également des considérations sur le catholicisme, sur « *l'interrelation des bons sentiments* » ou sur « *l'obscénité conjugale* » (Stock/IMEC, 588 p., 198 F).

## ESSAIS

## LE CRÉPUSCULE DE LA CULTURE FRANÇAISE ?

de Jean-Marie Domenach (à la bibliographie étrangement succincte). En lisant ce bref essai (et la bibliographie étrangement succincte), gros article de revue, hâtif et pauvrement argumenté, accepté comme livre par un éditeur peu exigeant, on aurait tendance à trouver superflu le point d'interrogation qui ponctue la question posée par Jean-Marie Domenach. Si la réflexion sur la culture de la France est commune à tous les romans, à tous les romans engagés sociaux, à de douteuses exceptions, sur « *la fin du roman national* » assénés par un homme qui, semble-t-il, lit beaucoup de journaux et peu de romans – , alors, en effet, les intellectuels français – plus que les romanciers – se porteraient mal (Plon, 210 p., 115 F).

## RÉGIONALISME

**LE CABANON**, de Jean-Max Tixier.

institution sociofamiliale à l'origine strictement limitée à la périphérie marseillaise, essentiellement autour des calanques, le « canaban » est dans le Midi l'équivalent populaire de la « bastide ». Clubs de vacances, villas ou série et caravanes ne sont pas venus à bout de ces maisonnettes en bois, briques et canisses où, à la belle saison, se transportent, avec rites, jeux, recettes et vocabulaire bien à eux, ceux des Marseillais restés fidèles aux rythmes pagnoles. Jean-Max Tixier vient de recevoir le Grand Prix littéraire de Provence pour l'ensemble de son œuvre (photos de Camille Moirenc. éd. Jeanne Laffitte. Marseille. 162 p., 240 F).

**MAISONS DE CAMPAGNE EN BORDELAIS (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>).**

Sous la direction de Jean-Pierre Bériac, Robert Coustet et

**Jean-Claude Lasserre**  
Ce livre-album, illustré avec raffinement et pour lequel a travaillé la fine fleur de l'université Montaigne (Bordeaux-III), sous l'égide du Centre d'étude et de recherche sur le classicisme dans l'art moderne (Cercam), nous dévoile tout un pan peu connu de la vie passée et de l'inventivité artistique dans le Sud-Ouest. L'histoire de l'architecture et des monuments est associée pour nous faire découvrir ces folies et autres gentilhommières dispersées durant trois siècles au milieu des célèbres vignobles (co-éd. Cercam et Arts et arts, diffusion William Blake et C. Bordeaux, 234 p., 270 F).



# Catherine Clément regarde sa génération

Une femme qui agace tant de gens vaut forcément le détour – surtout, si l'on a été soi-même agacée. Son parcours est de ceux que déteste la France, pays où les fourmis sont censées avoir raison contre les cigales (1). Née en 1939, normannienne, ayant choisi, contre l'avis de sa famille, la philosophie, Catherine Clément avait un chemin tout tracé. Sortant des cours de professeurs remarquables – Ferdinand Alquié, Jean Hyppolite, Michel Serres –, devenue, à vingt-deux ans, l'assistante de Vladimir Jankélévitch, elle aurait dû, « comme tout le monde », faire carrière dans l'Université.

Dans les années 60, elle s'appelait Catherine Backès-Clément, avait déjà deux enfants et signalait, dans des revues universitaires, des articles dont ses collègues recommandaient la lecture à leurs étudiants. Elle était un bourreau de travail – elle le demeure. Les enfants, les cours, les communications, les séminaires de Lacan, les colloques à Cerisy... Infatigable. « On a beaucoup travaillé, avant 1968, dans la décennie structuraliste, dit-elle aujourd'hui. On a stackait comme des hamsters », un emmagasinait du savoir. J'ai toujours été persuadée que ça servirait.

En 1975, elle commence à faire des piges dans un journal. Sur des sujets « légers » : « Journalistiques », pour tout dire. Même si ce journal est *Le Monde*, ce n'est pas très « convenable ». Pis, l'année suivante, elle quitte l'Université pour *Le Matin de Paris*, où elle prend la responsabilité des pages culturelles. Une intellectuelle, une vraie, chef de service dans un quotidien ! Déchéance. Catherine Clément aura, à jamais, mauvaise réputation. D'autant qu'elle ne s'en tient pas là. Après la victoire de François Mitterrand, « mue par l'idée grémillante de l'intellectuel argentin d'Etat », elle quitte *Le Matin* pour diriger l'Association française d'action artistique, chargée du rayonnement de la culture française à l'étranger (elle occupera ce poste jusqu'en juin 1987).

Comme si tout cela ne suffisait pas à la rendre exaspérée, Catherine Clément est entrée au Parti communiste quand tous les intellectuels jugeaient qu'il fallait en sortir – et elle en est partie sans grand bruit. Féministe, elle a finalement épousé un ambassadeur et a suivi son mari, en Inde puis en Autriche – en Inde, elle a même eu le plaisir d'épouser quelques Françaises du meilleur monde affirmant qu'elles « ne mettaient pas les pieds dans une ambassade où l'ambassadrice était petite-fille d'un fourreur juif ». Parallèlement, elle n'a cessé d'écrire

des livres. Une trentaine, si l'on compte ceux en collaboration. D'abord sérieux, comme son *Levi-Strauss ou la structure et le malheur*, puis iconoclastes, comme *Les fils de Freud sont fatigués*. Et aussi des romans, pas toujours réussis – du moins pas ceux qu'on attendait d'une intellectuelle. Mais, au pays où le moindre auteur se croit écrivain et commence à parler de son « œuvre », Catherine Clément, elle, dit très tranquillement : « Je ne suis pas sûre d'être un écrivain. J'aime raconter. C'est autre chose. »

Tant qu'elle habitait la France, elle n'osait pas vraiment se laisser aller à écrire ces histoires qui la passionnent et l'amuse, qu'elle « ramasse partant ». L'éloignement l'a libérée et elle s'est mise à publier de gros romans, à « grand spectacle », plutôt réussis dans leur genre (*La Señora* (2), *Pour l'amour de l'Inde* (3), ou un peu moins (*La Valse inachevée* (4)). Avec eux, Catherine Clément est devenue un auteur à succès, occupant pendant plusieurs semaines la tête des meilleures ventes. Impardonnable.

L'insupportable Catherine Clément allait-elle enfin se tenir tranquille, exploiter le filon de la « romancière grand public » et « se faire oublier » ? On pouvait le penser. Mais non. Voilà que, cerise sur un gâteau déjà indigeste pour tous les envieux, elle se mêle d'écrire, comme trente et unième livre, un essai sur Philippe Sollers. Ou plutôt avec lui. Ce *Sollers la fronde* (5), c'est le portrait croisé de deux intellectuels, et une évocation paradoxale, humoristique, sérieuse, cultivée d'une génération, la leur. Celle dans laquelle les hommes et les femmes ont eu tant de mal à se parler. Quelque vingt-cinq ans après les combats qui les ont opposés, séparés, une femme se décide à reprendre la discussion ; et précisément avec l'homme autour duquel « existe un consensus de diabolisation ».

Pourquoi lui ? Sans doute parce qu'il est le « révélateur » de cette génération et d'un moment de l'histoire intellectuelle. Parce qu'avec lui, qui, « sur le plan de la rectitude des idées, ne laisse rien passer », elle pouvait « recoller les morceaux ». « Parce qu'il a un parcours d'une liberté incroyable, cet écrivain d'avant-garde qui a réussi à passer à quelque chose de très différent, tout en restant totalement fidèle à lui-même. » D'où les haines qu'il suscite. « Si je changeais vraiment, on ne dirait pas que je change », a-t-il expliqué à Catherine Clément. « Au lieu de s'interroger sur mon identité variable, défiance contre le monde, il faut comprendre la réputation qu'on me fait comme l'histoire amère du clercisme intellectuel qui, ayant essayé de me

Admiratrice de Lacan et romancière « grand public », universitaire et journaliste, cette philosophe agace encore et toujours. En dressant le portrait du « diable » Sollers, elle évoque les intellectuels des années 60. Bilan en forme de plaidoyer pour un retour au savoir.

« fixer », n'y est pas parvenu. Le ressentiment consiste à me décrire comme n'ayant aucune pensée par moi-même. Je serais une plume prenant le vent de l'opinion. C'est fou ce que l'opinion craint à l'opinion. »

Il est vrai que le « clerc intellectuel », il l'a aux trousses, Sollers. Catherine Clément aussi, mais, femme, elle est traitée avec plus de légèreté que de violence. Pas lui. Toutes les versions néo-

staliennes de « vipère lubrique » et « hyène dactylographe », il les collectionne (pour résister, ne pas oublier le mot de Flaubert : « Je crois à la haine incandescente du style. »). Ils sont tous là, pour le traiter d'imposteur, les « authentiques » – qui n'ont pas poussé le souci d'authenticité jusqu'à lire ses livres –, les faux modestes bouffis de vanité répétant à l'envi que le savoir est inutile puisque seuls le malheur et la terre (Sollers donc !) le méritent pas. Ce sont, bien sûr, les mêmes, qui juraient le livre de Catherine Clément « pas lisible parce que mal

écrit » : on sait comment le « mal écrit » est utilisé – à propos des essais –, lorsqu'on ne veut, ni ne peut entendre ce qui est dit, tout simplement. En outre, ici, c'est faux. Le début du livre donne le ton : « Mais pourquoi ai-je eu l'idée saugrenue de m'occuper de Sollers. (...) Dans les années 70, ses imprécations feutrées m'inspiraient une crainte hors de propos. (...) Chaque fois qu'il prenait la parole je me sentais accusée de

péchés infortunables. (...) Chef de bande, bandit de l'intelligentsia, mafieux pratiquant les siens et condamnant les autres sans appel. » Mes amis les plus proches le trouvaient infatigable, conclut Catherine Clément, et j'y retournais quand même. » « Pourquoi ai-je spontanément cité son nom, en 1992, quand on m'a demandé si je voulais écrire sur un écrivain ? Je ne saurais le formuler clairement, dit-elle aujourd'hui. Mais je l'ai compris, petit à petit. Notre génération va atteindre la soixantaine. Le temps est venu de faire le point. Sur ce qui nous est arrivé – au pas arrivé. Nous

n'avons pas fait la guerre, nous éduons des enfants. Trop petits pour la Résistance, trop petits encore à la Libération. Nous n'avons pas « fait » mai 68. Nous avions la trentaine. Nous y étions, certes, mais pas comme initiateurs. Nous avons seulement participé pleinement à l'embellie intellectuelle des années 60, à l'éclaircie structuraliste. Avant d'être « dépassés » par la génération suivante, celle de Kouchner, Lévy, etc. »

« Eux, ce sont les enfants du baby-boom. Ils ont été porteurs d'avenir à un point qu'on n'imagine pas. Contrairement à nous, ils ne se sont guère intéressés au savoir. Ils ont mené un combat moral, et juste, contre le stalinisme. Et le mur est tombé. Mais, aujourd'hui, on se demande s'ils peuvent aller plus loin. Et où ? Je crois bien qu'ils ont l'esprit moins libre que nous. Il est peut-être temps de recommencer à s'occuper du savoir. Et les « vieux » que nous sommes ont probablement quelque chose à dire sur le retour du savoir. Sollers en tête. Dans sa singularité ; car il a toujours été rebelle. Contrairement à la plupart d'entre nous, persuadés que nous allions reconstruire le pays, bâtir le savoir, réédifier la France, et comprendre tout ça. La racine du structuralisme est là, dans cette folie de comprendre. »

En trente ans, les intellectuels français ont produit trois avant-gardes : l'existentialisme, le structuralisme, la nouvelle philo-

sophie. « C'est plutôt un beau bilan. Mais depuis vingt ans, plus rien de tout cela. Quelques néo-kantiens et des postmodernes, ce qui est absolument le contraire d'une avant-garde. Il va bien falloir qu'il se passe quelque chose. » Volontariste comme elle l'a toujours été, Catherine Clément a bon espoir : « La dévalorisation des intellectuels, on est en train d'en sortir. » « Les « intellectuels », c'est une particularité française. Et il suffit d'aller habiter ailleurs, de « prendre du champ », pour s'apercevoir que c'est un trésor. » Totalement indifférente à l'idée que ses propos vont réveiller les aigreurs, le poujadisme éternel, et lui apporter de nouveaux ennemis, elle suit sa pensée. Elle parle avec plaisir, d'une belle voix, bien posée. Elle aime convaincre. Et, au fond, comme tous les gens qui croient au savoir, elle est, probablement, indestructible.

Josyane Savigneau

(1) Voir la chronique de Roger-Pol Droit, « Dansez maintenant », sur l'un des essais philosophiques de Catherine Clément, *La Syncope*, philosophie du ravissement (Grasset), dans « Le Monde des livres » du 11 mai 1990.

(2) Calmann-Lévy, 1992.

(3) Flammarion, 1993.

(4) Calmann-Lévy, 1994.

(5) Philippe Sollers, *Sollers la fronde*, Julliard, coll. « Écrivains / Écrivains », 252 p., 95 F.



1969, Tzvetan Todorov (au centre), Roland Barthes (à gauche) et Catherine Clément (à droite) à Cerisy

## LITTÉRATURES

■ LE TÉMOIN COMPROMIS  
Mémoires  
d'Edith Thomas. Page III

■ PAGES DE JOURNAL  
1939-1944  
suivies de Journal intime  
de Monsieur Célestin  
Costedat  
d'Edith Thomas. Page III

■ LOUIS-RÉNÉ DES FORÊTS  
de Jean Roudaut. Page III

■ LES APPARITIONS  
de Florence Seyvos. Page IV

■ LE PREMIER AMOUR  
EST TOUJOURS  
LE DERNIER  
de Tahar Ben Jelloun. Page IV

■ POÉSIE COMPLÈTE,  
1966-1995  
de Tahar Ben Jelloun. Page IV

■ JEUX AU CRÉPUSCULE

Le Feuilleton  
de Pierre Lepape  
■ CARNETS  
DE LA DRÔLE DE GUERRE  
Septembre 1939-Mars 1940  
de Jean-Paul Sartre. Page VI  
■ POUR SARTRE  
de Jean-Jacques Brochier.  
Page VI

(Games at twilight)  
d'Anita Desai. Page IV

## JEUNESSE

■ LE MONDE DE SOPHIE  
Roman sur l'histoire  
de la philosophie  
de Jostein Gaarder. Page V

## CHRONIQUES

■ BAUDELAIRE  
ET L'EXPÉRIENCE  
DU GOUFFRE  
de Benjamin Fondane. Page VI

■ L'HOLocauste  
INACHEVÉ.  
OU COMMENT STALINE  
TENTA D'ÉLIMINER  
LES JUIFS D'URSS  
d'Alexandre Bortchagovski.  
Page VI

■ LES AVOCATS  
Entre l'État, le public  
et le marché XIII-XIX siècles  
de Lucien Karpik. Page VI

■ L'AVOCATURE  
de Daniel Soulez-Larivière.  
Page VI

## ESSAIS

■ LES MOTS DES FEMMES  
de Mona Ozouf. Page VIII

■ L'ORGANISATION  
DE LA TERREUR  
de Wolfgang Sofsky. Page VIII

■ LES JARDINS  
DE L'OBSERVATOIRE  
de Gilles Perrault. Page IX

Le Monde

LA DOCUMENTATION  
DU MONDE SUR MINTEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 200.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.